

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°382

JANVIER 2017

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA: MALGRÉ LA PRÉSENCE MILITAIRE TURQUE ET LES INCERTITUDES DIPLOMATIQUES, LES FDS POURSUIVENT LEUR AVANCÉE VERS RAQQA**
- **KURDISTAN D'IRAK: DAECH RECULE À MOSSOUL, TENSIONS INTERNES AU KURDISTAN COMME EN IRAK**
- **TURQUIE: JOURNALISTES, ÉCRIVAINS, ENSEIGNANTS, ÉLUS HDP... LA RÉPRESSION GÉNÉRALISÉE, AVANT-GOÛT DE LA NOUVELLE CONSTITUTION ?**
- **TURQUIE: LE CO-PRÉSIDENT DU HDP RÉCUSE À SON PROCÈS TOUT APPEL À LA VIOLENCE ET ACCUSE LES DIRIGEANTS AKP D'ÊTRE RESPONSABLES DU BAIN DE SANG**

---

## ROJAVA: MALGRÉ LA PRÉSENCE MILITAIRE TURQUE ET LES INCERTITUDES DIPLOMATIQUES, LES FDS POURSUIVENT LEUR AVANCÉE VERS RAQQA

**L'**opération turque «Bouclier de l'Euphrate» s'est poursuivie dans le nord de la Syrie, notamment l'attaque sur al-Bab, tenue par Daech, mais où l'armée turque veut surtout devancer les Kurdes... Le 4, Peter Cook, porte-parole du Pentagone, a annoncé que la coalition anti-Daech avait envoyé des avions soutenir les Turcs au-dessus d'al-Bab... sans opérer de frappes. Les autorités turques ne décollèrent pas de ce qu'elles considèrent comme un manque de soutien des Etats-Unis dans leur assaut sur la ville. Elles espèrent que la nouvelle administration américaine choisira comme

allié principal en Syrie la Turquie plutôt que les Forces démocratiques syriennes, dont le noyau est constitué des YPG, les combattants kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique), l'ennemi quasi-obsessionnel de M. Erdoğan. Le 5, le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalın, a demandé en direct sur *Kanal 24* pourquoi les Etats-Unis, «qui utilisent la base d'Incirlik», n'ont pas soutenu «leur allié au sein de l'OTAN» par des frappes aériennes. Le message était clair: Incirlik contre un meilleur soutien aux opérations turques. Le 17, alors qu'un porte-parole de la coalition annonçait des frappes sur al-Bab, le *New York*

*Times* révélait que la Turquie avait systématiquement retardé l'approbation des missions aériennes américaines décollant de la base... Reflétant l'évolution complexe des relations politiques entre Turquie, coalition anti-Daech et Russie, celle-ci a annoncé le 19 que 9 jets russes avaient pour la première fois la veille coopéré avec les avions turcs pour frapper Daech dans la banlieue d'al-Bab. Le 30, le président Erdoğan a déclaré que les opérations turques dans le nord syrien se termineraient une fois al-Bab prise, une inflexion dans un discours officiel selon lequel jusqu'à présent forces turques et rebelles alliés attaque-

raient ensuite Manbij, prise par les FDS à Daech le 13 août dernier. Mais l'armée turque s'est embourbée devant al-Bab durant plusieurs semaines, perdant 65 hommes, et les analystes doutaient qu'elle se risquerait à avancer plus au sud (au risque de se confronter à l'armée syrienne) avant de connaître la position de l'administration Trump vis-à-vis des FDS. Le Premier ministre turc Binali Yıldırım a cependant déclaré le 28 que la Turquie continuerait à frapper les YPG et le PYD.

Les Turcs n'ont pas limité leurs opérations en Syrie à al-Bab. Selon plusieurs communiqués des YPG datés de début janvier, ils ont bombardé le 30 décembre quatre villages à l'est de Kobanê et deux autres à l'est de Manbij, faisant 3 morts et 15 blessés, tous civils, et le 3 janvier, dans le canton de Djéziré, loin à l'est, 3 hélicoptères ont pénétré au Rojava pour bombarder des villages entre al-Malikiyah et Çil Axa, tandis que des troupes au sol occupaient la région de Terbe Spiye, à l'est de Al-Qahtaniya. La base aérienne de Rmeilan, où sont stationnés quelques centaines de militaires américains, se trouve à une vingtaine de kilomètres à l'est. Et dans Jerablous qu'elle occupe depuis l'été, la Turquie a créé une force de police pro-turque, comme pour assurer une présence longue...

L'armée turque ne respecte pas plus les ressources des territoires syriens qu'elle occupe que les villes kurdes de son propre pays: selon plusieurs médias kurdes de Syrie, elle a coupé sur des terres privées 2.717 oliviers près du village de Qarmatlaq, dans la province de Sheyeh, pour préparer la construction de la longue barrière qu'elle érige entre Kurdistan turc et syrien. Déjà, l'an dernier, la Turquie s'était attaquée à l'agriculture du canton d'Afrîn en coupant sa principale ressource en eau, la Rivière Noire, un affluent de l'Oronte prenant sa source dans les Monts Kartal. On sait que la Turquie

n'a jamais hésité à interrompre les fleuves naissant chez elle pour faire pression sur ses voisins...

La présence militaire turque, même si elle constitue un danger évident pour les FDS, ne les pas empêchées de poursuivre avec le soutien de la coalition internationale leur propre opération «Colère de l'Euphrate» contre Raqqa, la «capitale» syrienne de Daech. Le «ministre de l'Économie» de Daech a même été tué dans une opération kurdo-américaine sur Kibir, entre Raqqa et Deir ez-Zor, tandis que les FDS repoussaient 3 jours d'attaques djihadistes sur Swede, un village à l'ouest de la province de Raqqa, pris par les FDS en décembre et considéré comme stratégique pour les mouvements de Daech. Le 7, l'OSDH a annoncé que les FDS avaient pris le château de Jaabar, sur la rive du lac Assad, à seulement 4 km du barrage de Tabqa. Selon les rapports de renseignement, Daech aurait commencé à évacuer vers Raqqa les prisonniers incarcérés à Tabqa. Le vendredi 13, les FDS ont annoncé avoir repris depuis le début de la deuxième phase de leur opération 133 villages dans l'ouest de la province, et ont publié le 17 des statistiques selon lesquelles 2480 km<sup>2</sup> ont été libérés, 260 terroristes de Daech tués et 40 voitures piégées neutralisées. Le 31, le Pentagone a pour la première fois fourni aux FDS des véhicules blindés, dont les YPG ont pris soin de déclarer qu'ils étaient allés aux combattants arabes et non kurdes. Le porte-parole des YPG pour l'opération sur Raqqa, Talal Silo, a déclaré que c'était le signe d'un soutien plus important de la nouvelle administration américaine aux FDS.

Daech reste un ennemi déterminé: le 4, il a attaqué le QG des YPG au sud de la ville d'Hassakeh, faisant des dizaines de morts parmi les combattants, sans pourtant réussir à reprendre les positions perdues un an plus tôt. Puis le 14, après avoir renforcé ses troupes, l'organisation a lancé selon l'OSDH sa plus violente

attaque sur Deir es-Zor depuis un an, coupant un aéroport stratégique du territoire tenu par le gouvernement et obligeant le régime, qui tient la ville, à utiliser des frappes aériennes. La province de Deir es-Zor est en majorité tenue par Daech, mais les djihadistes assiègent en vain sa capitale depuis 2014.

Toutes ces opérations militaires se sont déroulées sur fond d'importants changements diplomatiques dominés par l'initiative turco-russe de «parrainage» d'une trêve nationale au 30 décembre consacrant l'exclusion de fait des Occidentaux, en pleine transition politique américaine. Malgré ses déclarations rassurantes, l'administration du Rojava peut légitimement s'inquiéter, et il est significatif que le co-président du PYD, Salih Muslim, ait déclaré que «les différents pouvoirs politiques kurdes [devaient] se coordonner», appelant à la tenue d'une conférence «inter-kurde».

Ajoutant à l'incertitude, le «processus turco-russe» s'est rapidement enlisé. Le 31 décembre, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a bien soutenu l'initiative à l'unanimité, mais dès le 3 janvier, une dizaine de groupes rebelles ont suspendu leurs pourparlers avec le gouvernement en raison de ses violations du cessez-le-feu: celui-ci ne cesse en effet de bombarder la vallée stratégique de la Barada qui fournit Damas en eau. Le 16, plusieurs groupes rebelles ont annoncé leur participation aux pourparlers entre régime et opposition impulsés par les Russes, les Turcs et les Iraniens à Astana au Kazakhstan le 23 janvier. Le 21, le Département d'Etat américain a indiqué qu'il ne serait pas présent en raison du changement d'administration en cours. Mais ces pourparlers ne semblent s'être tenus qu'en raison des fortes pressions exercées par leurs sponsors étrangers sur leurs clients syriens et n'ont finalement donné aucun résultat politique tangible. Le 23, l'Armée syrienne libre a rejeté l'exigence du gouvernement que les groupes d'opposition participant aux

discussions déposent les armes, et a indiqué que sa délégation n'aborderait que le cessez-le-feu à l'exclusion de toute discussion politique si un processus de transition politique comprenant le départ du président Bachar el-Assad n'était pas engagé avec le soutien des Nations Unies. L'ambiance à Astana est demeurée glaciale, l'ambassadeur syrien aux Nations Unies, Bachar Jaafari, qualifiant la délégation rebelle de «représentants de groupes terroristes». La conférence a finalement accouché d'un engagement à sauvegarder la trêve et à poursuivre la lutte contre Daech et l'ex-branche locale d'Al-Qaïda, signé... exclusivement par les organisateurs, Russie, Turquie, et Iran!

Pas plus que lors des rencontres précédentes, l'administration du Rojava, qui contrôle pourtant environ 20% du territoire syrien, avec 12,5% de la population du pays, n'avait été invitée, essentiellement en raison de l'opposition féroce de la Turquie (le ministre turc des Affaires étrangères avait déclaré le 14 que si les États-Unis voulaient inviter le PYD, ils n'avaient qu'à inviter aussi Daech...). Par contre, le 18, la Turquie avait officiellement invité trois dirigeants du Conseil national kurde de Syrie – qui regroupe une douzaine de partis opposés au PYD et soutenus par le PDK irakien de Massoud Barzani – Ibrahim Biro, Abdulkhakim Bashar et Darwish Mirkan. Fort logiquement, le PYD a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne respecterait aucun accord pris en son absence, ajoutant que des discussions menées sans lui, Astana

ou Genève IV, n'avaient aucune chance d'aboutir à un règlement.

Si les Américains poursuivent leur coopération militaire avec les FDS sans vouloir s'engager au niveau politique, les Russes quant à eux, tentent des négociations politiques avec les Kurdes. Pour ne pas s'opposer de front à la Turquie, les Russes ont paradoxalement contourné Astana, invitant les Kurdes de Syrie à plusieurs réunions dans leur base aérienne de Hmeimim, au sud-est de Lattaquié, et même à Damas le 13 – en garantissant la sécurité des participants. Plusieurs partis kurdes ont participé, incluant le PYD et le CNK, mais certains partis kurdes ont refusé de se rendre dans un territoire contrôlé par le régime. Puis le 27, après Astana, la Russie a invité à Moscou une délégation du PYD, dont Khaled Issa, son représentant en France, Asya Abdullah, sa co-présidente et Anwar Muslim, le chef de l'administration du canton de Kobanê. La délégation a rencontré Sergueï Lavrov ainsi que des représentants de l'opposition syrienne. Le 31, Halit Isa, un représentant du PYD en France, a donné des précisions sur cette rencontre à l'agence russe *Sputnik*: «M. Lavrov nous a donné des informations sur le projet de constitution pour la Syrie préparé par la Russie [et proposé à Astana]. Il a dit que le texte n'était pas définitif et que nous étions libres de faire les amendements que nous jugions appropriés». Il a ajouté que les représentants du PYD avaient présenté leur propre projet aux responsables russes et aux représentants de l'opposition qui avaient déclaré être prêts à

l'étudier, et que le PYD devait pouvoir poursuivre ces discussions aux pourparlers de Genève – une position selon lui approuvée par la Russie. Un des points positifs pour les Kurdes, la proposition russe modifie le nom de l'Etat en «République de Syrie» (actuellement République arabe de Syrie) et propose de reconnaître le kurde comme langue officielle à côté de l'arabe dans les régions du nord du pays. Le document évite l'emploi du mot «fédération», mais suggère un État décentralisé avec des Assemblées régionales, aux pouvoirs législatifs et administratifs. Le 31, cependant, le gouvernement syrien a de nouveau rejeté toute forme d'autonomie kurde et aurait proposé des amendements pour modifier le projet russe. La Russie semble chercher un règlement kurde – même contre l'avis du régime – qui permettrait à celui-ci de se concentrer sur ses autres problèmes, et après avoir sauvé celui-ci, elle serait certainement en mesure de le lui imposer. De leur côté, les Américains ont fait un petit «pas en avant politique» en lançant le 27 aux Kurdes de Syrie une invitation à Washington pour des entretiens fin février – première invitation officielle du Département d'État à des représentants kurdes de Syrie. Mais cette fois, il s'agissait de deux membres du CNK, qui seront donc reçus par la nouvelle administration Trump. Dans ces «grandes manœuvres» diplomatiques qui commencent à peine, chacun veut parler aux Kurdes – et à des Kurdes différents... Rien n'est encore écrit, et les risques demeurent élevés d'un accord qui se fasse sans eux, voire contre eux.

---

### KURDISTAN D'IRAK: DAECH REULE À MOSSOUL, TENSIONS INTERNES AU KURDISTAN COMME EN IRAK

**S**ur le plan militaire, l'opération sur Mossoul a continué ce mois-ci, maintenant essentiellement conduite par l'armée irakienne, les pechmergas ayant accompli leur part. Le 1<sup>er</sup> janvier, un commandant des

Forces anti-terroristes déclarait à l'AFP que les Irakiens tenaient 60 % des quartiers orientaux de Mossoul, et au prix de combats acharnés, la progression s'est poursuivie quasiment maison par maison. Le 5, les Irakiens ont annoncé contrôler 65-70 % des

quartiers Est, notamment grâce à la coopération des habitants, et ont déclaré compter atteindre le Tigre dans les jours suivants. Le 9, ils prenaient le contrôle du quartier de Baladiyat et encerclaient Sukkar, acculant les djihadistes au fleuve. Le 13, l'université de

Mossoul était reprise un nouveau pont sur le Tigre atteint, puis les soldats entraient le 16 dans le quartier de Shurta, avant d'annoncer le 18, exactement trois mois après le lancement de l'opération, la reprise totale de la partie orientale de Mossoul. Le commandement a indiqué que l'élaboration des plans pour reprendre Mossoul-Ouest avait déjà débuté. Le 20, Daech, anticipant l'attaque, a fait sauter près du fleuve le plus grand hôtel de Mossoul-Ouest, le *Mossoul Hotel*, afin d'empêcher son usage comme base ou point d'atterrissage.

Les combats aussi ont continué sur d'autres fronts. Le 5, l'armée irakienne et des combattants tribaux, soutenus par des frappes de la coalition, ont lancé une offensive plus au sud, dans l'ouest de la province d'al-Anbar. Des accrochages ont aussi eu lieu dans la région de Kirkouk, demeurée sensible depuis l'attaque djihadiste d'octobre dernier: Daech contrôle toujours au sud la grande ville de Hawija, pour laquelle aucune opération ne semble prête – probablement en raison de la priorité donnée à Mossoul. Le 13, trois pechmergas ont été blessés en repoussant une attaque de snipers au sud de Kirkouk. Le 16, les forces de sécurité de la ville ont arrêté trois personnes suspectées d'appartenir à Daech, dont une en lien avec l'attentat perpétré à Bagdad la semaine précédente. Le 31, le Conseil de Sécurité du Kurdistan a annoncé avoir arrêté dans la nuit du 30 plusieurs djihadistes préparant une nouvelle attaque sur Kirkouk ainsi que le principal organisateur de l'attaque d'Ainkawa (le principal quartier chrétien d'Erbil) en 2015. Enfin, plus à l'est, près de la frontière iranienne, un commandant kurde fayli des *Hashd al-Shaabi*, Hayder Ali, au «nom de guerre» d'Abou Karrar, a été tué dans la nuit du 14 dans une embuscade de Daech à 40 km au sud de Khanaqîn.

Par ailleurs, il devient de plus en plus clair que la chute de Mossoul ne signifiera pas la fin du danger djihadiste: le 10, le Secrétaire à la Défense de l'administration Obama, Ash Carter, dans le dernier point presse de son mandat, a indiqué que les États-Unis pourraient conserver des troupes en Irak après la reprise de Mossoul en raison des risques de guérilla djihadiste. Le Ministère des pechmergas a annoncé le 21 que les États-Unis armeraient en 2017 deux nouvelles brigades de pechmergas.

Les combats génèrent toujours un flot de déplacés de plus en plus difficile à gérer par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et les autorités de la province de Kirkouk, qui héberge actuellement 500.000 déplacés des provinces de Ninive, Salahaddine, Diyala et Al-Anbar. Selon des chiffres publiés le 14 et le 15, au moins 90.000 déplacés ont trouvé refuge dans des camps installés au Kurdistan près de Dohouk et Erbil depuis le début des opérations le 17 octobre, et 3.000 personnes fuient maintenant Mossoul chaque jour, dont 70% arrivent au Kurdistan. Suite à la pénurie de vivres en ville, leur nombre a doublé en 10 jours. Le nombre total de personnes déplacées au Kurdistan atteint maintenant 29 % de la population, et le GRK s'attend à la fuite de 500.000 personnes supplémentaires avec les prochains combats. Le 29, le GRK a officiellement demandé l'aide de la communauté internationale pour éviter une catastrophe humanitaire.

Le GRK est déjà confronté à de fortes tensions économiques et sociales suite à l'impopularité des baisses de salaires et des retards de paiement et à l'exaspération des habitants face à la dégradation des services. Une grève enseignante avec boycott des cours a commencé dès la rentrée de septembre, ponctuée de manifestations contre

la réduction et les retards de paiement des salaires: le 2 à Sulaimaniyeh, Halabja et Kalar, puis le 5 et le 14 devant la Direction de l'éducation à Sulaimaniyeh, avant une suspension provisoire du mouvement le 16. Le 19, après une manifestation contre les coupures d'électricité, une centrale électrique à Chamchamal a été la cible de roquettes, une attaque inédite au Kurdistan. Selon Aras Khoshnaw, responsable du Centre d'information et de recherche stratégique de la Région du Kurdistan, les dépenses du GRK ont baissé de 70 % en 2016 tandis que les revenus augmentaient de 25%, moins les recettes douanières. D'autres mesures sont en élaboration, comme de rendre payante la collecte des ordures, soit sur la facture d'eau, soit en la confiant à des compagnies privées... Cela pourrait ne pas suffire, comme le montre la déclaration se voulant rassurante de Rabar Sidiq, vice-ministre des Finances du GRK, selon laquelle les conditions économiques devraient s'améliorer en 2017... «si le prix du pétrole augmente de nouveau, le système de réforme que nous avons mis en place réussit et si la guerre contre Daech prend fin». A plus court terme, pour alléger le fardeau supporté par les fonctionnaires dont les salaires ont été réduits, les Conseils de province du Kurdistan ont approuvé le 10 la création de chèques complétant les salaires versés en liquide, avec lesquels pourront être réglés les services gouvernementaux comme l'eau ou l'électricité.

Sur le plan politique interne, la situation avance toujours très lentement. Le blocage du Parlement kurde persiste, et les partis de la Région continuent à se rencontrer sans parvenir à s'accorder. PDK et UPK tentent de mettre à jour à deux leur accord stratégique de 2007 afin de pouvoir ensuite proposer un plan commun aux autres

partis ; des discussions se poursuivaient au sein de l'UPK pour tenter de réconcilier deux fractions s'opposant maintenant depuis plusieurs mois. Le 7, plusieurs leaders politiques, PDK, puis Ligue Islamique, ont indiqué que les élections prévues en principe en septembre pourraient être reportées suite à la situation militaire et aux difficultés financières et politiques. Principal point de blocage, le mode de désignation du Président de la Région : alors que le PDK veut un président fort élu au suffrage universel, *Gorran* préfère un président aux pouvoirs limités élu par le parlement. La constitution provisoire adoptée par le parlement d'Erbil en 2009 est plutôt présidentielle, mais elle doit encore être approuvée par référendum – consultation aussi refusée par *Gorran*. Le 24 cependant, après l'attribution par le GRK du budget nécessaire, la Commission électorale a annoncé entamer les préparatifs des élections générales, fixées finalement au 6 novembre pour les législatives comme les présidentielles – une date toujours provisoire. Ces élections pourraient aussi comporter un référendum d'autodétermination ouvrant la voie à l'indépendance de la Région.

Les relations Erbil-Bagdad sont toujours tendues, tant à propos du pétrole que des territoires disputés entre les deux gouvernements. Le 5, répondant au Ministre des affaires étrangères irakien Ibrahim Jaffari, le Ministre des pechmegas a déclaré que ceux-ci ne se retireraient pas des territoires repris à Daech avant l'opération sur Mossoul. Le 10, les responsables kurdes de Khanaqin ont exprimé leur inquiétude du rapprochement de la ville des milices chiites *Hashd al-Shaabi* qui veulent installer une base dans le village de Palkana et tenter de recruter des Kurdes. Cette zone a déjà connu des périodes de tension allant jusqu'à la confrontation entre pechmegas

et armée irakienne ou milices chiïtes... Le 27, un responsable du Ministère des pechmegas a annoncé avoir demandé des explications aux *Hashd al-Shaabi* après qu'un de leurs groupes a bombardé les peshmegas au Sindjar. Celles-ci ont répondu en annonçant une enquête après une «erreur» et qualifiant les pechmegas de «frères». Mais au Sindjar, la situation se complique encore du fait des tensions entre les pechmegas et une partie de la population yézidie qui leur reproche de l'avoir abandonnée à Daech en 2014 et s'est depuis rapprochée du PKK, que le PDK souhaite voir quitter la région. Un accord aurait été trouvé le 6 entre PDK et PKK, aux termes duquel ce dernier se retirerait pacifiquement, seules les Unités de Résistance du Sindjar (*Yekîneyên Berxwedana Şengalê* □, YBŞ) et des Unités de Femmes Yézidies (*Yekîneyên Jinên Êzîdî*, YJE), formées d'habitants de la région, demeurant sur place pour protéger la population. La question dépasse le Kurdistan pour prendre une importance régionale : le 8, lors de sa conférence de presse commune avec le président de la Région Massoud Barzani, le Premier ministre turc Binali Yıldırım, arrivé de Bagdad, a déclaré que la Turquie «n'accepterait pas que le PKK demeure au Sindjar» ni s'étende dans d'autres régions d'Irak. Le lendemain, le porte-parole du KCK (l'aile politique du PKK), Sarhad Varto, a répondu en accusant la Turquie de chercher à provoquer des tensions entre Bagdad et la Région du Kurdistan – et entre «frères kurdes» – pour assurer sa présence dans le nord de l'Irak : «Les responsables du PKK sont en négociation avec Erbil, Bagdad et la coalition internationale sur la manière de gouverner le Sindjar et le retrait du PKK, et nous croyons que le Sindjar doit être gouverné par son peuple – un processus qu'il appartient aux peshmegas, à la guérilla, à l'armée irakienne et à

la coalition de contrôler». Varto a appelé à un retrait immédiat des troupes turques stationnées à Bashiqa... Le 20, le porte-parole du Premier ministre irakien, Saad al-Hadithi, a déclaré que le gouvernement central et le GRK étaient arrivés à un accord pour constituer une force commune qui se chargerait de «rétablir l'ordre» au Sindjar – en expulser les groupes armés. Le moment de création de cette force dépendra des progrès de l'opération commune sur Mossoul. Pourtant, le lendemain, le maire de Sindjar, Mahma Khalil (PDK), a accusé le gouvernement central d'aider le PKK à rester au Sindjar, et le 25, l'agence *BasNews*, proche du PDK, a publié des informations selon lesquelles le PKK aurait formé au Sindjar une unité de yézidis appelée «Force spéciale du Sindjar», enregistrée aux *Hashd al-Shaabi* et comme telle payée par Bagdad. Le même jour, les YBŞ ont annoncé le début de discussions avec le PDK pour créer une force commune au Sindjar...

C'est sans doute dans ce contexte tendu qu'il faut apprécier l'affaire de la fermeture – puis de la réouverture – par le GRK de l'ONG d'aide aux yézidis *Yazda*, créée en 2015 notamment pour apporter une assistance psychologique aux femmes yézidies libérées des griffes de Daech. Le lundi 2 après-midi, la Sécurité (*Asayish*) de Dohouk a fermé les locaux de *Yazda* dans cette ville, accusant l'organisation d'«activités illégales». Selon une chercheuse de *Human Right Watches*, Belkis Wille, la raison de cette fermeture pourrait être un projet de l'ONG pour aider environ 3.000 familles à se réinstaller au Sindjar, ce qui impliquerait la fourniture de ravitaillement risquant de tomber entre les mains du PKK... Le 5 cependant, le Directeur du Département kurde des ONG, Akram Jamo, a critiqué cette fermeture et déclaré que seul son bureau pouvait prendre une telle décision sur la

base d'ordonnances judiciaires. Yazda a rencontré le 10 le responsable des relations internationales du GRK, Falah Mustafa Bakir, et a publié le 18 un communiqué annonçant sa réouverture, attribuant le problème originel à un malentendu de traduction ayant fait croire à des activités illégales.

Au-delà du Kurdistan, c'est l'avenir de l'Irak qui est incertain: le 4, le leader sunnite et vice-président irakien Osama al-Nujaifi a fait état d'un «plan clair» de sa propre communauté «pour l'Irak d'après l'Etat islamique»: mettre en place des «Régions» où sunnites et autres groupes spécifiques pour-

raient se gouverner et préserver leurs culture et intérêts économiques au sein d'un Irak uni. Déclarant n'avoir aucune confiance dans le gouvernement central, il a insisté sur l'importance de garanties internationales pour l'obliger à respecter tout engagement.

## TURQUIE:

### JOURNALISTES, ÉCRIVAINS, ENSEIGNANTS, ÉLUS HDP...

#### LA RÉPRESSION GÉNÉRALISÉE, AVANT-GOÛT DE LA NOUVELLE CONSTITUTION ?

**P**remières condamnations liées au coup d'État manqué du 15 juillet dernier: la perpétuité le 5 janvier au tribunal d'Erzurum pour deux officiers, qui avaient reçu des commandements après le putsch. Ce même jour, 380 nouveaux mandats d'arrêt ont été émis contre des hommes d'affaires soupçonnés de «gülenisme». Mais au-delà du putsch-prétexte, la répression a largement frappé tous azimuts, journalistes, enseignants, société civile, élus HDP... Un rapport de l'Association des journalistes de Turquie (*Türkiye Gazeteciler Cemiyeti*, TGC) en date du 4 fait état de 780 cartes de presse annulées en 2016, 839 journalistes passés devant un tribunal simplement pour avoir fait leur métier, et 144 journalistes en prison pour le nouvel an. Triste record pour la Turquie, avec un tiers des journalistes emprisonnés dans le monde, et depuis le coup d'État, près de 195 médias fermés. Le classement de la liberté de la presse 2016 de *Reporters sans frontières* place le pays 151<sup>e</sup>, entre Tadjikistan et République démocratique du Congo, et le représentant turc de *Reporters sans frontières*, Erol Onderoğlu, a été lui-même inquiété: avec Sebnem Korur Fincancı, Présidente de la Fondation des droits de l'homme de Turquie (TİHV), et le journaliste Ahmet Nesin, il a comparu mercredi 8 dans un procès très médiatisé où tous risquent plus de 14 ans

de prison pour «propagande terroriste» après avoir accepté en solidarité avec les Kurdes de collaborer à un numéro du journal *Özgür Gündem* – la même affaire pour laquelle l'écrivaine Ashi Erdoğan a été (provisoirement ?) libérée le 29 décembre. Les journalistes étrangers courent moins de risques que leurs confrères turcs, mais n'en sont pas moins surveillés: Rod Nordland, du *New York Times*, a été retenu par la police des frontières puis expulsé vers Londres le 17 en raison de ses articles sur les Kurdes, en particulier celui décrivant la terrible situation de Diyarbakir. Même écrire des livres devient maintenant risqué: le 28, la journaliste kurde Arzu Demir, des agences ETHA et ANF, a été condamnée à 6 ans de prison pour «propagande pour une organisation terroriste», «apologie du crime et des criminels» et «incitation au crime»: elle avait écrit deux livres, l'un sur le processus révolutionnaire au Rojava, *Devrimin Rojava Hali*, et l'autre sur la place des femmes parmi les combattants du PKK, *Dağın Kadın Hali*, dont chacun lui a valu 3 ans de prison. Les conditions de détentions sont telles que la Commission «Prisons» du İHD (Association des droits de l'homme, *İnsan Hakları Derneği*) a organisé une manifestation à Istanbul le 21 pour les dénoncer. Les manifestants ont demandé la fermeture des prisons de type «F» et déployé des banderoles portant le nom des 47 prison-

niers morts de maladie durant l'année 2016.

La répression vise aussi tout ce qui a rapport aux Kurdes: le 31, un raid de la police a fermé l'Institut Kurde d'Istanbul, fondé en 1992 sous la direction de Musa Anter, où sont menées des recherches sur la culture, la langue et la littérature kurdes. Ses membres, chercheurs comme étudiants, ont déclaré qu'ils continueraient leurs travaux. À Diyarbakir, c'est l'Académie de langue *Ehmedê Xanî*, ouverte en 2013, qui a été placée sous scellés. Ces dernières fermetures ont touché au total 94 associations accusées de constituer «une menace pour la sécurité nationale» et d'être liées aux PKK. Après la fermeture, vient la spoliation: les biens de l'Institut Kurde ont été saisis par le Fonds d'assurance et de dépôt (*Tasarıf Mevduatı Sigorta Fonu*, TMSF)! La langue kurde semble ainsi redevenue une cible privilégiée: le 8, six enseignants de kurde de l'Université *Artuklu* (Mardin) ont été licenciés. Le 24, l'administrateur remplaçant le maire du district d'Edremit (province de Van) a fait enlever des rues les panneaux multilingues comportant kurde, arménien et anglais... Certains lieux symboliques ont aussi été visés: le 9, la police a détruit dans le parc *Rojava* à Diyarbakir le monument commémorant les 34 jeunes victimes du massacre perpétré le 28 décembre 2011 près de ce village



de la province de Şırnak par l'armée de l'air turque.

Mais le HDP, formation «prokurde» progressiste et seule opposition encore active à Erdoğan et à ses projets totalitaires, demeure la principale cible de la répression. Ses élus continuent à être démis et arrêtés par dizaines: le 3, le co-maire adjoint de Dersim, Huseyin Tunç, a été remplacé par un administrateur nommé, et le député Ziya Pir a été arrêté pour «insulte à fonctionnaire». Si la députée Leyla Birlik, arrêtée début novembre pour «liens avec le PKK», a été relâchée le 4 après avoir témoigné devant le procureur de Şırnak, les co-présidents HDP de la province d'Istanbul Aysel Güzel et Doğan Erbaş ont été arrêtés le lendemain avec sept autres cadres: Ali İpekli, Ramazan Çetinçakmak, Tayyip Arslan, Ayşe Karadağ, Feremez Erkan, Muhittin Aslanboğa et Süleyman Özcan. Deux autres, Nasır Tonguç et Ferit Yalçın ont été assignés à résidence à leur domicile. Le 6, la co-maire du district de Kulp (province de Diyarbakir), Sadiye Süer Baran, celle du district de Viranşehir, Emrullah Cin, et les co-maires du district de Bozova (province d'Urfa), Zeynel Taş et Fatma Doğan, ont été arrêtés. Le co-maire du district d'Ömerli (province de Mardin), Süleyman Tekin, ayant été arrêté le 5, le maire, Erol Korkmaz a été nommé administrateur. Au 6 janvier, on comptait 52 administrateurs non élus nommés à la tête de municipalités BDP et 76 co-maires en état d'arrestation. Le 14, la députée HDP Nursel Aydoğan, arrêtée le 4 novembre en même temps que 11 autres députés du HDP dont ses deux co-présidents a été condamnée à presque 5 ans de prison pour avoir mené des activités au nom d'une organisation terroriste sans en être membre: elle avait assisté aux funérailles d'un guérillero du PKK. Nombreux sont également les députés HDP accusés de liens

avec le PKK amenés de force au tribunal par la police pour déposer: la députée de Batman Ayşe Acar Başaran le 20, le député et cinéaste Sırrı Süreyya Önder le 23, quatre députés le 25: de Sanliurfa, Osman Baydemir, de Diyarbakir Imam Tascier, d'Iğdir Mehmet Emin Adıyaman et de Muş Ahmet Yıldırım; le porte-parole du parti et député de Kars Ayhan Bilgen a été de même emmené de force le 30 au tribunal de Diyarbakir. Libéré après son audition, il a été de nouveau arrêté le lendemain avant son procès pour «participation à une organisation terroriste».

Deux autres députées, Huda Kaya et la députée d'Adana Meral Danis Bestas, ont été placées le 28 en garde à vue avant leur procès, et le 31, la consultante juridique du HDP, Meral Danis Bestas, a été arrêtée. La police a aussi commencé à enquêter sur des dizaines d'employés municipaux qui avaient protesté contre l'arrestation le 7 novembre du co-maire de la municipalité métropolitaine de Van, Bakir Kaya. Selon les lois anti-manifestation actuelles, ils risquent aussi la prison. Le 30, le vice-président du groupe parlementaire HDP et député de Diyarbakir Idris Baluken a été remis en liberté conditionnelle après près de trois mois de prison. Il risquait la perpétuité aggravée plus 23 ans de prison pour quatre chefs d'accusation distincts, dont des liens avec le PKK, tous liés à des déclarations faites dans le cadre de sa mission en tant que membre de la délégation HDP à Imralı. Il est intéressant de noter que la plupart de ces accusations ont été préparées par des procureurs actuellement emprisonnés pour des accusations liées à la tentative de coup d'État du 15 juillet.

Pour le HDP, toutes ces arrestations de ses élus qui se succèdent depuis des semaines – et spécifiquement celle de son porte-parole – visent à l'empêcher de mener

campagne contre les changements constitutionnels devant être soumis au référendum d'avril. Les débats au parlement sur ce projet ont débuté lundi 9. La porte-parole du HDP, Ayhan Bilgen, a twitté que le parti boycotterait la discussion: «Nous n'utiliserons pas nos voix pour cette réforme illégitime alors que nos députés sont arrêtés injustement et empêchés de remplir leur devoir». Les points-clés de la réforme ont été approuvés le 13, mais les députés en sont venus aux mains. Le 15, le député HDP Garo Paylan a été suspendu pour trois jours après un discours – interrompu par les députés AKP – où il critiquait les changements proposés en faisant référence aux «quatre communautés chassées de leurs terres dans de grands massacres et génocides», Arméniens, Assyriens, Grecs et Juifs. Les modifications constitutionnelles ont finalement été adoptées le 21 par 339 voix sur 550. Le CHP a annoncé qu'il ferait campagne contre.

Si les décrets du 6 janvier représentent un avant-goût des futurs textes législatifs, il y a de quoi s'inquiéter: selon une lettre ouverte du vice-coprésident et responsable des relations internationales du HDP Hışyar Özsoy datée du 12, ils ordonnent l'expulsion de la fonction publique de 8.398 employés et 649 universitaires supplémentaires et l'interdiction de 83 nouvelles organisations de la société civile. Mais il y a plus grave: selon ces décrets, les fournisseurs d'accès internet devront communiquer à la police les informations personnelles de leurs clients sans nécessité d'une décision de justice et surtout, le gouvernement pourra déchoir de la nationalité turque toute personne se trouvant à l'étranger faisant l'objet d'une enquête pour des crimes contre l'ordre constitutionnel et qui n'obéirait pas sous 3 mois à la convocation du procureur le rapplant en Turquie!

Purges et répression ne semblent avoir aucun impact sur la violence où s'enfoncé le pays, à commencer par la première attaque terroriste revendiquée en Turquie par Daech, caractérisée comme une vengeance des opérations militaires turques en Syrie: la nuit du nouvel an, un tireur a ouvert le feu au *Reina*, un night-club d'Istanbul, faisant 39 victimes, aux deux-tiers des étrangers, avant de s'enfuir. Après une chasse à l'homme inédite, la police n'a capturé le coupable présumé, d'origine ouzbègue, que le 17, dans un appartement du quartier européen d'Esenyurt à Istanbul.

Le 3, les HPG (Forces de défense populaire, l'aile militaire du PKK) ont publié les statistiques de leurs actions pour l'année 2016, selon lesquelles 3.404 policiers ou militaires turcs ont été tués, dont 38 officiers supérieurs, et 1.334 blessés, un avion F-16, 3 hélicoptères et 166 véhicules blindés dont 8 tanks auraient été détruits. Les HPG donnent pour eux-mêmes le chiffre de 585 combattants tués au combat, dont 13 au Sindjar (Shingal). Le 5, un policier et un employé du tribunal ont été tués à Izmir dans l'explosion d'une voiture piégée après des combats avec des militants kurdes. L'attaque a été revendiquée par les TAK le 11.

Le 10, le gouverneur de Diyarbakir a annoncé des nouveaux couvre-feux sur 10 villages dans le district de Lice. Le 16, quatre policiers ont été tués et 9 autres blessés dans l'explosion d'une bombe déclenchée au passage de leur véhicule près du campus de l'Université Dicle à Diyarbakir. Durant tout le mois, l'armée de l'air turque a poursuivi ses frappes sur les positions du PKK au Kurdistan d'Irak: le 6 au soir sur Qandil, le 10 dans la nuit, le 13 dans la nuit sur le district d'Amêdî, détruisant plusieurs maisons du village de Seferî, le 18 vers 20h, de nouveau sur Qandil, et enfin le 24.

---

## TURQUIE: LE CO-PRÉSIDENT DU HDP RÉCUSE À SON PROCÈS TOUT APPEL À LA VIOLENCE ET ACCUSE LES DIRIGEANTS AKP D'ÊTRE RESPONSABLES DU BAIN DE SANG

**L**e 4 novembre 2016, 12 députés kurdes du HDP, dont ses deux co-présidents, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, ont été arrêtés sur suspicion de soi-disant «liens avec le PKK». Mis à l'isolement dans la prison de haute sécurité de type «F» d'Edirne, ils ont été contraints de témoigner aux audiences les concernant à distance par téléconférence, un empiètement sur les droits de la défense. Demirtaş a aussi témoigné s'être vu refuser des soins malgré son état de santé (il a dû être emmené à l'hôpital pour un examen le 10 décembre après un spasme cardiaque).

Près de 120 enquêtes et procès ont été ouverts contre Selahattin Demirtaş dans une vingtaine de villes différentes. Parmi eux : au 34e Tribunal pénal de première instance d'Istanbul, un procès pour «incitation à la haine et à l'hostilité», une accusation basée sur son discours au rassemblement électoral d'Istanbul du 7 juin 2015 (Demirtaş avait... critiqué un article de journal); au 25e Tribunal

pénal de première instance d'Ankara, un procès pour «insulte à la nation turque, la République de Turquie et les institutions de l'État», une accusation basée sur un discours prononcé sur la chaîne de télévision kurde *Med Nuce TV* le 10 octobre 2015; au 10e tribunal pénal de première instance d'Ankara, un procès pour «crime» et «insulte à Süleyman Soyly» (vice-président de l'AKP), pour avoir déclaré le 18 mai 2015 qu'une équipe de 3.500 personnes dirigée par Soyly «effectuait des simulations et des fraudes électorales afin de maintenir le HDP en-dessous de la barre des élections nationales».

Suivent des éléments ou extraits de plusieurs déclarations faites lors d'audiences ou envoyées par courrier (publiées par la représentation du HDP en Europe, ou traduites par les bénévoles du site *Kedistan*).

Figen Yüksekdağ, déclaration du 6/11: «Malgré tous leurs efforts, ils ne peuvent pas entamer notre espoir ni briser notre résistance.

Que ce soit en prison ou non, le HDP et nous, sommes toujours la seule option de la Turquie pour la liberté et la démocratie. Et c'est pourquoi ils ont tellement peur de nous. [...]

Selahattin Demirtaş, déclaration du 8/11: «Le fait que nous ayons été pris en otage, moi-même et nos parlementaires, à la suite de ce qui équivaut à un coup d'Etat civil, n'est pas seulement une attaque contre nous en tant qu'individus. C'est un nouveau pas franchi par ceux qui, étape par étape, ont mis en œuvre divers complots pour consolider le règne d'un seul homme. [...]

Demirtaş a remis en cause la manière dont l'immunité des parlementaires HDP avait été levée, la qualifiant d'illégale, ce qui rend aussi sa détention illégale: les immunités auraient dû être levées par la commission parlementaire prévue à cet effet, après lecture du dossier d'accusation des députés visés par la mesure, et ceux-ci auraient dû pouvoir présenter leur défense. L'immunité a été levée

globalement, sans considérer les cas concernés et sans aucune défense. Demirtaş a aussi pointé le choix du moment des arrestations: six mois après la levée de l'immunité. Pourquoi si tard ? Il s'agissait d'influencer l'opinion au moment où l'on allait présenter le projet de changement constitutionnel...

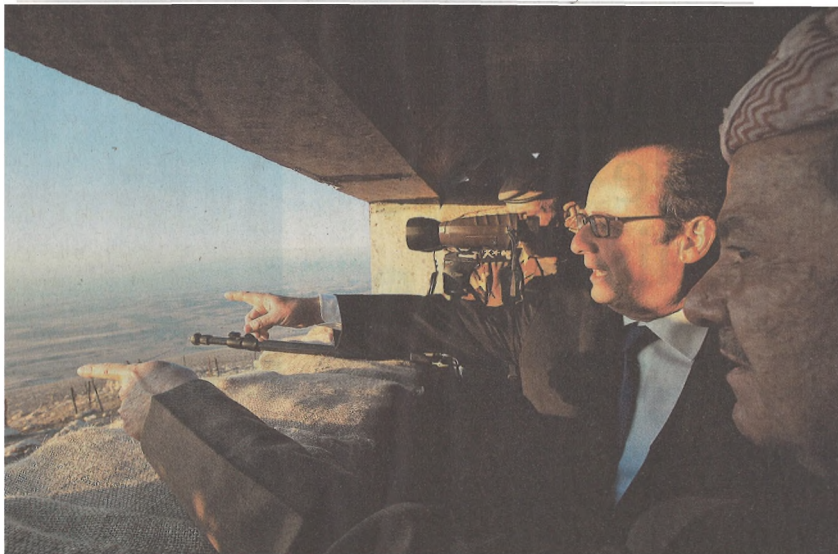
Le 17 janvier, les procureurs de la deuxième cour pénale de la province d'Adana ont requis 142 ans de prison contre Demirtaş et 83 ans contre Figen Yuksekdağ. Le 18,

le tribunal de Diyarbakir a approuvé l'acte d'accusation préparé par le parquet général qui requiert contre Demirtaş 1 à 4 ans de prison pour «insulte au Président Erdoğan» et «propagande en faveur du PKK» lors d'une apparition télévisée le 9 septembre 2015. Vu le nombre de cas instruits, il n'y avait que l'embarras du choix... C'est pour ce cas que, le 6 janvier, le co-président du HDP avait déclaré n'être ni «un dirigeant, un membre, un porte-parole ou un sympathisant du

PKK, [mais] coprésident du HDP», ajoutant pour que les choses soient claires : «Je critique toutes les méthodes violentes et guerrières, et je suis opposé à toute politique guerrière. [...] Bien que les déclarations qui ont mis fin au processus de paix aient été faites par des responsables gouvernementaux, je suis tenu pour responsable des attaques du PKK. Le HDP n'a aucune responsabilité pour le bain de sang. Ceux qui ont pris la décision politique étaient le président et le premier ministre».

---

# François Hollande en Hollande en Irak sur le front anti-Daech



François Hollande montre les positions de Daech depuis un avant-poste militaire, le 2 janvier, au nord de Mossoul. CHRISTOPHE ENA/AFP

**THIERRY OBERLÉ**  
@ThierryOBERLE  
ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD ET ERBIL (IRAK).

**MOYEN-ORIENT** Le cortège présidentiel déboule dans l'entrelacs des casernes qui encerclent l'aéroport de Bagdad, puis s'engouffre dans le dédale des murs de défense de l'académie des ICTS, les services de contre-terrorisme. Une courte visite conduite au pas de charge commence. François Hollande a rendez-vous avec les généraux des forces spéciales dans des baraquements militaires.

Les Français de la Task Force Narvik forment, sur cette base, les soldats d'élite des ICTS qui combattent en première ligne Daech à Mossoul. Si les instructeurs sont en majorité américains, les Français se distinguent en étant les seuls formateurs internationaux à vivre en permanence sur le site. Les combats en zone urbaine et la lutte contre les engins explosifs improvisés, qu'il s'agisse de mines ou de voitures suicides, sont au cœur de leurs savoir-faire tactiques. Depuis quelques semaines, ils intègrent le retour d'expérience des combattants de la bataille de Mossoul. « Cela permet de faire évoluer les procédures pour s'adapter, par exemple, aux contre-attaques surprises ou aux drones piégés utilisés par Daech », explique un capitaine de l'opération « Chamal »,

le volet français de l'opération interalliée au Levant.

Sur le front de Mossoul, l'armée irakienne a lancé une nouvelle phase dans les combats pour la reprise de la deuxième ville d'Irak, fief des djihadistes de l'État islamique. Exténuée par deux mois d'âpre lutte et handicapée par des pertes importantes, elle avait observé une pause de deux semaines : le temps de reprendre son souffle et de revoir une stratégie mise à mal par la résistance de Daech. Les forces irakiennes contrôleraient désormais plus de la moitié de l'est de Mossoul et les cinq ponts qui enjambent le fleuve Tigre ont été rendus impraticables par le bombardement des accès. Mais la progression de l'armée et l'appui aérien de la coalition internationale sont freinés par la présence de centaines de milliers de civils, les voitures piégées et les snipers de l'EI.

« Cette année sera l'année de la victoire en Irak contre le terrorisme » veut croire, malgré les difficultés, François Hollande. « L'enjeu, c'est la reconquête de Mossoul. Pour y parvenir, vous devez leur donner les conditions de la réussite », lance le président français, debout sur une estrade, à un petit parterre d'instructeurs. « La mission française, c'est l'appui, la formation et le soutien direct avec les artilleurs et les aviateurs », poursuit-il. Flanqué de son ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, François Hollande est dans un rôle qu'il

Abadi, au président de la République, le Kurde Fouad Massoum et au président du Parlement, le sunnite, Salim al-Joubouri. Il s'inquiète aussi des risques de retour des combattants étrangers, et notamment des dizaines de djihadistes français de Mossoul. « Ils sont venus pour un combat qui n'était pas le leur. Nous allons faire en sorte qu'ils soient mis hors d'état de nuire », dit le chef de l'État. « Ceux qui seront appréhendés seront jugés par la justice irakienne. Quant à leurs enfants, il faudra les déradicaliser. »

Au Kurdistan irakien, le président français a pris, dans l'après-midi, de la hauteur. Chef du proto-État kurde, le président Massoud Barzani lui a réservé un accueil particulièrement amical. François Hollande a pu ainsi voir Mossoul. De loin du moins. Il s'est rendu en compagnie du président kurde sur une ligne de crête, à quinze kilomètres du champ de bataille d'où il a contemplé la ville, à portée de canons français.

affectionne, celui du chef de guerre. Remporter la victoire, « c'est prévenir des actions de terrorisme sur notre sol », martèle-t-il. Le cortège prend la route de

**“L'enjeu, c'est la reconquête de Mossoul. Pour y parvenir, vous devez leur donner les conditions de la réussite”**

FRANÇOIS HOLLANDE AUX INSTRUCTEURS DES SERVICES DE CONTRE-TERRORISME

la « zone verte », le secteur des lieux du pouvoir irakien protégés par d'autres murs. Durant les entretiens politiques, un attentat frappe Sadr City, le grand quartier chiite de la capitale où au moins trente-deux morts sont dénombrés. « Notre ennemi commun, c'est Daech et le fondamentalisme », répète François Hollande au premier ministre, le chiite Haïder al-

En septembre 2014, François Hollande avait été le premier chef d'État occidental à se rendre à Erbil, alors que les djihadistes étaient presque aux portes de la ville kurde après leur offensive d'août contre les minorités chrétiennes et yazidiennes. Il n'est pas sûr cependant qu'il aura l'occasion de pénétrer dans Mossoul avant la fin de son mandat présidentiel pour récolter sa part de succès. La chute du bastion islamiste est, selon lui, une question de « plusieurs semaines ». « Il nous a été confirmé que nous pourrions atteindre cet objectif, autant qu'il sera possible, au printemps, en tout cas avant l'été », a-t-il précisé au sujet de l'offensive lancée le 17 octobre pour reprendre la ville. Le premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, parle, pour sa part, de « trois mois, peut-être moins ». La pacification de la cité sera, quoi qu'il en soit, bien plus longue. Elle passe d'abord par une réconciliation nationale entre chiïtes et sunnites qui semble loin d'être acquise. ■

# Les balcons d'Alep-Est

Les nombreux balcons de cette ville, qui abritaient et accueillait un riche monde, ont été dévastés. Dans ce paysage, désapprendre la violence sera difficile

Par **FAWAZ HUSSAIN**

**A**lep tombe officiellement, avec sa partie est et rebelle, aux premiers jours de l'hiver 2016. Ce sera le cadeau de Noël, selon le calendrier grégorien, d'un Poutine chrétien et orthodoxe à un Assad musulman et alaouite, une branche du chiïsme, religion d'Etat dans la Perse des temps modernes des mollahs post-pahlavites. Les images que se relaient les chaînes du monde entier sont intenable, hallucinantes, déchirantes. L'ampleur du chaos dépasse tout entendement, fait choir le moral à vingt mille lieues sous les bas-fonds de l'enfer.

Des immeubles de sept étages plaqués au sol, des châteaux de sable piétinés par les chenilles d'un char hystérique à la *Mad Max* de la Fédération russe... Dans une étendue inouïe de débris et de poussière, des ombres se déplacent dans un silence ouaté dicté par l'ampleur de l'horreur subie. Des hommes et des femmes tiennent sous les bras des sacs de provisions, des bidons d'eau de qualité douteuse et des couvertures. Il neige dru sur Alep et ses environs d'oliveraies et de pistacheraies. Errant dans un décor digne qui ne déparerait pas dans les superproductions hollywoodiennes traitant de l'Apocalypse, des Alépines grimpent dans des bus verts ou à l'arrière des pick-up coréens lépreux et badigeonnés de honte. *Vae victis*, malheur aux vaincus! On le sait depuis l'Empire romain et même avant.

La ville autrefois connue pour ses pierres de taille, son savon, sa gastronomie, sa pâtisserie, est à genoux. Traqué depuis un an par l'aviation russe et une horde de loups accourus de l'ensemble du monde chiite, le cerf alépin est aux abois. Il tend sa gorge et désire fiévreusement recevoir le baiser de la mort. Savourant leur victoire tronquée, les bourreaux font perdurer l'agonie de la proie. Ils se délectent du spectacle de la mise à mort, de la destruction spectaculaire de la ville. La capitale du Nord syrien est réduite à un amas de décombres. L'une des plus belles villes du Pro-

che-Orient, autrefois un relais important sur la Route de la soie, est une lancinante oraison funèbre.

## INHUMAINE, INDESCRITIBLE

Je ne regrette pas le moins du monde la débandade des barbus qui, ayant confisqué la révolution syrienne, ont précipité sa chute. Je plains les civils forcés à l'exil et les balcons tenus par des barres de fer tordues qui céderont tôt ou tard à l'appel du vide. Alep était la ville des balcons, qui constituaient toute une institution avec des codes connus uniquement des initiés. Autrefois y était étendu le linge fleurant bon le laurier et la fleur d'oranger y séchait. En levant les yeux vers le ciel, on captait souvent des silhouettes rondelottes et furtives, surtout des mains blanches, potelées, agiles. Des Alépines tendres comme le pain de mie mettaient à sécher des chapellets de poivrons ou des guirlandes d'aubergines et de courgettes dévidées : de la provision pour l'hiver. Combien de sourires et d'oeillades furent échangés depuis ces espaces maintenant effondrés? Combien de vies à présent gâchées sont nées de ces coins de paradis? Combien?

Dans leur exil imminent, certains s'arrêtent, promènent leurs regards hagards sur les décombres incarnant la laideur à l'état pur. Comment endiguer les ravages légués par les barils d'explosifs déversés par des hélicoptères de combat et restituer l'ambiance festive d'autrefois? Comment revivre en particulier celle des dédales du marché couvert au pied de la majestueuse citadelle? Sur plusieurs kilomètres y voisinaient des vendeurs de tout ce qui se mange, se prépare ou se cuisine. On y flânait tout son soûl sur les pavés patinés par le temps et le passage des hommes marchands et touristes venus du monde entier. Les venelles des joailleries conduisaient le promeneur à celles du savon, puis aux échoppes gorgées d'épices cueillies aux quatre coins du monde. En sortant à l'air libre, cerise sur le gâteau, on se trouvait comme par magie face à l'antique citadelle dominant la

## DES OMBRES SE DÉPLACENT DANS UN SILENCE OUATÉ DICTÉ PAR L'AMPLEUR DE L'HORREUR SUBIE

ville d'origine.

Certains jeunes tracent sur ce qui reste de murs debout des phrases improbables, aussi insensées que « *On reviendra, avec la victoire au bout du fusil* », « *Alep, je t'ai dans la peau* » ou « *Quand s'arrêtera cette guerre pour que je retourne à mon poème?* » Mais comment peut-on encore espérer au sein de cette folie avide de meurtres et de ruines? Le cœur fracassé, les rescapés font semblant d'être dignes et forts. Le cou-teau chemine, mon frère, dans la chair, et y élit un domicile fixe. La superficie de la plaie, ma sœur, dépasse celle du corps. La chute d'Alep, et de ses balcons, est intenable, inhumaine, indescriptible.

## ADIEU À LA SÉRÉNITÉ

Dans l'une de ses allocutions, le président syrien avait dit que la Syrie appartiendrait à ceux qui la défendraient et sauveraient ainsi son régime. La part du lion reviendrait aux Russes et aux Iraniens. Ces derniers ont injecté des milliards de dollars dans cette guerre et mobilisé des milliers d'hommes de milices chiites pour sauver le soldat Ryan, celui de Syrie. L'Etat d'Israël a toujours su défendre ses intérêts en misant sur la pérennité et la légitimité du régime syrien. Il faut dire qu'il le préférerait à tout changement incongru susceptible de mettre en danger sa sécurité septentrionale. Sa part du gâteau consistait dans l'annexion des hauteurs du Golan en grande pompe. Pour la consommation intérieure, les autorités syriennes n'ont

pas dérogé à une habitude séculaire : elles riposteraient en temps et en lieu convenus, ce qui voulait dire jamais, au grand jamais.

La guerre en Syrie ne finira pas avec la chute d'Alep. On sait comment éclate un conflit, mais personne ne sait dire quand et comment il finira, en particulier dans ce Proche-Orient où les problèmes une fois nés ne s'achèment vers aucune solution. Quant aux Kurdes alliés du régime, ils n'auront rien. Ils rendront bientôt leurs positions à l'armée et aux différents services secrets de l'Etat. Ils iront faire leur guéguerre ailleurs dans la vaste terre de Dieu, surtout du côté des montagnes de Qandil, dans le Kurdistan irakien.

Je ne crois pas qu'ils comptent pour des prunes, tous ces Syriens qui se sont battus pour une nouvelle vision du pays et qui sont morts, déplacés ou dans les camps des réfugiés. C'est triste de le dire, mais la Syrie ne connaîtra plus la sérénité, d'ailleurs elle ne l'a jamais connue. Il sera de plus en plus difficile de désapprendre la violence et d'accepter l'altérité. Quant à l'échange des messages entre amoureux d'un balcon à l'autre, ce n'est pas demain qu'on le verra refleurir. ■



**Fawaz Hussain**, écrivain franco-kurdo\*syrien, est l'auteur de plusieurs romans, dont « *Orages pèlerins* » (*Le Serpent à plumes*, 2016) et « *Les Sables de Mésopotamie* » (*Points*, 2016)

# Les zigzags d'Erdogan sur le dossier syrien

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

LA TURQUIE n'en finit pas de payer pour sa politique syrienne aventureuse. Longtemps base arrière des groupes rebelles anti-Bachar el-Assad, y compris des plus radicaux, Ankara se retrouve aujourd'hui dans le camp de ceux - Russie et Iran - qui les combattent chez son voisin syrien, tout en ayant renoncé à faire partir du pouvoir - à court terme du moins - l'homme fort de Damas. Ces zigzags ne font qu'alimenter la rancœur de ses nombreux ennemis, en particulier les djihadistes de Daech qui ont multiplié les attentats sur son territoire.

Pourtant, lorsque la révolution anti-Assad démarre en mars 2011, le pouvoir turc - après de vaines tentatives de médiation avec celui qui était alors son proche allié - rejoint le camp des États-Unis, de la France et des monarchies sunnites du Golfe - avec lesquelles Ankara se rapprochera - pour renverser le raïs syrien qui réprime dans le sang des manifestations d'abord pacifiques. La Turquie devient le passage obligé des volontaires étrangers en partance pour un nouveau djihad. Des financiers privés du Koweït, d'Arabie saoudite et du Qatar - parfois instrumentalisés par les services de renseignements de ces monarchies qui rêvent d'en finir avec un pouvoir syrien allié de l'Iran - transmettent des valises d'argent aux rebelles. Ceux-ci doivent s'organiser pour affronter la soldatesque d'Assad. Peu à peu, la rébellion s'islamise. Au vu et au su des services locaux, des djihadistes reviennent en Turquie se faire soigner dans les hôpitaux du pays. Des agents du renseignement français ou américain mettent en gardent. Mais leurs capitales n'écoutent pas leurs avertissements. La Turquie, alliée des Occidentaux au sein de l'Otan, est un maillon indispensable dans la guerre contre Assad. Mais l'émancipation progressive de ses ennemis kurdes syriens et l'apparition de l'État islamique sur son flanc sud rebattent les cartes à partir de l'été 2015 et des premiers attentats commis sur le sol turc.

**La semaine dernière, pour la première fois, l'aviation russe a couvert des bombardements turcs sur des positions de l'EI à al-Bab**



Recep Tayyip Erdogan, mardi dernier dans son palais présidentiel d'Ankara.

MURAT KULA/ANADOLU AGENCY

Une froide realpolitik fonde désormais les choix diplomatiques d'Ankara qui désigne ses deux ennemis : les Kurdes syriens, prolongement du PKK chez lui, et Daech. Pas plus que le récent assassinat de l'ambassadeur russe à Ankara n'entraînera de rupture avec Moscou, la destruction en vol d'un avion russe à l'automne 2015 par deux chasseurs turcs n'avait empêché quelques mois plus tard la réconciliation Erdogan-Poutine qu'un tragique événement va même approfondir. Le 15 juillet au soir, une véritable révolte issue de l'armée - plus qu'un simple coup d'État - ébranle le pouvoir turc. Le président Recep Tayyip Erdogan échappe de peu aux balles des militaires putschistes, présents notamment sur la base de l'Otan à Incirlik, ce qui, aux yeux d'Ankara, suffit pour accuser Washington de collusion avec les félons. La révolte est promptement matée. La nuit du putsch, des dizaines de milliers de manifestants descendent en soutien dans les rues d'Istanbul et d'Ankara. Durant cette nuit de tous les dangers, Vladimir Poutine est le deuxième chef d'État, après l'émir du Qatar, le cheikh Tamim, grand allié de la Turquie, à appeler Erdogan pour le rassurer. De leur station d'écoutes de Hmeimim près de Lattaquié en Syrie, les grandes oreilles russes auraient capté de précieuses informations délivrées ensuite à

Erdogan. En parallèle, « la Russie surveille de très près les réseaux Gülen (l'opposant accusé d'être derrière le putsch manqué, NDLR) dans le Caucase », affirmait quelques semaines après au Figaro Beril Dedeoglu, ex-ministre aux Affaires européennes, de passage à Paris.

Quarante jours plus tard, alors que le président turc purge l'armée, les universités, la police et les services de renseignements, Ankara lance une très audacieuse opération militaire dans le nord de la Syrie. Une intervention sans précédent, une semaine après un attentat attribué à l'État islamique qui tue 54 participants à un mariage kurde. Mais en parallèle, Ankara engage d'intenses contacts diplomatiques avec la Russie et l'Iran, avec la Syrie comme toile de fond. La Turquie se réaligne. Sans le dire, un deal est passé entre Moscou et Ankara : contre l'aval donné à l'offensive militaire turque dans le nord syrien voire l'établissement d'une zone d'influence turque, la Russie et son allié Assad pourront reprendre Alep, la grande ville du nord du pays. Alors que les Occidentaux vont ensuite s'insurger contre « le martyr d'Alep », Ankara restera silencieux jusqu'à la reprise de la ville la veille de Noël. Mieux même, la Turquie fit sortir d'Alep-Est des rebelles qui lui sont proches pour aller combattre à ses côtés Daech à Jaraboulos - que l'EI devra abandonner - et les Kurdes syriens à Manbij - que ces derniers devront, à leur tour, céder en novembre.

Sûr de l'appui russe et même américain, Ankara menace de représailles les Kurdes syriens s'ils franchissent la ligne rouge que constitue l'Euphrate pour aller plus à l'ouest vers la ville d'Afrine. Finalement, les Kurdes obtempèrent.

Dans le nord de la Syrie, les militaires turcs et leurs alliés rebelles veulent aller jusqu'à al-Bab, toujours tenue par Daech à 30 km seulement à l'est d'Alep. C'est une autre ligne rouge au début de l'automne pour Moscou et Damas qui convoitent également la ville. La semaine dernière pourtant, pour la première fois, l'aviation russe a couvert des bombardements turcs sur des positions de l'EI à al-Bab. Pour expliquer un tel revirement, certaines sources évoquent un refus américain de fournir un appui aérien aux raids turcs, alors que seize militaires turcs venaient d'être tués dans des combats face à Daech.

Entre-temps, Moscou, Ankara et Téhéran avaient négocié la sortie des rebelles d'Alep-Est, et la relance d'un processus politique avec une conférence prévue à Astana au Kazakhstan. La chute d'Alep a acté le basculement turc dans le giron russo-iranien. Mais jusqu'où Ankara peut-il aller ? « La Turquie envoie encore des armes à des groupes comme Ahrar al-Cham et peut-être à l'ex-Front al-Nosra (ex-branche locale d'al-Qaida, NDLR) dans la région d'Idlib et au nord de Hama, souligne le chercheur Charles Lister dans un entretien au site

Charles Lister dans un entretien au site Syria Deeply, *mais Ankara tient aussi à se couvrir dans beaucoup de régions du nord de la Syrie à cause de calculs géopolitiques plus larges* ». Sa marge de manoeuvre face à la Russie n'est pas extensible. Avec la prochaine bataille d'Idlib, où sont réfugiés la plupart des rebelles anti-Assad, à l'exception de Daech, Ankara pourra-t-il refuser à Moscou le gel des

salles d'opération militaires en Turquie où sont distribuées les armes à destination des rebelles syriens. Idlib sera le prochain test des relations russo-turques. Une fermeture des frontières – comme le réclame depuis des années Damas – paraît inenvisageable. Mais conscients du danger, certains groupes, comme les salafistes d'Ahrar al-Cham – en tout cas certains radicaux en son sein

- veulent s'écarter de la Turquie pour fusionner avec l'ex-branche locale d'al-Qaida. Mal à l'aise, Ankara a dû démentir un nouveau deal avec la Russie sur le dos des rebelles. « *La Turquie est toujours déterminée à voir partir Assad, mais on voit bien que les Kurdes sont la principale menace pour sa sécurité et continueront d'orienter les options diplomatiques d'Ankara* », assure Charles Lister. ■

le nouveau  
**Observateur**

3 janvier 2017

## Attentat d'Istanbul : "L'EI réagit à la pression turque en Syrie"

**Militairement présente en Syrie, la Turquie est sortie de son ambiguïté vis-à-vis de Daech, explique Bayram Balci du CERI-Sciences Po. Mais le pays paye sa tentative de reprise de la ville d'Al-Bab. Interview.**

Ursula Gauthier le 03 janvier 2017  
<http://tempsreel.nouvelobs.com/>

**L'attentat du 1er janvier à Istanbul n'est pas le premier commis par l'EI en Turquie. Mais c'est le premier que l'EI revendique. Pourquoi ?**

C'est une première en effet. Jusque-là, les attentats perpétrés par l'EI n'étaient pas revendiqués par souci de ne pas se mettre à dos le pouvoir et la population en Turquie où l'EI possède des bases. A défaut d'une alliance, l'EI voulait préserver une certaine neutralité du côté turc. Et de fait, par le passé, la Turquie a fermé les yeux sur certaines actions de Daech, sur des objectifs précis. Mais on entre dans une nouvelle phase, liée à l'évolution de la politique turque en Syrie. Il semble que l'EI soit maintenant dans une situation tellement désespérée qu'il ne compte plus sur la neutralité de la Turquie et ne cherche plus à la ménager.

**La Turquie est donc vraiment sortie de l'ambiguïté vis-à-vis de l'EI ?**

Sans aucun doute. Depuis l'été dernier, la Turquie est militairement présente en Syrie. Cela a un impact direct sur les activités de Daech, y compris le trafic de pétrole qui représentait une source importante de revenus. Il y a aussi des combats avec Daech, des affrontements quotidiens, qui ont coûté la vie à au moins une quarantaine de soldats turcs. C'est probablement à cette nouvelle donne que réagit Daech en commandant des attentats sur le sol turc.

**Avec la chute d'Alep, il apparaît clairement qu'Ankara a abandonné ses alliés sunnites et a laissé la Russie les écraser. Comment l'EI réagit-il à l'alliance entre la Turquie et la Russie ?**

Daech n'était pas impliqué dans les combats d'Alep. Ceux que la Turquie a lâché à Alep, c'est l'opposition modérée, les rebelles islamistes modérés qui combattaient Bachar. Pour Daech, la chute d'Alep est probablement perçue comme positive, puisqu'elle signe la défaite de rebelles qui lui étaient opposés. Ils ont beau être tous salafistes, les divisions sont profondes entre l'EI et les factions islamistes modérées d'Alep.

Pour la Turquie, il s'agit d'un dur retour au réal-



isme. Elle a dû tirer les leçons du fait que le monde entier avait abandonné Alep. Même l'Arabie saoudite et le Qatar se sont retirés, laissant la ville seule face aux bombardements russes et à l'armée de Bachar. La Turquie a donc fini par jeter l'éponge elle aussi, se rangeant derrière la Russie.

Les milices sunnites d'Alep se sont évidemment senties trahies par ce revirement. L'opposition syrienne séculière (non-islamiste) est elle aussi profondément déçue. Même au sein des services turcs, certaines franges radicales sont furieuses. Mais Erdogan avait-il une autre option ? Après avoir soutenu l'opposition sunnite pendant quatre ans, il s'est retrouvé seul. Pendant ce temps, le conflit kurde s'était de nouveau enflammé, l'obligeant à se concentrer sur cette menace. C'est ainsi qu'il faut comprendre son deal avec la Russie : il abandonne ses alliés d'Alep, et en échange la Russie l'autorise à entrer à Al-Bab, au Nord d'Alep, afin de contenir les milices kurdes. La priorité d'Erdogan, ce n'est plus la cause des sunnites de Syrie, mais la sécurité de sa frontière turco-syrienne.

**Pourquoi la ville d'Al-Bab est-elle si importante pour Erdogan ?**

La Turquie veut depuis le début contrôler la ville d'Al-Bab, une enclave sunnite arabe qui divise en deux le territoire kurde du Nord de la Syrie limitrophe de la Turquie. Al-Bab est à ce jour occupée par l'EI. La Turquie pousse donc ses protégés à s'en emparer, dans l'espoir de faire d'une pierre deux coups : chasser Daech et prendre de vitesse les milices kurdes qui veulent elles aussi prendre Al-Bab afin de réaliser leur continuité territoriale.

Erdogan redoute en effet l'apparition d'un territoire kurde fonctionnel à ses frontières qui servirait de sanctuaire aux milices kurdes de Turquie.

D'autre part, si Al-Bab tombait entre les mains des Kurdes, il est fort à craindre que la population majoritaire, arabe et sunnite, en soit expulsée. On se trouve donc dans une situation ubuesque, où un pays de l'Otan – la Turquie – s'oppose à un autre pays de l'Otan – les États-Unis – qui soutiennent militairement les milices kurdes syriennes. Les deux premières armées de l'Otan s'affrontent en Syrie. Devant la politique extrêmement brouillonne des États-Unis en Syrie, Erdogan a choisi de se rapprocher de la Russie et de l'Iran, dans l'espoir d'aboutir avec les puissances réellement impliquées dans la région à un règlement de la question syrienne.

**Pourquoi l'EI est-il si furieux de la pression turque à Al-Bab ? Que représente cette ville pour l'EI ?**

Al-Bab est stratégiquement importante. C'est un passage vers la Turquie par où transitent les flux de combattants ; c'est aussi un moyen de diviser les Kurdes. Or l'EI subit désormais des pertes si lourdes sous la pression turque qu'il réagit violemment : deux soldats turcs brûlés vifs, puis l'attentat de la discothèque d'Istanbul. La rupture est définitivement consommée.

**Que peut faire Erdogan dans ces conditions ?**

Il n'a pas de politique, il est totalement désarmé. Malgré l'accumulation des pouvoirs dans ses mains, Erdogan est en réalité extrêmement isolé. Il répare une brèche d'un côté, puis il doit s'en détourner pour s'occuper d'une autre qui vient de s'ouvrir. D'où l'aspect chaotique de ses actions. Les solutions qu'il préconise ne marchent pas.

Le rapprochement avec la Russie permet peut-être de contenir les Kurdes pour l'instant. Mais au sein de son propre camp islamiste, il est lâché par des alliés choqués par ce rapprochement. Ces fractures internes sont beaucoup plus graves pour lui que l'hostilité de Daech. Elles risquent de dresser contre lui une partie de ses propres forces de sécurité, comme l'a démontré l'assassinat récent de l'ambassadeur russe à Istanbul aux mains d'un policier turc qui a clairement invoqué Alep. Aujourd'hui, Erdogan apparaît comme débordé par les défis, contesté par une partie de son propre appareil, isolé et faible. ■

# Ankara vers le totalitarisme théocratique

**Le régime, où se confondent le leader, son parti et l'Etat, étouffe toutes les institutions laïques, bafoue les lois de la République. Face à une Europe qui ne bouge pas, il ne cesse de dérapé.**

L'inculpation massive des intellectuels, écrivains, journalistes et universitaires en Turquie pour cause d'«apologie du terrorisme» ou d'«appartenance à une organisation terroriste», confirme le changement définitif du régime dans ce pays. Le fait que la romancière Asli Erdogan, l'intellectuelle Necmiye Alpay et le journaliste Zana Kaya soient libérés après plus de quatre mois de détention arbitraire ne change rien à cette vérité. Dans son état, la Turquie du président islamiste Recep Tayyip Erdogan, avec près de 150 journalistes en prison, le prouve assez bien. On peut citer Kadri Gürsel, ancien journaliste de l'AFP et membre de l'Institut international de la presse (IPI), qui est en prison depuis deux mois, ou encore le journaliste d'investigation Ahmet Sik, actuellement en garde à vue.

Aujourd'hui, une trentaine de lois menacent la liberté d'expression sous un régime d'état d'urgence, mise en application à la suite de la tentative du coup d'Etat militaire avortée du 15 juillet. Il en va ainsi de la liberté de presse dans ce pays : elle est réduite à néant. Les quelques vrais journalistes toujours en liberté ne savent plus quoi faire avant leur prochaine arrestation et les quelques journaux authentiques à faible tirage qui survivent attendent à leur tour une fermeture inévitable. L'épée de Damoclès du régime est sur la tête de toute sorte d'opposition démocratique.

Protagoniste de la contre-révolution en Turquie, le parti islamiste AKP a donc mis fin à ce processus après quatorze ans de pouvoir : c'est une victoire décisive sur le régime républicain. En asphyxiant toutes les institutions laïques, la Turquie court vers un totalitarisme théocratique. Que l'Europe inactive n'attende pas en vain une sor-

tie du tunnel ou un inattendu redressement de ce pays car il n'y aura pas d'autre étape politique, si ce n'est pour annoncer officiellement une dictature basée sur une nouvelle Constitution que Recep Tayyip Erdogan rêve de mettre sur pied. En dissimulant de façon sournoise son projet politique, le Big Brother sunnite a réussi à bouleverser non seulement un pays tout entier, mais aussi sa région. C'est une sorte de fascisme vert aux couleurs de l'islam qui s'est imposé surtout après le soulèvement du parc Gezi à Istanbul en mai-juin 2013 au prix d'une implacable répression. Ce nouveau régime pathologique est par ailleurs une preuve supplémentaire que l'islam politique et la démocratie ne peuvent coexister. La boucle est bouclée en Turquie après l'écrasement de toutes sortes d'oppositions qui rêvaient d'une vraie démocratie, mais aussi de l'Union européenne. Un pays où le leader, le parti du leader et l'Etat écrasent tout dualisme politique, ignore tout clivage entre la droite et la gauche confirme le glissement vers le totalitarisme.

Mais Erdogan dissimule un autre projet bien plus insidieux : celui de déstabiliser l'Europe et de créer des failles dans sa sécurité. Il faut le dire clairement : Erdogan déteste l'Europe et sa civilisation. Il le dit haut et fort depuis 1994. Mais l'Occident a préféré voir en lui un «musulman modéré» ; un «démocrate musulman».

Aujourd'hui, tout le monde regarde vers Daech, mais le vrai «cheval de Troie» de l'islamisme dans le monde occidental est la Turquie d'Erdogan qui incarne l'idéologie des Frères musulmans. «La nouvelle Turquie» dont il rêvait depuis longtemps est donc islamiste, sunnite, fasciste, antisémite, raciste et totalitaire. Mais pas seulement, elle

Par  
**EROL ÖZKORAY**



Ecrivain et journaliste

est également pan-islamiste. C'est la dernière doctrine de l'Etat turc. Son objectif ultime étant de désorienter l'Europe par le biais d'un islam radical qu'il n'a jamais condamné.

Alors que faire ? En Turquie, une dynamique interne existe, la révolte de Gezi en a été la preuve. Mais le verrouillage de la société par les forces de l'ordre et de la justice est tel que la société n'arrive plus à bouger. Elle résiste contre le pire, c'est-à-dire contre son élimination physique. Tout en restant sur la défensive, elle essaie d'éviter une guerre civile, mais aussi des génocides (contre les Kurdes et les Alévis). Dans ces conditions, reste à l'Union européenne, à son tour, d'activer un mouvement externe avec les opposants et de créer une sorte de synergie. Mais force est de constater l'inertie et l'aveuglement de l'Europe, paralysée par la crise des réfugiés qui la fait se taire face aux chantages d'Ankara.

Aujourd'hui, l'Union européenne doit isoler ce pouvoir fondé sur une idéologie étrangère invasive. Le parti AKP et son leader violent systématiquement le contrat social fondé sur la défense de la république laïque et séculaire pour construire un Etat islamiste. Nous sommes en Turquie comme dans la France des années 40, régis par un gouvernement de Vichy *alla turca*. En isolant politiquement le pouvoir turc, l'Union européenne ne doit pas pour autant punir le peuple de Turquie mais soutenir la société civile dans sa lutte contre le fascisme. Il est essentiel de surmonter la schizophrénie politique d'un pays qui fait partie de l'Europe et de l'Occident. Aidons le peuple turc à se séparer du pouvoir islamique. Erdogan n'est pas la Turquie !

La France, pays des grandes valeurs universelles, peut jouer un rôle d'avant-garde dans cette nouvelle politique et mettre l'Union européenne sur la voie. Car leurs destins sont liés. Le régime turc est dans une phase de dérapage qui peut causer des dégâts majeurs dans une Europe qu'elle voit aujourd'hui comme son ennemi. Elle est en face d'un «second Munich» qu'elle n'a pas le luxe de rater cette fois-ci. La situation est catastrophique. Le temps presse. ◀



# French president hails 'sacrifice of the Peshmerga'

Rudaw.net 2/1/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** – After visiting the Kurdish frontline a mere 20 kilometres from Mosul, French President François Hollande saluted the "courage and self-sacrifice of the Peshmerga."

"Here, what you do to allow France to be safe and for the local people, I congratulate you," Hollande said in a joint press conference with Kurdish President Masoud Barzani on Monday evening.

"It would not be possible to defeat Daesh without the sacrifices

of the Peshmerga."

Hollande also pledged assistance so that displaced persons can return to their homes and stressed the need for a political solution for Mosul after the military battle "so that the residents can all live together."

This is Hollande's second visit to the Kurdistan Region, a fact noted by Barzani. "Kurdistan was under threat from the most brutal terrorist organization when you first visited us. The war was very close to our capital. You ventured coming to the Kurdistan Region at that critical time. It was a great support for us and a brave stance that you and

your nation took."

Hollande and Barzani visited the Peshmerga frontline together at Mount Zartik near Bashiqa where they were updated on the military situation, which Barzani described as "a tough war" that has come "at the cost of the brave Peshmerga and support from coalition forces."

Barzani hailed France's support as an essential member of the international coalition. "Mr. President, we have always seen France as a supporter of the Kurdish nation. We have hope in you. We hope that France continues to support us in the future so we realize our hopes."

France and the Kurdistan Region have a long history of close relations. Danielle Mitterand, first lady of France in the 1980's and early 1990's, advocated for the Kurds suffering under Saddam Hussein's brutal tactics and was instrumental in campaigning for the no-fly zone that effectively allowed the Kurdistan Region to develop its cur-

rent autonomy. She is affectionately known as the Mother of Kurds.

Le Figaro, France's oldest daily newspaper, described Barzani's greeting of Hollande on Monday as "particularly friendly."

Kurdish political leaders highlighted the strong ties between the two nations.

Safeen Dizayee, Kurdistan Regional Government spokesperson, referenced France's historic support for the Region on Twitter.

Hemin Hawrami, head of foreign relations for the Kurdistan Democratic Party, also mentioned the historic and strong bond between the two nations.

France has been one of the main backers of the Kurdish forces in the war against ISIS in the last two years and the country maintains a consulate general in Erbil and a cultural center. ■



The two leaders greeted each other with a hug at Erbil's airport. Photo: Rudaw video



French President François Hollande (L) and Kurdish President Masoud Barzani held a joint press conference Monday. Photo: Rudaw video

## Turquie: cinq soldats arrêtés en lien avec une attaque ayant tué 14 militaires

Istanbul, 13 jan 2017 (AFP)

Soupçonnés d'avoir participé à une attaque kurde en décembre, 5 soldats turcs ont été arrêtés et placés en garde à vue, rapportent les médias locaux vendredi. L'attentat en question a coûté la vie à 14 de leurs camarades. Les 5 soldats font partie de 23 personnes arrêtées jeudi dans le cadre de l'enquête sur l'attaque qui avait

eu lieu le 17 décembre à Kayseri dans le centre de la Turquie, selon l'agence progouvernementale Anadolu. Les cinq militaires arrêtés étaient affectés dans la même base que les 14 soldats tués dans l'attaque, a précisé l'agence.

Ils auraient notamment fourni des informations aux auteurs de l'attaque sur les horaires de départ des bus transportant les militaires depuis la base. L'attentat meurtrier a visé l'un

de ces bus, qui transportait des soldats en repos depuis la base vers le centre-ville de Kayseri. Les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical kurde proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avait revendiqué cette attaque, qui avait également fait des dizaines de blessés. Ce même groupe est également à l'origine du double attentat ayant fait 38 morts le 10 décembre dans la ville d'Istanbul.

# Are Conditions Ripening for Iraqi Kurdish State?

Author: Steven A. Cook, Eni Enrico Mattei Senior Fellow for Middle East and Africa Studies  
January 5, 2017

<http://www.cfr.org/>

The failure of Iraq, breakdown of Syria, and changes in Turkey have created opportunities for Kurds in all three countries. They are not quite the regional kingmakers that some Kurds have boasted they might become, but Kurdish political and military power is now a growing factor in Middle East geopolitics. This has produced not only unique challenges, but also new possibilities for U.S. policy in the region. As President-Elect Donald J. Trump shapes his administration and officials look at the Middle East beyond the battles against the so-called Islamic State in Mosul and Raqqa, they will have to come to terms with the Kurds, some of whom are intent on using their new clout and political developments around them to push for a sovereign Kurdistan.

It is unlikely that Syria's Democratic Union Party (PYD) or its fighting force, the People's Protection Units (YPG), or Turkey's Kurdistan Workers' Party (PKK) will realize their objectives of statehood, but Iraq's Kurds may be in a far more advantageous position to press for independence. Significant obstacles remain for Iraqi Kurds, but the combination of regional instability, the coming liberation of Mosul, and the state of Iraqi politics may help advance the historic goals of Kurdish leaders.

The Kurds of Iraq

In the two-and-a-half years since the Islamic State overran Mosul, Iraqi Kurdish leaders, especially the president of the Kurdistan Regional Government (KRG), Masoud Barzani, have spoken openly about "Iraq's failure" and signaled their intention to move forward with independence for their three provinces, which would be governed from the KRG's capital, Erbil. In February 2016 Barzani declared, "The existence of the Kurdish people in the Middle East is a reality and the Kurds can, like all other nations, achieve their rights and benefit from them. These are natural and God-given rights and can under no excuse be denied." Of course, the referendum on independence that Kurdish leaders have promised has never materialized. And although Barzani's statements often seem forthright, they are often full of caveats and short on details. This suggests that he and his advisors may be more interested in brandishing independence to advance other interests.

Foremost among them is placing rivals to Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) on the defensive. The two other main political movements within Iraq's predominantly Kurdish region, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Gorran, or the Movement for Change party, on the defensive. The KDP and PUK are longtime rivals that cooperate



Kurdistan Regional Government President Masoud Barzani visits the town of Bashiqa, east of Mosul, after it was recaptured from the Islamic State. (Photo: Azad Lashkari/Reuters)

with one another, albeit often uneasily, to administer the KRG. Gorran, an offshoot of the PUK, emerged out of frustration over alleged corruption in the KRG and the dominance of the two better-established parties. All three have been locked in a confrontation over Barzani's extended presidential term and unfulfilled promises of political reform. When Barzani calls for independence, he is goading other Kurdish politicians to oppose him, a stand that would cost them politically. Neither the PUK nor Gorran are against independence, but the PUK in particular differs with the KDP over the conditions of the Kurdish region's independence. This is because the PUK's leaders do not want Barzani and his party to dominate a new Kurdish state.

The Kurds have also raised independence to gain leverage with Iraq's central government on a variety of issues, including oil exports and the KRG's share of Iraq's revenues. Iraqi leaders have long resisted Kurdish independence, especially since the Kurds want the oil-rich region of Kirkuk to be incorporated into their state. Baghdad has also opposed Kurdish independence on principle, regarding it as an affront to Iraqi and Arab nationalism.

For all of Barzani's declarations about independence, the fight against the Islamic State has actually driven the KRG closer to Baghdad, if only out of necessity. Throughout the conflict with Abu Bakr al-Baghdadi's fighters, the Kurds have complained bitterly—and erroneously—that they have done the bulk of the

fighting. In fact, the Kurds have needed Iraq as much as Iraq has needed the Kurds. Without each other, they would both find driving the Islamic State from Mosul and northeastern Iraq significantly more difficult. Despite the mistrust between Erbil and Baghdad, Iraq's progovernment Arab forces and the Kurdish peshmerga have bolstered each other in terms of manpower, fighting skill, and weaponry.

## BEYOND MOSUL

After the Islamic State is wrested from Mosul, however, the Kurds may have less reason to remain within Iraq. Kurdish officials maintain that Iraq's political system will continue to be dysfunctional, and thus incapable of ensuring Kurdish rights. Still, the Kurds have shifted their position on how the KRG should secede from Iraq. Rather than pressing for the unilateral approach implicit in Barzani's declarations during the summer of 2014 and spring of 2015, Kurdish officials now indicate that they prefer a negotiated exit, reasoning that good relations with Baghdad will be critical to securing a prosperous and stable independent Kurdistan.

A negotiated route to Kurdish independence does not seem as unlikely as it once might have been. Voices within Iraq's governing bloc have indicated that they might prefer allowing the Kurds to go their own way, which would allow Baghdad to keep the 17 percent of the central government's budget that would otherwise be sent to Erbil (the KRG has never received the full amount). This is not the official

position of the government of Iraq, but it nevertheless would be a new and potentially fruitful means of addressing the Kurds' long-term desire for independence. If this were to become Iraqi policy, Kurdish independence would likely not be as destabilizing as is often feared. Still, negotiations would likely be difficult given Kurdish insistence on holding on to Kirkuk and other contested territories the KRG has acquired since the summer of 2014, when Iraq's security forces collapsed upon encountering Islamic State fighters.

Should Erbil and Baghdad agree on a negotiated break, the benefits to the United States would be clear. U.S. policymakers have opposed Kurdish independence on the grounds that the breakup of Iraq would spill more Iraqi bloodshed, undermine Turkey's security, and provoke conflict with Iran. Many analysts have also contended that a Kurdish state would not be economically viable, though this condition is not itself a barrier to statehood. These are real risks, but under a negotiated KRG exit from Iraq, Washington would be freer to develop ties to Kurdistan without antagonizing Baghdad. An independent Kurdistan would require significantly more U.S. military aid than current training and equipping. It would also need economic assistance, given the heavy burden of caring for large numbers of Syrian refugees and the exposure of Kurdish finances to booms and busts in energy markets. Nevertheless, the exigencies of this support would be greatly diminished without the threat of an Iraqi backlash and given cooperative KRG-Iraq economic ties. Moreover, the United States would be gaining a partner that can contribute to U.S. security interests in a manifestly unstable region.

#### TURKEY'S TAKE

In the three years after the U.S. invasion of Iraq

in March 2003, Turkey became, after Iran, the outside power most likely to intervene in Iraqi affairs to prevent the emergence of an independent Kurdish state. Since 2007, however, Ankara has developed strong political, diplomatic, and economic ties with the KRG. Turkey's dominant Justice and Development Party (AKP) and the KDP have also cultivated ties. Because Turkey is the largest investor in the KRG, the region's largest trading partner, and a beneficiary of Kurdish oil exports, it no longer defines its relationship with Iraqi Kurds solely in terms of potential threats. It has signaled, albeit implicitly, its willingness to accept Kurdish independence from Iraq.

Ankara sees Iraq's Kurds as a buffer against the instability spinning out of Iraq. Also, Barzani and the KDP have a testy relationship with the PKK, which Turkey regards as a terrorist group, as well as its Syrian affiliates, the PYD and YPG. The PKK, meanwhile, has enjoyed support from the PUK. Because of these dynamics, Turkey's leadership has invested significant political capital in the KRG and Barzani. For Turkey, the KRG's independence would pose far less a threat than the terrorism of the PKK and the territorial ambitions of the PYD and YPG.

Iran, with a population of between five and seven million Kurds, may remain an obstacle to Iraqi Kurdish ambitions. Until the battle for Mosul is over, Tehran and Erbil will have a common interest in fighting the Islamic State. They diverge on the rightful status of the KRG, however. Iran, echoing the central government's official position, supports Iraq's unity and has sought to mediate disputes between Erbil and Baghdad. Iran worries about the effect an independent KRG might have on its own sometimes-restive Kurdish population, as well as how a U.S.- and Turkey-aligned Kurdish

state would diminish its regional influence. But it seems unlikely that Tehran would oppose the KRG's secession if Iraq dropped its objections to Kurdish independence and negotiated a settlement with its Kurds. Like Turkey, Iran would likely accommodate itself to an independent Iraqi Kurdistan and seek ways to profit from it.

The complicated relationships between Iraqi Kurds and the governments of Iran, Iraq, Syria and Turkey, as well as their ties with Kurdish groups in all those countries, are on one level significantly destabilizing. And while Kurdish independence from Iraq remains fraught with risk for the United States, on another level an independent KRG would present opportunities for Washington in a dramatically changed Middle East. At the very least, it would provide Washington with an alternative partner to Baghdad and Ankara, both of which have proven to be reluctant or uneven allies in the conflict with the Islamic State. The Kurds would welcome additional American investment in the development of Kurdistan's oil and gas resources, which would be free from the threat of sanctions from Baghdad. Independence would also deepen U.S. ties with a society that generally welcomes a relationship with the United States, in a region where few hold Washington in high regard. The KRG's independence might make Iraq more politically manageable as well.

The doomsday scenarios that have often been conjured by opponents of Iraqi Kurdish independence are no longer as likely as they once were. Kurdish independence from Iraq was not the United States' intention during the 2003 invasion, but more than a decade later it may prove to be an opportunity for U.S. policymakers to secure American interests in a turbulent region. ♦

ouest-france.fr 5 janvier 2017

## Turquie. Explosion à Izmir : deux morts, deux assaillants tués

ouest-france.fr - 05 jan 2017

Une explosion près d'un tribunal d'Izmir, dans l'ouest de la Turquie, a fait au moins deux morts et dix blessés ce jeudi. Il s'agirait d'une attaque à la voiture piégée. Deux assaillants ont été tués.

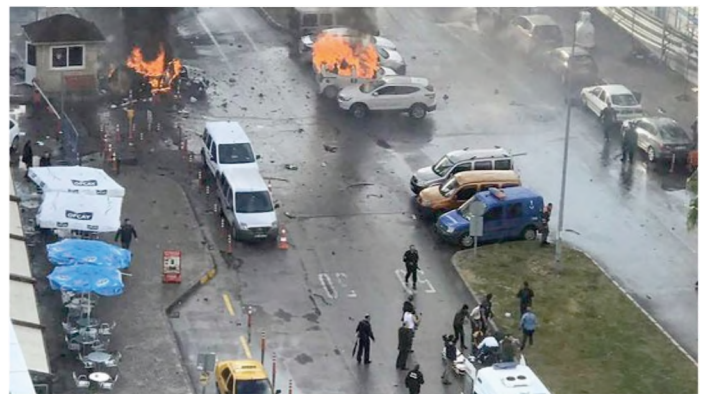
Au moins dix personnes ont été blessées et deux personnes ont été tuées, un policier et un huissier du tribunal, dans une explosion près d'un tribunal dans la ville côtière d'Izmir, dans l'ouest de la Turquie, a rapporté l'agence Dogan.

Cette nouvelle attaque intervient cinq jours après l'attentat qui a fait 39 morts dans une boîte de nuit d'Istanbul. Le maire du district de Bayrakli, à Izmir, a déclaré à la chaîne NTV qu'au moins 10 personnes étaient blessées, dont une grièvement.

L'explosion a eu lieu près de l'entrée des juges et des procureurs, selon CNN Türk qui a parlé d'une voiture piégée. Les images diffusées à la télévision montraient un nuage de fumée, tandis que des ambulances et des véhicules de police étaient dépêchés sur les lieux.

#### DEUX ASSAILLANTS TUÉS

Deux assaillants ont été tués par la police, ont indiqué les services de sécurité qui traquent un troisième assaillants. Le préfet d'Izmir a affirmé



Une explosion près d'un tribunal à Izmir, en Turquie, a causé la mort de deux personnes ce jeudi. AFP

jeudi que les autorités soupçonnaient les rebelles kurdes du PKK d'être responsables de l'attentat. « Les premiers éléments indiquent que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est derrière cette attaque », a déclaré Erol Ayyildiz à la presse.

La veille, la police turque avait arrêté à Izmir une vingtaine de militants présumés du groupe Etat islamique (EI) lors d'une perquisition en rapport, selon les médias turcs, avec l'enquête sur l'attentat du nouvel an contre une discothèque d'Istanbul qui a fait 39 morts. ■

# L'Allemagne protège les Turcs opprimés

Manifestation de Kurdes, à Cologne le 12 novembre, contre la purge menée par le président Erdogan depuis le coup d'État manqué. Martin Meissner/AP



Le nombre de demandeurs d'asile turcs a triplé en un an en Allemagne.

Kurdes et proches de la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen constituent le gros de ces nouveaux réfugiés qui fuient la répression en Turquie.

Berlin  
De notre correspondante

Comme en Turquie, il faut enlever ses chaussures pour entrer chez Ergün Kocaakca. Depuis trois mois, ce cuisinier de 36 ans vit avec sa femme et ses deux enfants dans une petite pièce, au sein d'un centre d'accueil pour réfugiés de Berlin. Il y a demandé l'asile politique après avoir fui sa ville, Gaziantep, à la frontière syrienne. « En Turquie, il n'y a pas de sécurité pour nous », explique-t-il. Politiquement engagé, il soutient le parti prokurde HDP dont les leaders ont été emprisonnés pour leurs liens supposés avec l'organisation terroriste du PKK. « Nous assistons à une répression générale contre les Kurdes », explique-t-il. Un de nos parents, membre du PKK, est récemment sorti de prison. À sa libération, la police a pris notre maison d'assaut, avec des gaz lacrymogènes. Pour nous effrayer. »

**En novembre, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, Michael Roth, a incité les Turcs se sentant menacés à demander l'asile.**

De confession alévie, une branche hétérodoxe de l'islam, Ergün Kocaakca dénonce aussi l'intolérance religieuse dans un pays tenu d'une main de fer par le président, Recep Tayyip Erdogan, musulman sunnite. A Gaziantep, « des membres de Daech circulent dans la ville, raconte-t-il. Notre lieu de prière a été fermé, et à l'école, nos enfants doivent suivre des cours de religion sunnite », regrette cet homme portant un petit bouc. Sa famille n'est pas un cas isolé. Sur les onze premiers mois de l'année, 5 166 demandes d'asile ont été déposées en Allemagne par des res-

sortissants turcs. C'est trois fois plus qu'en 2015.

Les Kurdes constituent le gros de ces effectifs du fait de la reprise du conflit avec le PKK, en 2015, de l'état d'urgence dans l'est du pays et des pressions imposées au parti politique HDP. Le reste de ces demandeurs d'asile est constitué de proches de la confrérie du prédicateur religieux Fethullah Gülen. Eux sont accusés par Ankara d'avoir fomenté le coup d'État raté du 15 juillet 2016.

Ceux qui le peuvent choisissent l'exil, comme Murat – son nom a été modifié – qui a travaillé pendant trois ans à la rédaction du journal *Zaman*, proche de la confrérie Gülen. « Nous savions que le gouvernement préparait une opération contre nous, mais nous ne nous attendions pas à une telle mise en scène », accuse le jeune homme pour qui « ce coup d'État a été monté de toutes pièces par Erdogan » et dénonce une chasse aux sorcières : « Les gens ne trouvent pas de travail ou sont poursuivis par la justice, leurs familles sont menacées, leurs biens confisqués. » Recherché, Murat s'est d'abord caché avant de passer la frontière avec la Grèce, « pour 5 000 € contre 1 000 € pour un Syrien. Les peines sont plus lourdes pour les passeurs qui aident des Turcs », dit le journaliste qui a reçu, en Allemagne, le soutien d'une association liée au mouvement güleniste. Son président, Er-

can Karakoyun, estime à une quarantaine le nombre de familles arrivées ces derniers mois dans la seule ville de Berlin. « On compte aussi des imams, installés en Allemagne, qui demandent l'asile car ils ne veulent pas dénoncer les proches de Gülen comme l'exige Ankara », explique-t-il. Des diplomates et des militaires auraient également demandé l'asile politique.

Le phénomène, récent, constitue une nouvelle source de tensions entre Ankara et Berlin. Les

deux capitales entretiennent des liens privilégiés car l'Allemagne compte une forte communauté turque. Mais les récentes purges menées contre les médias et les opposants au président Erdogan crispent les autorités allemandes. En novembre, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, Michael Roth, a incité les Turcs se sentant menacés à demander l'asile. Berlin a aussi annoncé une hausse du nombre de bourses de recherche attribuées à des chercheurs et journalistes persécutés dans leur pays.

Ce soutien de facto aux opposants du président contraste avec la signature, en mars 2016, d'un accord, voulu par l'Allemagne, entre l'UE et Ankara. Il prévoit le renvoi en Turquie des réfugiés syriens arrêtés en Grèce. Une situation « absurde » pour Ergün Kocaakca, le cuisinier originaire de Gaziantep. Il salue toutefois l'accueil qui lui a été réservé à Berlin. Et comme Murat, le journaliste, il a bon espoir que sa demande d'asile soit acceptée.

Delphine Nerbollier

## repères

Les demandes d'asile déposées en Allemagne divisées par trois en un an

En 2016, l'Office fédéral pour les migrants et réfugiés (BAMF) s'attend à comptabiliser près de 300 000 demandeurs d'asile, soit un tiers du record de 2015 (890 000 demandeurs).

Cette chute est en partie due à la fermeture de la route des Balkans, au moyen d'un accord contesté entre l'UE et la Turquie, conclu le 18 mars dernier, dont

Angela Merkel a été maître d'œuvre. Il vise principalement à reconduire en Turquie les migrants arrivés illégalement de ce pays en Grèce et à étanchéifier la frontière entre les deux pays.

Parallèlement, le président turc Erdogan s'est livré à une véritable purge dans son pays depuis le putsch manqué de juillet dernier, visant l'administration, la presse et l'opposition. 150 000 personnes ont été limogées dans l'armée, la police et la fonction publique. Près de 50 000 personnes ont été arrêtées, selon le parti d'opposition CHP.

Quant à la peur, elle ne vous quitte pas: peur d'être attaquée dans la rue, peur que la police débarque à tout moment pour vous arrêter. Je suis libre, mais je n'ai pas été acquittée. À chaque nouvelle audience, je sais que le juge peut prononcer de lourdes peines. En fait, une partie de moi-même est toujours en prison

ASLI ERDOGAN



RENCONTRE

«On vivait avec la peur. Impossible de fermer l'œil. Mais je sais que la pression internationale m'a permis d'être mieux traitée que d'autres.»

BRADLEY SECKER/GETTY IMAGES

## Asli Erdogan: « Le pouvoir turc veut tous nous réduire au silence »

Tout juste sortie de prison, l'écrivain, active militante des droits de l'homme, raconte à notre correspondante son calvaire et ses inquiétudes pour l'avenir de son pays.



Daphne Minoul

@DaphneMinoul

PROPOS RECUEILLIS PAR NOTRE CORRESPONDANTE À ISTANBUL

Il y a une semaine, après 136 jours de prison pour « appartenance à une organisation terroriste », la romancière turque - simple homonyme du chef de l'État - recouvrait la liberté. Mais sous contrôle judiciaire et sans autorisation de quitter le territoire. Victime de la dérive autoritaire du président Erdogan, et de la chasse aux sorcières qui sévit depuis le putsch raté du 15 juillet, elle attend avec inquiétude la suite de son procès kafkaïen.

LE FIGARO. - La prison, que vous n'aviez jamais connue, est le thème central d'un de vos derniers romans, *Le Bâtiment de pierre* (traduit et publié en 2013 chez Actes Sud). Vous attendiez-vous à finir, un jour, derrière les barreaux ?

ASLI ERDOGAN. - Personne n'est jamais prêt à la prison. Mais, depuis 4-5 ans, j'avais comme un pressentiment. Mes écrits sur les violations des droits de l'homme et les minorités n'ont jamais plu en Turquie. Mais ce qui m'arrive dépasse la fiction: si j'avais inventé mon arrestation, personne ne m'aurait cru. Imaginez une douzaine de membres des forces spéciales qui débarquent chez moi en plein après-midi ! Ils étaient encagoulés, portaient des gilets pare-balles. L'un d'eux a pointé son arme automatique vers ma poitrine en hurlant: tu te rends ou je tire ! On m'a interdit d'appeler qui ce soit. D'ailleurs, ils ont aussitôt pris mon cellulaire - que je n'ai toujours pas récupéré. Ils ont fouillé mon appar-

tement, saisi mes disques durs, épluché mes documents, renversé les 3 500 livres de ma bibliothèque. La perquisition a duré 8 heures ! J'ai beaucoup d'ouvrages d'histoire, sur les Juifs, sur la Palestine... Mais ils n'ont pris que ceux qui concernaient la question kurde. C'est comme s'ils cherchaient désespérément des pièces à conviction pour m'accuser de lien avec le PKK (*Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, NDLR*). J'ai ensuite été embarquée au commissariat, interdite de contact avec ma mère ou mon avocat. Au bout de trois jours, je suis passée devant le juge. Quand il a annoncé que j'étais envoyée en prison, je me suis évanouie.

Quelles sont les charges retenues contre vous ?

On m'accuse d'être membre d'une organisation terroriste armée, de porter atteinte à l'unité de l'État et à l'intégrité territoriale du pays, et de faire de la propagande en faveur d'une organisation terroriste... De quoi être passible de la prison à perpétuité. C'est absurde: je n'ai jamais touché une arme de ma vie. Je ne me suis jamais rendue au mont Qandil (*nord de l'Irak, où siège la direction militaire du PKK, NDLR*), à l'inverse de nombreux journalistes. Mon seul « crime » est d'avoir siégé au comité éditorial du journal prokurde *Ozgür Gündem*, où je signais également des chroniques (dont Actes Sud vient de publier une compilation, *Le silence même n'est plus à toi*). Ce qui m'arrive est totalement kafkaïen. Je suis écrivain et ne milite au sein d'aucun parti politique. Le pouvoir turc veut faire de moi un symbole, réduire les autres au silence. Il cherche à faire taire tous ceux qui s'intéressent à la cause kurde. Depuis que les accords de paix ont volé en éclats à l'été 2015, il ne fait plus aucune distinction entre le PKK et les Kurdes.

Vous avez été incarcérée à la prison des femmes de Bakirköy. Comment s'est passée votre détention ? Les cinq premiers jours ont été les plus durs à vivre: j'ai été confinée à l'isolement, privée d'eau pendant 48 heures. Ma cellule sentait l'urine. Puis, on m'a transférée dans une section collective, avec 21 autres femmes, toutes accusées de liens avec le PKK. Ma mère ne pouvait me rendre visite qu'une fois par semaine. Quand l'hiver a commencé, il s'est mis à faire très froid. Un jour, je suis tombée malade, j'avais beaucoup de fièvre. C'était un mardi. Mais je n'ai pu accéder à l'infirmerie que le vendredi. Les prisons sont surpeuplées et les surveillants en sous-effectifs. Depuis la purge après la tentative de coup d'État, qui va au-delà des partisans de Gülen (*auteur présumé du putsch, NDLR*), quelque 50 000 personnes ont été arrêtées. Et puis, il y avait cette rumeur selon laquelle des personnes allaient venir nous attaquer en pleine nuit. On vivait avec la peur. Impossible de fermer l'œil. Mais je sais que la pression internationale m'a permis d'être mieux traitée que d'autres. Je pense à cette femme qui partageait ma cellule au commissariat et que j'ai recroisée brièvement à Bakirköy: ses jambes et ses bras étaient parcourus d'ecchymoses.

Qu'est-ce qui vous a aidée à tenir en prison ?

Au début, quand il ne faisait pas encore trop froid, je pratiquais mes pas de danse classique dans une petite cour en béton. Je pouvais également disposer de 15 livres, mais pas plus. En prison, tout est quantifié: le nombre de pulls, de pantalons, de carnets de notes. En fait, il est impossible de se concentrer. Les gardes débarquent toujours à l'improviste. Et puis, on est toujours miné par l'inquiétude: sur son sort, sur celui du pays. À la télévision, autorisée dans le foyer central, on assiste, le cœur noué, à la dérive de la Turquie: l'arrestation des journalistes de *Cumhuriyet*, l'assassinat de

l'ambassadeur russe, les attentats, tantôt imputés à Daech, tantôt au PKK. Quand c'est la guérilla kurde qui est pointée du doigt, les détenues deviennent toutes pâles. Celles qui attendent leur procès craignent que le juge ne soit encore plus sévère. Du coup, cela crée un véritable élan de solidarité entre détenues. À la veille de chaque convocation au tribunal, elles organisent des « soirées de solidarité » : elles boivent du thé, elles chantent. Quand mon tour est venu, elles ont chanté *Bella Ciao*. Et je me suis mise à danser en pleurant.

Vos compagnes de prison étaient-elles toutes liées au PKK ?

À part la linguiste Necmiye Alpay (également récemment libérée, NDLR), toutes mes codétenues étaient kurdes. Mais à l'exception de quatre ou cinq d'entre elles, visiblement engagées dans la guérilla, il s'agissait surtout de jeunes femmes, la vingtaine, arrêtées

pour un simple lien familial, ou même moins que ça. En revanche, ce qui m'a frappée, c'est la façon dont les plus anciennes organisent la vie de la cellule : l'heure du réveil, du thé, les séances de discussion idéologique. Une discipline quasiment militaire. La prison pousse à la radicalisation politique.

Comment vivez-vous votre liberté retrouvée ?

Avec difficulté. En prison, vous êtes dans un état de régression : tout est décidé et contrôlé par les autres. Une fois dehors, vous redevenez adulte : vous avez un compte bancaire, des rendez-vous, des mails auxquels vous devez répondre. Quant à la peur, elle ne vous quitte pas : peur d'être attaquée dans la rue, peur que la police débarque à tout moment pour vous arrêter. Je loge chez ma mère, je n'ai pas encore osé retourner chez moi. Je suis libre, mais je n'ai pas été acquittée. À chaque nouvelle audience, je sais que le

juge peut prononcer de lourdes peines. En fait, une partie de moi-même est toujours en prison.

Traque des opposants, guerre contre le PKK, lutte anti-Daech en Syrie... Que cherche le président Erdogan en ouvrant tant de fronts à la fois ?

Il est prêt à toutes les tactiques pour renforcer son pouvoir, pour que les gens disent : il nous a sauvés. Mais c'est le contraire qui se produit. L'oppression mène à la violence. Si j'étais président, j'essaierai de désamorcer les tensions au lieu de mettre de l'huile sur le feu. Chaque jour apporte une mauvaise nouvelle : un attentat contre une boîte de nuit, un reporter arrêté à cause d'un tweet. Un créateur de mode s'est même fait récemment lyncher à sa sortie d'avion. Sur Internet, les attaques verbales se multiplient. La violence déteint sur la société. C'est très inquiétant. ■



Libération Mardi 3 Janvier 2017

## L'Etat islamique en guerre ouverte contre la Turquie

Le communiqué a été diffusé en plusieurs langues via la messagerie Telegram. L'Etat islamique (EI) a revendiqué lundi être responsable du massacre commis dans la nuit du nouvel an au Reina, une boîte de nuit d'Istanbul. Trente-neuf personnes ont été abattues en moins de dix minutes. Le tireur, en passe d'être identifié selon les autorités turques, était toujours en fuite lundi soir. L'EI avait déjà revendiqué des assassinats en Turquie, mais jamais d'attentat. L'organisation a été soupçonnée plusieurs fois ces dix-huit derniers mois d'avoir commis des attaques, dont celle contre l'aéroport Atatürk en juin qui avait fait 47 morts. Cette fois, l'EI décrit le Reina comme un rassemblement de chrétiens qui fêtaient leurs «vacances apostates» et affirme se venger de l'intervention turque en Syrie.

Soutien de la rébellion syrienne dès 2011, Ankara a lancé l'été dernier l'opération «Bouclier de l'Euphrate». L'objectif est alors d'empêcher la branche armée du parti kurde syrien,



Hommage à Istanbul, lundi. PHOTO Y.KARAHAN. REUTERS

le PYD (Parti de l'union démocratique), de s'emparer de la ville de Jarablous, à la frontière turco-syrienne, contrôlée par l'EI. Les Kurdes venaient de chasser les jihadistes de la ville voisine de Manbij. Ils n'ont jamais caché leur ambition d'unifier leurs territoires, le «Rojava», dans le nord de la Syrie. Ce plan est violemment rejeté par le gouvernement turc : le PYD est le pendant du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en guerre avec Ankara. Or la Turquie ne peut tolérer la création d'une zone auto-

nome kurde à sa frontière. Elle déploie donc plusieurs centaines de ses soldats en Syrie. Elle exige aussi de plusieurs groupes rebelles syriens qu'ils envoient des combattants vers Jarablous pour participer à l'offensive. Même si cela les force à affaiblir leurs fronts dans la ville d'Alep, ils ne peuvent pas refuser : leur ravitaillement dépend de la Turquie et ils font partie du MOM, un centre d'opérations basé dans le sud de la Turquie où se réunissent les pays occidentaux et arabes qui les soutiennent. L'opération est

un succès. Jarablous est repris en quelques heures à l'EI. L'alliance entre soldats turcs et rebelles continue de progresser vers le sud, les jihadistes reculent. Mais peu à peu, à mesure que rebelles et soldats turcs se rapprochent d'Al-Bab, principal fief de l'EI dans la région, les combats se durcissent. L'armée turque encaisse les pertes – au moins 37 soldats ont été tués depuis le début de l'offensive – et voit deux de ses hommes capturés et brûlés vifs par l'EI. L'aviation russe, qui bombardait ces mêmes groupes rebelles à Alep, a accepté de venir en renfort la semaine dernière en bombardant Al-Bab. L'EI n'a donc plus rien à perdre. Il ne contrôle plus de villes à la frontière turco-syrienne, par où transitaient les jihadistes étrangers. La perte d'Al-Bab est programmée, même si elle pourrait prendre plusieurs semaines. Les jihadistes de l'EI ne contrôleront alors plus en Syrie que Raqqa et Deir el-Zor (Est). La Turquie s'est dite lundi «déterminée» à poursuivre son offensive.

LUC MATHIEU

## FRANÇOIS HOLLANDE LA DERNIÈRE BATAILLE

**POUR HOLLANDE, QUITTER L'ELYSÉE  
AVEC MOSSOUL LIBÉRÉ AURAIT DE L'ALLURE.  
IL EN RÊVE COMME UN LEGS À CETTE  
FRANCE MEURTRIE PAR LES ATTENTATS**



En Irak, avec le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, juché dans un poste d'observation à 15 kilomètres des positions de l'EI au nord de Mossoul, le 2 janvier.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD ET ERBIL **ERIC HACQUEMAND**

**D**es moutons ici et là broutent tranquillement de rares touffes d'herbe. Totalement indifférents à l'interminable cortège d'une quarantaine de gros 4x4 qui filent à vive allure devant eux. Dans le ciel de la plaine de Ninive, près d'Erbil, dans le nord de l'Irak, deux hélicoptères escortent en permanence la BMW blindée du président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, et de son invité d'honneur, François Hollande. Daech n'est pas si loin. Le président français a décidé d'aller au plus près de la ligne de front, située à une quinzaine de kilomètres de Mossoul.

Direction un poste d'observation, dont le nom est tenu secret, à une quarantaine de kilomètres d'Erbil. Dans les environs, aucune maison ne tient encore debout, témoignage de la violence des combats. Une petite montagne, quelques virages en épingle et, alignés, des Kurdes irakiens en armes, dos à la route, scrutant l'horizon. Puis l'asphalte disparaît au profit d'une piste caillouteuse. Le poste se trouve là, perché sur une ligne de crête au bout de nulle part. « Mossoul, c'est là-bas, tout droit... », indique un soldat français, pointant du doigt un horizon où l'on distingue à peine, dans le soleil rasant de cette fin de journée, la deuxième ville d'Irak. La voiture de François Hollande se gare au milieu d'une courrette de gravats entourée de sacs de sable et de murs en béton. Escorté de ses gardes du corps, équipés pour certains de gilets pare-balles, le chef de l'Etat s'engouffre dans une tente militaire accompagné de son ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. L'un comme l'autre sont des grands amateurs de cartes d'état-major. Façon général en campagne, le président se fait détailler la grande offensive sur Mossoul. « Bachiqa, le nord de Mossoul, etc. : depuis le 17 octobre, et le début de la reconquête de

Mossoul, nous avons libéré 500 kilomètres de territoires », annonce fièrement le général Sirwan Barzani, chef d'état-major des peshmergas. Il y a deux ans, Daech semblait pourtant invincible, poussant son avantage jusqu'aux portes d'Erbil et même de Bagdad. Depuis, les villages alentour ont été repris. A coups de frappes aériennes en appui des combats au sol. Cette année, à Qaraqosh, ville symbole des chrétiens d'Irak, les chants de Noël ont même retenti de nouveau. « Daech recule, les progrès sont indéniables », clairotte Hollande. Mais il a fallu payer le prix. Celui du sang versé.

A l'extérieur de la tente, accrochés aux murs d'une vieille bâtisse, des portraits de soldats tués rappellent le lourd tribut des peshmergas à la lutte contre Daech. Et ce, malgré le soutien des militaires français. Depuis le lancement de l'opération

Chammal, en septembre 2014, outre ses frappes aériennes, la France intervient pour former les troupes d'élite irakiennes et kurdes et les « appuyer » sur le terrain. Appuyer ? Dans le ciel, on entend un léger vrombissement. C'est un petit drone qui fait des cercles concentriques autour du poste d'observation, au-dessus de la tête du chef de l'Etat. Au sol, un soldat français scrute des images parfaitement nettes sur sa petite console. Plusieurs membres des Forces spéciales françaises, cagoulés et surarmés, observent et renseignent sur d'éventuels mouvements de l'ennemi. En chef des armées, François Hollande s'est positionné dans une casemate, regard au loin. L'opération de communication est bien léchée. A ses côtés, Massoud Barzani lui règle une paire de jumelles à longue portée. Vue imprenable sur la ligne de front et la plaine en contrebas. « Mossoul behind [Mossoul est derrière] ? » demande le chef de l'Etat dans un anglais approximatif.

La capitale du califat l'obsède. Selon les estimations, environ 3000 djihadistes y seraient encore retranchés. Parmi eux, des



En haut : arrivée de François Hollande à Erbil, au Kurdistan irakien, le 2 janvier, pour une visite éclair de vingt-quatre heures. En bas : avec les Forces spéciales françaises à un poste d'observation près de Mossoul.

centaines de combattants étrangers, notamment des Français, considérés comme les plus durs parce qu'ils n'ont plus rien à perdre. Depuis quelques jours, l'offensive sur la ville du nord a repris après deux semaines de pause. « C'est l'heure du grand rendez-vous », relève Jean-Yves Le Drian. Les quartiers est sont en passe de tomber, grâce, notamment, aux militaires irakiens envoyés en première ligne. « L'objectif est d'isoler complètement les djihadistes, de couper leurs lignes logistiques », explique un officier d'état-major français. Mais les progrès sont lents. L'ennemi se fond dans la population et s'est retranché dans les quartiers ouest, faisant craindre bain de sang et destructions. Barzani se souvient de la reconquête du village de Bachiq, quelques semaines auparavant. « Il y avait 59 tunnels dans le bourg. Les djihadistes, on aurait dit des souris et des rats », dit le président kurde. A Mossoul, leur réseau souterrain serait encore plus étendu.

Quelques minutes plus tard, alors que le froid est tombé, François Hollande reprend le costume de chef de guerre qu'il n'a finalement jamais cessé de porter depuis l'intervention au Mali, en 2013. Dans un hangar aménagé de l'aéroport d'Erbil, une cinquantaine de militaires français l'attendent. Avec, en toile de fond, un énorme canon Caesar de 155 mm – d'une portée d'environ 40 kilomètres – utilisé cet été dans la reconquête des territoires perdus. « Nous n'en avons pas fini avec le terrorisme ! Ça sera long, mais ça sera victorieux », harangue-t-il, dans la droite ligne de ses vœux télévisés aux Français le 31 décembre. Pour la seule journée de lundi 2 janvier, dix attentats ont en effet ensanglanté le pays... Cerise sur le gâteau, le lieutenant général américain Stephen J. Townsend, qui dirige la coalition, a fait le déplacement. Ainsi qu'un invité de dernière minute, Bernard-Henri Lévy, qui débarque au milieu des troupes. Défenseur de la cause kurde, le philosophe tourne depuis le 17 octobre un film dans la région, « La bataille de Mossoul », qui devrait sortir en mars. « La présence de François Hollande est le signe de l'implication de la France depuis les premiers jours de la bataille. C'est très bien », approuve BHL. L'intellectuel, qui affirme avoir tourné des scènes à Mossoul dernièrement, prévient : « Les peshmergas ont ouvert la ville, mais les Irakiens ont du mal à y avancer, malgré la présence américaine sur le terrain... »

Alors, les Français mettent les bouchées doubles dans leur mission d'instruction. A proximité de l'aéroport de Badgad, ce lundi 2 janvier au matin, vers 8 heures, juché sur une estrade montée à la va-vite, François Hollande souhaite « une bonne année de victoire contre le terrorisme » aux instructeurs français qui forment

les soldats d'élite irakiens en partance pour Mossoul. Des tirs d'armes légères retentissent soudain à proximité. « Ne vous inquiétez pas, les Irakiens s'entraînent... », sourit le capitaine « Ludo », un pseudo. Point clé de la formation dispensée par les Français, la lutte contre les engins piégés, et notamment les véhicules. « A Mossoul, ils se comptent par centaines et même par milliers », poursuit le capitaine « Nils », qui tient aussi à garder l'anonymat.

François Hollande espère une victoire totale pour le printemps. Mais, il le sait, « la bataille de Mossoul sera très dure ». Le scénario idéal ? Quitter l'Elysée avec Mossoul libéré, voilà qui aurait de l'allure. François Hollande en rêve comme un legs à cette France meurtrie par les attentats terroristes, télévisés depuis la zone irako-syrienne. « Bien sûr, ce serait une fierté personnelle d'avoir contribué à la reconquête de Mossoul », confie-t-il. Il n'a pas oublié le coup de téléphone du président kurde Barzani, en août 2014, implorant l'aide française face au rouleau compresseur djihadiste. Libérer Mossoul pour effacer aussi le sentiment d'impuissance des Occidentaux dans le martyre d'Alep, en Syrie. Lui que l'on disait si éloigné des questions diplomatiques au début de son mandat pourrait ainsi trouver sur le terrain international une occasion de soigner sa sortie. Comme n'importe quel monarque au crépuscule de son règne, Hollande, qui a décidé le 1<sup>er</sup> décembre de ne pas postuler à sa succession, s'interroge beaucoup ces derniers temps, selon un proche : « Qu'est-ce que les Français vont retenir de mon quinquennat ? Quelle trace vais-je laisser pour la France ? »

La réussite économique paraît exclue : si le chômage a baissé l'an dernier, le pays compte malgré tout 1 million de chômeurs de plus qu'en mai 2012. Reste la place de la France dans le monde et son bilan à l'international qu'il se dit « prêt à défendre ». Le président est attendu les 13 et 14 janvier à un sommet africain au Mali, autre terre où il a porté le fer contre le djihadisme. Puis ce sera une mini-tournée en Amérique latine à la fin du mois, avec notamment un passage en Colombie pour saluer le récent accord de paix signé entre le gouvernement et les Farc. Et, à côté de ces longs trajets, l'Europe, avec Malte, Chypre, le Portugal, etc. En clair, François Hollande fait tout pour, désormais, se tenir éloigné des chicayas de la primaire socialiste, sur laquelle il refuse de s'exprimer. Par souci de préserver la fonction présidentielle... Mais aussi, explique son entourage, « parce que s'immiscer le priverait de sa capacité d'apaisement », lorsqu'il faudra ensuite recoller les morceaux. Et éventuellement s'impliquer dans la campagne présidentielle avant de livrer une dernière bataille, beaucoup plus personnelle : celle de sa reconversion. ■ [@erichacquemand](https://twitter.com/erichacquemand)



En haut : Jean-Yves Le Drian et le lieutenant général américain Stephen J. Townsend, en charge des opérations de la coalition internationale. En bas : François Hollande entouré du ministre de la Défense et de Massoud Barzani, le président kurde.



# U.S. military aid is fueling big ambitions for Syria's leftist Kurdish militia

By Liz Sly January 7, 2017

<https://www.washingtonpost.com>

**TAL ABYAD, Syria** —In a former high school classroom in this northeastern Syrian town, about 250 Arab recruits for the U.S.-backed war against the Islamic State were being prepped by Kurdish instructors to receive military training from American troops.

Most of the recruits were from villages surrounding the Islamic State's self-proclaimed capital of Raqqa, and the expectation is that they will be deployed to the battle for the predominantly Arab city, which is now the main target of the U.S. military effort in Syria.

But first, said the instructors, the recruits must learn and embrace the ideology of Abdullah Ocalan, a Kurdish leader jailed in Turkey whose group is branded a terrorist organization by both Washington and Ankara.

The scene in the classroom captured some of the complexity of the U.S.-backed fight against the Islamic State in Syria, where a Kurdish movement that subscribes to an ideology at odds with stated U.S. policy has become America's closest ally against the extremists.

The People's Protection Units, or YPG, is the military wing of a political movement that has been governing northeastern Syria for the past 4 1/2 years, seeking to apply the Marxist-inspired visions of Ocalan to the majority Kurdish areas vacated by the Syrian government during the war.

Over the past two years, the YPG has forged an increasingly close relationship with the United States, steadily capturing land from the Islamic State with the help of U.S. airstrikes, military



Recruits at a graduation ceremony after completing military training provided by U.S. Special Forces in the countryside of Syria's Aleppo province. (Alice Martins/For The Washington Post)

assistance and hundreds of U.S. military advisers.

The gains have taken Kurdish fighters far beyond traditionally Kurdish areas into territory populated overwhelmingly by Arabs, threatening not only to stir up long-standing ethnic rivalries but also a wider conflict.

Turkey, which regards the YPG as an affiliate of Ocalan's Kurdistan Workers' Party, or PKK, is enraged at the U.S. support for the Syrian Kurds, and this month called on President-elect Donald Trump to sever U.S. support for the militia when he takes office. As Russia, Syria and Turkey move closer toward a settlement to the overall Syrian conflict, the United States could also find itself at odds with Russia over its military role in Syria.

To assuage Turkish concerns and avert tensions between Arabs and Kurds, the U.S. military is channeling weapons and ammunition to an umbrella organization called the Syrian Democratic Forces (SDF), which includes Arab fighters as well as the Kurds. The goal, the U.S. military says, is to build an Arab force capable of taking and holding Arab cities such as Raqqa,



Manbij Military Council recruits graduate after completing U.S. military training. (Alice Martins/For The Washington Post)

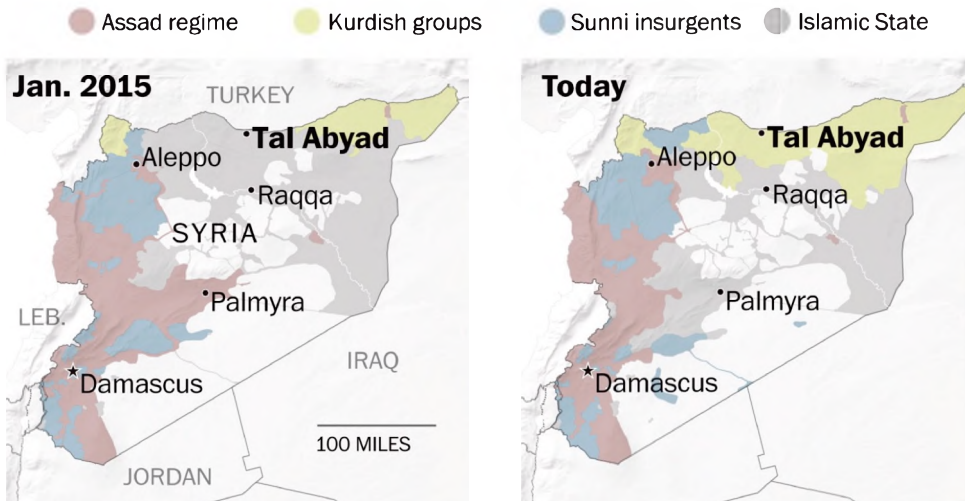
thereby diluting the influence of the Kurdish fighters.

U.S. officials and military advisers in Syria declined to discuss details of the training being provided to the Arabs in the force. But they said they were unaware that the Arab recruits were receiving lessons in Kurdish political theory before their U.S. military training. "What happens to them before they come to us, we don't know," said one of the U.S. military advisers in Syria, who spoke on the condition that he not be identified by name or rank.

U.S. officials acknowledge, however, that the Kurds constitute more than three-quarters of the SDF coalition and are leading the fight on the front lines, making them the biggest beneficiary of U.S. military assistance.

And it is the Kurdish vision of a future Syria that is being extended to the Arab areas that are being conquered, despite frequent statements issued by the U.S. government opposing the Kurds' plans to create any form of new region in Syria.

"The military support has boosted the YPG's confidence to move beyond Kurdish populated areas and grow their ambitions even beyond Syria," said Maria Fantappie of the International Crisis Group. "It has huge political implications not



only for Syria but also for neighboring countries.”

#### ‘DEMOCRATIC CONFEDERALISM’

On a rare visit by foreign journalists to northern Syria, Kurds were eager to explain Ocalan’s political theory, a mix of Marxism and the utopian dreams of a dead American leftist from Vermont named Murray Bookchin.

It seeks to abolish states and eliminate the need for governments by putting communities in charge of their own affairs. Referred to somewhat vaguely as “democratic confederalism” or the “democratic nation,” the theory places a heavy emphasis on egalitarianism, women’s rights and being kind to animals.

Originally envisaged by Ocalan as a way of achieving a form of autonomy for Turkish Kurds, who have historically faced severe discrimination by the Turkish government, the theories are now being adapted to the circumstances in Syria, with its diverse mix of Arabs, Kurds, Christians, Alawites, Turkmen and others.

Far from seeking to redraw borders to give Kurds their own entity, along the lines of the region carved out by Kurds in neighboring Iraq, the Syrian Kurds are seeking to apply Ocalan’s vision of a borderless world to all of Syria and beyond, said Nusrat Amed Xelil, who oversees the ideological training of the Arab recruits.

“We don’t want confederalism just for Kurds, but for all Syria, and even all of the Middle East,” he said. “We don’t recognize geographical borders between this area and that.”

#### ‘THERE IS NO STATE’

In the classroom in Tal Abyad, a majority Arab town on the Turkish border that was recaptured from the Islamic State in 2015, Kurdish instructor Agit Ibrahim Heso fielded questions from the slightly puzzled young Arab men, dressed in new green uniforms and seated at desks

“What is the role of the state in the democratic nation?” one recruit asked.

“There is no state,” Heso replied. “The state is an instrument of oppression.”

“What’s the difference between ‘democratic nation’ and the slogans of the Baath Party?” asked another recruit, referring to the party of President Bashar al-



*SDF recruits read a book written by Abdullah Ocalan outside the school where they attend classes on ideology before going through military training. (Alice Martins/For The Washington Post)*



*Two young Arab members of the YPG say they joined the group when their hometown, Manbij, was recaptured from the Islamic State. (Alice Martins/For The Washington Post)*

Assad that has ruled Syria for the past four decades.

The difference, the instructor explained, is that the Baath Party favors Arabs, whereas Ocalan’s theories apply to all ethnic and religious groups.

In interviews after the class, the men said they were happy to embrace the YPG’s ideology.

“It is like havin a democratic mother who does not discriminate against her children,” said Louay Shammari, who escaped from an Islamic State-controlled town in Raqqa province last summer.

“If we did not agree, we would not be in training now. We have to learn it,” added Mussab Issa Sheikh, who is also from the Raqqa area.

Analysts and YPG opponents question how democratic or egalitarian the group’s ideology really is. Dissent is not tolerated. Photos of Ocalan loom over town squares and in public offices, much in the way Assad’s portrait dominates areas the government controls.

Though elected councils are administering day-to-day affairs in local communities, real power is wielded by shadowy military commanders who have fought with the PKK in Turkey, said Rana Khalaf, author of a report on the Syrian Kurds’ governance for the London-based Chatham House think tank. “In practice, they are as authoritarian as anyone else,” she said.

Kurds who support Kurdish parties that are opposed to the YPG have been jailed or driven into exile.

Those being targeted by the YPG also include people who support the mainstream Syrian opposition, according to an activist from the Arab town of Manbij, which was captured by the YPG and SDF last August. The activist has campaigned against both the Islamic State and the YPG, and the Kurdish militia wants him to turn himself in, he said. As a pressure tactic, the group is holding his brother, who is not politically involved, said the activist, who lives elsewhere in Syria and spoke on the condition of anonymity because he fears for his brother’s safety.

#### POTENTIAL CONTRADICTIONS

Manbij offers an illustration of the potential contradictions of the U.S. alliance with the Syrian Kurds. The town, located in the northern Syrian province of Aleppo, is held out by the U.S. military as an example of a successful handover of power by Kurds to Arabs after an area is freed from Islamic State control.

But the Arabs who run Manbij are adherents of the YPG’s ideology, making them indistinguishable in Turkey’s eyes — and in the eyes of local residents — from the Kurdish force, according to Aaron Stein of the Washington-based Atlantic Council. The YPG-backed Arab force in Manbij has already fought battles with Turkish-backed Arab rebels in the nearby countryside, and Turkey is threatening to launch an offensive to take over the town.

At a recent ceremony for 250 Arab recruits who had just completed training with the U.S. military near Manbij, the newly minted soldiers were told they would be heading not to the Raqqa front lines but to Aleppo, to confront the rebels backed by Turkey, a NATO ally of the United States. As U.S. Special Operations troops looked on, Abu Amjad al-Adnan, commander of the Manbij recruits, rallied the soldiers to take the fight to the forces backed by “terrorist Turkey.”

U.S. advisers are also present on the ground with the Turkish-backed rebels in Syria, setting up a scenario in which U.S. Special Operations forces embedded with opposing sides could confront one another. ●



*A large, faded portrait of Abdullah Ocalan is posted at the southern entrance of Tal Abyad. (Alice Martins/For The Washington Post)*

# Erbil-Ankara seek to upgrade economic ties and fight against terrorism

Rudaw.net 8/1/2017

**ERBIL, Kurdistan Region**—The Kurdistan Region is prepared to upgrade its cooperation with Turkey in all aspects especially in combating the threat of terrorism and broadening economic and trade ties, said Kurdish President Masoud Barzani at a joint press conference with the Turkish Prime Minister Binali Yildirim in Erbil on Sunday.

"We welcome this visit," Barzani said. "We highly appreciate it. This is a big support from the state of Turkey, and its people to Kurdistan Region. We thank the state of Turkey, his Excellency the president, yourself, and the Turkish people for your support to the Kurdistan Region."

The Kurdish president said that Turkey and Kurdistan were both facing the threat of terrorism.

"We all have faced the disease of terror and terrorism. And to face the terrorists we need the cooperation between all sides. Thankfully the terrorists have faced a big defeat in our fronts, and we hope that the terrorists will be uprooted in all other fronts, in Turkey, here [in Iraq], and all other countries."

"We are ready to upgrade our cooperation in all aspects," Barzani said, as he explained that they discussed a whole range of issues in "successful meetings" held today between both sides.

For his part, the Turkish PM said that his country did not accept the Kurdistan Workers' Party (PKK) activities carried out against Turkey from the Kurdistan Region, warning that they will not accept the de-facto Kurdish administration in northern Syria either.

President Barzani visited Turkey last August on the invitation of Turkish President Recep Tayyip Erdogan after the country's failed coup attempt which Yildirim described as important.

"Your visit after the July 15 coup to Turkey was very important," Turkish PM Yildirim said according to the Kurdish translation. "It showed clearly your firm stance against the FETO terrorist group," he said, in reference to what Turkey calls Fethullah Terrorist Organization, "and for this we are very thankful of you."

PM Yildirim explained that common fight against terrorism, and the economic and trade ties underpinned his meetings with the KRG leaders.

He said: "Regarding terror, the terrorist ISIS group, the terrorist PKK, and the terrorist FETO, are not Turkish problem alone; it is a problem to here [Kurdistan Region], Iraq, Syria and Turkey."

Yildirim went on to say that Turkey did not accept the use of Kurdish territory for attacks against



Turkish Prime Minister Binali Yildirim [L], and President Masoud Barzani [R] in a joint press conference in Erbil on Sunday. Photo: Rudaw

his country, warning the Kurdish authorities that it was a security concern for them, too

"Our operation against the PKK is continuing both inside Turkey and also in here. The PKK activities carried out against us from here is not acceptable at all. Every necessary step will be taken to the end [of this threat]. The spread of this group to the west of Sinjar is not acceptable to us. This is a security issue. It is not Turkey's problem alone, it is your problem, too—it is also Iraq's problem as well. And to do this, a common effort is needed."

He added that they are trying to convince Europe and the West to understand that there is no difference between the PKK, a designa-

ted terrorist organization by the EU and the USA, and the Kurdish Democratic Union Party (PYD), and its armed wing of People's Protections Units (YPG).

"PKK equals PYD. It equals YPG. They make up names, and for each operation they make one," he said adding that different names do not fool the Turkish state.

On economy and energy, he said that there will be meetings and further cooperation between respective ministries from both sides, as early as this month.

The Kurdish president and Turkish Prime Minister later visited Peshmerga front line near Bashiqa in Zerdik mountain



14 janvier 2017

## Syrie: la Russie réunit les Kurdes et Damas à la table des négociations

fr.sputniknews.com 14.01.2017

Les responsables russes engagés dans le règlement du conflit en Syrie ont organisé une rencontre entre les Kurdes et le gouvernement syrien pour leur permettre de discuter de la fédéralisation du territoire kurde.

Grâce à la médiation de Moscou entre Damas et les Kurdes, un groupe d'hommes politiques kurdes s'est rendu hier à Damas pour débattre d'une des questions des plus complexes du règlement du conflit syrien: l'autonomie de la région kurde. « Nous avons décidé de participer aux négociations parce que la Russie s'est portée garante », indique à Sputnik Ferid Sedun, homme politique kurde. « La Russie est capable d'influencer le gouvernement syrien. »

L'objectif de cette rencontre, explique M. Sedun, est d'obtenir une avancée sur

la question de fédéralisation et de préparer le terrain pour les négociations ultérieures avec la participation des représentants du Parti de l'union démocratique (PYD), principal parti kurde en Syrie, et le Conseil national kurde, organisation politique opposée à Bachar-al-Assad.

« Les autorités syriennes se disent opposées à la perspective d'accorder au peuple kurde certains droits », poursuit-il. « Pourtant, la Russie leur dit "Formulez vos souhaits et nous en discuterons avec le gouvernement syrien. Si Damas vous propose l'autonomie, acceptez-la. Dans les conditions actuelles, le statut d'autonomie est une bonne possibilité." »

Selon M. Sedun, la résolution du problème kurde « allégera la charge qui pèse sur le gouvernement syrien. De ce fait, la Russie cherche à trouver une solution à cette question. »

# Istanbul dans l'angoisse des attentats

En un an et demi, les attaques attribuées à Daech ou à la rébellion kurde ont fait plus de 400 morts en Turquie.

**DELPHINE MINOUI**  @DelphineMinoui  
CORRESPONDANT À ISTANBUL

**TURQUIE** Il était parti travailler avec le même enthousiasme qu'à l'habitude, convaincu que la soirée serait longue et festive. Cette nuit du réveillon du 31 décembre, Fatih Çakmak, 33 ans, n'est jamais rentré chez lui. Abattu par huit balles - dont une dans la nuque, visant vraisemblablement à l'achever -, le jeune agent de sécurité est l'une des 39 victimes du carnage de la discothèque Reina, revendiqué par Daech. Triste ironie du sort : trois semaines plus tôt, il avait échappé de près à la mort lors du double attentat signé par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK, proches des rebelles du PKK), aux abords d'un stade d'Istanbul.

« Il venait juste de quitter le stade avec son équipe de sécurité quand une voiture piégée et un kamikaze ont tué plus de 45 personnes », raconte son frère aîné, Mehmet, les yeux gonflés de larmes. Dans le petit appartement familial, au cœur du quartier Bağcılar, amis et parents défilent en sanglots. Les tasses de thé circulent au rythme des prières du Coran. Sur les visages, la tristesse se mêle au désespoir. « On est encore sous le choc. Notre pays a tellement changé. Dès que vous sortez de chez vous, tout peut arriver. Chaque jour, les risques se démultiplient. Le danger est quotidien », se désole Mehmet.

Le destin tragique de Fatih Çakmak, c'est un peu celui d'Istanbul : une ville-monde au dynamisme contagieux, à cheval entre Orient et Occident, rattrapée par une spirale infernale de violence. En un an et demi, la démultiplication des attaques, tantôt attribuées à Daech, tantôt liés à la rébellion kurde, a causé la mort de plus de 400 personnes à travers le pays. D'abord épargnée, la cité cosmopolite tant prisée des touristes étrangers a été touchée en son cœur, dès janvier 2016, par plusieurs attentats suicides : dans le quartier historique de la mosquée Bleue, sur l'avenue İstiklal, les Champs-Élysées d'Istanbul, ou encore à l'aéroport Atatürk. Malgré la paranoïa qui minait son entourage, malgré l'interdiction du port d'arme pour les agents de sécurité privée, Fatih Çakmak avait choisi de se moquer des risques du métier. « Il aimait son travail. C'était un bosseur », confie un de ses amis, Kazim Çakir. À l'image de nombreux Stambouliotes, son mode de vie oscillait entre tradition et modernité : il fréquentait la mosquée, ne buvait



La mère de Fatih Çakmak, le 2 janvier 2017, lors des funérailles de son fils, l'agent de sécurité de la discothèque Reina victime de l'attaque terroriste du 31 décembre. UMIT BEKTAS/REUTERS

pas d'alcool, mais aimait la musique, le sport en salle, les cigarettes et les filles. « Il avait des rêves plein la tête : économiser de l'argent pour acheter une maison et se marier. » Des rêves assassinés en l'espace de sept minutes - le temps qu'a duré la tuerie, d'après la police, qui continue à traquer l'assaillant, toujours en cavale, et apparemment originaire d'Asie Centrale.

En cette fin d'année particulièrement meurtrière, deux semaines après l'assassinat de l'ambassadeur russe à Ankara, la sécurité s'était renforcée à Istanbul. Le soir de la Saint-Sylvestre, quelque 17 000 policiers montaient la garde à travers la ville. Pour pénétrer sur la place Taksim, habituellement bondée de badauds, il fallait se soumettre à une fouille corporelle : les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. Du jamais-vu en centre-ville... Les mois précédents, Istanbul s'était déjà métamorphosée, avec ces nouveaux détecteurs de métaux à l'entrée du métro, ces murs de parpaings devant les commissariats, ces barrières de police devant les consulats étrangers. Une bunkérisation familière pour quiconque a vécu à Bagdad, Beyrouth ou Le Caire. Le soir du Nouvel An, nombre de Stambouliotes avaient pourtant fait le pari de sortir pour oublier, justement, les traumatismes de 2016.

**Ceux qui en ont les moyens préparent déjà des plans B : acheter un appartement en Grèce, faire une thèse à l'étranger...**

Mais depuis l'attaque contre la célèbre discothèque, suivie de cinq jours

par un nouvel attentat, à Izmir, qui a tué deux personnes, la peur est de plus en plus pressante. « Je ne prends plus le métro », souffle Lale, une habitante du quartier Beyoğlu. « Je limite les sorties et j'invite mes amis chez moi en me faisant livrer des repas à domicile », confie Onür, qui travaille dans le marketing. Ceux qui en ont les moyens préparent déjà des plans B : acheter un appartement en Grèce, faire une thèse à l'étranger... Dans la rue, le moindre sac oublié provoque des mouvements de panique. Les visiteurs étrangers, déjà moins nombreux qu'avant - le tourisme a chuté de 26 % entre 2015 et 2016 - sont de moins en moins visibles. « J'ai eu ma dose. Après trois années à Istanbul, nous partons la semaine prochaine », glisse une expatriée américaine, mère de trois enfants, qui préfère taire son nom.

Au-delà de la peur, c'est aussi la colère qui prévaut. Les jeunes Turcs qui ont vécu la libéralisation et le boom économique des années 2000 accusent le président Erdogan d'avoir transformé la Turquie en un terrain de guerre : contre le PKK, contre Daech, contre Fethullah Gülen... Depuis le putsch raté, imputé à ce dernier, une chasse aux sorcières s'abat sur la société. À la violence des attentats se greffe également une violence verbale, comme celle de ces groupuscules nationalistes et ultrareligieux qui avaient dénoncé les célébrations du premier de l'an, considérées comme impies. « La peur d'être tué s'est abattue sur la Turquie. (...) Si vous n'arrivez pas à lutter, démissionnez », a lancé mardi Kemal Kılıçdaroğlu, le chef du Parti républicain du peuple (CHP) à l'attention du chef de l'État turc. Dès le lendemain, l'intéressé répliquait dans un discours : « Aucun mode de vie n'est systématiquement

quement visé en Turquie. »

C'est pourtant une réalité : la Turquie est aujourd'hui profondément divisée. « Même le deuil ne peut unir une société aussi polarisée que la nôtre », se désole la romancière Elif Shafak, dans

un éditorial publié dans le journal britannique *The Guardian*. Condamnés à la routine de la violence, les Stambouliotes se résignent, eux, à certains automatismes. « D'ici à une semaine, l'attaque du Reina sera oubliée. Et puis,

on fera face à une nouvelle attaque, estime Kazim Çakir, l'ami du défunt. C'est ainsi. Il faut désormais faire avec. Il faut continuer à vivre et travailler comme l'avait fait Fatih. » ■

euronews January 10, 2017

# Opinion: US must make a hard choice in Syria: Turkey or Kurds?

BY FABRICE BALANCHE, associate professor and research director at the University of Lyon 2, visiting fellow at The Washington Institute 10 janvier 2017 www.euronews.com

On January 5, Turkish president Recep Tayyip Erdogan threatened to close Incirlik Air Base to the international coalition against the Islamic State, citing the lack of U.S. support for his efforts to take the IS-held Syrian city of al-Bab. That battle will likely force Washington to make some hard choices about which ally is most important in the anti-IS campaign – Turkey or the Kurds.

## AL-BAB PROVING MORE DIFFICULT THAN JARABULUS

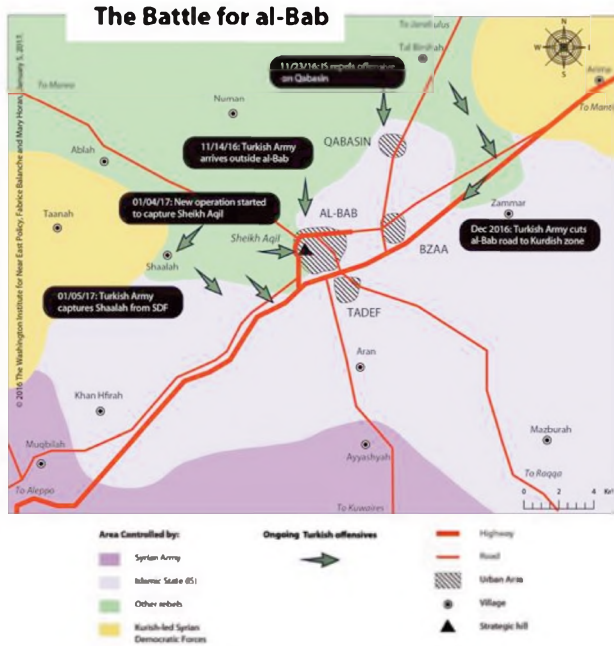
Since November 14, the Turkish army and allied Syrian rebel forces have been advancing on al-Bab. By December 10, they had entered the city's western suburbs, seizing Sheikh Aqil hill on December 20. Turkish forces likely assumed that this position would allow them to put IS under fire and compel the group to flee, much like it did during the battle for Jarabulus.

On December 22, however, IS retook the hill, inflicting heavy losses on Turkish and rebel forces. Fourteen Turkish soldiers were reportedly killed; IS also burned two Turkish military prisoners alive, and video of their grisly deaths was widely disseminated on social networks.

In response, Turkish jets heavily bombed al-Bab, reportedly causing the deaths of 72 civilians on December 23. In total, 173 civilians have been killed by Turkish-led operations against the city since November 14, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

On January 4, Erdogan announced that the battle would be finished quickly, deploying troop reinforcements and additional tanks to the area. Turkish press reports have noted that 8,000 army troops are participating in the campaign, and their latest movements suggest Erdogan now intends to encircle al-Bab and cut off its links with the IS "capital" of Raqqa.

Yet this approach raises the question of whether and how Turkey will prevent further harm to civilians. When the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) encircled and conquered Manbij in June-July 2016, they made careful attempts to minimize collateral damage against the city itself and its inhabitants, but they suffered heavy military losses in the process. The commander of the Turkish-backed militia Sultan Murad recently stated that only a few thousand civilians remain in al-Bab, but that claim rings false: before the Turkish



campaign, the city had about 100,000 inhabitants, along with 50,000 more in the adjacent towns of Qabasin, Tadef, and Bzaa. And as in Mosul, Manbij, and Ramadi before, IS has prevented local civilians from fleeing, intending to use them as a human shields.

To avoid potential carnage, Erdogan will therefore need the precision of American airpower. The Russian air force has supported some Turkish operations around the city, but it is unclear if they have the local capability or willingness to conduct a comprehensive campaign of precision strikes.

## ERDOGAN'S CREDIBILITY, WASHINGTON'S DILEMMA

The battle's outcome will likely affect Erdogan's credibility with the Turkish population. The main goal of his Syrian intervention is to prevent the unification of the two large Kurdish cantons along the northern border, and al-Bab is the key junction point between them. The campaign also plays to Turkish nationalism after the failed coup last July.

Moreover, Erdogan has warned that the Turkish army will retake Manbij from the Kurds after al-Bab. The SDF were supposed to leave the city last year, as Vice President Joe Biden promised Erdogan in August. Ankara may invoke this promise as the battle for al-Bab develops.

Yet telling the Kurds to leave Manbij could end their alliance with the United States – a troubling prospect given their proven efficiency against IS, seen most recently in the successful SDF offensive toward Hawra Dam, the key to capturing Raqqa. What are Washington's options in this delicate situation?

Doing nothing means upsetting Erdogan, who would not hesitate to withdraw access to Incirlik Air Base. This would make the coalition's task more complicated, but not impossible; allied forces could strike the Raqqa region from bases in Jordan, Iraq, the Gulf states, or Cyprus (albeit with extra hurdles related to distance and route security). Yet Turkey will eventually take al-Bab with or without U.S. help, likely by shelling the city and otherwise causing heavy civilian casualties. Erdogan might then apply the same technique to Manbij if the SDF has not withdrawn by then, leaving Washington with the prospect of major civilian carnage, direct Turkish-Kurdish military confrontation, and further interference by the Russians, who would likely insert themselves as arbiters between Ankara and the Kurds.

Alternatively, if Washington supports Erdogan in al-Bab, it could help limit the death toll by precluding indiscriminate bombardment of civilians. Turkish soldiers and rebels would be assured of quality air support that hits the right targets, encouraging them to make progress in the ground battle against IS.

To be sure, this approach runs the risk of Erdogan building on a victory in al-Bab by attacking Manbij or even the SDF stronghold of Tal Abyad. The latter scenario could foreclose the possibility of Kurdish autonomy in Syria once and for all, even in divided cantons. Convincing the Kurds to leave Manbij voluntarily could avoid that outcome. And while the wider Kurdish goal of unifying their Syrian cantons could die with the fall of al-Bab, U.S. officials need to carefully consider whether supporting that Kurdish political dream is more important than maintaining the U.S. military alliance with Erdogan. Whatever the case, avoiding a Turkish-Kurdish confrontation in Syria is crucial to liberating Raqqa sooner rather than later, particularly if the United States wants to do so without being obliged to cooperate closely with Russia. ♦



Ces photos ont été prises entre le 18 et le 21 mai 2016 à Najaf, la grande ville sainte d'Irak.

A gauche : des étudiants en théologie dans une bibliothèque coranique.

A droite : dans les artères du centre, des portraits de l'ayatollah Khomeini, fondateur de la République islamique d'Iran.

PHOTOS : LAURENT VAN DER STOCK POUR « LE MONDE »

# Irak

## Ali Al-Sistani, prophète de l'ombre

À l'été 2014, le grand ayatollah chiite Sistani exhorte, avec succès, les Irakiens à rejoindre les milices en lutte contre l'Etat islamique. Cet acteur central mais quasi occulte de la politique irakienne est aussi un rempart contre l'influence iranienne. Sa succession, liée à son âge, déchaîne aujourd'hui les ambitions parmi les clercs chiites

LOUIS IMBERT

NADJAF (IRAK) - envoyé spécial

**P**as d'or ni d'encens. Pas d'es-trade. Aucune distance. L'ayatollah Ali Al-Sistani reçoit ses visiteurs à ses côtés, sur le banc modeste d'une pièce presque nue, dans ses bureaux décrépis de la vieille ville de Najaf. Une humilité à la mesure de sa puissance. L'homme n'a pas d'égal en Irak, ni dans l'ensemble du monde chiite : son aura s'étend de l'Iran au Liban, de l'Afghanistan à l'Inde, et à l'Asie du Sud.

À Bagdad, les gouvernants plient devant les édits de ce religieux taciturne, qui méprise ouvertement leur corruption, leur impuissance, leurs turpitudes. A 87 ans, Ali Al-Sistani est vieux et frêle, mais du fin fond d'un dédale de coursives poussiéreuses, dans son séminaire de Najaf, il tient encore la dragée haute à l'Iran, ce grand voisin chiite et puissance tutélaire, quasi coloniale, en Irak. Depuis que l'occupant américain a vidé les lieux, en 2011, il est devenu l'homme qui fait barrage à la République islamique et à l'emprise de celle-ci sur environ 23 millions de chiites irakiens.

### UNE BÉQUILLE POUR L'ÉTAT EN DÉROUTE

Les lèvres de l'ayatollah sont bleues. Peut-être en raison de l'âge. Il se lève à demi de son

coussin, murmure une prière. « *Je ne cherche pas le mal* », dit-il. Lui qui ne prend jamais la parole en public, ni ne reçoit la presse, a accepté d'accueillir exceptionnellement les envoyés du *Monde* à titre privé – c'est ainsi qu'il donne audience aux hommes politiques de son pays, à certains dignitaires étrangers et à d'innombrables délégations de fidèles. Il ne sort pas de ses bureaux, ou peu. Ses proches lui rapportent l'actualité, qu'il suit avec attention. Sa voix est un filet rauque. Sa peau est grise, son visage mangé par une barbe blanche, sous le turban noir des descendants du Prophète. Un jour prochain, il va mourir. Les séminaristes de Najaf évoquent désormais régulièrement sa succession : ce grand vide qui s'ouvrira dans un pays déjà en guerre. Le peuple chiite l'aime, le révère. Les dirigeants sunnites le respectent. L'ayatollah est un rempart contre les haines sectaires, une béquille pour l'Etat irakien qui s'écroule.

Son aura, Ali Al-Sistani l'a acquise en avril 2003, au moment où l'invasion américaine mettait un terme à trente-quatre ans de règne de Saddam Hussein. Najaf était alors une ville saignée. Persécutés par le régime baassiste, ses clercs avaient fui le cœur du chiisme, le mausolée d'Ali – quatrième successeur du Prophète mort en martyr en 661 et premier imam des chiites – pour se réfugier notamment à Qom, en Iran. Les séminaires étaient peuplés d'ombres. Sistani, qui vivait jusqu'alors en quasi-résidence surveillée, n'en

seignait pas. Il n'avait publié aucune œuvre, n'avait aucune expression politique. Mais il était déjà, de loin, le plus suivi parmi les *marja-e taqlid*, cette cinquantaine de clercs chiites ayant acquis, par la reconnaissance de leurs pairs, la capacité d'interpréter les écritures saintes et le statut de « source d'imitation », intercesseurs entre Dieu et les hommes.

Le premier « proconsul » dépêché à Bagdad par Washington, Paul Bremer III, mesure vite l'étendue du pouvoir du « vieux » de Najaf. Depuis le complexe palatial de Saddam, où il siège, Bremer veut désigner, au petit bonheur, un gouvernement de transition. En novembre 2003, les forces d'occupation subissent chaque jour 35 attaques, lancées par l'insurrection irakienne, à Bagdad et à travers le pays. L'Amérique est alors en précampagne : le président George W. Bush brigue un second mandat. Il faut désengager les troupes, montrer du résultat. Bremer consulte. Les alliés irakiens, les exilés rentrés au pays se pressent à sa porte.

Mais, depuis Najaf, Ali Al-Sistani dit non. Il renvoie la copie. Et refuse de rencontrer Bremer. « *Comment ? Enfin, les structures politiques irakiennes de demain ne vont quand même pas être dictées par un seul homme !* », s'insurge Bremer. L'homme en question exige l'élection, au préalable, d'une Assemblée constituante. Il convoque de grandes manifestations dans les rues de la capitale et dans le Sud chiite. Il ne lui faudrait pas plus d'un sermon pour ouvrir une guerre. Bremer n'a plus qu'à se plier au bon vouloir du *marja*.

La Constitution, Sistani en aura approuvé chaque ligne – et dicté plus d'une. Il a « béni » publiquement l'alliance des partis chiites qui prend le pouvoir en 2005, contribuant largement à leur victoire aux premières élections générales. Il aura dix ans pour regretter ce soutien. Ses protégés ont mis l'Etat en coupe réglée : le système clientéliste, corrompu et sectaire dirigé par l'ex-premier ministre Nouri Al-Maliki, appuyé par l'Iran, arrive à bout de souffle. A l'été 2014, alors que l'organisation Etat islamique (EI) s'empare de Mossoul et menace Bagdad, M. Maliki se voit signifier son congé par une lettre manuscrite de l'ayatollah, signée et tamponnée, adressée aux dirigeants du parti Dawa, qui abandonnent leur chef affaibli. « *Lorsqu'il y a une crise, les gens se tournent vers la marja'iyya* », l'institution clérical que

Sistani incarne, dit une source à Nadjaf.

«*Sistani est une sorte de Conseil constitutionnel à lui seul*», affirme Robin Beaumont, doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris. Même si le vieux clerc considère

l'Etat avec une infinie méfiance, même s'il se soucie avant tout de préserver la religion du politique, et non l'inverse, il s'échine à maintenir la puissance de la marja'iyya. «*Sistani sait que Nadjaf ne peut pas exister seule, comme un petit "Chiitistan" : elle a besoin de l'Irak*», dit Sabrina Mervin, spécialiste du chiisme au Centre Jacques-Berque de Rabat, au Maroc.

Besoin de l'Irak, c'est-à-dire besoin, aussi, de sa population sunnite. Attentat après attentat, durant les premières années de l'après-Saddam, lorsque les extrémistes des deux bords cherchent à déclencher une Saint-Barthélemy, Sistani n'a cessé de lancer le même appel aux masses : «*Ne tombez pas dans le piège de la vengeance et de la guerre civile !*» Une voix restée audible jusqu'au 22 février 2006, jour où deux charges explosives font s'effondrer en partie le dôme d'or du mausolée de Samarra, haut lieu du chiisme en Irak. Le soir même, près de 200 mosquées sunnites étaient attaquées, une trentaine incendiées et détruites. La parole du vieux clerc ne porte plus. Il s'isole.

#### «UNE ARMÉE EN QUARANTE-HUIT HEURES»

A l'été 2014, face à la menace posée par l'EI, qui venait de s'emparer de Mossoul et fondait sur Bagdad, Sistani était de nouveau sorti de son long silence. L'homme de Dieu appelait les Irakiens à prendre les armes et à rejoindre des milices qui suppléeraient aux forces régulières, en déroute. «*En quarante-huit heures, il a formé une armée!*», s'enthousiasme Ali Al-Nadjafi, fils de Bachir Al-Nadjafi, l'un des trois marja qui règnent sur Nadjaf aux côtés de Sistani.

De l'été 2015 à février 2016, il soutient encore avec énergie, dans des sermons délivrés chaque vendredi par ses porte-parole, les manifestants qui exigeaient, sur la place Tahrir de Bagdad, une profonde réforme de l'Etat. Le successeur de Maliki, Haïder Al-Abadi, censé mettre en œuvre ces réformes, a déçu. Rien n'en sort. Depuis, le «solitaire de Nadjaf» boude l'ensemble de la classe politique. Il se tait.

Si les milices se réfèrent encore à l'autorité morale d'Ali Al-Sistani, elles lui échappent. Chiites dans leur écrasante majorité, largement contrôlées par l'Iran, ces milices concurrencent l'Etat avec leur agenda sectaire assumé. Chaque mois, elles s'imposent davantage. A la mort de l'ayatollah, quelle influence aura celui qui prendra sa place sur ces miliciens et leur puissant allié?

### «SISTANI EST UNE SORTE DE CONSEIL CONSTITUTIONNEL À LUI SEUL»

**ROBIN BEAUMONT**  
doctorant à l'École des  
hautes études en sciences  
sociales

La République islamique d'Iran est la première intéressée à la succession d'Ali Al-Sistani. Aussi est-elle suspectée de vouloir placer un clerc acquis à sa cause à Nadjaf ou, à défaut, de renvoyer la ville à ses études, à la prière, loin du champ politique. Depuis deux décennies déjà, l'Iran surveille de près Ali Al-Sistani, serrant «un fil de coton sur son cou», suivant l'expression persane. Son principal agent en Irak, le général Ghassem Soleimani, a rendu des visites privées à Sistani à Nadjaf, en tant que représentant du Guide suprême Ali Khamenei, selon une source iranienne. Un ancien clerc iranien, Mehdi Khalaji, chercheur au Washington Institute for Near East Policy, affirme que des agents de Téhéran ont acquis des appartements et des bureaux autour de la résidence de Sistani à Nadjaf.

#### DÉFIANCE VIS-À-VIS DE L'IRAN

L'Iran dépense généreusement dans la ville sainte irakienne, où ses pèlerins se rendent chaque année en masse. Un portrait y est placardé sur les boulevards, le long d'interminables rangées de lampadaires : celui de l'imam Khomeyni, fondateur de la République islamique. En revanche, les affiches à l'effigie d'Ali Al-Sistani sont rares – à sa demande. «*En Irak, si vous voyez un visage partout, cela ne veut pas dire qu'il est populaire – et inversement. De son temps, le portrait de Saddam était omniprésent...*», dit malicieusement Jawad Al-Khoei, un clerc dont le grand-père, le marja Aboulqassem Al-Khoei, mort en 1992, fut le prédécesseur et mentor d'Ali Al-Sistani.

Nadjaf se défie de l'Iran. Une source proche de la marja'iyya, qui désire rester anonyme, critique vertement «la mentalité impérialiste» dont ferait preuve une certaine «aristocratie» du clergé iranien. Est-ce une relique de la très vieille querelle arabo-persane? Les hauts religieux chiites ignorent pourtant aisément les frontières : ils circulent librement entre l'Iran, l'Irak et le Liban, dans un univers où les écoles religieuses et les liens entre familles priment sur les passeports. Sistani lui-même est né en Iran. Il y a fait ses premières études religieuses, avant de s'établir à Nadjaf à 18 ans. Près de soixante ans plus tard, un lourd accent persan pointe encore sous son arabe.

Cette querelle entre Nadjaf et l'Iran est aussi doctrinaire : elle ne cesse de tirailler le clergé chiite depuis les années 1960. Depuis que l'imam Khomeyni a formulé sa lecture du *velâyat-e faqih*, le principe instituant la souveraineté du juriste-théologien, qui légitime, après la révolution de 1979, la suprématie du Guide au sein de l'Etat iranien. Khomeyni a enseigné à Nadjaf dans les années 1960, du temps de son exil sous la dictature du chah d'Iran. Sistani y fut brièvement son élève. Mais Nadjaf est demeurée hostile à l'imam iranien. Sistani lui-même, prudent, n'a jamais exprimé d'avis. Qu'il condamne cette doctrine et il entrerait en guerre ouverte avec la République islamique. Qu'il l'approuve, et voilà qu'un clerc chiite devrait alors prendre la tête de l'Etat irakien. Après la mort de Sistani, qui saura encore imposer ce rapport de dissuasion avec l'Iran?

L'un des hommes qui pourraient faire voler en éclats cet équilibre se nomme Mahmoud Chahrودي. Ce clerc né en Irak, qui a fait ses études religieuses à Nadjaf, s'est exilé en Iran à la toute fin des années 1980, durant la répres-

### LES HAUTS CLERCS CHIITES CIRCULENT LIBREMENT ENTRE L'IRAN, L'IRAK ET LE LIBAN, DANS UN UNIVERS OÙ LES ÉCOLES RELIGIEUSES ET LES LIENS ENTRE FAMILLES PRIMENT SUR LES PASSEPORTS

sion menée par Saddam Hussein. Il y a mené une carrière exemplaire : le Guide suprême Ali Khamenei, successeur de Khomeyni, lui a confié la direction de l'institution judiciaire entre 1999 et 2009. A 67 ans, il ambitionnerait désormais de s'imposer comme l'un des principaux marja du chiisme, avec les ressources financières immenses de l'appareil étatique et clérical iranien. On lui prête la volonté de succéder à Ali Al-Sistani. Son nom est également cité parmi les possibles successeurs du Guide iranien, âgé de 78 ans.

En 2011, Mahmoud Chahrودي a ouvert un bureau de représentation à Nadjaf. Il a fait publier une biographie et ses œuvres en arabe. Bruissement dans les séminaires. Téhéran allait-elle envoyer en Irak un agent d'influence, un homme proche des chefs de milices chiites, qu'il a côtoyés en Iran dans les années 1980? Les marja de Nadjaf ont fait savoir que Mahmoud Chahrودي n'était pas le bienvenu en ville. Depuis quatre ans, il n'y a toujours pas mis les pieds. «*Les chiites à Nadjaf et à travers le monde veulent une marja'iyya qui ne se mêle pas des affaires politiques. Cet éloignement, c'est sa force. Ils ne veulent pas d'un marja soutenu par un Etat*», dit Jawad Al-Khoei.

Même en Iran, une partie du clergé trouve son compte dans la prééminence de Sistani, le marja aux «mystérieux silences», indifférent à l'influence politique de Téhéran. L'appareil d'Etat iranien veille attentivement sur les séminaires de Qom. Le *velâyat-e faqih* est la norme commune du clergé iranien, mais certains religieux y sont indifférents et d'autres, parmi les plus hautes autorités religieuses d'Iran, s'en tiennent soigneusement éloignés. Des mollahs iraniens critiques, persécutés, se réfugient donc à Nadjaf sous la protection de Sistani. «*Téhéran étouffe son clergé. Mais cela n'arrivera jamais à Nadjaf*», estime une source proche de la marja'iyya.

Pour certains, cela veut dire qu'un «*apparatchik*» de bon niveau, un parmi tant d'autres, pourrait prendre la place d'Ali Al-Sistani à sa mort, à condition qu'il soit dans la ligne du «parti» de Nadjaf. «*Ali Al-Sistani n'est pas un théologien exceptionnel. Il a très peu publié et peu innové*, dit Sabrina Mervin. *Son rôle est de maintenir une tradition et d'assurer la cohésion des fidèles autour de la marja'iyya. D'autres clercs à Nadjaf sont donc capables d'émerger du lot et de lui succéder dans cette tâche, dans le même esprit par rapport au politique.*»

Alors qui ? Une vingtaine de noms circulent à Nadjaf, parmi lesquels nul ne saurait trancher. Le chiisme ne connaît pas les conclaves du catholicisme, ces réunions à huis clos au cours desquelles les cardinaux désignent un pape en quelques jours. Les fidèles sont libres de choisir leur *marja* : ils écoutent les conseils de leurs imams, de leurs proches les plus versés dans la religion. Les moins pratiquants font comme tout le monde : ils choisissent aujourd'hui Sistani. Demain, ils se tourneront vers une figure de consensus, après une période de vacance du pouvoir qui pourrait durer quelques mois, voire des années – il a fallu six ans pour que Sistani s'impose à ses pairs, à la fin des années 1990. « *Comme les clients d'une boutique qui ferme : ils se répartissent chez les voisins* », s'amuse la source proche de la *marja'iyya*.

Les ayatollahs ne désignent pas leurs successeurs et ne transmettent pas les immenses fortunes de leurs fondations, auxquelles les fidèles pieux versent le *khoms*, la donation de 20 % de leur revenu « superflu ». Sistani ne devrait pas faire exception à la règle. Mais il peut laisser des indices. Après la mort de son prédécesseur, Aboulqassem Al-Khoei, certains proches avaient ainsi pointé le doigt vers Sistani. De puissants réseaux cléricaux, à Qom, en Iran, avaient dans le même temps rassemblé fonds et soutiens en sa faveur dans le monde

chiite, pendant que Sistani demeurait à demi prisonnier dans l'Irak de Saddam.

#### « LE DERNIER MARJA »

Les principaux religieux de Nadjaf se veulent rassurants : les autres *marja* assureront une présence collégiale, durant l'intervalle, qui pourrait être courte. Cependant, certains doutent que le futur *primus inter pares* puisse aujourd'hui acquérir la même stature qu'Ali Al-Sistani. « *Ce sont les circonstances qui ont fait Sistani. Comme tous les chiites d'Irak, ma mère le connaît et l'aime* », dit Hassan Nadhem, titulaire de la chaire Unesco du dialogue inter-religieux à l'université de Kufa. « *Après sa mort, je crains que la marja'iyya soit déjà trop affaiblie pour produire une telle figure publique, du niveau de ses grands prédécesseurs...* »

Le chercheur Mehdi Khalaji, lui aussi, voit en Ali Al-Sistani « *le dernier marja* » autonome par sa fortune et ayant autorité au-delà des frontières. Les séminaires de Nadjaf, ville de province d'un pays en guerre, font pâle figure face à leurs puissants rivaux de Qom, irrigués par l'argent de la République islamique, note-t-il : « *C'est en Iran que l'on fabrique les meilleurs marja*. » Nadjaf s'appauvrit, les fidèles sont moins nombreux à verser l'écot. La société irakienne n'échappe pas à une forme de sécularisation. Les séminaires, profondément réac-

tionnaires, tiennent le monde extérieur à bonne distance. Les religieux iraniens, eux, se confrontent aux sciences sociales et publient dans toutes les langues.

La *marja'iyya* est aujourd'hui concurrencée, en Irak, par de petits clercs aux ambitions bien temporelles. Moqtada Al-Sadr, fils d'un grand ayatollah et leader politique, puissant dans les banlieues chiites déshéritées de Bagdad, a ouvert la voie en 2003. Des clercs sectaires, des prêcheurs de troupes attachés aux milices chiites tentent de lui emboîter le pas. Dans la ville sainte, Ali Nadjafi et Ezzedin Al-Hakim, les fils de deux *marja* en exercice, balaient ces menaces d'un revers de main. Sistani va disparaître et Nadjaf s'empoussièrera, certes, mais la ville sainte demeure. Elle est la gardienne d'une tradition qui n'a pas de visage. ■

## La tentation sectaire de Nadjaf

LES COMBATTANTS DES MILICES CHIITES irakiennes l'appellent la « *fatwa du djihad* » : l'appel aux armes, dans lequel certains entendent une exhortation à la guerre sainte. Dans ce prêche, lu par le représentant d'Ali Al-Sistani dans la ville sainte de Kerbala, un vendredi de juin 2014, le grand ayatollah appelait à la mobilisation générale pour défendre l'Irak contre l'organisation Etat islamique (EI), qui venait alors de s'emparer de Mossoul et de larges zones des provinces sunnites. L'EI menaçait Bagdad, les forces armées irakiennes s'étaient effondrées. Sistani légitime l'entrée en guerre des milices, demandant aux citoyens de bonne volonté de rejoindre le front.

L'entourage de l'ayatollah réfute le terme de « *djihad* » – qui n'apparaît pas dans son prêche. Il s'agissait, rappelle-t-on, de « *défendre* » la nation irakienne. Ali Al-Sistani avait pris soin de s'adresser à tous les Irakiens, et non aux seuls chiites. Il exigera d'ailleurs des miliciens qu'ils cessent de brandir son portrait, pour ne pas conforter leur réputation de force confessionnelle. Pourtant, l'appel de Sistani, décidé dans l'urgence, reste son héritage le plus ambigu : sa main a plongé dans le brasier de la guerre sectaire.

Les milices agglomèrent des volontaires issus de toutes les classes sociales – des pharmaciens, des employés, des garagistes, etc., chiites dans leur immense majorité. Elles se sont formées autour de groupes sectaires, qui avaient résisté à l'occupa-

tion américaine puis participé à la guerre civile après 2006. Assistés d'officiers iraniens et financés pour partie par la République islamique, les groupes parmi les plus aguerris échappent à l'autorité du gouvernement et à celle de Nadjaf.

Dans les villes sunnites libérées, ils se sont rendus coupables d'exactions, éloignant encore cette communauté de l'Etat, dominé par les partis chiites. « *Sistani sait, lorsqu'il prononce son appel, qu'il lâche les chiens. Mais il se pose en père de la nation, il s'impose aux politiciens et il adresse un message aux Iraniens : c'est une profession de foi nationaliste* », estime Robin Beaumont, chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, à Paris.

#### Les milices, intégrées aux forces régulières

A plusieurs reprises, Ali Al-Sistani a appelé les miliciens à mesurer leurs actes, mais il s'abstient de les critiquer. Et depuis le début de la bataille de Mossoul, en octobre 2016, les milices tentent d'apparaître comme une force respectable et responsable. Un texte de loi, bref et vague, voté dans l'urgence en novembre 2016 par le Parlement, les a intégrées aux forces armées régulières, sous l'autorité du premier ministre. Fin décembre, le principal responsable militaire américain en Irak, le général Stephen Townsend, a loué leur « *remarquable discipline* » dans la bataille.

La majorité du clergé sous-estime volontiers les exactions des milices et veut croire à leur normali-

sation. « *Nous, les chiites, lorsque nous essayons de nous défendre, lorsque nous prenons les armes pour nos maisons et nos familles, on nous voit comme des bandes armées* », se plaint l'ayatollah Ezzeddine Al-Hakim, issu d'une importante lignée de clercs, et dont une partie de la famille a été massacrée sous Saddam Hussein.

Des divergences de fond persistent cependant entre les milices et leur tutelle religieuse. Certains de ces groupes se sont internationalisés sous commandement iranien : ils combattent en Syrie aux côtés des forces de Bachar Al-Assad. En Irak, la « *mobilisation populaire* », organe qui rassemble les milices sous l'autorité d'un vieil allié de l'Iran figurant sur la liste noire américaine du terrorisme, Abou Mahdi Al-Mohandes, agrège les trois milices que les institutions religieuses de Nadjaf ont créées et financent encore en partie. Le clergé a beau faire bonne figure, il est débordé par la logique militaire et la solidarité des combats.

Peu à peu, les milices menacent d'affaiblir Nadjaf. A mesure que la reconquête des territoires de l'EI s'achève, les milices armées s'affirment de façon croissante sur la scène publique à travers leurs branches politiques. Immensément populaires à Nadjaf et dans le Sud chiite de l'Irak, ces formations politiques d'un nouveau genre tendent à renvoyer les grands clercs chiites du pays aux affaires purement religieuses. ■

L. I. (NADJAF, IRAK, ENVOYÉ SPÉCIAL)



# Turks blame U.S. for multiple crises



OZAN KOSE/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

A security officer outside the Reina nightclub in Istanbul, where a gunman killed dozens on New Year's Day. The Islamic State has claimed responsibility for the attack.

## ISTANBUL

### As terrorism escalates and democracy erodes, a pull away from the West

BY TIM ARANGO

Turkish officials accused the United States of abetting a failed coup last summer. When the Russian ambassador to Turkey was assassinated last month, the Turkish press said the United States was behind the attack.

And once again, after a gunman walked into an Istanbul nightclub early on New Year's Day and killed dozens, the pro-government news media pointed a finger at the United States.

"America Chief Suspect," one headline blared after the attack. On Twitter, a Turkish lawmaker, referring to the name of the nightclub, wrote: "Whoever the triggerman is, Reina attack is an act of CIA. Period."

Turkey has been confronted with a cascade of crises that seem to have only accelerated as the Syrian civil war has spilled across the border. But the events have not pushed Turkey closer to its NATO allies. Conversely, they have drifted further apart as the nation lashes out at Washington and moves closer to Moscow, working with the Russian president, Vladimir V. Putin, to secure a cease-fire in Syria.

One story in the Turkish press, based on a routine travel warning issued by the American Embassy in Turkey, was that the United States had advance knowledge of the nightclub attack, which the Islamic State later claimed responsibility for. Another suggested that stun grenades used by the gunman had come from stocks held by the American military. Still another claimed the assault was a plot by the United States to sow divisions in Turkey between the secular and the religious.

Rather than bringing the United States and Turkey together in the common fight against terrorism, the nightclub attack, even with the gunman still on the run, appears to have only acceler-

### Lashing out at Washington while moving closer to Moscow.

ated Turkey's shift away from the West, at a time when its democracy is eroding amid a growing crackdown on civil society.

All of this is a reflection, many critics say, of what they call the paranoia and authoritarianism of Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, whose leadership has so deeply divided the country that, instead of unifying to confront terrorism, Turkish society is fracturing further with each attack.

The West, symbolized by the United States, is the perennial boogeyman.

While seeming to pile on the Obama administration in its waning days — by

accusing it of supporting Turkey's enemies, including the Islamic State; Kurdish militants; and supporters of an exiled Muslim cleric, Fethullah Gulen, whom Mr. Erdogan blamed for directing the coup — Turkish officials are also telegraphing something else: that they are willing to open the door and improve relations with the United States once President-elect Donald J. Trump takes office.

"Our expectation from the new administration is to end this shame," Turkey's prime minister, Binali Yildirim, said this week while accusing the United States of providing weapons to Kurdish militants in Syria who are fighting the Islamic State, but are also an enemy of Turkey. "We are not holding the new administration responsible for this," Mr. Yildirim said. "Because this is the work of the Obama administration."

Meanwhile, the nightclub assailant is on the loose.

The Turkish authorities said on Wednesday that they had identified the killer, but refused to release any other details, although photographs of the man, from surveillance cameras, have been released. Also, a video surfaced that appeared to show the assailant re-

recording himself in Istanbul's Taksim Square.

A senior United States official, who has been briefed on the investigation and spoke on the condition of anonymity to discuss confidential details, said the Turks had recovered the video from a raid on a house in Istanbul. The official said the Turks now believed the killer was from Uzbekistan, not Kyrgyzstan, as many reports this week had first suggested.

The official expressed alarm at the growing anti-Americanism in Turkey, which seems to accumulate after each crisis here, and said it put the lives of Americans in the country in jeopardy.

The chaotic investigation has added to the anxiety on Istanbul's streets, with vehicle checkpoints, night raids on houses and low-flying helicopters.

"There is significant fear in ordinary people," said Aydin Engin, a columnist at the daily newspaper Cumhuriyet, who was detained last year as part of the government's crackdown on the news media. "Fear prevails when it comes to going to an entertainment place, being in a crowd, going to a shopping mall, getting on the metro."

With each passing day, public life descends deeper into what many Turks concede is a mix of darkness and seeming absurdity, with growing fears of violence and expressions of xenophobia set next to repressions on civic life.

In the days before and after the nightclub massacre on the shores of the Bosphorus, nationalists staged a mock execution of Santa Claus in the name of defending Islam; a reporter for The Wall Street Journal was detained, strip-searched and placed in solitary confinement — for, according to the newspaper's account, "violating a government

ban on publication of images from an Islamic State video"; and a well-known fashion designer was beaten up at the Istanbul airport and arrested for his social media posts.

"In a way, it's basically a breakdown of order," said Soli Ozel, a Turkish columnist and academic, seeking to explain the tumult in society. "Everyone feels entitled to do whatever they want to do and how they want to do it."

Tugrul Eryilmaz, another longtime Turkish journalist, recalled the country's military coup in 1980 and the crack-down on civil society that followed, and said, "I have never been in such a situation like today."

He brought up the Spanish filmmaker Luis Buñuel, who was known for surreal and absurd themes. "I feel like I am in his movies," he said.

While Turkey faces a growing terror-

ism threat, the country is also largely at war with itself, with deep divisions along many lines — religion, class, ethnicity — that make unity difficult even in a time of crisis. Perhaps the greatest source of division is between supporters of Mr. Erdogan, about half the country, and opponents who assert that he has become too powerful.

"Turkey is so deeply polarized around the powerful persona of Erdogan that, instead of asking why terror attacks are happening and how they can be stopped, the pro- and anti-Erdogan blocs in the country are blaming each other," said Soner Cagaptay, a specialist on Turkey at the Washington Institute for Near East Policy.

Parliament voted late Tuesday to extend by three months the state of emergency that went into effect last summer after the failed coup. The emergency

grants Mr. Erdogan's government extraordinary powers to detain perceived opponents and hold them in pretrial detention. Tens of thousands of people have either been arrested or been purged from their jobs, on suspicion of having links to Mr. Gulen, who lives in exile in Pennsylvania.

Mr. Erdogan, an Islamist, rejected criticism that his government, in pushing an Islamist agenda, had deepened divisions between the secular and the pious. Many on social media, in the aftermath of the nightclub attack, noted that the Turkish government's religious authorities had denounced New Year's celebrations as un-Islamic.

"As the president of all 79 million citizens," Mr. Erdogan said, "it is my duty to protect everyone's rights, law and spaces of freedom." ●

International New York Times

JANUARY 6, 2017

# Water is Syria's latest casualty

BEIRUT, LEBANON

## Like most problems in nation, dry taps in capital are symptom of war

BY BEN HUBBARD

For millions of Damascus residents, long-term concerns about the direction of the war in Syria have been replaced by worries about where to get enough water to do the dishes, wash clothes or take a shower.

For nearly two weeks, the Syrian capital and its vicinity have been afflicted by a water crisis that has left taps dry, caused long lines at wells and forced people to stretch whatever thin resources they can find.

"When the world gets hard for us, we work something out," said a woman in a video posted on Facebook showing how she used a jury-rigged cola bottle to wash teacups. "When you cut off the water, we dig for water. When you cut off the tap, we make a tap."

Like most of Syria's problems, the Damascus water crisis is a symptom of the war, which has killed hundreds of thousands of people, displaced about half the country's prewar population of 22 million and left its territory divided into zones controlled by the government, armed rebels and jihadist groups.

While a cease-fire brokered by Russia and Turkey and announced last week has reduced overall violence across the country, it has not stopped the fighting everywhere, nor has it resolved what happens when resources needed by one side are controlled by its enemies, as appears to be the case with Damascus's



Filling containers at a public fountain in Damascus. The crisis began on Dec. 22 when water stopped flowing, with each side accusing the other of damaging infrastructure.

water.

Historically, most of the water for the capital, which is controlled by the government of President Bashar al-Assad, has come from the Barada Valley north of the city, which is controlled by rebels who want to oust Mr. Assad.

The crisis began on Dec. 22, when the water stopped flowing. Each side has accused the other of damaging infrastructure near the spring, halting the flow.

Antigovernment activists have posted photos online, purporting to show structures around the spring that they say were damaged by exploding barrels dropped from government helicopters.

The government first accused the rebels of polluting the water, then of

damaging the infrastructure.

Jens Laerke, a spokesman for the United Nations humanitarian office in Geneva, said by email Tuesday that the

**"It has become our ultimate hope in Damascus to have enough water to take showers and wash clothes."**

"deliberate targeting of the water infrastructure" had caused the shut-off.

"But we are not in a position to say by whom," he said. "The area has been the scene of much fighting, so we have not been able to access it."

Now, 5.5 million people in Damascus

and the vicinity lack water, which has raised the risk of waterborne disease, especially among children, he said.

Fighting near the Barada Valley has continued despite the cease-fire.

Antigovernment activists say that government forces and fighters from Lebanon's Hezbollah organization have continued to attack the area in an apparent attempt to take it over. The Syrian Observatory for Human Rights, which tracks the conflict from Britain through a network of contacts in Syria, said the government launched 15 airstrikes on the area Monday amid clashes between rebels and pro-government forces.

Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, accused the Syrian government and its allies on Wednesday of violating the cease-fire, saying that the new violence could derail peace talks meant to be held in Astana, the capital of Kazakhstan, on Jan. 23. Rebel groups have threatened to boycott the talks if government attacks do not stop.

Few Damascus residents expect much from the talks or have time to think about them. While generally safe from the violence that had reduced other parts of the country to rubble, they were struggling through a cold winter of high prices and scarce commodities before the water crisis, making things worse.

The Syrian government has sought to ease the crisis by trucking water from

wells around the city, and the United Nations has rehabilitated 120 wells to cover about one-third of the city's daily needs, Mr. Laerke, the spokesman, said.

But many residents said they had received nothing. Some were buying water from men with private tankers, while others took advantage of whatever they could get.

A 50-year-old shopkeeper said he had not had a shower in 10 days but that he and his sons went to the mosque every day to wash their hands, feet and faces, an option not available to the women of the house.

At home, he said, they used plastic utensils because they could not wash dishes.

One 60-year-old woman said she had not had running water in her home for 10 days. Her two sons have spent hours each day lining up to fill jugs from the well at their mosque. They use that to drink and to wash dishes, collecting the runoff to flush the toilet.

"My family's dream is to get a warm shower," she said, speaking on the condition of anonymity for fear of repercussions for communicating with a foreign news outlet without government permission. "It has become our ultimate hope in Damascus to have enough water to take showers and wash clothes in the automatic washing machine."

She expressed anger that Syria's state-run news media had said little

about the water crisis, instead focusing on the military's battles with rebels.

"We are fed up with the news of military operations," she said. "We want news about water and water supply schedules."

Despite the water crisis, conditions in Damascus are far better than those in Aleppo, the northern city and former commercial epicenter of the country, where Syrian and Russian forces prevailed last month after prolonged bombardments of its eastern side. While the cease-fire appears to be holding there, the formerly rebel-held eastern quarters are abandoned wastelands, United Nations relief officials said.

"Nothing prepared us for what we saw," Sajjad Malik, the United Nations acting humanitarian coordinator for Syria, told reporters Wednesday in a telephone briefing from Aleppo. "The infrastructure was destroyed in almost every neighborhood."

Mr. Malik said more than 100 United Nations relief workers from several agencies were helping civil defense teams remove debris and provide emergency food, water, shelter and medical care in the city.

*Reporting was contributed by Hwaida Saad from Beirut; Maher Samaan from Paris; an employee of The New York Times from Damascus; and Rick Gladstone from New York.*

INTERNATIONAL BUSINESS TIMES JANUARY 5, 2017

## Isis attacks YPG headquarters in Syria's Hasakah killing and injuring dozens of Kurdish fighters

Kurdish fighters and the Syrian Democratic Forces (SDF) are leading a massive offensive against the jihadists in Syria.

By Ananya Roy  
January 5, 2017

Dozens of Kurdish fighters were killed or injured in an Islamic State (Isis) attack on the headquarters of the Kurdish People's Protection Units (YPG) in Syria's northeastern Hasakah Governorate on Wednesday (4 January).

The attack was reportedly aimed at regaining control over IS (Daesh) positions that were taken by the Kurdish forces about a year ago. The YPG and the Syrian Democratic Forces (SDF) are leading a massive offensive against the jihadists to destroy their so-called caliphate in Syria.

The Islamist militants hit the headquarters, located near the city of Shaddadi in the southern countryside of Hasakah, with



*Islamic State militants attacked the headquarters of YPG forces in Hasakah on Wednesday, 4 January, killing and injuring dozens of Kurdish fighters - File photo Reuters*

dozens of mortar shells, a Kurdish officer told ARA News. "Our forces are now fortifying Shaddadi city to repel Daesh's attempt to hit our defences in southern Hasakah," a spokesman for the YPG added, using the Arabic acronym for Isis.

Local media activist Ismael al-Ahmed told the Syrian news agency that the mili-

tants "brought heavy reinforcements from Margada town to the southern suburbs of Shaddadi in preparation for further attacks on headquarters of the YPG and allied Syrian Democratic Forces".

Margada, located on the administrative border between Hasakah and Deir ez-Zor Governorates, is reportedly the last Isis stronghold in Hasakah Governorate.

The jihadist group reportedly lost control over Shaddadi city in Hasakah province in mid-February 2016 following a months-long offensive launched by Kurdish YPG units and SDF. They were backed by US-led coalition that provided air support to the operation.

Even after liberating the city, Isis militants have reportedly continued to attempt to infiltrate the area and have carried out frequent mortar and car bomb attacks.

"More than 275 Isis militants were killed and 33 Isis vehicles were destroyed at the hands of the SDF fighters in the battle for Shaddadi," the SDF spokesman Talal Silo had told ARA News at that time.

## Adel Bakawan

## « Au Kurdistan irakien, la grande confrontation pourrait bien opposer forces chiites et kurdes »

En Occident, les Kurdes sont souvent perçus comme l'ultime rempart face au djihadisme et à l'organisation Etat islamique. Pourtant, rappelle le sociologue, la tradition du djihad est implantée de longue date parmi les Kurdes d'Irak

## ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉCILE HENNIION ET ALLAN KAVAL (ERBIL, CORRESPONDANCE)

**S**ociologue franco-kurde irakien, Adel Bakawan est chercheur associé à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris. Grand spécialiste du phénomène islamiste dans le Kurdistan irakien, il dresse ici un état des lieux.

### Combien de Kurdes irakiens ont-ils rejoint les troupes de l'Etat islamique ?

Selon les sources, entre 500 et 2000 individus ont rejoint l'EI, sur une population kurde irakienne totale, y compris celle des territoires disputés, d'environ 7 millions. Ils appartiennent à la troisième génération du djihadisme kurde, des « Daechi Kurdes » [de l'acronyme arabe Daech, désignant l'Etat islamique], pourrait-on dire. Pour retracer l'histoire de ce phénomène, il faut remonter au début des années 1950. A cette époque, et pendant trente ans, s'est développé un courant prosélyte issu des Frères musulmans, qui avait pour objectif « d'islamiser » la société kurde.

Cette tendance a pris une autre direction, à partir de la révolution islamique d'Iran en 1979 et de l'émergence du djihad afghan [contre l'invasion soviétique de 1978 à 1989], qui vont l'influencer. Alors que la question kurde était jusque-là l'apanage des mouvements nationalistes de gauche, les Afghans apportent alors le modèle nouveau d'un djihad territorialisé, englobant la question nationale. Un modèle seul ne suffisait pas : un soutien politique, financier et militaire était nécessaire. Il va être fourni par la République islamique d'Iran.

La combinaison de ces facteurs participe à la naissance, dans les années 1990, de la pre-



COLLECTION PRIVÉE

mière génération de djihadistes kurdes. Leurs groupes, tels qu'Ansar Al-Islam en 1982, ou le mouvement islamique du Kurdistan (MIK, proche des Frères musulmans) dirigé par Cheikh Osman Abdulaziz, se multiplient. Entre 1992 et 1996, ces groupes entrent en confrontation avec les représentants du nationalisme kurde [l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani].

Leur échec est magistral : les bases militaires djihadistes sont détruites et, du point de vue idéologique, s'ils voulaient islamiser la question kurde, c'est l'inverse qui se produit avec l'intégration de partis islamistes dans le champ politique. Au point qu'Ali Bapir, émir du Groupe islamique du Kurdistan (GIK) et partisan assumé de la lutte armée, finit par intégrer le Parlement irakien en 2005...

### Mais à partir de 2001, la deuxième génération djihadiste kurde réussit à s'offrir le contrôle de territoires...

C'est une autre génération, tant par l'âge des adeptes que par leur idéologie. Elle émerge en 2001 avec la création de Jund Al-Islam puis d'un « deuxième » Ansar Al-Islam. Avec l'arrivée, notamment d'Abou Moussab Al-Zarkaoui (qui fondera plus tard Al-Qaïda en Irak, l'ancêtre de l'EI) dans la région kurde de Biyara et Tawela, au nord-est d'Halabja, à la frontière iranienne, ce territoire, quoique limité, ac-

cueille des djihadistes venus du monde entier. Et sert de base de lancement pour une nouvelle lutte armée internationalisée en Irak.

Mais en 2003, à l'aube de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, une pluie de missiles Tomahawk anéantit ces nouvelles bases. Avec l'occupation américaine, ce phénomène d'internationalisation s'étend à toutes les formations djihadistes irakiennes sunnites. Le Kurdistan se vide alors physiquement de cette deuxième génération, jusqu'en 2011. A partir des révolutions arabes, puis de l'arrivée de Daech, apparaît alors la troisième génération.

### Quelles sont les caractéristiques de ces nouveaux djihadistes ?

Ils sont, pour presque la moitié d'entre eux, âgés de 14 à 25 ans, en majorité originaires de la ville de Souleimaniyé. Les diplômés sont minoritaires et la plupart n'ont pas connu d'affiliation politique préalable à leur engagement djihadiste et ne sont pas passés par le filtre salafiste. En outre, on trouve parmi eux une minorité de Kurdes irakiens disposant d'une nationalité européenne qui ont quitté leur pays d'accueil pour faire le djihad, souvent avec femme et enfants.

### Comment expliquer qu'ils soient, en majorité, originaires de Souleimaniyé, ville plus ouverte et moins conservatrice que la capitale régionale, Erbil, par exemple ?

Une corruption profonde gangrène Souleimaniyé [fief de l'UPK]. L'écart entre les revenus des plus pauvres et des plus riches, autrement important qu'à Erbil, n'a cessé de s'y creuser au cours des dernières années. De fait, les mécanismes d'exclusion sociale y sont plus forts qu'ailleurs, car le pouvoir est moins centralisé qu'à Erbil. La société n'y est pas aussi encadrée, et une large part de la population est livrée à elle-même, marginalisée, sans accès aux ressources. Ce contexte social produit un vide existentiel dans lequel l'idéologie et les propositions de l'Etat islamique prospèrent.

### Les jeunes Kurdes ne maîtrisent pas la langue arabe. Récemment, ils rêvaient encore à l'exil. Qu'est-ce qui les a menés vers le « califat » ?

Ils s'inscrivent malgré eux dans une certaine continuité historique. Celle du djihadisme des générations précédentes qui leur a fourni un modèle, et aussi celle d'une culture politique kurde qui, bien au-delà du djihadisme, s'est forgée dans la violence. Pour autant, ils ne se sont pas radicalisés dans les mosquées - étroitement surveillées par les services de sécurité - ni dans des programmes de partis politiques islamistes, mais directement sur Facebook. La diffusion massive de l'Internet et des réseaux sociaux a fortement participé à l'émergence de cette génération. Enfin, pendant deux ans, le Kurdistan d'Irak a partagé avec l'EI une ligne de front qui a pu se prolonger jusqu'à 1025 km ! Cela a créé une proximité géographique propice à l'engagement.

### Comment les Kurdes sont-ils organisés au sein de l'EI ?

Il existe au sein de l'Etat islamique des



brigades composées de combattants kurdes qui ne sont pas dirigées par des Arabes sunnites ni par des « internationaux », mais par des djihadistes kurdes de la deuxième génération. Ces brigades ont d'abord combattu en Syrie, pays que la première vague de djihadistes kurdes irakiens pouvait rejoindre par la Turquie, entre 2011 et 2013. Avec le déclenchement de l'insurrection arabe sunnite en Irak, rapidement prise en main par l'EI, c'est par la ville de Kirkouk, située à la charnière entre le Kurdistan et l'Irak arabe, que passe la route du djihad pour une deuxième vague de recrutements.

**Kirkouk a subi un assaut de l'EI en octobre 2016. Selon les autorités kurdes, les assaillants étaient des Arabes « déplacés ». Que sait-on de ces combattants ?**

La population arabe sunnite de Kirkouk n'était pas en cause, ni les déplacés arabes venus des territoires conquis par l'EI et ayant trouvé refuge dans la ville. Il s'agissait en partie de cellules djihadistes dormantes au sein de la cité. De telles cellules sont nombreuses dans les territoires disputés par les autorités kurdes et l'Etat central irakien, dont Kirkouk. Il y a une tendance, au Kurdistan d'Irak, à présenter les déplacés arabes comme des terroristes en puissance. Il faut noter par ailleurs que cette attaque n'était pas ciblée. Il s'agissait, pour les 150 djihadistes engagés dans cette opération, d'une tentative de contrôler la ville. Cette crise a ainsi mis en évidence la fragilité du mythe de la stabilité kurde.

**Y a-t-il un risque accru d'opérations menées par l'EI en territoire kurde ou en**

**territoire contrôlé par les forces kurdes ?**

Il ne faut pas se leurrer : le retour de cette troisième génération, après la reprise de Mossoul, devrait se traduire par des attentats en territoire kurde. Une fois rentrés chez eux, les djihadistes vont-ils réintégrer la société ? Evidemment, non. Ils rentreront clandestinement. Cette région, épargnée jusqu'en 2014 par les voitures piégées et les attentats-suicides, est déjà un nouveau champ de bataille pour ces djihadistes. Au cours des derniers mois, des accrochages entre les forces de sécurité et de petits groupes djihadistes kurdes sont survenus à proximité de villages dans les montagnes frontalières avec l'Iran, au cœur du territoire kurde et loin des lignes de front.

**Les crises économique et institutionnelle du Gouvernement régional kurde d'Irak (GRK) accroissent-elles ce risque ?**

La société kurde dépend structurellement de la manne publique. Or, du fait des tensions entre Bagdad et Erbil, les salaires des fonctionnaires ne sont plus payés régulièrement, ce qui crée un grave mécontentement social. Par ailleurs, Massoud Barzani, l'actuel président du GRK, est toujours au pouvoir, alors que son mandat s'est achevé en août 2015. Le gouvernement et le Parlement sont en panne. La société est livrée à elle-même et le sentiment national kurde aussi est en crise. Cette situation ne peut qu'accroître le risque de radicalisation.

**Comment les politiciens kurdes, longtemps en lutte contre le pouvoir sunnite de Saddam Hussein, perçoivent-ils l'Irak chiite, à l'heure où la « mobilisation populaire » est aux portes du Kurdistan ?**

Dans la rue kurde s'est formée l'idée d'un « Daech chiite ». C'est une expression régulièrement employée pour signifier que la communauté sunnite n'est pas la seule à produire des extrémistes. Les Kurdes sont sunnites, il ne faut pas l'oublier, et ils sont influencés par les images des exactions perpétrées par certaines milices chiites à l'encontre de sunnites irakiens. Ces images circulent massivement sur les réseaux sociaux. Beaucoup pensent sincèrement que le vrai danger n'est pas incarné par les sunnites, ni même par Daech, mais par les forces chiites qui monopolisent toutes les ressources à Bagdad.

**Existe-t-il un risque de confrontation entre milices chiites et forces kurdes ?**

C'est une option envisageable. Le discours de la mobilisation chiite met régulièrement en scène les peshmergas comme une « force traîtresse » en Irak. Quand elles y sont présentes, les milices chiites refusent de quitter les zones disputées du Kurdistan, dans les gouvernorats de Diyala et de Kirkouk. La récente reconnaissance officielle de la « mobilisation populaire » [qui rassemble sous sa coupe les milices, majoritairement chiites] comme force irakienne nationale renforce aussi l'hypothèse de cette confrontation. La grande confrontation n'est pas celle qui a opposé les Kurdes à Daech. Elle pourrait bien être celle qui verra s'affronter forces chiites et kurdes. Paradoxalement, Daech est devenu le seul élément qui maintient encore l'Irak tel-qu'il existe depuis 1920. ●

## Paris : des milliers de Kurdes défilent pour leurs militantes assassinées en 2013

Leparisien.fr avec AFP / 07 janvier 2017

**Les trois militantes kurdes avaient été assassinées à Paris en janvier 2013. Le suspect turc a succombé le mois dernier à une tumeur cérébrale.**

Quelque 5.000 personnes ont défilé en cortège à Paris, samedi, afin de réclamer « justice » pour trois militantes kurdes assassinées en 2013 dans la capitale française. « Nous voulons la justice », « Erdogan terroriste », scandaient les manifestants réunis en fin de matinée, malgré un froid glacial, sous une forêt de drapeaux. Partie de la gare du nord, la manifestation a rejoint la place de la République sous forte protection policière.

Le 9 janvier 2013, Sakine Cansiz, 54 ans, Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans, avaient été abattues de plusieurs balles à la tête, au siège d'une association kurde en plein cœur de Paris. La première était une des fondatrices du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et réputée proche de son chef historique, Abdullah Öcalan, accusé du triple assassinat, le Turc Omer Güney, qui devait être jugé fin janvier, est mort à Paris le 17 décembre dernier, victime d'une tumeur cérébrale. Son décès a éteint l'action publique à l'encontre de ce



Paris (Xème), samedi. Des milliers de personnes ont défilé de la gare du Nord à la République pour réclamer justice quatre ans après l'assassinat de trois militantes kurdes. AFP PHOTO / JACQUES DEMARTHON

suspect qui avait toujours clamé son innocence.

### LES SERVICES SECRETS TURCS SUSPECTÉS

Au terme de l'instruction, les enquêteurs avaient pointé « l'implication » de membres des services secrets turcs, le MIT, dans ce triple assassinat, mais sans pouvoir établir qui étaient les commanditaires de ces crimes, selon une source proche du dossier. Les investigations n'avaient pas permis d'établir si ces agents avaient agi « avec l'aval de leur hiérarchie » ou « à l'insu de leur service afin de le discréditer ou de nuire au processus de paix », entamé à l'époque entre Ankara et le PKK, a ajouté

la source. Les services secrets turcs ont officiellement démenti en janvier 2014 tout rôle dans les assassinats.

« Il y a 4 ans que cela s'est passé. Nous étions en colère quand elles ont été assassinées, nous sommes d'autant plus en colère à l'heure actuelle parce que le procès n'a pas pu avoir lieu, les commanditaires n'ont pas été retrouvés », a déclaré samedi Cemile Renklicay, co-présidente du Conseil démocratique kurde de France. « On a l'impression que nos camarades ont été tuées deux fois », a-t-elle ajouté. ●

# Bachar el-Assad soumis à la volonté russe

La récente évacuation des rebelles d'Alep a montré que le leader syrien devait exécuter les ordres de Moscou. Les relations vont se tendre entre les alliés, à l'approche des négociations sur une relance de la transition.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot  
ENVOYÉ SPÉCIAL À ALEP

**MOYEN-ORIENT** « Comme ci, comme ça », sourit en français un officiel syrien, lorsqu'on l'interroge sur l'état des relations entre son pays et Moscou. La récente reprise d'Alep, la deuxième ville de Syrie, par Damas et ses alliés russe, iranien et du Hezbollah a laissé des traces. Bachar el-Assad a dû avaler des couleuvres. Si le siège imposé aux rebelles s'est soldé par une défaite lourde de conséquences pour les anti-Assad, la victoire de Damas s'est faite aux prix de nombreuses pressions qui en laissent présager d'autres. Grâce à l'appui russe, le raïs a probablement gagné la guerre contre ses ennemis insurgés, mais c'est maintenant que les vrais ennuis pourraient commencer, relèvent avec une certaine inquiétude plusieurs sources loyalistes à Damas et à Alep.

Tout au long des trois semaines d'évacuation des civils, puis des rebelles d'Alep-Est, les Russes ont imposé leur choix. Les responsables syriens ont parfois protesté, mais en vain, la plupart du temps. « Tout le monde avait accepté que les négociations sur l'évacuation soient menées par les Russes qui devaient se faire accepter par les rebelles. Évidemment, cela nous a mis parfois en porte-à-faux vis-à-vis d'eux », relève un homme d'affaires bien en cour à Damas.

Les Syriens ont dû faire de nombreuses concessions, en particulier sur les armes légères, voire lourdes, que les 5000 à 6000 rebelles ont été autorisés à sortir dans les 1500 camions souvent brinquebalants qu'ils ont exigé d'emmener dans leur fuite vers la province d'Idleb. « Les Russes voulaient absolument un succès », confie un observateur humanitaire présent tout au long des

**« La grande réussite de Bachar, c'est d'avoir gardé les Iraniens au sol, les Russes en l'air, et de faire en sorte que les uns aient besoin des autres »**

UN PROCHE DU LEADER SYRIEN

évacuations. « Ils se sont contentés de réclamer le nombre total des rebelles,



Bachar el-Assad répond aux journalistes français à Damas, dimanche dernier. Le président syrien estime qu'après la reconquête d'Alep, son régime est en position de force avant les pourparlers de paix prévus, fin janvier, au Kazakhstan. SANA/AFP

mais ont renoncé à beaucoup de fouilles et à toute une liste de noms », ajoute l'observateur. Au grand dam des Syriens, qui exigeaient que les rebelles leur livrent les prisonniers qu'ils détenaient. « Ce fut un moment de tension, les Syriens voulaient entrer dans les bus pour vérifier que les insurgés ne sortaient pas des prisonniers avec eux », se rappelle le témoin. « Nous avons eu la capacité de bloquer les négociations un moment, fait valoir l'officiel syrien précité, car les Russes ne nous avaient pas informés du départ de prisonniers avec les insurgés. » Finalement, les autorités syriennes n'ont eu gain de cause que sur une dizaine de personnes, libérées au moment des dernières évacuations. En revanche, une vingtaine d'autres - des soldats notamment - ont été liquidés avant ou pendant leur départ.

L'alliance syro-russe est un bras de fer. Les deux côtés ne l'ignorent pas, chacun se retranchant derrière une froide real politik fondée sur des intérêts communs. Les rebelles ne voulant à aucun prix avoir de contact avec les représentants du pouvoir syrien, les émissaires russes ont été en première ligne. Via le Comité international de la Croix-Rouge, des échanges Skype furent établis entre les Russes et deux représentants de groupes armés - les salafistes d'Ahrar al-Sham et les combattants plus modérés de Nour al-Dine al-Zinki. Iro-

nie de l'histoire : jusqu'à l'évacuation d'Alep-Est, Moscou ne voulait pas entendre parler d'Ahrar al-Sham, coupable de coopérer avec le groupe terroriste Fatah al-Sham, l'ex-branche locale d'al-Qaida (Front al-Nosra). « Mais à Alep, les Russes étaient très demandeurs », se rappelle notre témoin.

Les insurgés avaient formé un groupe de cinq représentants des factions armées tenant Alep-Est, dont Fatah al-Sham. « Celui qui était en direct avec les Russes, c'était le délégué d'Ahrar al-Sham, se rappelle le médiateur, mais il devait rendre compte à ses chefs qui sont dans la province d'Idlib, et, à la fin, on avait l'impression que c'était le représentant du Fatah al-Sham qui décidait ». La preuve ? C'est le chef local de l'ex-branche syrienne d'al-Qaida qui menaçait de stopper les évacuations des quatre derniers bus de rebelles lorsque au même moment des habitants d'Alep-Ouest célébraient le départ de leurs ennemis par des tirs de joie. Et durant toutes ces semaines de délicates négociations, les ténors de la sécurité syrienne, d'ordinaire omniprésents, ont dû battre en retraite. « Ils ne piaient mot dans certaines réunions », confie un humanitaire local. Ceux qui tranchaient étaient les officiers russes, un général iranien et des représentants du Hezbollah, la milice chiïte libanaise qui tient le terrain dès que l'on sort

d'Alep. « C'est vrai que les Russes nous imposent certaines décisions », reconnaît un proche de Assad.

Pour apaiser les rancœurs, Vladimir Poutine a téléphoné au leader syrien le lendemain de la reprise d'Alep, louant « les efforts syriens ». Mais dans ce jeu de billard à trois bandes au moins - entre Russes, Syriens et Iraniens - le raïs dispose d'une certaine marge de manœuvre. « La grande réussite de Bachar, ajoute le proche du leader syrien, c'est d'avoir gardé les Iraniens au sol, les Russes en l'air, et de faire en sorte que les uns aient besoin des autres. » Bon gré mal gré, les Russes ont dû ainsi accepter, à la satisfaction de Damas, les exigences imprévisibles de l'Iran et du Hezbollah sur la sortie de milliers de

chiïtes de deux villages, assiégés depuis des années par les rebelles sunnites. Nul doute que Assad jouera des divisions entre ses alliés.

Mais, en coulisses, ses proches s'interrogent sur les intentions russes dans les négociations à venir. C'est leur grande hantise, au-delà des divergences sur la possibilité de reprendre toute la Syrie, rappelée lundi par Assad à des médias français, mais qui ne semble pas partagée par Moscou. « On pense que les Russes peuvent avoir envie de se séparer de Bachar en 2021 à l'échéance de son mandat, observe le proche du président syrien. Mais nous avons les Iraniens qui, eux, ne pensent pas comme les Russes, et les Iraniens sont nos alliés historiques. »

L'approche des négociations d'Astana

fin janvier sur une transition politique renforce ces craintes. « Les Russes aimeraient faire comme chez eux, que le président Assad devienne premier ministre avant de revenir au premier plan. Mais chez nous, ça ne peut pas fonctionner, le premier ministre n'est qu'un fonctionnaire », rappelle l'homme d'affaires. Si Assad a rappelé devant les médias français qu'il était « ouvert » aux discussions, des lignes rouges apparaissent déjà. « Les Russes ont préparé un texte pour une nouvelle Constitution. On va créer un gouvernement d'union nationale avec des opposants, mais je vois mal Assad céder sur les ministères régaliens comme la Défense ou les Affaires de sécurité », insiste le proche du raïs syrien. Sans parler de son départ, qu'il a encore exclu lundi. ■

LE FIGARO

mardi 10 janvier 2017

## Entre djihad et Turquie, le dilemme des salafistes syriens

DÉFAITS à Alep, les insurgés anti-Assad doivent revoir leur stratégie. L'examen de conscience concerne les rebelles non djihadistes, ceux qui ont signé une trêve après l'évacuation, fin décembre, des derniers combattants d'Alep-Est. Des 50 000 hommes en armes qui ont réussi à survivre à bientôt six ans de répression par Damas et ses alliés, ce sont les salafistes du groupe Ahrar al-Cham, la plus puissante de ces factions non djihadistes, qui focalisent aujourd'hui l'attention.

Fort d'environ 15 000 ou 20 000 hommes - en grande majorité des Syriens - Ahrar al-Cham prône une idéologie qui ne varie guère de celle d'al-Qaïda, mais il limite son action à la Syrie et condamne les actes terroristes perpétrés par les djihadistes en Occident. Équipés de tanks et de missiles antitanks, ils dépendent du soutien logistique turc et qatarien, qu'il s'agisse des armes ou de l'argent pour combattre Assad. Ils coopèrent assez souvent avec les djihadistes de l'ex-Front al-Nosra, comme ce fut le cas à Alep-Est durant le siège. Qu'en sera-t-il demain dans la province d'Idlib, dernier fief de l'insurrection anti-Assad, où Ahrar al-Cham est puissant ? C'est toute la question.

« Ahrar al-Cham traverse une crise existentielle, affirme le chercheur suédois Aron Lund. Depuis le dénouement de la crise à Alep, le groupe est soumis aux pressions très fortes de son sponsor turc », renchérit un diplo-

mate onusien qui suit la guerre en Syrie.

Signe de leur embarras, les salafistes d'Ahrar al-Cham n'ont pas apposé leur signature à l'accord de trêve conclu par la Russie et la Turquie, qui doit déboucher sur des négociations en vue d'une transition politique, prévues fin janvier au Kazakhstan. « Ils ne s'y opposent pas formellement, mais ils ne veulent pas s'engager », regrette le diplomate des Nations unies. L'an dernier déjà, le groupe avait entretenu l'ambiguïté sur l'accord de participation des rebelles aux négociations de Genève, entamées au printemps, mais sans succès.

### Fusionner avec al-Qaïda

Deux sujets de contentieux agitent les salafistes : leur participation à l'offensive militaire turque de cet été contre l'État islamique dans le nord de la Syrie, et une éventuelle fusion avec Fatah al-Cham, l'ex-branche locale d'al-Qaïda (appelée Front al-Nosra).

Le 20 septembre, un mois après l'entrée des troupes turques en Syrie et au terme de longs débats internes, le conseil de la choura d'Ahrar al-Cham édicta une fatwa autorisant ses membres à lutter aux côtés de l'armée turque. Mais aussitôt après, au moins un sous-groupe et deux membres dudit conseil de la choura rejetèrent l'alliance avec Ankara.

Le 10 décembre, en plein siège d'Alep, seize factions locales d'Ahrar al-Cham formèrent une

nouvelle entité « L'armée al-Ahrar » sous la direction de Hachem al-Cheikh, un ancien chef d'Ahrar al-Cham. Et depuis la chute d'Alep-Est et le départ des anti-Assad vers la province d'Idlib, le débat est encore plus vif.

Partisans d'une fusion avec les djihadistes de Fatah al-Cham et hostiles à un rapprochement avec la Turquie, les durs sont regroupés autour de Hachem al-Cheikh, du responsable militaire dans le nord Abou Saleh Tahhan et d'Abou Mohammed al-Sadeq, un chef religieux. Les ultras seraient minoritaires face au camp des « réalistes », emmenés par le nouveau chef d'Ahrar al-Cham, Ali al-Omar, désigné en novembre et généralement vu comme proruc. « La Turquie cherche à ramener le maximum de salafistes de son côté », décrypte le diplomate onusien. Mais pour que ses appels soient entendus, encore faut-il qu'Ankara ait une carotte à offrir aux plus radicaux des salafistes. Celle-ci ne peut être que des engagements à voir Assad renoncer à une partie de ses pouvoirs durant la transition qui pourrait s'ouvrir après les pourparlers d'Astana. « Nous avons recensé 72 prérogatives accordées par la Constitution au président Assad, décrypte un de ses proches. Il peut très bien renoncer à certaines de ses prérogatives, sans pour autant remettre en cause ses vrais pouvoirs », concède ce proche. « En revanche, il n'est pas question d'accéder à la demande turque d'avoir des ministres Frè-

res musulmans dans un prochain gouvernement d'union nationale. » Moscou saura-t-il faire plier Assad sur ce point ? Décapité par une mystérieuse explosion en septembre 2014, le groupe Ahrar al-Cham n'a dû sa survie qu'à l'aide apportée, depuis, par la Turquie et le Qatar. Nul doute qu'Ankara, qui détient les clés du passage des armes au profit des rebelles, et Doha pour son soutien financier aux anti-Assad disposent de puissants leviers.

### L'heure de vérité

« Après la chute d'Alep, et alors que la prochaine bataille se déroulera à Idlib, Ahrar al-Cham et Fatah al-Cham se positionnent chacun de son côté comme le groupe rebelle qui pourra sauver la révolte anti-Assad », analyse le chercheur Charles Lister. Chez les salafistes, les partisans de l'union avec les djihadistes invoquent l'échec subi par l'insurrection à Alep, et l'incapacité de se rassembler face à l'armée de Damas et aux dizaines de milliers de miliciens chiïtes du Hezbollah et de l'Iran venus à sa rescousse. Les autres répondent qu'un tel pari les priverait du soutien turc, indispensable pour tenir leurs positions dans la province d'Idlib, et, au-delà, de l'appui des Occidentaux. « Est-ce que l'allégeance ultime des salafistes syriens est à la révolution ou à un projet islamique global ? » se demande Charles Lister. L'heure de vérité a sonné pour les rebelles. ■

G. M.



# In a restive Turkey, some see parallels to post-9/11 America

ISTANBUL

BY TIM ARANGO  
AND RICK GLADSTONE

An Islamic State disciple kills 39 New Year's revelers at an Istanbul nightclub. A gunman with a police badge assassinates Russia's ambassador at an Ankara reception. Kurdish separatist bombers kill 14 soldiers on a bus in central Turkey and dozens of police officers at an Istanbul soccer match.

Those assaults were just in the last few weeks, which made a car bombing on Thursday in the city of Izmir, where at least two people were killed, seem relatively minor.

The 75 million people of Turkey, the NATO member and European Union aspirant that straddles Europe and Asia and was once seen as a stable democracy, are facing a ferocious onslaught of terrorist attacks unlike anything that has been seen in the West.

Add to that the tumult from roughly three million Syrian war refugees, a resurgent Kurdish insurgency and a failed military coup — all tied, in the eyes of many Turks, to American negligence, or malice, or both.

President Recep Tayyip Erdogan has responded with a furious crackdown on an array of perceived enemies, including the news media, and has lashed out at what he regards as Western complicity.

While Mr. Erdogan's critics have denounced what they see as a bald usurpation of power that has subverted democracy and polarized the country, many Turks, frightened and uncertain, are not complaining. They view his authoritarianism as reassuring and angrily reject outsider comments about paranoia and conspiracy theories.

Some are even embracing the advent of President-elect Donald J. Trump, despite his anti-Muslim statements, viewing him as a decisive strongman sympathetic to Mr. Erdogan, an Islamist with little tolerance for those who dispute him.

In some ways, political historians and scholars say, what is happening in Turkey parallels the aftermath of the 2001 terrorist attacks in the United States, the 2015 attacks in France and the recent response to attacks in Germany.

In all of them, many citizens were willing to overlook or forsake civil liberties, government powers grew, fringe groups strengthened and spread intolerance, and dissent was regarded with suspicion.

"I think there are a lot of similar tend-

encies, and it leads to, in an extreme case, what we're seeing in Turkey," said Steven A. Cook, a senior fellow for Middle East and African Studies at the Council on Foreign Relations in Washington.

Still, Mr. Cook said, "It's not that far a leap to go to an extreme — can you imagine if the attacks in Turkey had happened in the United States?"

On Friday, Hilal Kaplan, a columnist for Daily Sabah, a newspaper close to the government, lashed out at Western news coverage, including an article in The New York Times, that has emphasized conspiracy theories coursing through Turkish society that the United States is behind terrorism in Turkey.

Describing the article as "an attempt to condescend and affront rather than reflecting an effort to understand Turkey," Ms. Kaplan said that Turks have good reason to be suspicious of the United States.

She pointed out that Fethullah Gulen, the cleric and former Erdogan ally who many Turks believe was behind the coup attempt, lives in Pennsylvania, and that a former C.I.A. official had once vouched for Mr. Gulen on his green card application.

In addition, she called attention to something else: The United States has provided military support to a Syrian Kurdish militia fighting Islamic State extremists, a militia that Turkey considers an ally of the P.K.K., the outlawed Kurdish separatist organization regarded as an enemy and which the United States and the European Union have designated a terrorist group.

In her Friday column, headlined "Why Turkey is looking forward to Trump administration," she added, "do they really need such details if their only wish is to represent the Turkish people as paranoid and Erdogan as a villain?"

In another parallel to post-9/11 America, the Turkish government has aggressively exploited tragic events to stoke patriotic feelings and to frame the broader struggle within the country as a fight to secure democracy, even if democratic practices are eroded to do so.

The comparison was not lost on Turkish scholars, even those critical of Mr. Erdogan, who were in the United States when the World Trade Center and the Pentagon were attacked.

"I couldn't believe the extent to which there was a rise in nationalism, even among academics," said Kemal Kirisci, a senior fellow and director of The Turkey Project at the Brookings Institution, recalling his own memories of living in America. "I felt intimidated intellectually, almost felt censored."

After the coup attempt, the government moved quickly to memorialize victims and places rived by violence, renaming a bridge in Istanbul and a square in Ankara, and changing street names to honor citizens who died defending Mr. Erdogan's government.

At year's end, the prime minister's office delivered packages to foreign correspondents in Turkey. Inside a black velvet box, with a silver clasp, was a small marble chunk, described as rubble from the Parliament building in Ankara, retrieved after an attack was carried out during the coup attempt.

A note said that the rock "is presented to you as a symbol of Turkey's devotion to democracy."

And like American leaders who exhort citizens to maintain daily routines after terrorist attacks, the Turkish prime minister, Binali Yildirim, urged Turks to carry on. "Our citizens should not change the flow of their normal lives," Mr. Yildirim said in a speech last week. "If they do, it will be serving the purposes of the terror group."

Mr. Erdogan and his allies see a double standard in the West's reaction to Turkey, and say that some of the same measures Turkey is taking to combat terrorism, like resorting to emergency rule, have been embraced in the West, particularly in France.

It is this disconnect — between how Turkey perceives its own experience and the West's reaction to events in Turkey — that has contributed to Turkey pulling away from its NATO allies, and moving closer to Russia.

"In France there is emergency rule for three months, and again for three months, and lately for six months, in total for a year," Mr. Erdogan said in September. "Is anyone from around the world asking France, 'why did you declare emergency rule for a year?'"

Mr. Erdogan's supporters say they are especially upset over how the West has reacted to Turkey's response to terrorism, saying they had expected solidarity, not criticism.

"This is an obvious, very serious and problematic disrespect against Turkey's right to defend itself against terror," said Mustafa Yeneroglu, a member of Parliament with Mr. Erdogan's Islamist Justice and Development Party.

Mr. Yeneroglu, the head of Parliament's human rights committee, said Turkey faced the same conundrum any country faces when traumatized by terrorist acts.

"If there is no security, there would be no room to enjoy the liberties," he said. "This situation leads to prioritizing security while answering questions, 'secu-

city or liberty?' This is not only valid for Turkey but for all other liberal democracies."

Turkish liberals say they understand the need for extraordinary measures, but they make two counterarguments. One is that the crackdown — in putting so many journalists and intellectuals in jail — has gone too far, and is seemingly unrelated to fighting terrorism. Another is that, even with emergency rule, the country has become less safe.

"On the contrary, we have faced more attacks, more terror," said Yaman Akdeniz, a lawyer and professor at Bilgi University in Istanbul who represents many jailed journalists.

Orhan Kemal Cengiz, a prominent human rights lawyer who was briefly detained after the attempted coup, put it this way: "Yes, ISIS is attacking. The P.K.K. is attacking. There was this coup d'état attempt. But what is this to do with all these journalists? There are over 150 journalists in jail. And with every passing day, they arrest more and more people."

Marc Pierini, a visiting scholar at Carnegie Europe in Brussels who was a former European Union ambassador to Turkey, said the postcoup purges in the military, the courts and the police have, paradoxically, compromised the country's ability to protect the public.

Mr. Pierini also took issue with the government's contention that its response to threats has been appropriate.

"As we've seen after the coup, the reaction is way outside of the formal rule of law. You started arresting police and gendarmes, now writers, actors, journalists — so there is no limit," he said. "When you start pulling the thread on the rule of law, the whole sweater can come off. And that's where we stand."

*Tim Arango reported from Istanbul, and Rick Gladstone from New York.*

The Economist

JANUARY 7th 2017

## Soft target

# An attack on an Istanbul nightclub widens the secular-religious divide

Islamic State is exploiting tensions in Turkish society

Jan 7th 2017 | ISTANBUL

<http://www.economist.com/>

**AFTER** a year of terrorist attacks and a violent coup attempt, Istanbul residents are getting used to the sound of explosions. When blasts rang out near the city's best-known nightclub just after 1am on January 1st, some thought they were new-year pyrotechnics. Yet the skies above them were empty. A massacre was unfolding below. By the time it was over at least 39 people, mostly foreigners, were dead, and dozens more wounded. Autopsies suggested that many had been shot at close range. Some saved themselves by leaping into the Bosphorus. As *The Economist* went to press the attacker, a suspected follower of Islamic State (IS), had not been caught.

IS has carried out at least eight big attacks in Turkey, including the deadliest in the country's history, a suicide-bombing that killed more than 100 people in October 2015. The nightclub attack is the first it has undisputedly claimed. In an online statement the group praised the shooting as an attack on an "apostate" celebration and revenge for a Turkish offensive against it in Syria. Turkey's army cleared IS from strongholds overlooking the border in early September, and fighting continues near al-Bab, a town north-east of Aleppo.

Under pressure in Syria, IS has struck back by destabilising Turkey. The group's earliest attacks in 2015 helped to reignite a war between Kurdish militants and Turkey's armed forces. A second wave scared away tourists and fanned resentment of the 2.8m Syrian refugees living in Turkey. The latest,



which hit a venue where celebrities dance and drink alongside foreigners and the monied elite, threatens to inflame tensions between Islamists and secular Turks, many of whom blame the pro-Islamist government for the spread of extremism. "Islamic State reads Turkish society very well and it knows to strike at the key pressure points," says Hilmi Demir, an expert on Muslim sects and radicalisation.

Those pressure points are multiplying. Instead of healing his divided country after the coup in July, Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, cracked down on his opponents, including Kurdish activists, leftists and secularists. Official discourse is increasingly conservative. In December the country's religious-affairs directorate, the Diyanet, joined Islamist groups in proclaiming that new-year festivities were "alien" to Turkish values. Meanwhile, a group of young ultranationalists staged a protest at which they pretended to hold Santa Claus—that unwelcome Western intruder—

at gunpoint.

## LOSING THE PLOT

Many Turkish conservatives refuse to admit that innocents, including Muslims, are being murdered by a group acting in the name of Islam. They prefer conspiracy theories. A pro-government newspaper claimed the attack on New Year's Day was the work of a "mastermind", shorthand for an alliance of Western powers. An MP from the governing party blamed—who else?—the CIA.

The shooting also raised questions of accountability. More than 400 lives have been lost in big terrorist attacks since the summer of 2015, yet not one minister has resigned. Just over a week before the nightclub attack, Russia's ambassador was fatally shot by an off-duty Turkish policeman. The government says it foiled 339 attacks last year. But it has also used the war on terrorism as an excuse to silence critics. In December authorities detained a *Wall Street Journal* reporter for three nights, allegedly for retweeting an image from an IS murder video. Days later they arrested an investigative reporter, Ahmet Sik, on farcical terrorism charges. Since the coup, more than 100 journalists have been locked up.

Largely because of the state's control over religious debate, support for IS among Turks is minimal. Yet the group is determined to pit Turkey's traditionally tolerant brand of Islam against an emboldened fundamentalist fringe. IS wants to galvanise those Islamists who condemn secular ways of life, says Rusen Cakir, a journalist. "They want to transform Turkey into a battlefield," he says.

The New Year's Day attack could serve as a wake-up call. The ruling Justice and Development party is realising that polarisation can win elections "but that it makes the country ungovernable," says Ozgur Hisarcikli, head of the Ankara office of the German Marshall Fund, a think-tank. The Diyanet has declared that an attack on a nightclub is as reprehensible as an attack on a mosque. Mr Erdogan himself has warned against allowing the fault lines in Turkish society to widen, which is exactly what IS wants. Alas, Mr Erdogan's populist authoritarianism, jingoism and repression are only wedging them further apart.

# Iranian ex-president was known as a centrist

ALI AKBAR HASHEMI RAFSANJANI  
1934-2017

BY ALAN COWELL

Ayatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a former president of Iran and a founder of the Islamic republic who navigated the opaque shoals of his country's theocracy as one of its most enduring, wiliest and wealthiest leaders, died on Sunday in Tehran. He was 82.

His death was announced by Iranian state television.

As his career seesawed through periods of revolutionary zeal and confrontation with powerful conservative rivals, he was portrayed as a Machiavellian and often ruthless player in the power struggles among Iran's elite factions, protected by his close association with Ayatollah Ruhollah Khomeini, the revolutionary leader who overthrew the shah in 1979.

Known as a pragmatist and centrist inclined toward economic liberalism and political authoritarianism, Mr. Rafsanjani was accused by critics of corruption in amassing his fortune and of a readiness for harsh tactics to deal with dissent at home and abroad.

Argentina has accused Mr. Rafsanjani and other senior Iranian figures of complicity in the 1994 bombing of a Jewish community center in Buenos Aires, in which 85 people died. In 1997, a German court concluded that the highest levels of Iran's political leadership had ordered the killing five years earlier of four exiled Iranian Kurdish dissidents in Berlin. The events added weight to American assertions that Iran was a sponsor of terrorism. Mr. Rafsanjani was president from 1989 to 1997.

Yet many Western analysts believed that he sought a less confrontational relationship with the United States than other powerful figures in the Iranian hierarchy, for whom hostility toward Washington was a touchstone of ideological purity.

Mr. Rafsanjani, for instance, was credited with suggesting that "Death to America" be dropped from the litany of slogans at Tehran's Friday prayers, a weekly moment of fervor in Iran's political and religious calendar.

In the closing stages of the Iran-Iraq war, which lasted from 1980 to 1988, Mr. Rafsanjani was appointed acting commander in chief of Iranian forces and was widely credited with persuading the leadership in Tehran to accept a United Nations resolution that ended the fighting.

For much of his career, he maintained



Ayatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani in Tehran in 2005. His clout declined sharply during the presidency of Mahmoud Ahmadinejad, from 2005 to 2013.

roles in Parliament and on influential clerical panels, under the tutelage of Ayatollah Khomeini and then, less durably, of his successor, Ayatollah Ali Khamenei.

Mr. Rafsanjani's clout declined sharply during the presidency of Mahmoud Ahmadinejad, from 2005 to 2013. A populist conservative, Mr. Ahmadinejad had a strong following among poor Iranians, many of whom resented the affluence that endeared Mr. Rafsanjani to his wealthier compatriots.

In 2013, Mr. Rafsanjani was disqualified from standing in presidential elections and swung his political weight behind a moderate, longtime associate, Hassan Rouhani, who won the vote and went on to bring many of Mr. Rafsanjani's supporters into his cabinet and to negotiate the nuclear agreement with the United States in 2015.

But Mr. Rafsanjani, himself an ayatollah, clashed with Ayatollah Khamenei, the supreme leader, over the extent to which Iran should modify its bellicose stance toward outsiders. In March, Mr. Rafsanjani wrote on Twitter that the "world of tomorrow is one of negotiations, not the world of missiles."

Ayatollah Khamenei responded: "Enemies continue strengthening their military and missile sectors. How can anyone say the era of missiles has passed?"

Without identifying Mr. Rafsanjani by name, Ayatollah Khamenei said: "People say that tomorrow's world is a world of negotiations and not a world of missiles. If they say this thoughtlessly, it shows they are thoughtless. However, if

this is intentional, then this is treachery."

For all that, analysts in Tehran sensed that the pendulum was swinging toward the moderate camp, in which Mr. Rafsanjani played a defining role.

Ali Akbar Hashemi Rafsanjani was born on Aug. 23, 1934, in the village of Bahraman near the town of Rafsanjan in Iran's southeastern Kerman Province. He was one of five sons and four daughters born to Mirza Ali Hashemi Bahramani, a prosperous pistachio farmer, and Mahbibbi Safarian Hashemi.

At 4, he left his home village to study theology in the Muslim holy city of Qum, Iran, where he became a disciple of Ayatollah Khomeini.

By some accounts, at the time of his death, Mr. Rafsanjani was the last surviving member of an inner circle of Islamic revolutionaries active during Ayatollah Khomeini's exile from 1964 to 1979, fighting an often bloody cat-and-mouse contest with the notorious Savak secret police loyal to Shah Mohammed Reza Pahlavi.

From 1963 to 1978, Mr. Rafsanjani was jailed five times for his opposition to the shah, but he remained in close contact with exiled clerics, including Ayatollah Khomeini, who was living in Najaf, Iraq.

During that period, in 1962, he married Effat Marashi, whose family included several respected Shiite clerics. They had five children — two daughters, Fatemeh and Faezeh, and three sons, Mohsen, Mehdi and Yaser.

Information on survivors was not immediately available.

In the turbulence after Ayatollah

Khomeini returned to Iran, Mr. Rafsanjani was elected to Parliament, known as the Majlis, and became its speaker, serving in that position until 1989.

In many accounts of the maneuvering after Ayatollah Khomeini's death in 1989, Mr. Rafsanjani was credited with promoting Ayatollah Ali Khamenei as supreme leader, possibly in the mistaken belief that he would prove a pliant figure.

Instead, Ayatollah Khamenei built his

own power base. But Mr. Rafsanjani's back-room dealings — often trading on his close relationship with Ayatollah Khomeini — earned him the nickname “kingmaker.”

During his presidency, Mr. Rafsanjani faced the challenge of reconstruction after the eight-year war with Saddam Hussein's Iraq.

While his economic liberalism and privatization policies were popular among Iran's entrepreneurial classes,

many poor Iranians perceived no improvement in their plight.

As president, Mr. Rafsanjani showed little tolerance of dissent. While he sought improved ties with the West, he insisted on Iran's right to develop its nuclear program and did not lift a fatwa declared by Ayatollah Khomeini that enjoined Muslims to kill the writer Salman Rushdie. ●

L'ORIENT  
LE JOUR

9 JANVIER 2017

## Les zones d'ombre de la politique turque en Syrie

Anthony SAMRANI | OLJ 09/01/2017  
<http://www.lorientlejour.com>

D'un côté, Washington, Paris, Londres et Riyad, qui considèrent qu'il n'y aura pas de solution en Syrie tant que Bachar el-Assad restera au pouvoir. De l'autre, Moscou et Téhéran qui ont décidé de sauver le régime syrien par tous les moyens. Et au milieu, la Turquie : le principal parrain de l'opposition qui a décidé de revoir ses priorités en Syrie et qui ne réclame plus le départ de M. Assad comme préalable aux négociations politiques. Et qui décide de mener des négociations sans les Occidentaux, à Astana, en compagnie des Russes et des Iraniens. En découle une situation pour le moins alambiquée : la Turquie, deuxième armée de l'Otan, fait ami-ami avec le pays que l'organisation atlantique considère comme la principale menace pour sa sécurité.

En période de guerre froide, on aurait dit que la Turquie se retrouve coincée entre deux blocs. Mais la guerre froide est finie et la logique de blocs n'est pas toujours pertinente. La Russie et l'Iran ont beau coopérer dans leur soutien au régime syrien, ils ne forment pas un bloc pour autant. Moscou et Téhéran sont concurrents au moins autant qu'ils sont partenaires, et leurs intérêts divergents, notamment en Syrie, seront un jour source de tensions, s'ils ne le sont pas déjà. De l'autre côté, l'arrivée au pouvoir aux États-Unis du président élu Donald Trump, qui souhaite coopérer avec Vladimir Poutine, risque de faire éclater le bloc occidental. Et pourrait faire les affaires des Russes tout en compliquant le jeu des Iraniens.

La situation reste extrêmement instable. Personne n'avait prévu l'intervention massive des Russes en Syrie en 2015. Tout comme personne n'avait prévu le revirement turc en 2016 et son intervention dans le Nord syrien. En 2017, Ankara pourrait bien réserver encore de nouvelles surprises. Pour une raison très simple : la politique turque en Syrie est pétrie de contradictions et de zones d'ombre, à tel point qu'on se demande si elle découle d'une véritable stratégie ou si elle navigue à vue en fonction des priorités du moment.

*Des forces rebelles accompagnant l'armée turque dans la ville d'al-Bab en Syrie. Khalil Ashawi/Reuters*



### LE PARI

La Turquie a fait de la lutte contre ce qu'elle considère être des groupes terroristes, à savoir la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'État islamique (EI), sa priorité en Syrie. Elle cherche à sécuriser sa frontière, alors qu'elle est touchée par une vague d'attentats sans précédent, et à empêcher la formation d'un territoire kurde unifié au sud de sa frontière avec la Syrie. Combattant, de façon plus ou moins continue, le PKK et ses filiales depuis 30 ans, Ankara craint plus que tout que l'irréductibilité kurde ne déstabilise son territoire et remette en cause ses frontières. De ce point de vue-là, la politique turque en Syrie est tout à fait logique : les Turcs sont intervenus en Syrie parce qu'ils estimaient que c'était le seul moyen pour eux d'éviter l'ancrage territorial de deux groupes ennemis à leur frontière.

Le problème est qu'ils n'ont pas forcément les moyens politiques et militaires de leurs ambitions. Les Kurdes syriens sont toujours soutenus par la coalition internationale menée par les États-Unis et ils entretiennent de bonnes relations avec la Russie. Si Moscou acceptera sans doute de les lâcher en contrepartie d'une offre turque intéressante, on ne sait pas grand-chose sur les intentions de M. Trump à leur égard. Mais s'il souhaite combattre l'EI avec des forces locales, comme l'ont expliqué ses conseillers depuis son élection, il est difficile de croire qu'il pourra se passer complètement des Kurdes. La politique turque repose donc essentiellement sur

le pari que les Kurdes vont finir par être abandonnés par leurs alliés respectifs.

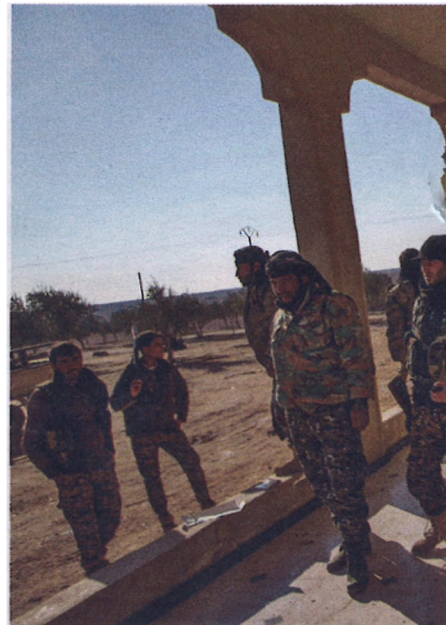
Dans le cas contraire, Ankara risque de compliquer encore davantage ses relations avec ces alliés en question.

L'armée turque a été profondément affaiblie par les purges menées par les autorités au pouvoir. Les difficultés qu'elle éprouve à reprendre le fief d'al-Bab aux mains de l'EI en témoignent. Les risques que l'opération « Bouclier de l'Euphrate » se transforme en bourbier ne sont pas inexistantes. D'autant plus que la Turquie n'a pas été claire quant à la finalité de l'opération, réclamant vouloir participer à la bataille pour la reprise de Raqqah tout en affirmant qu'elle va déloger les Kurdes de Manbij.

Avec plus de trois millions de Syriens – dont la majorité a fui le régime Assad – sur son territoire, la Turquie ne peut pas se permettre de s'aligner complètement sur les positions de Moscou et de Téhéran en Syrie. Elle y laisserait sa crédibilité, mais aussi son influence historique, dont elle a déjà perdu une grande partie à Alep comme à Mossoul, au profit des Russes et des Iraniens. Elle a besoin de Moscou pour régler la question des Kurdes syriens et pour envoyer un message fort aux Occidentaux. Mais à quel point sera-t-elle prête, en échange, à modérer sa position par rapport au régime Assad ? Et pourra-t-elle faire accepter cette position aux membres de l'opposition ? La question reste ouverte. ♦

# Syrie

De notre envoyé spécial en Syrie, MATHIEU DELMAS



## Une féministe kurde à l'assaut de Raqqa

*Rojda Felat, 35 ans, est à la tête de l'opération Colère de l'Euphrate, qui vise à déloger l'Etat islamique de sa "capitale" syrienne. Rencontre*

**E**lle dit s'inspirer de Napoléon et de Saladin. Ce petit bout de femme au visage d'Apache, coiffée d'une longue tresse de cheveux noirs, dirige depuis la ville d'Ain-Issa, bourgade située à une trentaine de kilomètres au nord de Raqqa, un contingent de 45 000 combattants. Ils sont regroupés au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), composées essentiellement de Kurdes des Unités de Protection du Peuple (YPG-YPJ), mais également de volon-

taires arabes issus de la Brigade des Révolutionnaires de Raqqa.

### À 6 KILOMÈTRES DE DAECH

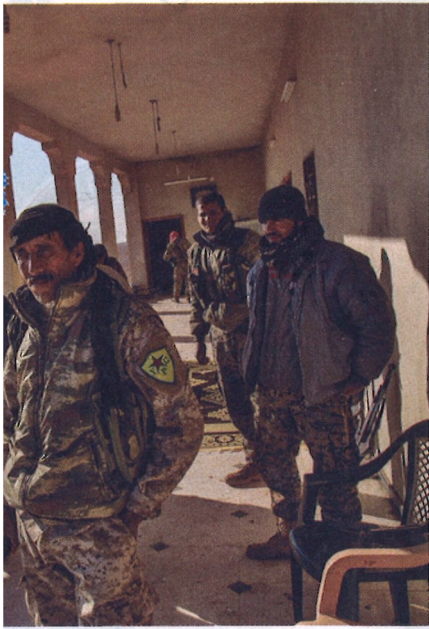
« Nous sommes à 6 kilomètres des premières positions de Daech », explique la chef de l'opération Colère de l'Euphrate, lancée le 6 novembre et destinée à déloger les djihadistes de leur « capitale » syrienne. La première phase de l'opération a consisté à approcher la ville par le nord, en sécurisant les deux rives du lit de la rivière Balikh. « Nous avons avancé vers le sud d'Ain-Issa

sur les deux rives de la rivière et nous nous trouvons actuellement à 26 kilomètres au nord de la ville. » Depuis le 10 décembre, Rojda Felat a lancé, avec l'appui aérien et terrestre des forces de la coalition internationale, la deuxième phase de l'opération qui vise à reconquérir les villages situés à l'ouest de Raqqa.

Dans l'hiver syrien, les hommes se réchauffent autour d'un brasero dans lequel ils font brûler des morceaux de plastique. Difficile de trouver un arbre sur cette terre balayée par

les vents. Au milieu de cette fumée toxique, Rojda Felat donne ses ordres à une centaine de combattants masculins, talkie-walkie en main et sourire aux lèvres. L'avancée dans les champs de boue situés sur la rive est de l'Euphrate est rapide. Aucun abri naturel n'offre de refuge aux djihadistes, contraints de battre en retraite. Dans le ciel, le bourdonnement des drones de la coalition internationale est permanent, et les frappes aériennes opérées par les bombardiers américains ouvrent la voie aux FDS. ➔

A gauche, Rojda Felat, à la tête de 45 000 combattants. Le 19 décembre, les Unités de Protection du Peuple dans le village de She Bher, repris à Daech.



➔ « Notre objectif est d'atteindre le barrage de Tabqa, explique Felat. La prise de cette infrastructure située en aval du lac al-Assad permettra de compléter l'encerclement de Raqqa par l'ouest. » Construit dans les années 1970 avec le concours de l'Union soviétique, le barrage de Tabqa est stratégique et difficile à conquérir. Le bombardement de cet ouvrage occasionnerait une catastrophe écologique dans les territoires irakiens en aval du fleuve et une catastrophe humanitaire en Syrie; en cas de destruction, de vastes territoires en Irak seraient inondés, alors que l'est de la Syrie serait privé d'électricité.

### LIBÉRER LES FEMMES YÉZIDIENNES

« Sachez que je ne suis pas la seule femme à combattre la barbarie de Daech. Nous sommes des milliers », tient à préciser Rojda, désignant ses compagnes d'armes assises en tailleur autour d'elle. Un profond respect se lit dans le regard des

combattants, hommes comme femmes, qui l'écoutent. La chef, qui ne parle pas un mot d'anglais, rappelle que ce n'est pas la première fois dans l'histoire du peuple kurde que les femmes prennent les armes. « Pour nous, cela a une signification particulière. En nous défendant par nous-mêmes, nous prouvons que nous ne sommes pas juste destinées à accomplir des tâches ménagères ou à procréer », lance-t-elle en regardant ses jeunes camarades, comme pour s'assurer de leur approbation. « Nous participons à cette opération pour en finir avec la barbarie de Daech et libérer les milliers de femmes yézidiennes qui ont été kidnappées dans les montagnes du Sinjar à l'été 2014. Pour nous, c'est un devoir de libérer les femmes de l'oppression subie par la mentalité qui prévaut au Moyen-Orient depuis des siècles. »

Diriger aussi des combattants arabes ne lui pose aucun problème. « Pour nous, il n'y a pas de différence entre les Kurdes,

les Arabes, les Arméniens ou les Syriens, cela est à la base même de notre idéologie, argumente la jeune femme. Raqqa est notre principal objectif car c'est le centre opérationnel de leur pseudo-califat. C'est dans cette ville qu'ils ont réduit nos femmes en esclavage, et nous devons combattre le mal à la racine. »

La ville de Raqqa, qui compte une écrasante majorité d'habitants arabes, acceptera-t-elle l'entrée de combattants kurdes inspirés de l'idéologie d'Abdullah Ocalan, le leader du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)? Rojda Felat l'assure, « pour les opérations contre Raqqa, plusieurs milliers de combattants arabes nous ont d'ores et déjà rejoints, nous les avons entraînés et armés. Lorsque Raqqa sera libérée des djihadistes, la ville et ses institutions seront gérées par les habitants. Nous avons déjà préparé la suite comme nous l'avons fait à Manbij

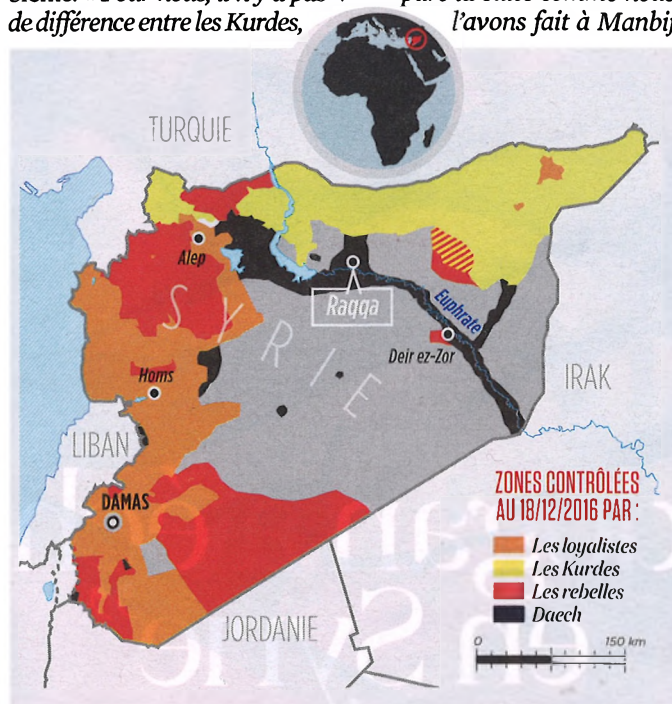
après sa libération au mois d'août dernier ».

La leader kurde explique imiter l'exemple de Leyla Qasim, figure de la résistance des Kurdes irakiens contre le parti Baas. Accusée de fomenter l'assassinat de Saddam Hussein, elle fut torturée et pendue en 1974, à l'âge de 22 ans, devant les télévisions nationales, comme un avertissement lancé à l'ensemble de la communauté kurde du nord du pays. « La condition de la femme a beaucoup évolué dans notre territoire depuis le début de la révolution. Nous suivons le sentier tracé par les centaines de femmes qui ont lutté pour nos droits contre l'injustice. Nous continuerons leur lutte jusqu'à la mort s'il le faut. »

### RENONCER À SA VIE PERSONNELLE

Dans l'idéologie du PKK, lorsqu'une personne rejoint la guérilla, elle renonce à sa vie personnelle en adoptant un nom de guerre. Les combattants rompent avec leurs familles. Il existe au sein de la guérilla une interdiction des relations dites « traditionnelles » entre hommes et femmes. Elle est justifiée par la volonté d'empêcher la reproduction de « vieilles structures sociétales ». Dans l'idéologie d'Ocalan, la possibilité de ne pas se marier est considérée comme une avancée pour l'émancipation de la femme kurde. Chaque combattante est équipée d'une kalachnikov, de grenades et de munitions.

Rojda Felat précise que ce combat pour la liberté ne concerne pas seulement sa communauté. « Notre situation n'est pas encore parfaite mais, après la révolution, nous libérerons l'ensemble des femmes du Moyen-Orient! » ■



**Turquie**Propos recueillis par **URSULA GAUTHIER**

“Erdogan a échoué  
en Syrie”

**Le président turc** rêvait que son pays retrouve sa place de bras armé et de leader du monde musulman sunnite. La défaite de ses alliés à Alep-Est, l'assassinat de l'ambassadeur russe à Ankara et l'attentat du Nouvel An à Istanbul, revendiqué par Daech, montrent, selon le chercheur **Hamit Bozarslan**, l'impasse de sa stratégie

**Que peut-on conclure de l'accumulation de revers subis, ces dernières semaines, par Erdogan ?**

Ces développements illustrent la faillite totale de la politique étrangère de la Turquie. Il y a quelques mois encore, Erdogan envoyait des troupes en Syrie, exigeait la démission de Bachar al-Assad, protestait contre les interventions du grand rival iranien en Syrie, en Irak, etc. Aujourd'hui, il est clair qu'il a capitulé devant le puissant tandem Iran-Russie. Il est contraint de reconnaître la suprématie de l'Iran en Syrie, en Irak, au Liban, c'est-à-dire précisément dans tout cet arrière-pays jadis ottoman qu'il rêvait de reprendre sous son aile. Quant aux attaques de plus en plus graves de l'Etat islamique sur le sol turc, elles étaient malheureusement prévisibles. L'AKP [le Parti de la Justice et du Développement, NDLR], parti islamiste au pouvoir à Ankara, a joué avec le feu en laissant les djihadistes s'installer en Syrie. Depuis l'entrée des troupes turques sur le territoire syrien et l'offensive sur des localités tenues par Daech, la Turquie est en butte à la vindicte de Daech et doit en subir les conséquences avec des attentats sur son sol, des tensions et des conflits difficiles à gérer.

**Pourquoi la Turquie, qui s'est long-**

**temps tenue à l'écart du monde arabe, s'est-elle tant impliquée dans le conflit syrien ?**

Cela tient au changement du pouvoir à Ankara. En 2003, la Turquie passe aux mains de l'AKP, qui, contrairement aux kémalistes, se sent des affinités fortes avec le monde musulman, et décide de pacifier ses rapports avec ses voisins. Erdogan ne s'attend pas du tout à ce que le monde arabe bascule dans une contestation massive en 2011. A peine quelques semaines avant les « printemps arabes », en novembre 2010, il recevait le prix Kadhafi des droits de l'homme. Ankara n'avait à l'époque aucune objection à traiter avec les régimes autoritaires arabes. Avec la rébellion des sociétés arabes, Erdogan prend conscience de la profondeur du changement. Il y voit la possibilité de créer une vaste alliance informelle, une sorte de fédération de Frères musulmans et autres partis proches de l'AKP turc : le Parti de la Justice et du Développement au Maroc (PJD), Ennahdha en Tunisie, les Frères musulmans en Egypte, en Libye, en Syrie, en Jordanie... Sous la houlette de la Turquie, bien entendu. C'est l'occasion de réaliser ce rêve millénariste : rendre à la Turquie sa place de pilier, de bras armé et de leader du monde musulman sunnite, place qui lui aurait été arrachée par les « puissances ennemies » en 1918.

**La défaite turque lors de la Première Guerre mondiale reste donc très présente dans l'esprit des Turcs ?**

Oui. Il faut comprendre la vision extrêmement turco-centrée et islamo-centrée qui anime Recep Tayyip Erdogan et l'AKP, selon laquelle la Turquie est un des très rares « acteurs de l'histoire » chargés d'une mission, mission qui dépasse ses frontières et englobe la totalité du monde musulman. En ce sens, la Première Guerre mondiale, qui est vue non comme un conflit intra-européen, mais comme la guerre des puissances liguées contre l'Empire ottoman, n'est pas terminée. Les mêmes puissances veulent aujourd'hui empêcher la Turquie de réaliser sa mission unificatrice de l'islam. Ce sont elles qui vont provoquer l'échec du grand projet fédérateur. Les représentants des partis frères de l'AKP sont soit battus aux élections soit violemment renversés, comme Mohamed Morsi en Egypte. Il ne reste plus que la Syrie. Erdogan fait pression sur son « frère » Bachar al-Assad pour qu'il réalise des réformes « démocratiques ». Devant le refus de ce dernier, il décide alors d'intervenir dans le conflit, histoire de ➤

➔ donner une leçon à Bachar et d'utiliser la Syrie comme tête de pont dans la conquête arabe, à laquelle il n'a pas renoncé.

**Pourquoi la stratégie turque a-t-elle échoué?**

A la fois pour des raisons intrinsèques – elle était sans doute trop ambitieuse – et à cause de conditions externes. A commencer par l'aggravation du conflit syrien sous l'influence des trois Etats qui interviennent : l'Iran, d'une part, l'Arabie saoudite et la Turquie, de l'autre, concourent à « confessionnaliser » un conflit qui n'était pas religieux à l'origine. Ces trois pays portent une responsabilité historique majeure dans le drame syrien. L'Iran va soutenir Bachar al-Assad et mobiliser le Hezbollah libanais à partir de 2013 contre l'opposition. L'Arabie et la Turquie « sunnitisent » de leur côté l'opposition, qui dès lors glisse vers le djihadisme. La Turquie ouvre ses frontières aux groupes islamistes et devient « l'autoroute du djihad », pour reprendre l'expression du journaliste turc Kadri Gürsel (aujourd'hui emprisonné). A quoi s'ajoute un dernier élément : le facteur kurde, qui devient décisif en juillet 2012.

**Que se passe-t-il en juillet 2012?**

Le 18 juillet, un attentat majeur perpétré par l'opposition syrienne à Damas décapite largement le régime. Le beau-frère de Bachar al-Assad est tué, et son frère en ressort sans doute paralysé. La réaction est immédiate : dès le lendemain, Damas décide d'utiliser l'aviation et écrase le pays sous un tapis de bombes. Et il se désengage des régions kurdes du Nord, parce qu'il ne peut plus contrôler tout le territoire, mais aussi pour punir la Turquie. Enorme déconvenue pour Erdogan, qui doit désormais compter avec la naissance d'une nouvelle région kurde autonome. Baptisé Rojava, ce Kurdistan syrien est rapidement dominé par le PYD [le Parti de l'Union démocratique], proche de l'ennemi de toujours, le PKK. Les vastes projets d'Erdogan en sont bouleversés : sa priorité est désormais de saper l'émergence de cette menace.

**A l'époque, Erdogan était en pourparlers de paix avec le PKK. Pourquoi a-t-il préféré s'allier aux groupes armés islamistes contre les Kurdes de Syrie?**

Sans doute parce que l'AKP se sentait plus



Hamit Bozarslan est historien et politologue, directeur d'études à l'École des Hautes Etudes en Sciences sociales. Spécialiste de la Turquie, de l'espace kurde et du Moyen-Orient, il a publié « Histoire de la Turquie contemporaine » (La Découverte, 2016), « Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours » (Tallandier, 2015).

d'affinités avec les islamistes et craignait une nouvelle dynamique d'autonomie kurde dans la région. Certes il a entamé un rapprochement avec le PKK dès 2013, mais ce processus dit « de paix » a tourné court. De fait, l'offre d'Erdogan n'était pas acceptable aux yeux de la société kurde. L'AKP a fait aux Kurdes une proposition au fond assez proche de celle que l'Empire ottoman avait faite aux Arméniens avant la Grande Guerre : vous êtes reconnus en tant que groupe distinct, vos partis et organisations sont autorisés, nos torts à votre égard seront corrigés, mais à une seule condition, que vous vous soumettiez au projet d'une Turquie dominante définie comme

turque et musulmane. Le refus des Arméniens avait constitué l'une des causes du génocide de 1915. Les Kurdes ne courent pas le même risque aujourd'hui, mais ils ne pouvaient accepter ce marché, leur projet consistant à refonder la Turquie sur des bases égalitaires. C'est pourquoi le régime d'Ankara est entré dans un nouveau cycle de répression contre les Kurdes en Turquie. Et en Syrie, on l'a vu lors de la bataille de la ville kurde de Kobané en 2014, il a clairement pris le parti des agresseurs de l'organisation Etat islamique contre les habitants.

**A-t-on des preuves de la complicité turque avec l'Etat islamique?**

Il existe des preuves innombrables sinon de complicité, tout au moins de complaisance. La presse a publié des vidéos de voitures piégées par Daech sur le territoire turc et traversant la frontière pour aller exploser parmi les Kurdes de Kobané, des photos de dirigeants de l'EI soignés dans les hôpitaux turcs, des enregistrements faits par les services turcs de conversations entre les passeurs et les combattants de l'EI, etc. Après l'attentat d'octobre 2015 qui a fait 102 morts dans un rassemblement de Kurdes à Ankara, le Premier ministre a déclaré que son gouvernement possédait la liste complète des militants de Daech, mais que, la Turquie étant un Etat de droit, il ne pouvait intervenir contre eux tant qu'ils n'étaient pas passés à l'acte. Au même moment, des centaines de personnes étaient arrêtées pour une simple insulte au président...

**Où en sont les grands projets civilisateurs d'Erdogan?**

Ils sont suspendus pour l'instant, en attendant que la « menace » kurde en Syrie soit matée. L'armée turque occupe déjà une enclave qui coupe en deux le territoire kurde et veut d'abord chasser les Kurdes de l'ouest de l'Euphrate avant de s'en prendre aux régions plus importantes à l'est du fleuve. En ce moment, elle mène une offensive difficile contre Al-Bab, ville principale de l'enclave. Or Daech, qui occupe cette grosse agglomération arabe de 80 000 habitants, est solidement installé. Ankara, qui ne dispose comme alliés locaux que de 2 500 combattants islamistes médiocres, a déjà enregistré de lourdes pertes. Sans compter l'exportation du conflit sur le territoire turc sous forme d'attentats, dont on peut craindre qu'ils ne se multiplient au fur et à mesure du durcissement des affrontements à Al-Bab.

**Que sait-on de la présence de Daech en Turquie?**

On la connaît assez mal. Il y a deux ans, selon les services turcs, de 1000 à 3 000 combattants de l'EI se trouvaient sur le sol turc, avec des concentrations importantes à Gaziantep et Urfa, près de la frontière syrienne, et des relais à Istanbul et à Ankara. Ils peuvent malheureusement passer à l'action, en visant par exemple des cibles touristiques. L'attentat de la discothèque à Istanbul montre également que l'EI est capable de s'organiser au sein des diasporas d'Asie centrale. La connaissance que les services avaient de ces milieux risque de ne plus être pertinente à la suite de la répression post-coup d'Etat qui continue de frapper toutes les institutions...

**Que penser de l'assassinat de l'ambassadeur de Russie par un policier turc?**

C'est extrêmement inquiétant. Les organes de sécurité et les forces paramilitaires auxquels le régime fait de plus en plus appel sont eux-mêmes radicalisés, et surtout tendent à s'autonomiser. La rhétorique anti-occidentale du régime y contribue grandement : quand l'Etat fait campagne contre la « fête païenne » de Noël, on ne peut s'étonner de voir, comme ce fut le cas il y a un mois, des voitures de la municipalité d'Istanbul participer ouvertement à une manifestation réclamant le retour du califat... Des analystes réputés tels que Cengiz Candar ou Fehim Tastekin avaient mis en garde contre un risque de « pakistanisation » : ce pays, qui avait soutenu les talibans, avait perdu le contrôle d'une partie de son territoire. Quand on joue avec les talibans, on se « talibanise »... ■



International New York Times TUESDAY, JANUARY 10, 2017

# Russian airstrikes draw Turkey closer as both shun U.S.

WASHINGTON

BY MICHAEL R. GORDON  
AND ERIC SCHMITT

Russian warplanes have carried out airstrikes to support Turkey's offensive in northern Syria against the Islamic State, an important evolution in a budding Russian-Turkish partnership. The deepening ties threaten to marginalize the United States in the struggle to shape Syria's ultimate fate.

The air missions, which took place for about a week near the strategically important town of Al Bab, represent the Kremlin's first use of its military might to help the Turks in their fight against the militant group. The Russians seized an opening to try to build a military relationship with Turkey, a NATO member, as the United States has sought to keep the emphasis on taking Raqqa, the Islamic State's self-declared capital.

The Russian bombing is a remarkable turnabout from November 2015, when a Turkish F-16 fighter jet shot down a Russian Su-24 attack plane that had violated Turkey's airspace.

Russia and Turkey had already been involved in a joint effort to establish a cease-fire in Syria — one that does not involve the United States. At the same time, ties between the United States and Turkey have come under growing strain as the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, has become increasingly alarmed about the Kurdish forces known as the Y.P.G. The United States has aligned itself with those forces to combat the Islamic State in Syria.

Some analysts say Russia appears to have arrived at an accommodation in which the Turks are moving to establish a security zone in northern Syria to preclude Syrian Kurds from setting up an autonomous region. In return, the Turks appear to be backing off their efforts to unseat President Bashar al-Assad of Syria, who, with Russian help, is strengthening his hold on the country's major cities to the south.

"The Russian-Turkish rapprochement is largely tactical," said James F. Jeffrey, a former United States ambassador to Turkey. "Russia can live for now with a Turkish enclave in northern Syria if it does not threaten the Assad regime. And it allows Russia to exploit the U.S. shift to Turkey's rival, the Y.P.G., by providing air support to the Turks against the Islamic State, which the U.S. inexplicably is not providing."

President-elect Donald J. Trump has



OZAN KOSE/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

The ties between President Recep Tayyip Erdogan of Turkey and President Vladimir V. Putin of Russia could sideline the United States in the fight to shape Syria's fate.

spoken positively, though in vague terms, about the possibility of cooperating with Russia in the fight against the

Islamic State, also known as ISIS or ISIL. But the Obama administration's efforts to forge a common political and military strategy with the Kremlin on Syria collapsed after Russia supported Syrian forces and Iranian-backed fight-

ers with its air power in the brutal retaking of Aleppo.

Turkey began the operation at Al Bab, east of Aleppo, without coordinating with the United States and without the benefit of American airstrikes. "This is something that they've decided to do independently," Col. John Dorrian, the spokesman for the American-led operation against the Islamic State, said in November.

Turkey appeared to have assumed that it would make short work of the Islamic State fighters there. But the fighting has been stiff. In late November, the Turkish military's problems were compounded when three of its soldiers were killed in what Turkish forces said was a Syrian airstrike. Mr. Erdogan later spoke by phone with Vladimir V. Putin, the Russian president, who assured him that Russia had not been involved in the air attack, according to Turkish news reports. The improving ties between the two autocratic leaders opened the door to greater cooperation.

The Turkish military spoke publicly about the Russian role in a Jan. 2 state-

ment that noted that Russian warplanes had struck targets the previous day about five miles south of Al Bab. American officials, who asked not to be identified because they were discussing intelligence, said that Russian airstrikes in the Al Bab area began at the end of December, and that Russian aircraft were flying near Al Bab as recently as Friday.

The effectiveness of the Russian air operations, which have mainly involved dropping "dumb," or unguided, bombs, is unclear. As Turkey's casualties have mounted in the Al Bab operation, Turkish officials have complained about the lack of American air support and have even made veiled threats that Turkey might suspend allied combat flights against the Islamic State in Iraq and Syria from its major base at Incirlik, which would be a major blow to the American-led air campaign.

American officials suggested that the holdup in carrying out allied airstrikes in recent weeks was related to a Turkish decision to ban the Americans from flying drones in and around Al Bab to help identify targets, as well as bad weather. The Turkish military said that measure was needed to ensure that no potentially hostile aircraft flew over its troops, but it has hampered the United States' ability to carry out airstrikes without endangering civilians. ●



14 Janvier 2017



# Russia Acting as Guarantor of Syrian-Kurdish Talks on Federalization

<https://sputniknews.com> 14.01.2017

Russia is holding negotiations with influential Kurdish politicians in Syria and is acting as guarantor of their talks with the Syrian government on federalization. Kurdish politician Ferid Sedun has revealed to Sputnik some details of the ongoing negotiation process at Russia's Hmeymim Air Base in Syria.

At the end of December, Russia invited 24 Syrian Kurdish parties, including representatives of the Kurdish Democratic Union Party (PYD) and the Kurdish National Council (ENKS), for talks at its Hmeymim air base in Syria's Latakia to discuss the upcoming peace talks in Kazakhstan.

Nowadays, it is holding negotiations with influential Kurdish politicians and is acting as guarantor of their talks with the Syrian government on federalization, Kurdish politician Ferid Sedun told Sputnik Turkiye.

He said that he has come from the city of Al-Qamishli in northeastern Syria on the border with Turkey to Damascus to discuss a set-up of a federative system on the territories of residence of the Syrian Kurds.

"Several days ago Russian representatives came to Al-Qamishli where we held talks. In continuation of these negotiations they offered to expand the negotiation process and to set up our meeting with the Syrian leadership," Ferid Sedun told Sputnik.

"Russia has also invited us to its Hmeymim air base in Latakia and we have accepted it," he added.

The politician explained that he together with two independent Kurdish politicians have come to Damascus with the aim to gain progress in negotiations with official Damascus on the set-up of a federative system and to pave the way for further talks on the issue

between the representatives of PYD and ENKS with the Syrian officials.

Ferid Sedun said that within two days he is scheduled to travel to Hmeymim base for talks with Russian representatives and then to return to Damascus for talks with the Syrian leadership. The issue on the agenda is the set-up of the federative system of government. However he further specified that it applies not to the whole territory of Syria but only to the territories of residence of the Syrian Kurds.

The Kurdish politician outlined that Russia is acting as guarantor of these talks and is paying much attention to the negotiations.

Delegates take part in a conference where they announced a federal system in Syria's Kurdish-controlled northern regions, in the town of Rmeilan, Hasaka province, Syria

"We have made a decision to come to these negotiations because Russia has voiced its role as guarantor of this negotiation process," he said.

He further explained that Russia has an opportunity to have effect on the Syrian government which is uneager to grant certain rights to the Kurdish people.

"Russia is telling us: voice your suggestions and we will discuss them with the Syrian government. If Damascus offers to grant you autonomy, agree to it. The status of autonomy is a good opportunity in current circumstances," the politician said.

He further added that the solution of the existing problems with the Syrian Kurds will "ease the burden" of the Syrian government, thus Russia is eager to solve the Kurdish problem. ♦



January 16, 2017

## Diyarbakir blast kills four Turkish police

Ari Khalidi Monday, 16 January 2017  
<http://www.kurdistan24.net>

**D**IYARBAKIR, Turkey (Kurdistan24) - A roadside blast in the Kurdish city of Diyarbakir on Monday killed at least four Turkish police officers and wounded two more.

The IED attack around 4:30 PM targeted an armored police vehicle patrolling near the Dicle University campus, just outside the city center, said a Kurdistan24 correspondent in Diyarbakir.

Ambulances and police reinforcements rushed to the scene of the explosion whose casualties were taken to the nearby Medical Faculty of the University, added the reporter.

In a press release on its website, Governorate of

Diyarbakir Province called the blast a terror attack but did not put the blame on any side.

It also said the wounded were in critical condition.

There was no immediate claim of responsibility from any group for the attack at the time of writing this report, though Kurdistan Workers' Party (PKK) was the main suspect according to Turkish news outlets.

PKK and Turkish state forces have been locked in a renewed phase of a decades-long conflict over government repression of Kurdish rights.

Diyarbakir's Sur central district now lying in rubble was the scene of an urban conflict between the two sides in late 2015 into 2016 for more than three months.

Meanwhile, in the city of Sirnak near the border



Ambulances rushed to the scene of the explosion whose casualties were taken to a nearby hospital. (Photo: Kurdistan24)

with the Kurdistan Region, an explosion wounded five people, all civilians.

Two of the injured were a private firm's workers operating an excavator to fix Sirnak's water network which was much damaged during months of fighting between PKK affiliates and Turkish forces.

A tentative ceasefire and peace negotiations held for two years collapsed in July 2015. ■

AP Associated Press

## Kurdish militants claim car bomb attack in Turkey's Izmir

January 12, 2017 ISTANBUL (AP) "

Kurdish militants have claimed responsibility for last week's car bombing attack that killed a policeman and a courthouse employee in western Turkey.

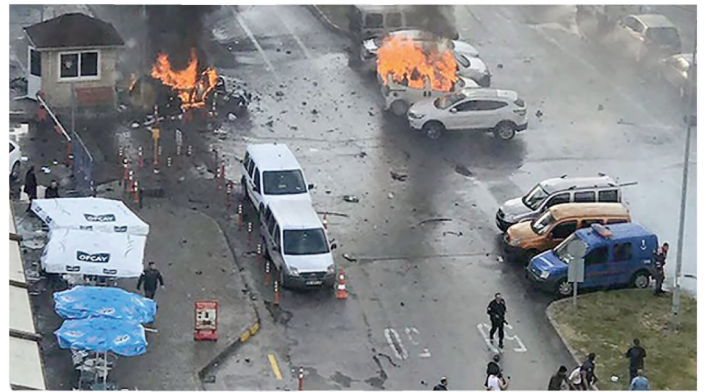
The Kurdistan Freedom Falcons, or TAK, says that two members of its "revenge team" died in the Jan. 5 Izmir attack, according to a news agency close to Kurdish militants.

Firat News Agency, quoting a statement by the group Wednesday, identified the attackers as "comrades" Mustafa Coban and Enes Yildirim, aged 29 and 25 respectively.

TAK threatened "new acts of revenge" against the "fascist" Turkish state, which is fighting Kurdish rebels in the southeast.

The two assailants were shot dead after they detonated an explosives-laden vehicle at a roadblock and engaged in a shootout with police.

Turkish authorities consider TAK to be an extension of the outlawed Kurdistan Workers'



Party, or PKK.

The PKK has waged a decades-long insurgency and is considered a terror organization by Turkey and its allies, including the U.S.

TAK has claimed multiple attacks in the past year, including two bombings that killed 45 people near a soccer stadium in Istanbul last month. ●

INTERNATIONAL BUSINESS TIMES January 17, 2017

## Over 600 Isis militants killed and 236 villages near Raqqa liberated, Kurdish-led SDF says

The Syrian Democratic Forces launched an offensive to liberate the Isis stronghold in November 2016.

By Ananya Roy / January 17, 2017  
<http://www.ibtimes.co.uk>

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said on Monday (16 January) that they have so far liberated more than 200 villages from Islamic State (Isis) rule and killed over 600 militants under their Euphrates Wrath Operation to isolate Raqqa – an IS (Daesh) stronghold in Syria.

The SDF forces launched the initial anti-Isis offensive to free Raqqa in November 2016 and almost a month later, they launched the second phase of the operation on 10 December, 2016.

"During the second phase, our SDF forces were able to liberate 2480 square kilometre, clearing 196 villages and dozens of farms and strategic hills, besides expelling Isis from the historic Jaabar Citadel," the SDF leadership

reportedly said during a press conference. They added that in the past two months, they have liberated a total of 3200sqkm, including 236 villages.

The Kurdish-led force, which recently liberated Manbij, said that they also seized a large amount of ammunition and weapons from Isis, including number of Isis vehicles. "Over 40 car bombs were destroyed before reaching their targets," the SDF said.

Giving an account of their own casualties, the force said that they have so far lost 42 soldiers in the operation, but more than 2500 new fighters have joined them after being "trained and equipped by the SDF in cooperation with the US-led coalition". The SDF leadership also said that 28 Arab tribal leaders in the region "will declare their support" for them in the coming days.

"We have lost 42 of our fighters in this fight

so far, three of them were Western fighters [an American, a Canadian and a British] who had volunteered in the SDF ranks. Also, three fighters from the Syriac Military Council lost their lives, beside other Arab and Kurdish fighters within the Euphrates Warth Operation," the SDF leaders were quoted by ARA News as saying at the conference.

SDF, which is facing threats from the Turkey-backed rebel groups in the fight for Raqqa, called on the people of the Isis stronghold to "join the SDF ranks in order to liberate the entire Raqqa province from Isis terrorists".

Turkey recently threatened to attack SDF personnel stationed in Manbij, which could serve as a strategic position to attack Isis in Raqqa. However, the US-led coalition has clarified that it will target only areas occupied by Isis and not the ones liberated from their rule.◆

Riyadh Daily January 16, 2017

## Iraqi Kurdistan rebuffs Iranian call for closure of Saudi Consulate in Erbil

2017-01-16 <http://sites.alriyadh.com>

The Iraqi Kurdistan government has strongly rejected a call by a high-ranking Iranian military commander to shut down the Saudi Consulate in Erbil, denouncing it as a gross interference in its internal affairs.

The Kurdistan government said in a statement that the presence of foreign consulates and diplomatic missions in the Kurdistan Region was in accordance with the autonomous region's laws.

The Saudi Consulate also operates within these laws and nobody has

the right to demand the closure of any diplomatic mission, the statement said.

The statement noted that that this was not the first time the Iranian commanders have made such remarks. "This is unjustified meddling in the internal affairs of Iraq and the Kurdistan Region," the statement added.

"The Kurdistan Region, while wishing to have friendly relations with its neighbors, regional states and the rest of the world, hopes that Tehran takes a serious note of these irresponsible statements and takes steps against their recurrence," the statement said. ■

# Turquie, la révolution conservatrice

Sous l'impulsion du président Erdogan, les conservateurs étendent leur influence sur une société déstabilisée par les attentats

P. 2-3



À Istanbul, dans le quartier de Sisli, le 23 novembre 2016.  
Monique Jaques/The New York Times-Redux-REA

marque la rupture entre un repaire de la bourgeoisie libérale, sur les hauteurs du quartier de Cihangir, et le vieux quartier populaire et conservateur de Tophane, qui résiste, malgré les tentatives de gentrification de ce lieu central, situé à proximité immédiate de la tour de Galata et de ses touristes.

La rue Bogazkesen est également devenue le miroir d'une polarisation croissante entre deux sociétés qui se regardent en chiens de faïence. Lors des derniers scrutins, les bureaux de vote de Cihangir affichaient un soutien massif pour le Parti républicain du peuple (CHP,

Lors d'une soirée du printemps 2016, un vernissage a été interrompu de force par une vingtaine de jeunes hommes du quartier, outrés de voir et d'entendre les invités consommer de l'alcool sur les trottoirs devant la galerie. En juin dernier, au moment du Ramadan, le même scénario s'est reproduit chez un discaire, qui avait organisé une soirée avec quelques bouteilles pour le lancement du dernier album du groupe rock Radiohead. Le petit groupe d'invités a été insulté

**Le petit groupe d'invités a été insulté et frappé par une bande de jeunes à cause de la présence d'alcool, avant d'être expulsé manu militari.**



kémaliste); les électeurs de Tophane ont, eux, voté dans une majorité écrasante pour le Parti de la justice et du développement (AKP), de l'ancien premier ministre et président actuel, Recep Tayyip Erdogan.

« Tophane est comme un vieil arbre dont on peut lire l'histoire en comptant les cercles de son tronc, explique İlhan Ekmekçioglu, un ancien libraire qui vit depuis toujours dans le quartier. C'était un quartier grec et arménien, mais après les pogroms et les vagues de départs des minorités au début du XX<sup>e</sup> siècle, les travailleurs venus d'Anatolie s'y sont installés. Ils sont venus de toutes les régions du pays mais s'agissant d'une immigration ancienne, le quartier s'est depuis homogénéisé. »

Depuis quelques années cependant, des petits cafés et quelques galeries d'art y ont vu le jour, attirés par la localisation centrale et les prix doux des espaces locatifs. Un début de transformation qui n'a pas été du goût de tous.

« Il y avait une forte résistance quand je suis arrivé », reconnaît İbrahim, propriétaire d'une petite galerie ouverte en 2012, qui a fermé ses portes depuis. « Il y a eu une crainte de voir le quartier se transformer, et peut-être aussi de voir les prix des loyers flamber. Mais je pense que l'incompréhension était réciproque. Certains se sont installés ici à la hussarde et sans se soucier de la communauté du voisinage. Je ne dis pas que c'était facile à faire, mais c'est ce qui aurait dû être fait. »

et frappé par une bande de jeunes à cause de la présence d'alcool, avant d'être expulsé manu militari.

Plus encore que les attentats précédents, le massacre de la discothèque Reina, qui a fait 39 morts le 1<sup>er</sup> janvier dernier à Istanbul, a été vécu comme une attaque contre le mode de vie à l'occidentale. D'autant que l'événement a eu lieu après des semaines d'une véritable campagne menée contre les célébrations du Nouvel An et contre les symboles de Noël ●●● ●●● – souvent utilisés en Turquie pour marquer la fin de l'année – par une partie de la presse conservatrice et les autorités religieuses. Le dernier prêche de décembre, rédigé comme tous les vendredis par la présidence des affaires religieuses (Diyânêt) et transmis aux 80 000 imams du pays, avait été virulent. Face au malaise et à l'ambiance lourde, le président Recep Tayyip Erdogan a même cru nécessaire de préciser, lors de son premier discours suivant l'attentat, que « chacun en Turquie est libre de vivre comme il l'entend ».

Le quartier de Cihangir s'est, à l'inverse, totalement gentrifié au cours de la dernière décennie, pour devenir le fief « bobo » de la métropole turque, à quelques pas de la place Taksim. C'est notamment dans les petites rues de ce quartier que les manifestants tentaient de fuir les gaz lacrymogènes des policiers en juin 2013 lors des événements de Gezi, le plus important mouvement de contestation du pouvoir turc depuis l'arrivée aux affaires du gouvernement de l'AKP en 2002. ●●●

Istanbul  
De notre correspondant

Dans la partie européenne d'Istanbul, derrière le vieux lycée francophone de Galatasaray, une petite rue, Bogazkesen, descend abruptement. C'est, étymologiquement, la « rue qui coupe le Bosphore » : elle est perpendiculaire au détroit qui sépare les deux rives d'Istanbul. C'est aussi une rue-frontière, qui

**Les arrestations de journalistes et les fermetures de journaux se sont aussi multipliées. Reporters sans frontières (RSF) a ainsi placé la Turquie au 151<sup>e</sup> rang de son classement mondial de la liberté de la presse dressé en 2016. Le procès de son représentant dans le pays, Erol Önderoğlu, arrêté en juin, et de deux autres militants, accusés de « propagande terroriste », a été reporté au 21 mars.**

**Début novembre, onze députés du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), le troisième parti au Parlement, ont été arrêtés.**

## repères

**Plus de 41 000 personnes arrêtées**

**Depuis le coup d'État manqué, plus de 41 000 personnes ont été arrêtées et plus de 100 000 ont été limogées ou suspendues, notamment des professeurs, des policiers et des magistrats.**

**Plus de 80 associations accusées d'« activités portant atteinte à la sûreté de l'État » ont par ailleurs été fermées. Parmi elles, huit clubs de sport sont concernés, principalement situés dans le sud-est à majorité kurde du pays.**

•••

« C'est de plus en plus difficile de tenir, explique Erdoğan, patron d'un restaurant-bar connu du quartier. Depuis l'attentat à Sultanahmet (en janvier 2016, NDLR), le tourisme est en berne. Après la tentative de putsch en juillet, et après l'attentat du stade de Besiktas, en décembre, les Turcs sortent moins... et c'est

encore plus vrai après l'attaque du Reina. Les gens préfèrent faire des soirées entre eux. Si vous ajoutez à cela les politiques anti-alcool du gouvernement, dans quelques années, ce quartier ne sera plus que l'ombre de lui-même ». Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les prix des boissons alcooliques ont en effet augmenté

de près de 200 %, tandis que l'octroi des permis de vente d'alcool est plus sévèrement réglementé.

Emin, un jeune architecte de 30 ans, a acheté un appartement dans le quartier il y a deux ans mais songe quand même à quitter le pays. « Au lendemain de la tentative de coup d'État, les supporters d'Erdoğan sont venus de Tophane pour aller célébrer l'échec du putsch sur la place Taksim. Nous étions en terrasse, ils sont passés en voiture, en klaxonnant, ils nous regardaient en brandissant des drapeaux turcs. Je suis contre le coup d'État, mais pour moi, ce n'était pas joyeux : je suis homosexuel, je bois de l'alcool, j'avais l'impression qu'ils nous disaient : "les prochains, ce sera vous." »

Comme en écho, à 500 mètres de là, quelques jeunes Turcs discutent, attablés devant le vendeur de thé, face au parc de Tophane. « Nous sommes bien sûr allés sur la place Taksim, explique l'un d'eux, Mustafa Karaoglan. Quand Erdoğan était maire d'Istanbul (dans les années 1990), il a nettoyé cette ville, branché l'eau courante partout,

**« Ce pays est musulman à 100 %, et que ce soit à Cihangir ou ailleurs, on demande de respecter ça ».**

construit des routes. Il est en train de faire la même chose à l'échelle du pays. Ce pays est musulman à 100 %, et que ce soit à Cihangir ou ailleurs, on demande de respecter ça. »

Devant le parc se dresse un énorme chantier. D'ici à quelques années, l'un des grands projets urbains voulus par Recep Tayyip Erdoğan devrait sortir de terre : Galataport, un complexe commercial de luxe destiné aux bateaux de croisière géants qui peuvent mouiller à quelques centaines de mètres de là, sur le Bosphore. Ironie de l'histoire : le quartier de Tophane pourrait bien être, lui aussi, menacé par les ambitions du gouvernement turc. Alexandre Billette



**Dans une rue d'Istanbul, une affiche du président Erdoğan dont la « stratégie consiste à se présenter comme le seul capable de sauver le pays face aux agressions », observe Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut pour les relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste de la Turquie. Arnaud Andrieu/SIPA**

## Un président turc populaire et fragile

— Six mois après la tentative de putsch, Recep Tayyip Erdoğan jouit d'une image d'homme fort.

— Mais ses alliances dans le dossier syrien, les purges et les limogeages le fragilisent.

Robuste avant la tentative de putsch, la popularité de Recep Tayyip Erdoğan n'a pas décliné après la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Bombardements du parlement, foules dans les rues d'Istanbul et d'Ankara, un bilan de près de 270 morts et 2 000 blessés... : l'histoire, d'une rare violence, a tout à la fois marqué les mémoires et servi le statut du président.

Deux tiers des Turcs approuvent l'action de Recep Tayyip Erdoğan, indiquait un sondage réalisé par l'institut MetroPOLL deux semaines après le putsch avorté. La popularité du chef de l'État dépasse alors les 50 % pour la première fois depuis son élection, en août 2014. Il profite d'un élan national né en réaction à l'adversité, conséquence classique en pareille situation.

Six mois plus tard, alors que parmi les multiples attentats survenus en Turquie, celui qui a fait 39 morts dans une boîte de nuit à Istanbul, le 1<sup>er</sup> janvier, laisse la population en état de choc, les ingrédients favorables à la popularité du président continuent d'être réunis. « Sa stratégie consiste à se présenter comme le seul capable de sauver le pays face aux agressions, explique Didier Billion, directeur adjoint de

**« C'est une stratégie de la tension, qui entraîne une fuite en avant perpétuelle. »**

l'Institut pour les relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste de la Turquie. Multipliant les interventions médiatiques, il passe pour l'homme de la situation. » Reposant sur la nécessité d'une menace, une telle méthode contient pourtant ses propres limites. « C'est une stratégie de la tension, qui entraîne une fuite en avant perpétuelle », poursuit Didier Billion.

Pour l'heure, le terrorisme conforte l'argumentaire en vue de la révision constitutionnelle, discutée depuis lundi au Parlement et censée entériner le transfert des pouvoirs du premier ministre au président. « Il n'y aura pas de premier ministre (...), a indiqué Binali Yildirim, qui occupe actuellement la fonction. Deux capitaines coulent le bateau. Il ne doit y avoir qu'un capitaine. »

Devant faire l'objet d'un référendum au printemps, la réforme doit être approuvée par 330 des 550 députés. Le Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdoğan et la formation de droite nationaliste MHP, qui soutient le texte, disposent à eux deux de 355 sièges.

L'unanimité affichée par l'AKP masque toutefois des nuances. « Le projet de révision constitutionnelle est antérieur au 15 juillet, mais on en ignorait les détails, indique Dorothee Schmid, responsable du programme Moyen-Orient et Turquie à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Or, il s'agit d'inscrire dans la Constitution un ver-

rouillage total du pouvoir, qui peut inquiéter, y compris dans la communauté pro-Erdoğan. »

De telles critiques s'expriment en sourdine, les arrestations et les limogeages, qui se sont multipliés après le 15 juillet au sein de l'éducation, de la police ou de la justice, nourrissant un climat de peur. Ceux-ci contribuent également à une fragilisation de l'État ; sur le plan sécuritaire, qui alimente aussi les inquiétudes. Autant que le retournement d'alliance sur le conflit syrien, Ankara, jusqu'alors du côté des groupes rebelles, s'étant réconcilié avec Moscou, principal soutien de Bachar Al Assad, après des mois de brouille.

La Turquie a payé ce rapprochement au prix fort le 19 décembre, lorsqu'un policier a assassiné par balles l'ambassadeur de Russie lors d'une exposition à Ankara, au nom de la défense des habitants d'Alep, alors cibles d'une violente offensive du régime de Damas et de ses alliés. Pour Dorothee Schmid, « on risque de voir émerger des franges radicales de l'islamisme qui résident au sein même de l'État ». Marianne Meunier

# La Turquie dans le piège de la crise syrienne

Samim Akgönül / 10 janvier 2017  
<http://orientxxi.info>

**Depuis une dizaine d'années, la politique régionale de la Turquie se caractérise par ses revirements et ses changements de cap. Désormais, Ankara est empêtrée dans la crise syrienne, prise en tenailles entre la revendication kurde et les attentats de l'organisation de l'État islamique.**

Le 19 décembre 2016, à la veille de l'ouverture du sommet Turquie-Russie-Iran au sujet de la Syrie, un policier turc abattait l'ambassadeur de la Russie Andreï Karlov à Ankara. Le corps criblé de neuf balles du diplomate allongé à ses pieds, l'assassin hurlait face à la caméra des slogans djihadistes et nationalistes en arabe (avec un mauvais accent) et en turc à propos d'Alep. Cet assassinat jouera sans doute un rôle important dans les recompositions conjoncturelles d'alliances, tandis que la réunion tripartite confirmait la Russie comme acteur principal au Proche-Orient, imposant sa volonté aux autres prétendants au rôle de leader régional. L'Iran est apparu pour sa part comme la puissance chiite stable qui défend également ses intérêts, notamment avec sa politique lente et souterraine de soutien aux alaouites. La Turquie en revanche a dû changer de politique étrangère, bien malgré elle et pour la énième fois, empêtrée dans le borbier du Proche-Orient qu'elle connaît décidément très mal.

Jamais la politique étrangère turque n'était passée par une période si incertaine et si dangereuse. Dangereuse pour la Turquie et sa population, tétanisée — telle un lapin face aux phares d'une voiture sur le point de l'écraser —, sous les projecteurs constants de l'ensemble des médias, qui sont aux ordres. Mais dangereuse aussi pour la région, voire pour l'Europe entière. Cette situation est certainement due au chaos qui règne dans le Proche-Orient, mais également à une inconsistance pathologique dans la politique interne et externe d'Ankara. Ce n'est pas tant que la Turquie a fait les mauvais choix et pris de mauvaises décisions — chose courante en politique étrangère —, c'est plutôt qu'elle n'a pas fait de choix clair, donnant l'image d'un État en faillite auquel ni ses partenaires historiques ni ses alliés conjoncturels ne peuvent faire confiance.

Dans sa volonté de se défaire de ses anciens partenaires occidentaux, la diplomatie d'Ankara multiplie les gestes vers les pays du Golfe, notamment vers le Qatar, pour renforcer sa situation militaire dans le Proche-Orient et également attirer les investissements arabes, afin de remplacer les capitaux occidentaux dont les détenteurs se retirent de peur d'une instabilité politique, de la violence ethnique et religieuse, voire de l'absence de garantie sur les biens mobiliers et immobiliers. En décembre 2014 et en décembre 2015, les deux pays ont signé un accord militaire permettant l'installation d'une base militaire turque au Qatar. Depuis les « printemps arabes », ils semblent unis dans leur volonté d'imposer leurs politiques, le premier à travers son armée et son discours sunnite et le second à travers ses pétrodollars et son interventionnisme.

Retournons un peu en arrière pour y voir un peu plus clair. En

1998, avant l'arrivée du Parti de la justice et du développement (AKP) au gouvernement et le décès de Hafez Al-Assad, les relations turco-syriennes s'étaient réchauffées après l'expulsion par Damas du leader historique des Kurdes de Turquie, Abdullah Öcalan. Arrivé au pouvoir en 2002, l'AKP a mené une politique volontariste et novatrice au Proche-Orient, surtout sous l'impulsion d'Ahmet Davutoğlu, d'abord conseiller spécial pour la politique étrangère du premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, et ensuite son ministre des affaires étrangères à partir de 2009 (et premier ministre éphémère entre 2014 et 2016). Non seulement les visas ont été supprimés entre les deux pays avec deux accords commerciaux multiples, mais Erdoğan a en outre noué des relations privées chaleureuses avec Bachar Al-Assad et sa famille, jusqu'à passer des vacances avec eux.

## LES ILLUSIONS PERDUES

C'est à partir de 2011 qu'Ankara opère un virage stratégique à 180 ° et commence à propager un discours identitaire contre le régime Assad en Syrie. En effet, les « printemps arabes » l'ont incité à rêver. L'idée semblait en effet alléchante aux islamistes turcs : instauration dans l'ensemble du Proche-Orient de gouvernements dirigés par les Frères musulmans dont le leader régional, voire mondial, allait être Erdoğan lui-même. Une sorte de califat politico-religieux dont l'utopie n'était envisageable qu'à condition d'ignorer totalement les dynamiques internes et externes de la région. Ce rêve est tombé très rapidement dans les eaux troubles de la Méditerranée orientale. En Tunisie, Ennahda a été chassé par les urnes. La Libye est devenue l'arrière-cour de l'organisation de l'État islamique (OEI). Et en Égypte, le coup d'État militaire a ruiné les rêves d'Erdoğan en chassant le président Mohammed Morsi.

Ne restait que la Syrie, dominée par les baasistes appartenant à la minorité religieuse alaouite, et où un discours identitaire sunnite pouvait être entendu. Ainsi, ignorant totalement les intérêts des autres puissances régionales tels l'Iran et la Russie, Ankara s'est jetée dans le borbier, soutenant d'abord l'opposition syrienne et ensuite, pendant un temps, l'OEI et ce, directement ou indirectement, profitant au passage d'alléchantes livraisons de pétrole non raffiné provenant des puits contrôlés par les djihadistes<sup>1</sup>.

## LES RAISONS DE L'INTERVENTION RUSSE EN SYRIE

Parallèlement, à partir de 2011 mais surtout à partir de la tentative de coup d'État de juillet 2016, le régime sombrait de plus en plus dans une spirale de violence et d'autoritarisme, s'éloignant substantiellement de l'Union européenne et à la recherche de nouvelles alliances en Orient. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)<sup>2</sup> dominée par la Russie et la Chine était vue comme une alternative. Justement, cette même Russie a rempli le vide laissé par la diplomatie américaine et européenne en Syrie, pour deux raisons principales, l'une conjoncturelle et l'autre structurelle.

L'intervention russe en Syrie répond d'abord à des préoccupations immédiates. L'OEI recrute largement parmi les combattants tchétchènes<sup>3</sup> et pour Moscou, il s'agit d'une occasion rêvée de les exterminer « légitimement » sans craindre la réaction de l'Occident. Plusieurs avions russes de chasse ont bombardé d'anciens villages turkmènes du nord de la Syrie, vidés de leurs habitants et devenus des fiefs tchétchènes. L'un des →

→ ces avions, un Sukhoi Su-24M, a été abattu par deux F-16 de l'Armée de l'air turque le 24 novembre 2015, au prétexte de la violation de l'espace aérien turc. Cet incident a tendu considérablement les relations russo-turques, faisant brusquement comprendre à l'administration turque totalement dépourvue de perspective concernant la région qu'il fallait désormais compter avec Moscou dans la question syrienne.

L'activisme russe au Proche-Orient ne peut toutefois être réduit à la volonté d'exterminer les militants tchétchènes ayant rejoint les djihadistes. Moscou ne possède qu'une base militaire ouverte vers la Méditerranée ; elle se trouve à Tartous en Syrie, à 100 kilomètres à l'ouest de Homs. Une chute du régime baasiste, du moins la perte de son contrôle sur la zone côtière, n'est pas acceptable aux yeux du Kremlin.

## ERREMENTS DIPLOMATIQUES

C'est ainsi qu'Ankara s'est retrouvé piégé par sa trop grande gourmandise en Syrie : vouloir d'un côté la chute du régime Assad et de l'autre, empêcher la victoire des Kurdes de la Syrie du nord, tout en faisant obstacle à une victoire totale de l'OEI (sous pression occidentale et russe) est, par définition, irréalisable.

### Il existe actuellement trois forces internes qui émergent en Syrie :

— le régime de Bachar Al-Assad. Après l'avoir considéré comme son meilleur allié pendant près de six ans, Ankara l'a voué aux gémonies pendant quatre ans, le but étant d'aller « prier dans la mosquée des Omeyyades »<sup>4</sup>. En 2016, Ankara s'est résigné à voir le régime baasiste demeurer et a accepté de renouer avec Damas. Comme à son habitude, Erdogan change la prononciation du nom de son ancien allié Assad une fois qu'il est devenu son ennemi. Ainsi, pendant la lune de miel avec Damas, le président — et par conséquent tout son cabinet et toute la presse sous contrôle — l'appelaient « Esad ». Passé à l'ennemi, son nom a été changé en « Essed ». De nos jours il redevient « Esad », signe de son retour en grâce... ;

— l'organisation de l'État islamique : Ankara l'a d'abord soutenu activement et passivement (les militants de l'OEI ont été soignés dans les hôpitaux turcs). Suite aux attentats d'abord non revendiqués commis en Turquie, et à cause de la pression occidentale, la Turquie a dû s'engager contre l'OEI, appelé exclusivement Dayiş par le président et par conséquent tout le pays, ce qui a pour effet de faire passer à la trappe le qualificatif « islamique » ;

— les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) : dans l'échelle des animosités nourries par Ankara, les Kurdes occupent la place la plus élevée. L'accord précaire avec la Russie consiste justement à accepter la légitimité du régime Assad en échange de l'attaque des Kurdes pour empêcher coûte que coûte l'instauration d'une région autonome au nord de la Syrie. Le Parti de l'union démocratique (PYD) est considéré comme proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avec lequel la guerre a repris de plus belle après cinq ans de négociations et après la victoire du parti prokurde Parti démocratique des peuples (HDP)<sup>5</sup> aux élections de juin 2015. Erdogan, d'une manière incompréhensible, prononce la moitié de l'acronyme YPG en turc et l'autre en anglais : « Yé (turc)-Pi-Dji (anglais) », peut-être pour souligner le support américain.

## MULTIPLICATION DES ATTENTATS

Ankara semble être pris dans un piège inextricable tant en Syrie qu'à l'intérieur à cause d'une inconsistance rarement vue dans les choix politiques. Depuis juin 2015, où les élections ont causé l'effritement du pouvoir de l'AKP (et, par conséquent, ont été annulées) il y a eu au total 34 attentats, causant près de 600 morts

dont plus de 400 civils. Ces attentats sont tantôt attribués au PKK, tantôt aux Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK)<sup>6</sup>, tantôt à l'OEI ou à l'organisation guléniste, ancienne alliée principale de l'AKP jusqu'en 2013. Ainsi, l'assassinat de l'ambassadeur russe Andreï Karlov le 19 décembre en plein cœur d'Ankara est mis sur le compte des gulénistes. Toujours est-il que l'assassin abattu sur place (alors qu'il aurait pu être appréhendé vivant selon les observateurs) était un policier titulaire, donc un membre de l'appareil étatique en Turquie. Si, pour l'instant, Moscou et Ankara font profil bas sur cette affaire à cause de la convergence de leurs intérêts en Syrie, il n'y a pas de doute qu'elle aura des conséquences à moyen terme, et que le prix sera encore payé par la population turque, piégée dans les revirements brutaux de la diplomatie de l'AKP et dans un discours identitaire à visée galvanisante, vide de toute rationalité.

1- Ce pétrole non raffiné a été transporté vers la Turquie pendant plus de deux ans par camion. Des photos satellites en font foi, publiées par les autorités russes pour faire pression sur Ankara. En échange, le régime turc semble avoir livré une aide logistique et militaire aux opposants syriens — donc à l'OEI — dont la publication des preuves a valu au quotidien Cumhuriyet des emprisonnements et exils, voire une tentative d'assassinat de son rédacteur en chef Can Dündar, exilé en Allemagne. Par ailleurs, les liens entre le gendre de Recep Tayyip Erdogan, Berat Albayrak, ministre de l'énergie en décembre 2016 et PowerTrans, une société qui achemine le pétrole de l'OEI vers la Turquie, ont été établis par Wikileaks en novembre 2016 dans Berat's Box, inaccessible en Turquie. Pendant longtemps l'OEI n'a pas revendiqué ses attentats en Turquie et le premier ministre de l'époque Davutoglu a qualifié l'organisation terroriste de « quelques jeunes sunnites en colère ».

2 - NDLR. Organisation intergouvernementale régionale asiatique créée en 2001 dont les membres sont la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan (membres fondateurs), rejoints par l'Inde et le Pakistan.

3- Selon le rapport de Soufan Group, l'été 2016 il y aurait eu quelques 30 000 combattants étrangers dans les rangs de l'OEI dont près de 3 000 venus de Russie (et près de 2 500 de Turquie).

4- Autrement dit, l'occupation de Damas par la Turquie, déclaration d'Erdogan en 2012.

5- Le HDP (Halkların Demokratik Partisi) est une coalition dont la locomotive est le mouvement politique kurde, mais il réunit sous sa bannière des démocrates, des libéraux, des écologistes ainsi que la société civile. Le HDP est actuellement constamment criminalisé par le pouvoir et des centaines de ses élus nationaux et locaux dont ses deux coprésidents sont en prison.

6- Teyrêbazên Azadiya Kurdistan. Il s'agit, pour certains, d'une sous-organisation du PKK fondée pour commettre des attentats dans des zones urbaines. D'autres le considèrent au contraire comme un groupe dissident du PKK qui trouve ce dernier trop mou et circonscrit au Kurdistan. D'autres enfin soupçonnent des liens entre le TAK et les services secrets turcs qui l'utiliseraient pour envenimer l'animosité entre Kurdes et Turcs afin de permettre à l'AKP de se maintenir au pouvoir en surfant sur des clichés identitaires.◆

### Samim Akgönül

Historien et politologue, enseignant-chercheur à l'université de Strasbourg (département d'études turques et Institut des relations internationales) et au CNRS. Il travaille plus particulièrement sur l'histoire contemporaine, la politique, les minorités et les migrations turques. Il a publié *The Minority Concept in the Turkish Context, Practices and Perceptions in Turkey, Greece and France*, Leiden, Brill, 2013.

# Turquie : une purge totalitaire typique

//www.est-et-ouest.fr En ligne le 13 janvier 2017

Depuis les purges entreprises, en Turquie, par le pouvoir sous prétexte de riposter à l'étrange tentative de coup d'État du 15 juillet on ne compte plus les épurés dans la fonction publique, la magistrature, l'armée, les grandes entreprises et les médias.

Or, dans ce contexte plusieurs dizaines d'officiers turcs réfugiés à l'Ouest sont contraints de crier leur innocence : "Nous ne sommes pas des terroristes." La question n'est pas de pure théorie. Accusés de terrorisme par le régime Erdogan, qui reste formellement agréé et allié de l'occident, ils risquent aussi d'être déboutés du droit d'asile en Europe.

Or, ils sont capitaines, soulignait Nicolas Gros-Verheyde le 11 janvier sur le site de Bruxelles 2, commandants, lieutenants-colonels, colonels ... parfois de grade inférieur. Tous des officiers (ou sous-officiers) diplômés, formés, expérimentés. Il y a quelques mois, ils servaient avec fierté leur pays, portant l'uniforme turc dans les couloirs et commandements de l'OTAN, au quartier général ou au Shape pour ceux qui se trouvent en Belgique. Depuis le coup d'état en juillet — et surtout depuis la fin septembre — ils sont proscrits, considérés comme des parias, des renégats par leur propre pays et sont passés dans une semi-clandestinité. Après être restés très discrets, ils témoignent aujourd'hui, sous le sceau de l'anonymat.

Bruxelles 2 a rencontré certains d'entre eux, en compagnie d'une équipe de RTL, dans un appartement de la banlieue bruxelloise. Un témoignage capital.

## Une centaine de militaires proscrits en Belgique

La purge contre l'armée a été massive. Rien qu'en Belgique, ils seraient presque une centaine d'officiers ou de sous-officiers à faire l'objet de l'opprobre d'Ankara. Selon des chiffres communiqués par ces officiers, 84 sur les 138 servant dans les structures de l'OTAN en Belgique, au SHAPE à Mons ou au quartier-général à Bruxelles, sont concernés. Ce qu'on leur reproche : ils ne le savent pas précisément, à part d'avoir servi avec fidélité l'idéal de la nation turque. Le 27 septembre, très exactement, tout a basculé. Une liste de plusieurs officiers a été établie et diffusée comportant plus de 200 noms. Ankara demandait aux intéressés de rentrer immédiatement au pays, dans les trois jours, en abandonnant tout. Sans aucune explication. Certains ont hésité...

*"Quand j'ai vu mon nom sur la liste, je ne savais pas pourquoi. Je suis militaire, pas politique. S'il y a des faits qu'on me reproche, ils doivent m'avertir, m'informer des accusations portées contre moi, conformément à nos droits constitutionnels, afin que je puisse me défendre. Ils n'ont rien dit, demandant simplement de revenir en Turquie. Ils nous accusent d'avoir été membres ou de soutenir les mouvements terroristes et du mouvement Gülen, il n'y a pas eu de décision de tribunal en aucun cas."*

## Arrestation et tortures pour les officiers rentrés au pays

Peu après, une autre liste a circulé, avec 46 noms de plus ajoutés. "On ne sait pas pourquoi ces noms ont été rajoutés". Certains ont obtempéré. Mal leur en a pris, aussitôt arrivés à l'aéroport ou, peu après, ils ont été arrêtés, traînés en prison, interrogés avec véhémence. Les mauvais traitements et même la torture ont été utilisés. Les militaires ont reçu plusieurs témoignages concordants. Parfois c'est la femme qui subit "des mauvais traitements ou des tortures". Le tout est enregistré. "La vidéo est montrée au mari" pour le faire craquer. "Certains militaires (entre 4 à 6) seraient morts. En fait, ils sont décédés de la torture infligée en prison". De quoi augmenter les réticences de la première minute.

## Obligés de demander l'asile

Les militaires ont décidé de rester en Belgique et, finalement, de demander l'asile. Une demande à laquelle ils ont dû se résoudre. Ce n'était pas leur premier choix. "On ne voulait pas demander l'asile au début. Mais on nous a conseillé de le faire pour rester en Belgique". Les officiers n'entendent cependant "pas rester longtemps en Belgique". Ils souhaitent "seulement pouvoir vivre en sécurité. Quand notre pays sera sécurisé, nous voulons retourner immédiatement dans notre pays." C'est là qu'ils ont leurs attaches, leur famille, leur avenir. Le gouvernement turc leur a coupé les vivres : les rémunérations, les allocations et même les remboursements de soins. En attendant, ils ont quitté leur appartement de fonction et opter pour un logement moins cher, en se tenant à l'écart de la communauté turque de Bruxelles dont ils craignent les dénonciations car acquise en bonne partie au gouvernement Erdogan. Ils vivent, en partie, grâce à la solidarité des mili-



La représentation turque au quartier-général de l'OTAN : décimée

itaires des autres pays de l'OTAN qui leur procurent une aide matérielle mais surtout un réconfort moral.

## L'infamie d'être considéré comme un terroriste

Pour ces militaires, formés, biberonnés au sein de l'État turc, être tout à coup traités et considérés comme un terroriste est infamant. "Ils nous ont traités de terroristes" répète l'un d'eux, qui n'en revient pas. "Toute ma vie je me suis battu contre le terrorisme. J'ai été félicité pour cela" précise-t-il. "Un jour, vous êtes terroristes. Mais, si le lendemain, vous soutenez Erdogan, vous devenez un héros."

## Tous formés à l'occidentale

Chacun s'interroge sur les raisons d'une purge aussi large qui touche un des piliers de l'État turc, garante d'une certaine façon de la modernité et de la démocratie. "On s'est rencontrés parfois pour la première fois, on a cherché le point commun. On s'est aperçu qu'on a tous une formation occidentale", souvent aux États-Unis ou dans le collège de défense de l'OTAN à Rome. "Nous sommes aussi des séculiers" des laïcs. Ce qui va à l'inverse de l'orientation religieuse donnée par Erdogan au pouvoir turc. "On ne partage pas la vision d'Erdogan. On ne l'a jamais rendu public. Nous sommes des militaires. On garde cela très discret."

## Un tournant dans l'ancrage turc euro-atlantique ?

Pour ces officiers, derrière ces purges, il y a en fait une autre réalité : la volonté de changement géostratégique de la Turquie : la vision d'Erdogan pour la Turquie est "d'opérer un tournant", de détacher la Turquie "de l'Ouest, de l'OTAN et de l'Europe, des États-Unis pour la faire évoluer vers l'Est, vers une alliance avec la Russie, vers l'organisation de Shanghai Five – montée autour de la Russie et de la Chine avec les ex-républiques d'URSS d'Asie centrale – plutôt que vers l'OTAN" soulignent-ils. Ces officiers en sont convaincus, ils ne sont qu'une petite partie de l'iceberg. "Les forces armées sont une force importante pour la république turque. Si vous changez, cela vous changez l'âme de la république turque."

## Une bonne majorité de l'effectif turc à l'OTAN victime de la purge

Les militaires établis à l'étranger sont une cible de choix, en général les officiers supérieurs. Dans tous les pays où se trouvent des bases de l'OTAN : aux Pays-Bas (à Brunssum), en Italie (à Naples), aux États-Unis (à Norfolk), on retrouve un scénario identique.

Selon un bilan détaillé établi par nos interlocuteurs, 232 des 400 officiers ou sous-officiers turcs présents dans une structure de l'OTAN ont été victimes de la purge, soit près de deux tiers de l'effectif.

## Près de deux-tiers des effectifs déployés dans l'OTAN concernés

Parmi les 232 officiers ou sous-officiers figurant sur la "liste noire" victimes de la purge, la majorité se trouve en Belgique (84) et en Allemagne (45). Les autres se trouvent dans tous les pays de l'Alliance à commencer par les États-Unis (28) et l'Italie (28), les Pays-Bas (17) et le Royaume-Uni (17), enfin l'Espagne (10), la Norvège (4) et l'Autriche (3). À ceux-là, il faut ajouter 165 attachés ou assistants militaires présents dans les différentes ambassades et structures militaires (sur les 264 en poste) qui ont été priés de rentrer au pays. Soit au total, près de 400 militaires sur les 664 en poste à l'étranger... Deux tiers de l'effectif. Ce n'est pas un écrémage, c'est une vraie liquidation d'un certain capital d'expérience.





# Obama's Syria options: Arm Kurds or let Trump decide

WASHINGTON

BY MICHAEL R. GORDON  
AND ERIC SCHMITT

With just days left as commander in chief, President Obama is confronting a wrenching decision on whether to move ahead with plans to arm Syrian Kurdish fighters battling the Islamic State in order to launch the long-awaited assault to retake Raqqa, the terrorist group's de facto capital.

The choice before Mr. Obama is a stark one.

One option would be forging a closer military alliance with the Syrian Kurds to maintain the momentum in the fight against the Islamic State, even though Turkey has denounced the Kurdish fighters as terrorists.

The other would be for Mr. Obama to leave the decision to the incoming Trump administration. Such a move could delay the Raqqa operation for many months and would mean that Mr. Obama would leave office without a clear path forward for seizing the most important Islamic State stronghold and its base for plotting terrorist operations against the West.

Mr. Obama convened a meeting on Tuesday of the National Security Council, which discussed the question, one of the most momentous of the United States' campaign against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

The White House declined to disclose what decision Mr. Obama had reached, but some administration officials believe it is unlikely that he will resolve the contentious issue in the waning moments of his presidency.

That such a pivotal decision has been left to Mr. Obama's final weeks in office reflects the complexity of the debate about working with the Y.P.G., as the Syrian Kurdish militia is known, as well as the caution the president has displayed about sending American forces to fight in the region.

Mr. Obama has vowed to deal the Islamic State crippling blows in Mosul, Iraq, and Raqqa before he steps down on Friday. Allied airstrikes have increased in and around Raqqa in recent weeks as thousands of Syrian Kurdish and Syrian Arab fighters encircle the city, isolating it from the resupply of arms, fighters and fuel. Last month, Mr. Obama ordered 200 more American Special Operations forces to Syria to help these local fighters advancing on Raqqa, nearly doubling the number of American troops on the ground there.



DELIL SOULEIMAN/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

**American Special Operations troops in Raqqa, Syria, in May. If President Obama provides heavy weapons to Kurdish fighters in Syria to retake the city, he could rile Turkey.**

But the American military believes that Raqqa cannot be seized unless the Y.P.G. is equipped for urban warfare. It is unclear what level of support President-elect Donald J. Trump will maintain for opposition groups in Syria combating the Islamic State, especially those groups that are bitterly opposed by the Turks.

Defense Secretary Ashton B. Carter stressed Raqqa's importance during a visit to Fort Campbell, Ky., in January 2016. "The ISIL parent tumor has two centers: Raqqa in Syria and Mosul in Iraq," Mr. Carter said. "That's why our campaign plan's got big arrows pointing at both Mosul and Raqqa."

American officials requested anonymity in order to describe the administration's internal deliberations.

About 250,000 civilians are in Raqqa, and the Islamic State has fortified the city with trenches and mines and would defend it with suicide bombers. Because the Obama administration has ruled out the use of American combat troops, the United States has to rely on mobilizing local Arab forces to join battle-hardened Syrian Kurdish fighters.

"Raqqa is very difficult because unlike Iraq, we're not working with a government," Brett McGurk, the American envoy to the coalition that is fighting the Islamic State, said at a seminar last week. "We're not working with an army. We have to work with local actors and organize them into a military force."

American military officials say it is urgent to retake Raqqa because it is the capital of the Islamic State's caliphate, a sanctuary for many of its top leaders and the hub for the extremist group's

plots against the West.

The Pentagon has been urging Mr. Obama to equip the Syrian Kurds, whom American commanders view as their most effective ground partner, with armored vehicles, rocket-propelled-grenade launchers, machine guns and other heavy equipment so that the American-supported Raqqa attack can begin in February.

The weaponry is needed, American military officials say, because the Iraqi push to capture Mosul has demonstrated that retaking a city occupied by Islamic State fighters, who are able to deploy suicide car bombs, is a difficult and bloody operation.

To buttress the Raqqa mission, the Pentagon is also urging that the White House authorize the use of United States Army Apache attack helicopters, which are equipped with Hellfire missiles. Apaches are supporting Iraqi troops in the fight for Mosul.

But arming the Kurds would also aggravate Mr. Obama's tense relations with Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, who has contended that the Y.P.G. is linked to the Kurdistan Workers' Party, which Turkey and the United States regard as a terrorist group.

The administration has been considering ways to ease Turkey's anxiety, such as making arrangements to monitor the weapons given to the Syrian Kurds for the Raqqa offensive and thus prevent the weapons from being used elsewhere by the Kurds. In addition, Arab forces would occupy Raqqa after the city is taken, and Kurdish fighters would be withdrawn.

The United States also recently began

carrying out airstrikes near Al Bab, a town in northern Syria that Turkey has been struggling to take from the Islamic State.

But American diplomats in Ankara, the Turkish capital, have warned that providing weapons to the Y.P.G. could provoke a Turkish backlash, officials say. Not only might it cause a deep breach in the United States' relations with Mr. Erdogan, but the Turks might take actions against the Y.P.G. in northern Syria that could ultimately undermine the offensive to retake Raqqa.

Anticipating Mr. Obama's decision, the Turks have been quietly increasing the pressure by delaying approval for

American air missions that are flown from the Turkish air base at Incirlik and supplies going in and out of the base. Incirlik has been a major hub for carrying out airstrikes against the Islamic State in Syria and Iraq.

Turkey's sensitivity on the issue was clear last week when the United States Central Command, which oversees military operations in the Middle East, posted a statement on Twitter by the Syrian Democratic Forces, the umbrella group that includes Syrian Kurds as well as Syrian Arab fighters, affirming that it is not part of the Kurdistan Workers' Party.

"Is this a joke or @CENTCOM has

lost its senses," Ibrahim Kalin, Mr. Erdogan's spokesman, responded on Twitter.

Faced with the dilemma, some administration officials have suggested that American officials go back to the drawing board and try to cobble together a more diverse force to take Raqqa that would include Turkish Special Forces as well as Turkish-supported Syrian opposition groups. American commanders say about 20,000 troops will be needed to seize the city. By contrast, Turkey has been able to muster only about 2,000 Arab fighters in its battle to reclaim Al Bab, and that campaign has been bogged down by fierce resistance. •



January 25, 2017

## Syria's new national security force pledges loyalty to Turkey

**A video of a new police force in Syria trained and equipped by Turkey shows the troops chanting Islamist and nationalist slogans, casting doubt about Ankara's claims that it has no designs on its former Ottoman dominion.**



Amberin Zaman  
January 25, 2017  
www.al-monitor.com

When Turkey intervened in northern Syria five months ago, it claimed it had no designs on its former Ottoman dominion and that its only goals were to cleanse its borders of the Islamic State and to eliminate what it called the terrorist threat posed by the People's Protection Units (YPG), the US-allied Kurdish militia that is paradoxically the most effective force against the jihadis.

But Syrians who saw a video of a new police force trained and equipped by Turkey might very well think otherwise.

The video shows rows of armed men in blue uniforms emblazoned with the word "Polis" chanting "Allahu akbar" ("God is great"), "Yayha Turkiya" ("Long live Turkey") and "Yahya Erdogan," ("Long live Erdogan").

The scene is reminiscent of another video clip published by the pro-government daily Yeni Safak that showed Turkish special police forces chanting Islamist slogans during a training session in Istanbul.

In a ceremony marking the formation of the Syrian squad, Ali Yerlikaya, the governor of the neighboring Turkish province of Gaziantep, declared, "Today is a very important day. With police forces deployed, Jarablus gives hope for a free Syria. The situation in Jarablus will improve day by day thanks to Operation Euphrates Shield."

Yerlikaya revealed that the 440-member force had undergone five weeks of training in the southern port city of Mersin, where ships had brought weapons to the rebels in the early years of the Syrian uprising before the flow dried up.

Reuters correspondent Khalil Ashawi reported from the Syrian rebel-held town of Jarablus on the Turkish border, "The Police and National Security Force is a sign of a deepening Turkish influence in north Syria, with the new police cars and station having both Turkish and Arabic writing on them." Ashawi observed, "The new, armed security force is made up of regular police and special forces, who wear distinctive light blue berets. They are Syrians, but received five weeks of training in Turkey. Some wore a Turkish flag patch on their uniforms at the inauguration ceremony on Tuesday."

The force formally began work on Jan. 24. Free Syrian Army rebels took Jarablus from the Islamic State in August. It was the first town to fall to the Turkish-led Operation Euphrates Shield. The Turkish-backed rebels have secured a more than 100-kilometer (62-mile) stretch along the Turkish border and a 2,000-square-kilometer (1,200-square-mile) chunk of territory is now under their control. "Gaining this depth has been very important for Turkey's defense in preventing [IS] rocket attacks, and for overcoming the



Members of the "Free police" attend a ceremony celebrating their inauguration in the Syrian border town of Jarablus, Syria, Jan. 24, 2017. (photo by REUTERS/Khalil Ashawi)

[IS] terror threat posed by rockets launched by mobile platforms," EDAM, an Istanbul-based think tank noted in a Jan. 19 policy brief.

The Turkish authorities say nearly 24,000 Syrians refugees have returned to Jarablus since the town was liberated. Turkey has helped rebuild schools, hospitals and water infrastructure, allowing life to gradually resume a semblance of normalcy.

But Turkey's exit strategy for Syria remains unclear and its troops remain bogged down near the IS-held town of al-Bab, with at least 11 tanks immobilized so far. The lack of progress in al-Bab is disrupting Turkey's plans to move against the YPG, though it continues to regularly shell YPG positions in and around the towns of Afrin and Manbij. Backed by US airpower, the YPG-led Syrian Democratic Forces have meanwhile captured dozens of villages including Suwadiya, west of Raqqa, and have reached the strategic Tabqa Dam. The mixed force of Kurds and Arabs announced that it has captured over 2,500 square kilometers (1,500 square miles) in the western Raqqa governorate as part of the second phase of the US-backed "Wrath of the Euphrates" Operation, Kurdistan 24 reported. ♦

Amberin Zaman is a journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America. She served as The Economist's Turkey correspondent between 1999 and 2016.

# Why Trump Should Support a Kurdish State

Amitai Etzioni January 18, 2017  
<http://nationalinterest.org>

Some believe that the Trump administration will finish off the ISIS caliphate and then withdraw American forces from much of the region. Others hope it will reassert the American role in the Middle East and push back against Iran and Russia. In either case, the United States should support a Kurdish state. True, such a move will run into opposition from the governments in Baghdad and Ankara. However, the Kurds have more than earned the right to independence. Moreover, such a move will help reassure other U.S. allies in the region, in Europe and in Southeast Asia that the United States will stand by them rather than abandon them, as the United States has done repeatedly to the Kurds in the past.

The time has come to redraw the map. Iraq's borders were forged by the colonial powers at the end of World War I, throwing the Kurds in with other ethnic and confessional groups, with whom they have little in common. Ever since, the Kurds have been fighting for the right to govern themselves, to the point that even the tyrannical government of Saddam Hussein granted them a high level of autonomy.

At the same time, the United States often finds itself supporting nations or groups of fighters in the Middle East who make for rather dubious allies. It supported the mujahideen in Afghanistan, which turned into the Taliban. The rebels the United States supported in Libya committed about the same level and kinds of atrocities (including ethnic cleansing) as the Qaddafi forces. The Shia dominated government of Iraq has used U.S.-trained and equipped forces as death squads against the Sunnis. The Free Syrian Army is a motley crew of defectors from the Syrian Army, many of whom would then go on to join the Nusra Front. Most of these forces turned out to be rather feeble fighters and rather unreliable allies.

In sharp contrast, the peshmerga, the Kurdish forces, consistently proved themselves to be a very effective fighters. Rep. Ed Royce, the chairman of the House Foreign Affairs Committee, pointed out in December 2015, "The Kurds are the sole US allied force operating on the ground against ISIS in Syria and Iraq. . . . For the last year and a half, we've had one effective fighter in this fight: It is the 160,000-strong Peshmerga force." Michael O'Hanlon and Ömer Taşpınar observed that the Kurds "appear to be the only element of the so-called moderate opposition gaining any real traction, or showing any real military competence, within Syria." Moreover, Kurdistan was the one part of Iraq where the United States suffered no casualties since the invasion in 2003, a place U.S. troops could go for their R&R breaks during the meandering decade and

a half of civil war.

Although Western media frequently refers to the peshmerga as a united force, loyal to the Kurdish Regional Government, most peshmerga belong to one of the two main political parties in Iraqi Kurdistan: the Kurdish Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The two parties fought a civil war between 1994 and 1998. The parties still control different areas within Iraqi Kurdistan; the KDP dominates the region around Erbil (and has Turkish support), while the PUK area is centered around Sulaymaniyah. Indeed, each of these two major groups contains splinter groups with their own leaders and commanders and loyal fighters. One cannot predict if, after decades of oppression, the Kurds will rise to the occasion if given a chance to form their own state, not to mention find a sufficient level of unity to agree on the foundations of such a state and how it is to be governed. Some people use such a "constitutional moment" to curb their differences; others let it slip away. However, the Kurds deserve a chance to make that decision for themselves.

Supporting a Kurdish state raises a whole host of challenges; there is nothing simple in the Middle East. First, such a move will antagonize the government in Baghdad. Indeed, one reason the United States was so slow in arming and financing the Kurdish forces, despite their dedicated fighting against ISIS, was the legalistic notion that such assistance has to come via the national government. (A U.S. court blocked the Kurds' independent sale of oil for similar reasons). However, the Baghdad government has continuously disregarded the United States' urging to form an inclusive government and instead has continued to be mainly a government for the Shia by the Shia, under growing Iranian influence. Its displeasure is not a sufficient reason for the U.S. to refuse to support a Kurdish state.

The Turkish opposition is surely going to be fierce. The Turks fear that a Kurdish state on their borders will embolden the Turkish Kurds' quest for autonomy, if not for a secession in order to join the new Kurdish state. And the Turks consider a major part of the Kurdish forces to be a terrorist organization. In the past, the United States tended to support Turkey rather than the Kurds, because it considers Turkey a major ally, a NATO member and a country that provides U.S. bases. The United States agreed to label the PKK a terrorist organization.

Recently, two days after Turkey agreed to let the United States use air bases to launch strikes against ISIS, Turkey bombed PKK positions in Iraq and later deployed troops there. The



United States and its allies had very little to say about these gross violations of international law. Much of the problem stems from Turkey's extreme oppression of its Kurdish population. For decades, Ankara made it illegal for Kurds to use their own language, attempted to erase Kurdish culture, to deny their distinct identity by classifying them as "Mountain Turks," and banning the words "Kurdish" or "Kurdistan." (When an MP spoke Kurdish, she was charged with treason and sentenced to fifteen years in prison.) In response the Kurds rebelled, were severely punished by Turkish authorities and resorted to terrorism led by the PKK. In 2013 the PKK agreed to a truce with the Turkish government, but in July 2015, after Turkey bombed Kurdish targets in Iraq and Syria, the PKK withdrew and announced a new drive against the government. The new U.S. administration would do well to urge the Turks to grant its Kurds autonomy in return for a commitment by the PKK to cease all terrorist acts.

Big powers are known to act rather cynically when wars end. Thus the United States has largely abandoned the Iraqis and Afghans who risked their lives by collaborating with the United States over the last fifteen years, allowing only a few them to find a safe haven in the United States. The Kurds, who rose in the past against Saddam's regime, either because they were urged on by the United States or had reasons to believe that the United States would come to their aid, found out that they were on their own when Iraqi forces bombed and gassed them.

If the war in Syria winds down, surely there are going to be some realists who will argue that the United States should side with the Turkish and Iraqi governments, whose partnership the United States will need in the future, and neglect the Kurds. This would not only be a moral failure, but also an unwise policy. U.S. allies all over the world are watching. They will see in the way the Washington treats the Kurds when the fighters are no longer needed, as a litmus test of the extent to which they can trust the United States to stand by them if they take risks too in support of American policies in dealing with Iran, Russia, and China. ■

*Amitai Etzioni is a University Professor and Professor of International Relations at The George Washington University. His latest book Foreign Policy: Thinking Outside the Box, was recently published by Routledge for Chatham House's series "Insights." Follow Amitai Etzioni on Twitter: [twitter.com/@ICPS\\_GWU](https://twitter.com/ICPS_GWU).*

# Kurdish president: Independent Kurdistan is 'neither a rumor nor a dream'

Massoud Barzani talks with the Post about beating the Islamic State and forging a separate path for his people.



By Lally Weymouth January 19, 2017  
Washingtonpost.com

If the ongoing battle to liberate Mosul, once Iraq's second-largest city, from the Islamic State succeeds, it will be an important turning point in the war against the fundamentalist movement, also called ISIL. One of the key players in this battle is the leader of the autonomous Kurdistan region of northern Iraq, Masoud Barzani, whose peshmerga troops are fighting alongside Iraqi forces. Barzani spoke to The Washington Post's Lally Weymouth in Davos, Switzerland, this past week at the World Economic Forum. Edited excerpts follow.

**Q. What would you like from the new Trump administration in Washington?**

A. As far as Kurdistan, I expect that they will continue supporting us.

**Q. Do you mean by giving your troops heavy weapons? What kind of support do you envision?**

A. Both military and political support.

**Q. What kind of military support?**

A. Whatever a military fighter on the front line needs, in addition to training and capacity-building. So far, tanks and artillery have not been provided, but we really need them.

**Q. Right now you have U.S. air support and air strikes.**

A. Yes, good air support and air cover, which has been very helpful.

**Q. And training.**

A. Yes, that is true.

**Q. And intelligence cooperation.**

A. Intelligence cooperation is continuing between our agencies and the U.S.

**Q. How long is it going to take to liberate Mosul?**

A. The first 100-kilometer-long defensive lines of ISIL were attacked by peshmerga forces in October of last year. ... Then the Iraqi troops moved toward Mosul. The Iraqi army did a good job: It is a tough fight; it is bloody. ... In a few days, the eastern part will be finished. But what remains will be the western part of the city. ... It is difficult to estimate when the mission will be over, but militarily, ISIL is becoming weaker.

**Q. The city of Mosul is largely inhabited by Sunnis?**

A. Yes, right now those who are in Mosul are Sunnis.

**Q. Experts worry about the fate of those Sunni Iraqis and whether Shia militias will go after them if and when the city is liberated.**

A. The agreement is that the Shia militants will not go into the city. So far they have not gone into the city. The Iraqi army and the federal police are there.

**Q. If Mosul falls, is that the end of ISIL in Iraq?**

A. It is an illusion if there are people who think the fall of Mosul means the end of ISIL. We saw ISIL become the replacement of al-Qaeda. Some organi-

zation will come to replace ISIL.

ISIL itself will resort to other techniques: clandestine operations, terrorist operations.

**Q. President-elect Trump has said he is going to crush ISIL. How do you see him?**

A. I can say that we are ready to cooperate with him and work with him in order to crush ISIL. It is not an easy task, but we will be with him to achieve this mission.

**Q. Is it possible?**

A. It is not only a military war. It is about the ideology. It is about social and economic and cultural aspects. It is a multifaceted war, and it needs a collective effort with American leadership.

**Q. Do you welcome the election of Donald Trump? Do you see him as a strong U.S. leader?**

A. We wish him success. Certainly this is the will of the American people. It is their business.

**Q. Do you want a continuing U.S. military presence in Kurdistan?**

A. We welcome that because that would assist us in order not to allow terrorism to grow.

**Q. Are you worried that once Mosul falls, the U.S. will withdraw?**

A. I hope that the United States will not repeat that mistake. I told the military commanders who were on the ground in 2010 and 2011 that if the U.S. forces withdrew from Iraq, it would give an opportunity for terrorism to grow. ... Had a limited number of American troops stayed, ISIL would not have been able to take over Ramadi or Mosul.

**Q. How strong is Iran in Kurdistan?**

A. Iran has relations with the Kurdistan Regional Government, with the political parties in and outside the government.

**Q. Will Iran be left with a lot of influence in Iraq?**

A. It is the reality. Iran [already] has more influence than anybody in Iraq.

**Q. Was that the result of the U.S.-led war to overthrow Saddam Hussein?**

A. Unfortunately, many mistakes were made. In fact, sometimes people argue in the United States that the decision to go to war in Iraq to remove Saddam Hussein's regime from power was the wrong decision. No, in fact, it was the best and most humanitarian decision. But two mistakes complicated the invasion of Iraq. First, the U.S.-led coalition did not allow the outcome of the London conference of December 2002, when the then-opposition had agreed on the way to lead the country. Then American forces turned themselves from a liberation force to an occupation force.

**Q. You have been working quite closely with Turkey and exporting oil through Turkey?**

A. Yes, that is true, and we still will.

**Q. The central government of Iraq does not like this.**

A. It's not right for Baghdad to complain and criticize when Baghdad decided unlawfully and

unconstitutionally to cut our budget. This is when we decided to export our oil. Before they cut our budget, we had not exported any oil to Turkey.

**Q. Since Turkey is bombing the Syrian Kurds, does this put you in an awkward position?**

A. No, the two issues are not related.

**Q. There are rumors that your dream is to have an independent Kurdistan, an independent Kurdish state. Will you declare independence?**

A. It is neither a rumor nor a dream. It is a reality that will come true. We will do everything in order to accomplish this objective, but peacefully and without violence.

**Q. How long will that take?**

A. We will do our best to achieve that objective as early as possible. Because the time has come. Now is the time for practical steps. There are around 6 million Kurds living in what we call "Kurdistan," not "northern Iraq." I was just a high school student when the Kurdish revolution started in 1961.

**Q. And your father, Mustafa Barzani, was one of the most famous Kurdish leaders?**

A. He was leading the Kurdish liberation movement. I joined the peshmerga forces when I was 16 years old. From then until now I have been a peshmerga. There are no villages or mountains or valleys I have not gone through. All my efforts from Day One have been to establish a Kurdish state. The day it is declared, I will not be interested in any [political] position because that goal will have been achieved.

**Q. How do you see the situation in Syria with ISIL?**

A. It is not clear who is a friend and who is a foe. The international coalition is not united in Syria. The opposition is not united. It is so confusing that I personally do not understand what is going on. What seems clear is there may be a deal between Washington and Moscow.

**Q. What do you think of the Russian role, which seems to be so strong in the Middle East?**

A. Russia knew how to play its hand, it knew what it wanted and was very clear from the outset what to do in Syria. It had a clear understanding, a clear vision. They had their own interests and objectives.

**Q. It wanted to dominate the area?**

A. I don't think they wanted to dominate all of Syria but part of Syria that was of interest to them. And they very successfully defended and protected it.

**Q. Do you feel the U.S. should have been stronger?**

A. I believe the American position on Syria was not clear, and it was not strong.

**Q. Did that send a signal to the Russians?**

A. Of course.

■ ■ ■

# 650-mile trench stakes out claim for bigger Kurdish territory in Iraq

Line stretching along northern Iraq symbolises hopes for more land when fighting against Isis ends

Martin Chulov in Erbil  
Friday 20 January 2017  
<https://www.theguardian.com>

On the plains north and east of Mosul, far from the battle in the city centre, a new frontline is taking shape. Mounds of earth have been heaped above a trench gouged out of the ground along about 650 miles (1,050km) of northern Iraq, which before the war with Islamic State was in Arab hands.

The berm runs from Sinjar, in the north-west, to Khanaqin, near the Iranian border, following the line of Kurdish military control. Woven into it are peshmerga positions, and on top flies the Kurdish flag, a clear statement of the Kurds' hope that their role in fighting the war has already secured them a bigger slice of Iraq.

As Iraqi forces have pushed further into central Mosul over the past week, ousting Isis from the university and reaching the Tigris river that divides the city, the Kurds have been putting the finishing touches on what officials in Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, call a military line that commandeers more land than they have ever had in the modern Iraqi state.

The trench and berm, the Kurds say, is a recognition of their role in securing the city's eastern and northern outskirts in the first week of fighting, which started on 17 October last year and is now into its fourth month. Regional officials expect the battle for Mosul to continue for at least three more months, possibly into the summer, despite the renewed momentum of the Iraqi army. Across the river is the Grand Mosque where the Isis leader, Abu Bakr al-Baghdadi, proclaimed himself caliph of an Islamic state in July 2014.

Out of the fighting, the Kurds have turned their attention to advancing political goals. Consolidating military gains made by the peshmerga in and around the Christian towns of Bartella and Bashiqa have been central to the plans of senior leaders.

After losing the Nineveh plains and almost losing Erbil as Isis rampaged towards them in August 2014, the Kurds have increased the land mass under their control by up to 40%. In the first week of fighting for Mosul, another 193 sq miles (500 sq km) was added. "We're not moving from the frontlines," said one Kurdish official. "Especially the hilltops such as Sinjar."

Focus among the participants in the fight to recapture Mosul is starting to shift to what follows Isis's seemingly inevitable defeat. Iraq's weakened central government is hoping to restore its authority in Mosul, with the success of its military seen by many in government as a nation-building measure that could restore trust



A trench near the Christian town of Bartella marks the extent of Kurdish military control in northern Iraq.  
Photograph: Cengiz Yar

between the minority Sunnis, who are dominant in Mosul, and Iraq's Shia Muslim majority, which fills the ranks of the military.

Ceding ground, or more authority, to the Kurds of the largely autonomous north has been strongly resisted by Baghdad, which has played a diminishing role in Kurdish affairs over the past decade. However, senior Kurdish officials say the end of the war should mark a time of reckoning.

The president of the Kurdish north, Masoud Barzani, last year failed to deliver a referendum he had pledged to hold in November, which he said would further move the area away from central government control. Facing domestic political paralysis and an economy almost solely dependent on oil, the sale of which Baghdad insists must be coordinated centrally, Barzani has hung much on the fate of the Isis war.

He and other senior officials are hoping that the shared burden of the status quo, along with the newly carved line in the dirt will give the Kurds leverage.

"A lot of Iraqi leaders understand deep down that it is gone, that it's a lost cause," said the



A frontline outpost in Sinjar in October.  
Photograph: Alessandro Rota for the Guardian

chancellor of the Kurdish region security council, Masrour Barzani, of the concept of a unified Iraq. "The essence of this relationship should be one between Kurdistan and Iraqi Arabs, not a nationalistic approach, but a territorial relationship. We cannot live under the same formula anymore. We need to work out how we can be good neighbours.

"The line where we are right now is a military line, not a political line. This is the minimum outreach of Kurdistan. We are not going to compromise on anything we did prior to 17 October. Anything beyond that is subject to agreements and the will of the people in those areas. The trenches are not politically binding, but that does not mean we don't have a say in what happens beyond those areas."

The Kurds are hoping that in the postwar shakeout some villages beyond the new, nominal border may choose them over Baghdad, further increasing their hold in the Nineveh plains. They have also insisted that Sinjar, which was reconquered in a peshmerga-led offensive 15 months ago more than a year after they had surrendered it, will not be returned to Baghdad.

About 12 miles from the foothills of Mount Sinjar, which towers above the Yazidi town, Isis remains bunkered down in the towns of Ba'aj, Billij and Tel Afar. Not far away, Shia militias, a powerful component of the fight against the terror group, are preparing for the Iraqi army assault on Mosul west of the Tigris. To their west is the remaining heartland of Isis, which spills towards the Syrian border and on towards Raqqa, one of the group's two remaining main centres of gravity.

"There is a lot in this fight for everyone," said a senior Iraqi minister. "The Kurds are getting ahead of themselves as they often do. They always miscalculate. The spoils of war will be divided on many levels when the terrorists are defeated. Everyone will want their share." ■



# IRAN UNE PUISSANCE QUI VA CROISSANT

La République islamique, forte de ses relations apaisées avec les Occidentaux, se mobilise pour la cause chiite jusqu'à Mossoul et Alep. Et conforte sa position d'acteur militaire et politique incontournable dans la région.

## ANALYSE

Par HALA KODMANI

Premier chef militaire à apparaître en photo dans les rues dévastées et désertées d'Alep-Est au lendemain de sa reprise par le camp pro-régime syrien, le général Qassem Soleimani était venu signer sa conquête. Le chef de la brigade Al-Quds, responsable des opérations extérieures des Gardiens de la révolution iranienne, a coordonné l'action des milices chiites libanaise, irakienne et autres qui ont mené au sol la bataille pour assurer la victoire des forces de Bachar al-Assad.

En octobre, c'est aux abords de Mossoul que la présence du général était signalée, alors que commençait l'offensive pour déloger l'Etat islamique de sa place forte irakienne. Il inspectait alors les «Unités de la mobilisation populaire» et de la milice Badr, formées et dirigées par lui-même. La participation de ces milices chiites irakiennes, connues pour leur brutalité, à la libération de la grande ville sunnite n'était pas nécessaire, ni souhaitée par le commandement américain. Ce dernier avait réparti les rôles essentiellement entre les forces kurdes et les unités d'élite de l'armée régulière irakienne. Mais Téhéran s'est invité dans cette

bataille majeure pour rappeler que rien ne peut plus se faire dans la région en son absence. Les avancées décisives de l'Iran sur le terrain confortent sa position d'acteur militaire et politique incontournable.

### ARGUMENT COMMUNAUTAIRE

Alep comme Mossoul, deuxièmes villes respectives de Syrie et d'Irak, débordent du «Croissant chiite», la zone de domination que l'on prête aux ambitions de l'Iran. Le contrôle de cet «arc» qui va de Téhéran à Beyrouth avait longtemps eu pour principal objectif l'accès de l'aide au Hezbollah libanais, au temps où celui-ci combattait Israël. Traversant la plus grande partie du territoire de l'Irak et de la Syrie, ce passage était garanti par des régimes alliés à Bagdad et à Damas. Quand, à partir de 2011, ce dernier s'est retrouvé menacé par une contestation intérieure, soutenue de surcroît par les pays arabes sunnites du Golfe, il était vital pour l'Iran de le défendre. La mobilisation autour de la cause chiite a servi dans les premiers temps à amener des milliers de combattants du Liban, d'Irak et d'Iran, venus sauver le mausolée chiite de Sayeda Zainab dans la banlieue de Damas. Plus récemment, un grand nombre d'Afghans et de Pakistanais de confession chiite ont participé aux combats en Syrie, notamment à Alep.

Dans le même temps, le discours officiel iranien réfute l'argument communautaire. «C'est une erreur de parler de croissant chiite ou d'axe sunnite», a déclaré le président iranien, Hassan Rohani, lors d'une conférence organisée le mois dernier à l'Université internationale de Téhéran. Il s'agit de libérer la totalité de l'Irak et de la Syrie des mains des terroristes. Tel qu'il est présenté par ses responsables et les médias locaux, le combat que mène l'Iran vise à protéger le pays et ses voisins des groupes salafistes jihadistes, comme l'Etat islamique. Ces derniers seraient à la solde de l'Arabie Saoudite, mais aussi des Etats-Unis, selon le récit en vigueur. «Si certaines puissances ou pays de la région pensent défendre leurs intérêts en s'appuyant sur des groupes terroristes, ils font une grave

erreur, a affirmé le président iranien. Ce ne sont pas les chiïtes et les sunnites qui s'opposent mais l'islam américain à celui, pur, du prophète Mahomet.»

### DISCOURS ANTI-AMÉRICAIN

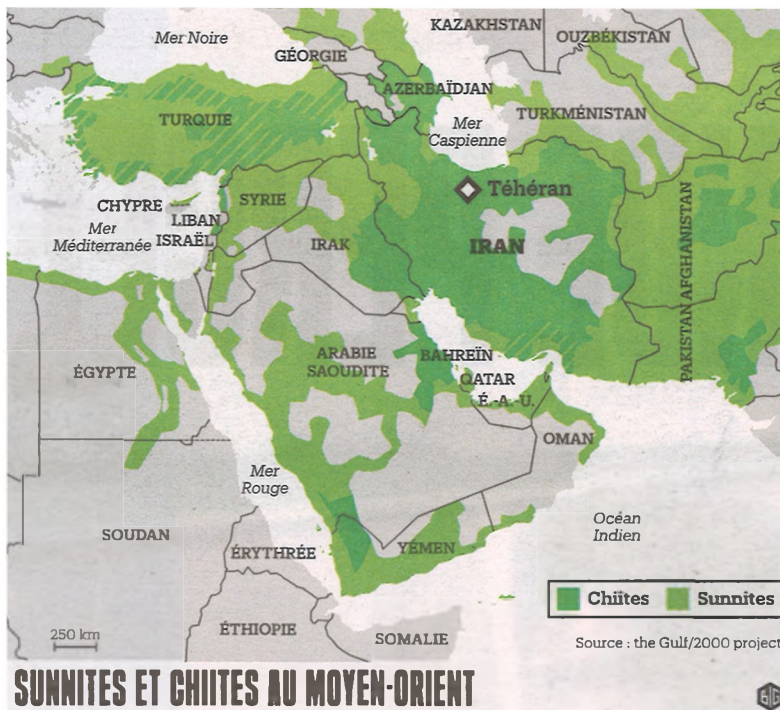
Plus direct, le général Seyed Yahya Rahim-Safavi, haut conseiller militaire du Guide suprême, Ali Khamenei, considère «l'Etat islamique comme l'armée secrète des Etats-Unis». Dans des propos rapportés par l'agence de presse officielle, le chef militaire s'interroge : «Comment est-ce possible que les Américains qui jouent de leur influence pour empêcher que d'autres pays pratiquent des échanges en dollars avec nous ne puissent pas contrôler Daech?» Reprenant les fondamentaux du discours anti-américain et anti-israélien de la République islamique d'Iran, le général conclut : «Les Américains ont débuté une guerre par pro- Suite page 4

Suite de la page 2 curation en Syrie et en Irak afin de faire entrer la guerre dans les pays islamiques pour garantir la sécurité d'Israël.» La menace d'une Arabie Saoudite sunnite agressive contre laquelle il faut se protéger reste une conviction entretenue par le pouvoir iranien, même en position de force aujourd'hui. La volonté de rassembler et défendre les chiïtes, minoritaires dans l'ensemble du monde musulman, reste au cœur de la politique moyen-orientale de Téhéran. «Il y a deux erreurs à ne pas commettre, considère Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, à propos de la confrontation entre sunnites et chiïtes. La première serait de nier la professionnalisation du conflit en prétendant qu'il s'agit d'une lutte contre le terrorisme. L'autre excès consisterait à ne lire les événements qu'à travers la grille de la confrontation entre sunnites et chiïtes.» On retrouve le déni public des termes communautaires dans les pays arabes sunnites qui voient avec inquiétude l'ascension de la puissance iranienne. Officiels et éditorialistes du Golfe s'en prennent de plus en plus à «l'arrogance perse» et à «son ambition de reconstituer son

empire aux dépens des Arabes». Une ambition que ne cache plus Téhéran qui considère comme légitime d'être la véritable puissance régionale.

### INFLUENCES ET CONVOITISES

Reste à savoir si l'Iran a les moyens de capitaliser sur ses gains en maintenant sa domination dans une région exposée à toutes les influences et les convoitises. Il a bénéficié du désengagement américain en Irak depuis 2011 pour imposer sa volonté à un gouvernement irakien faible et décrédibilisé. En Syrie, «il peut faire valoir, face aux Russes, la présence physique de ses forces sur le terrain et son investissement humain et financier dans le pays pour s'enraciner», note Bruno Tertrais. Personne ne peut contester l'influence iranienne dans la région. «Ni les Saoudiens, ni les Américains, ni les Européens n'ont la capacité ou la volonté d'engager un effort massif visant un reflux de l'Iran», ajoute l'expert. Aussi imprévisible soit-il, et malgré ses déclarations spectaculaires, le président américain élu, Donald Trump, ne pourra pas inverser cette nouvelle donne. ◆



Samedi 14 et Dimanche 15 Janvier 2017

# Une accalmie menacée par Trump

**L'Iran s'inquiète de la volonté affichée du futur président américain de «déchirer» l'accord signé avec Obama après plusieurs années de négociations.**

La réunion de mardi entre l'Iran et les pays du P5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne) a été organisée à la demande expresse de Téhéran. Car les Etats-Unis ont décidé en décembre de renouveler les sanctions qui n'avaient pas été levées en janvier 2016, à la suite de l'accord de Vienne signé le 14 juillet 2015, après plusieurs années de négociations. L'Iran s'inquiète par ailleurs de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui a déjà menacé à plusieurs reprises de «déchirer» l'accord de Vienne.

Techniquement, les marges de manœuvres du président américain élu restent étroites. Atoussa Mahmoudpour, avocate canado-iranienne, étudie la question depuis la campagne électorale américaine: «Il existe une procédure claire, explique-t-elle. Sa seule possibilité est de prouver point par point, et sous trente jours, que l'Iran ne respecte

pas ses engagements, ce qu'on appelle un "snap-back" [retour en arrière, ndlr]. Mais ce sera compliqué, car l'Iran prouve depuis juillet 2015 sa pleine collaboration avec les inspections de ses sites nucléaires. L'autre possibilité – et ce serait une aberration politique et commerciale – serait, via des réglementations nationales, d'interdire aux entreprises européennes en lien avec

**«Cet accord pourra survivre sans les Etats-Unis, avec les Russes, les Chinois et les Européens.»**

**Baki Maneche**  
avocat franco-iranien

l'Iran de travailler avec les Etats-Unis. Ce qui mettrait à mal l'accord sans le détruire. "Déchirer" l'accord n'a aucun fondement juridique car c'est un traité multilatéral et non unilatéral.»

### CONTRATS

L'accord a déjà permis à l'Iran de reprendre la vente de pétrole et de commander des avions neufs à Airbus... et à l'américain Boeing (lire aussi page 6). Donald Trump a jus-



tifié ce contrat par la création de centaines d'emplois américains. Un tropisme pour les affaires qui rassure en Iran, mais aussi en France. «Nous avons eu une petite frayeur, concède Navid Elahi, cogérant d'une société d'import-export. Mais elle est vite passée car on a préféré miser sur le pragmatisme de Trump. Il reste avant tout un businessman, donc ce n'est pas dans son intérêt de, casser l'accord.» Baki Maneche, avocat franco-iranien chargé d'implanter les entre-

prises tricolores en République islamique, se veut confiant sur l'avenir du traité historique: «Cet accord pourra survivre sans les Etats-Unis, avec les Russes, les Chinois et les Européens. Mais Trump devra s'expliquer sur la pertinence de son acte car c'est la première fois que l'Iran respecte à la lettre ses engagements envers l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA]», indique l'avocat, surpris de l'absence de réaction de ses clients lors de la victoire de Donald Trump.



## MENACES

Le président américain dispose aussi d'autres moyens d'action. Malgré la levée des sanctions, les banques françaises ne souhaitent pas revenir en Iran, échaudées par l'amende record de près de 8 milliards d'euros infligée par les Etats-Unis à BNP Paribas en 2015. L'institution était accusée d'avoir contourné les embargos de plusieurs pays, dont l'Iran. Et cela énerve à Téhéran.

Les entreprises françaises n'ont cessé de soulever ce point lors des visites officielles du gouvernement, qui se multiplient depuis un an et demi. En septembre, Ségolène Royal, avait même conseillé aux Français de passer par les banques italiennes régionales. Hans David Roux, conseiller au commerce extérieur de la France à Téhéran, le déplore. «*Les vraies sanctions qui n'ont pas été levées sont celles sur les banques. L'administration Obama n'a pas joué le jeu. Alors il est trop tôt pour spéculer sur Trump, attendons de voir ! Car même s'il décide de sortir de l'accord, cela ne changera pas grand-chose. La volonté iranienne de travailler avec les entreprises européennes est très forte. Cet accord est un travail de longue haleine. Les premiers effets seront visibles d'ici quatre ou cinq ans*», explique l'entrepreneur français, implanté en Iran depuis vingt-cinq ans. Une vision partagée par Atoussa Mahmoudpour. «*Le principal obstacle, ce n'est pas Trump, c'est le secteur bancaire. Tant que le rôle de Washington ne sera pas transparent, les entreprises iraniennes en souffriront.*»

Car malgré l'accord, les menaces planent sur les sociétés européennes. «*Les Etats-Unis empêchent de toute façon les banques européennes de normaliser leurs relations avec l'Iran et cela continuera. Les banques moyennes sans intérêts aux Etats-Unis continueront, elles, à s'ouvrir à l'Iran, mais l'impact le plus important sera la perte de confiance du côté iranien, qui donnera du grain à moudre aux conservateurs. Malheureusement la sortie possible des Etats-Unis de l'accord leur donnerait raison*», renchérit Baki Maneche.

**MARIAM PIRZADEH**

Correspondance à Téhéran

# «Après l'accord sur le nucléaire, rien n'a changé pour les droits de l'homme»

## Augmentation du nombre d'exécutions, climat politique tendu, droits des femmes bafoués... L'Iran progresse sur la scène internationale, mais la situation ne s'améliore pas.

**I**l est en grève de la faim depuis le 31 octobre. L'activiste Ali Shariati avait participé en 2014 à une manifestation pacifiques pour dénoncer les attaques à l'acide contre les femmes. Cela lui a valu une condamnation à cinq ans de prison. Selon Amnesty International, son état de santé se détériore vite.

Plus d'un an après l'accord sur le nucléaire et la levée des sanctions, et alors que l'Iran commence à s'ouvrir au monde, la question des droits de l'homme y est toujours loin d'être une priorité. En 2015, 969 personnes ont été exécutées, soit une augmentation de 29% par rapport à 2014. Parmi elles, 638 l'ont été pour trafic ou usage de drogue. La tendance est encore plus marquée en 2016 : durant le premier semestre, plus de 650 personnes ont déjà été inquiétée et a adopté une résolution exigeant la fin des exécutions publiques.

Soudeh Rad, féministe iranienne et présidente de l'ONG Spectrum, accuse le régime du président Hassan Rohani de ne pas avoir tenu ses promesses. «*Avant, et même pendant les négociations sur le nucléaire, ils ont fait pression pour que la question des droits de l'homme ne soit pas abordée, estimant que ça risquait de faire capoter les discussions.*

*Mais le problème, c'est qu'une fois l'accord conclu, rien n'a changé.*» Selon l'activiste, la situation s'est même dégradée : «*Le régime vient de présenter un document sur les droits des citoyens. Cela nous a fait rire : selon les lois actuelles, si une personne exerce tous ses droits, elle encourt 110 ans de prison ! L'Iran a enfants Saeed Shirzad ou le dissident Mohammad Reza Nekounam, entament des grèves de la faim. En janvier, l'écrivaine Golrokh Ebrahimi Iraee et militante des droits humains, qui avait été condamnée à six ans de prison pour avoir écrit une histoire sur la lapidation, a été libérée après la grève de la faim de son mari. Mais ce dernier est toujours emprisonné.*

**Nataliste.** Les droits des femmes restent aussi largement bafoués. Le gouvernement, qui promet une politique nataliste, a rendu l'accès à la contraception plus compliqué. Les femmes sont obligées de porter le voile intégral, le hijab. Et la loi ne les protège pas contre les violences sexuelles ou le mariage précoce. «*Le gouvernement veut enfermer les femmes dans le rôle de mères au foyer, dénonce Soudeh Rad. Le droit de travailler, de voyager à l'étranger ou de faire des études,*

*dépend de la bonne volonté du mari.*»

Sur le plan politique, le climat reste très tendu pour les partis d'opposition. Après l'arrivée de Rohani, leur activité a pu redémarrer mais plusieurs leaders, comme Hossein Moussavi, Mehdi Karoubi et Zahra Rahnavard, sont toujours assignés à domicile sans avoir été jugés et inculpés. La situation de la presse aussi est contrastée. Des journaux ont pu recommencer à être publiés, mais d'autres ont été ciblés par la censure. L'hebdomadaire conservateur *Yalasarat* et le mensuel féminin *Zanan-E-Emrooz* ont été fermés plusieurs mois avant d'être autorisés à reparaître. Selon Reporters sans frontières, l'Iran se classe à la 169<sup>e</sup> place sur 180, de la liberté de presse. En janvier le journaliste Hussein Movahedi a reçu 40 coups de fouet pour la publication des «fausses informations». Les réseaux sociaux sont sous surveillance. Mais leur impact se fait sentir. «*Dès qu'il y a une arrestation, la nouvelle se propage et provoque un débat. La société a l'impression de pouvoir faire entendre sa voix et de peser sur le sort des prisonniers*», explique Fariba Adelkhah, chercheuse à Sciences-Po Paris.

**Transition.** En France, Mohammad Sadeghi, ancien porte-parole de l'opposant Mehdi Karoubi, tire un premier bilan nuancé de la levée des sanctions. «*On ne peut pas nier que quelque chose a évolué en Iran. Avant, le pays avait plus de difficultés économiques, il était plus isolé au niveau culturel et l'activité politique était impossible.*» Les idées réformatrices n'ont pas disparu selon lui : «*Elles s'expriment différemment. Après l'échec des manifestations de 2009, les jeunes ont décidé d'adopter une stratégie moins radicale. Manifester les avait conduits en prison, ils devaient changer de mode d'action.*» Et Fariba Adelkhah d'ajouter : «*La jeunesse iranienne s'est ren-*



fermée sur elle-même. C'est l'une des conséquences des sanctions. Le régime a multiplié les discours affirmant qu'il était menacé, ce qui a poussé les jeunes à ne pas s'investir politiquement pour ne pas ajouter une menace intérieure à la menace

extérieure.» Un an après les manifestations pour fêter la fin des sanctions, l'Iran est en transition. «Le bilan de Rohani n'est pas lamentable, dit Fariba Adelkhah. Il est arrivé à une période délicate mais il a obtenu un accord qui a

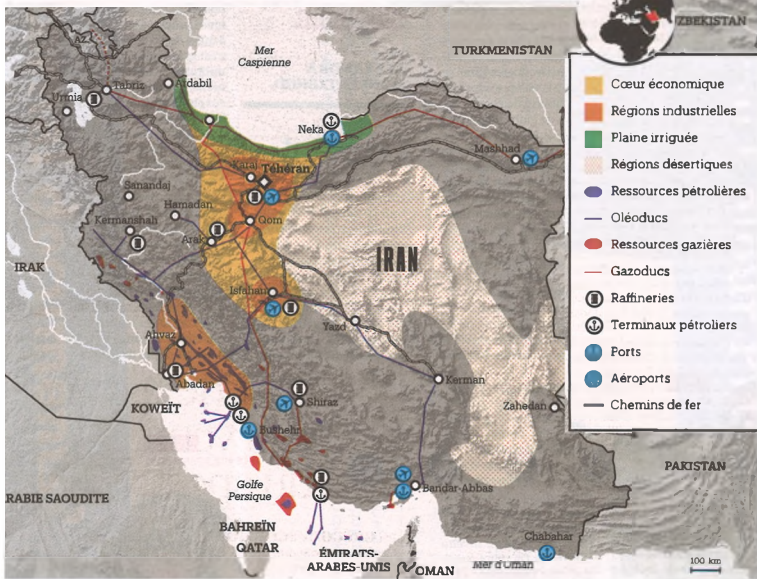
des conséquences immenses. Et il ne faut pas oublier que le pouvoir en Iran repose sur un système collégial.» Le Guide suprême, Ali Khamenei, reste la plus haute autorité politique et religieuse et contrôle les Gardiens de la révolution. La

politique de Rohani a en outre heurté le bloc conservateur. «Si jamais ils reprenaient le pouvoir, résume Mohammad Sadeghi, ils reviendraient sur toutes les tentatives de réforme.»  
**MARTINA CASTIGLIANI**



Samedi 14 et Dimanche 15 Janvier 2017

# L'économie iranienne bombe le torse



par jour, dont plus de 2,2 millions sont exportés. Pendant les sanctions, la production atteignait à peine 1 million par jour», souligne Thierry Coville, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Ces exportations devraient redynamiser un secteur pétrolier et gazier en mal d'investissement. Et surtout faire rentrer des

devises sans lesquelles il est impossible de payer la moindre facture de produits importés. Comme la plupart des pays dont les recettes budgétaires (et donc les dépenses) dépendent essentiellement du pétrole, l'Iran n'a eu d'autre choix que de tenter de diversifier ses sources de financement pendant toutes les années de sanctions. «Mais les résultats étaient maigres. En réalité, le pays n'a eu d'autre choix que de réduire ses dépenses sociales et d'infrastructures pour s'adapter à la baisse des recettes pétrolières et gazières» poursuit le chercheur de l'Iris. Ce temps est révolu.

Certes, beaucoup reste à faire. Mais l'Iran peut désormais bomber le torse, comme lorsqu'il signe, en décembre, un contrat de 36,6 milliards de dollars pour 100 Airbus, après avoir déjà acheté 80 Boeing. Ou lorsqu'il convie les mastodontes mondiaux du pétrole à participer aux appels d'offres pour le développement des champs pétroliers et gaziers du pays. Une trentaine de compagnies européennes et asiatiques ont été sélectionnées par Téhéran. Parmi ces sociétés figurent le groupe français Total, l'anglo-néerlandais Shell, le néerlandais Schlumberger, l'italien Eni, les russes Gazprom et Lukoil ou encore le japonais Mitsubishi... Les Iraniens sont très vite revenus dans le jeu pétrolier après la levée des sanctions, début 2016, refusant les injonctions de l'Arabie Saoudite qui leur demandait de participer aux coupes de production réclamées aux autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour faire remonter les cours déprimés de l'or noir.

## NOUER DES CONTACTS

Des protocoles d'accord ont été signés avec plusieurs compagnies in-

ternationales. Parmi elles, Total a conclu un contrat de 4,8 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) pour l'exploitation du grand champ gazier Pars-Sud, situé dans le Golfe, devenant ainsi la première grande compagnie pétrolière et gazière occidentale à revenir en Iran. Idem pour d'autres secteurs, comme la défense, la finance, la santé ou encore l'automobile. Depuis des mois, patrons et autres émissaires de grandes multinationales n'ont cessé de nouer des contacts avec Téhéran. Histoire de plancher sur d'éventuels projets de partenariat industriels et autres business models. Ainsi, en France, PSA a versé les capitaux pour créer la première coentreprise du groupe tricolore en Iran, entre Peugeot et l'entreprise iranienne Khodro. Parallèlement, PSA négocie l'installation de Citroën en Iran, toujours en partenariat avec une entreprise locale. Si nombre de multinationales s'agitent aux portes de l'Iran, elles ne génèrent que peu de flux financiers. Du moins avant la levée des sanctions. Les investissements directs étrangers n'ont pas dépassé les 15 milliards de dollars en 2015, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). A titre de comparaison, la Turquie en attirait dix fois plus la même année.

Hassan Rohani sait combien l'essor des investissements étrangers est important pour son pays qui compte officiellement près de 10% de chômeurs, un taux qui devrait être multiplié par deux pour refléter la réalité sociale du pays. Les investissements étrangers sont d'autant plus cruciaux pour Téhéran que le pays «produit» chaque année 500 000 détenteurs d'une maîtrise ou d'un doctorat... Mais la plupart d'entre eux viennent gonfler le nombre des chômeurs. Certes, le pays bénéficie d'un fort potentiel pour basculer dans le camp des pays émergents. Mais il lui faudra pour cela réaliser ce que le gouvernement qualifie, lui-même, de «croissance inclusive» pouvant profiter aux différentes catégories socio-économiques. Ce qui signifie tenir un rythme de croissance de près de 6% par an et ce, pendant plusieurs années.

**VITTORIO DE FILIPPIS**

Après une phase d'hibernation forcée, l'activité de la République islamique reprend depuis la levée d'une partie des sanctions internationales.

Lorsqu'il s'est adressé à ses concitoyens, début janvier au cours d'une allocution télévisée, le président iranien s'est voulu rassurant. Certes, l'une des grandes préoccupations économiques des Iraniens est de se prémunir contre toute nouvelle dépréciation de leur devise, le rial. Pour autant, ce signe de défiance monétaire n'empêche pas Hassan Rohani de marteler un message: «Le pays est désormais sur la voie du redressement.»

Et de toute évidence, les principaux indicateurs plaident pour lui. La croissance? Négative en 2015, elle atteindra les 4,5% en 2016. Quant à l'envolée des prix, cauchemar des Iraniens durant des années, elle n'est plus que de 8%, alors qu'elle frisait les 45% en rythme annuel lorsque Rohani avait pris la tête du pays en 2013.

Mais en ce début 2017, rien n'y fait. La tentative d'apaisement du président iranien semble inopérante. Du moins dans les rues de Téhéran, là où on trouve des bureaux de change libre. Les Iraniens qui en ont les

moyens continuent de s'y attrouper. Leur objectif? Echanger des rials contre des dollars, dont la valeur ne cesse de s'apprécier. Une manière de thésauriser, tout en pariant sur une hausse continue du billet vert. Le mouvement est d'autant plus fort que Donald Trump, prochain locataire de la Maison Blanche, n'exclut pas d'appliquer de nouvelles sanctions à l'encontre de l'Iran.

## REVENUS DANS LE JEU

Mais au-delà de ces soubresauts monétaires, la plupart des économistes en conviennent: après une importante phase d'hibernation économique forcée, la levée des sanctions il y a un an a favorisé une reprise de l'activité économique. Avec 10% des réserves de pétrole et près de 20% des réserves de gaz, l'Iran se place respectivement au quatrième et premier rangs mondiaux. «La fin des restrictions imposées aux exportations d'hydrocarbures a permis de démultiplier la production de pétrole, qui atteint aujourd'hui 3,7 millions de barils

# Prosecutor seeks up to 142 years in prison for jailed HDP co-chair

ISTANBUL January/17/2017  
http://www.hurriyetdailynews.com

Indictments regarding the jailed co-leaders of the Kurdish issue-focused Peoples' Democratic Party (HDP) have been completed, with the prosecutor seeking up to 142 years in jail for Selahattin Demirtaş and up to 83 years in jail for Figen Yüksekdağ.

Among the charges directed to Demirtaş are "managing a terrorist organization," "making terrorist propaganda," "inciting people to violence and hatred," and "praising crime and the criminal," for which the prosecutor demands a prison sentence of between 43 years and 142 years.

Yüksekdağ is charged with "opposing the meeting and rally law," "inciting people to violence and hatred" and "provoking people to commit crimes," for which the prosecutor demands a prison sentence of between 30 years and 83 years.

Meanwhile, the lawyer of Ahmet Türk, the ousted and jailed mayor of the southeastern province of Mardin, has said his health is in a poor

condition and "the public is waiting for him to be released."

"Türk's health condition is poor. It's not right for him to be transferred to a prison in [the eastern province of] Elazığ at a time when the public is waiting for him to be released," lawyer Erdal Kuzu told the Doğan News Agency, referring to Türk's transfer to Elazığ from Istanbul's Silivri prison.

Kuzu said Türk had been expecting to be transferred to a jail in the southeastern province of Diyarbakır.

"Ahmet Türk learned that he was being transferred to Elazığ on the plane as he was expecting to be transferred to Diyarbakır D Type prison," he added.

"He is uncomfortable with being on the agenda with his health problems. But due to his deteriorating health conditions it is a risk for him to travel. He needs to be released as soon as possible," Kuzu said.

Kuzu also said he had met the jailed co-mayor of Diyarbakır, Fırat Anlı, who was also transferred to Elazığ from Kandıra prison. Kuzu said Türk's application to stay in the same cell as



Anlı had been rejected.

Elsewhere, a prosecutor in the southeastern province of Şırnak has demanded a jail sentence of 103 years for Nursel Aydoğan, a jailed MP from the Kurdish issue-focused Peoples' Democratic Party (HDP).

Among the charges in Aydoğan's indictment are "making the propaganda of an illegal organization," "praising crime and the criminal" and "inciting people to hatred and enmity."

Aydoğan was previously sentenced to four years, eight months and seven days in prison over "committing a crime on behalf of an illegal organization" while not being a member. ■

SPUTNIK 14 janvier 2017

## La Russie dans le rôle de médiateur entre les partis kurdes en Syrie

//fr.sputniknews.com / 09.01.2017

La base de Hmeimim a récemment accueilli une rencontre, préparée par la partie russe, entre les membres de divers partis kurdes en Syrie. Le leader du Parti progressiste démocratique Mustafa Hanifi et le président du Conseil national des Kurdes syriens Müslim Mihemed décrivent un bref aperçu de la situation dans un entretien à Sputnik.

Il y a un certain temps, la Russie a organisé une rencontre sur la base militaire de Hmeimim pour faire vivre un dialogue entre les partis kurdes. Entre autres objectifs, il fallait surmonter les différends kurdes pour réunir les partis en un seul front politique.

« La Russie a organisé cette réunion dans le but de dissiper les divergences existantes entre les pouvoirs politiques kurdes en Syrie, ainsi que de les transformer en un front politique unique », a expliqué le chef du Parti progressiste démocratique des Kurdes en Syrie Mustafa Hanifi. « 24 partis ont été invités à la rencontre sur la base de Hmeimim, nous, des représentants du Parti de l'union démocratique (PYD) et des partis proches y avons participé. Un général russe et deux représentants du pouvoir sont venus du côté russe ».

Des négociations similaires sont prévues également pour le futur. « Nous croyons que les représentants de tous les pouvoirs politiques kurdes en Syrie doivent se réunir car aucun parti ne peut représenter tout seul le peuple kurde ».

Le membre du Bureau politique du Parti de l'union démocratique de Syrie et



président du Conseil national des Kurdes syriens (ENKS) Müslim Mihemed a aussi reçu une invitation.

« Étant membres de l'ENKS, nous avons également été invités à la rencontre à Hmeimim, mais aucun des sept partis faisant parti du Conseil n'a été présent parce que la rencontre se tenait dans une zone contrôlée par la Syrie. Nous croyons que les pourparlers de cette sorte doivent se dérouler soit sur le territoire russe soit dans la ville syrienne de Kameshli. La participation aux pourparlers à Lattaquié serait un signe de notre faiblesse au sens politique ».

« Néanmoins, nous avons indiqué à la partie russe que nous sommes prêts au dialogue », a-t-il résumé, ajoutant que la Russie était une force importante qui a une grande influence dans le processus du règlement syrien. ■

# ISIS attacks YPG security center, three Kurdish fighters killed

<http://aranews.net> - January 20, 2017

**Raqqa** – Three Kurdish fighters were killed on Thursday, when Islamic State (ISIS) militants raked their position with machine gun and mortar fire.

“Daesh terrorists attacked one of our security offices in Suwaydiya village, west of Raqqa,” the People’s Protection Units (YPG) said in a statement, using another acronym for ISIS.

The YPG confirmed that at least three of their soldiers had “lost their lives in the offensive.”

The same attack injured at least five others.

The fallen soldiers were identified as Ferhad Haji (aka Brusk Kobani), Ahmed Hisen (aka Mazlum Kobani) and Bozan Mihemed (aka Zinar Kobani). All three were from Kobane, a Kurdish-majority city in northern Syria.

Habun Osman, a Kurdish officer, told ARA News that Thursday’s attack “was aimed at impeding the progress made by the US-backed forces towards Raqqa city.”

The Protection Units are the largest faction within the Syrian Democratic Forces (SDF) – an

alliance incorporating Kurdish, Arab and Assyrian militias.

The SDF announced on Monday that it has captured 2480 km<sup>2</sup> in western Raqqa Governorate as part of the second phase of the US-backed Euphrates Wrath Operation. The polyethnic alliance also confirmed that they had cleared 196 villages and dozens of farms.

During the first phase of Euphrates Wrath, which began on November 6, the SDF liberated roughly 560 km<sup>2</sup> in northern Raqqa. “Thus, since the beginning of the battle for Raqqa, 3200 square kilometers have been cleared, including 236 villages.”

The SDF launched the second phase of the Operation Euphrates Wrath with the objective of securing Raqqa’s western countryside and Tabqa Dam, which bridges the Euphrates River. The first phase of the operation focused on securing the banks of the Balikh River.

The long-term objective of Euphrates Wrath remains the elimination of the Islamic State in its de facto capital –Raqqa city. ♦

**Bloomberg** January 23, 2017

# Iraqi Kurdistan Pays Oil-Company Dues as Rally Boosts Funds

by Sam Wilkin and Angelina Rascouet 23 January 2017  
<https://www.bloomberg.com>

The government of Iraqi Kurdistan paid international oil companies for the first time in seven weeks, as rising crude prices gave a much-needed boost to the region’s coffers.

DNO ASA, Genel Energy Plc and Gulf Keystone Petroleum Ltd. received a combined \$53.9 million for oil sold in October as well as arrears, they said Monday. The Kurdistan Regional Government, or KRG, paid for their September exports on Dec. 5 and still owes them for November and December.

The KRG has struggled to keep up regular payments to international contractors. Hurt by crude’s collapse, it’s also suffered from a long dispute over revenue-sharing with the federal government, an influx of Iraqi refugees and a protracted war with Islamic State militants. Financial strains have eased since oil-rich nations agreed last month to curb supply, pushing up crude prices almost 20 percent.

The oil companies and the regional authorities have agreed on a new monthly payment schedule, according to people with knowledge of the matter. Producers have said they need regular remittances in order to invest and boost output. They’ve also requested payment for past oil sales. In the case of DNO, arrears totaled about \$1 billion in November, almost equaling the company’s market capitalization.

DNO operates the Tawke field, which pumped an average of 108,122 barrels a day in October, the Oslo-based company said in a statement. It received payment of \$38.9 million, to be shared with partner Genel. Gulf Keystone received \$15 million for oil sold from the Shaikan field.

“Payment is welcome, although they are taking longer to be received,” Cenkos Securities Plc said in a note, commenting on Genel and Gulf Keystone. “The element of back-costs remains small and isn’t making a huge dent in the receivable.”

DNO rose as much as 2.2 percent in Oslo trading, and was up 0.7 percent at 9.25 kroner as of 1:13 p.m. local time. Gulf Keystone climbed 1 percent in London, while Genel erased gains to trade down 1.2 percent. ♦

# Syrian draft constitution recognizes Kurdish language, no mentions of federalism

Rudaw.net 26/1/2017

**ASTANA, Kazakhstan**— A Russian-proposed draft of the Syrian constitution falls short of mentioning federalism as a system of governance in the war-torn country, but hints at larger cultural and administrative freedoms within a decentralized Syria, according to a draft which was prepared by Russian constitution experts for the Astana talks.

The draft was presented to Syrian peace-makers during the two day meeting in the Kazakh capital

which ended Tuesday with so far little tangible achievements.

According to the draft, which Rudaw has seen, the official name of the country will be changed from Syrian Arab Republic to the Syrian Republic with Kurdish as an official language in mainly Kurdish inhabited regions of the country.

The proposed constitution does not see Islamic laws as the “main source of legislation” in the country although Islam will remain one of the sources. There are no religious criteria for the president of the coun-

try, who could only be elected to office for one term of 7 years, which means that non-muslim candidates could run for the post and be elected, according to the draft.

The current constitution, from 1964, specifically indicates that only a Muslim could hold the office of presidency.

Russia has in the past shown solid support for a federal system in Syria where Kurds could enjoy their regional sovereignty within a unified country. Russian officials last year openly announced that only federalism could hinder Syria from parti-

tion.

But the proposed draft avoids direct mentions of a federal system while suggesting a “decentralized Syria” where regional assemblies, called “people’s societies”, have legislative and administrative powers.

If approved by the rivaling parties, the draft will be put to a referendum no later than a year followed by elections.

The Kurdish ruling factions which were mainly absent from the Astana talks, have so far not commented on the draft. ■

INTERVIEWS

# 'I will declare independent Kurdistan if Al-Maliki returns to power,' warns Barzani



Ghassan Charbel  
 23 January 2017  
<http://english.aawsat.com>

**D**avos – President of the Kurdistan Region of Iraq, Masoud Barzani, said that the Iraqi Army's military achievements in Mosul represented a hard blow against ISIS group. He added that while the Peshmerga has lost 1,668 soldiers since the beginning of the battle, 15,000 ISIS militants were killed during the fierce confrontation.

In an interview with Asharq al-Awsat newspaper on the sidelines of the World Economic Forum in Davos, Barzani said that the latest developments in the Mosul battle have seen the army sealing control over the neighborhoods located on the left bank of the city – a victory considered as a hammer blow against the terrorist organization.

Asked about losses incurred by the Peshmerga during the liberation battle, the Kurdish leader said: "Unfortunately, we have incurred severe losses on the quantity and value levels."

He noted that since 2014, the battle claimed the lives of 1,668 soldiers, while the number of the injured reached 9,725.

On the other hand, Barzani said that available reports and intelligence information have showed that more than 15,000 ISIS militants were killed in the battle.

Asked whether his troops have received the desired support from coalition forces, the Kurdish leader said that air support was very strong; however, armament provided to the Peshmerga did not meet expectations.

"Undoubtedly, the U.S. Army and coalition forces played a major role in the Mosul liberation battle," Barzani said, noting that airstrikes were highly precise and efficient.

"I am very proud to say that cooperation between the Peshmerga and the U.S. and coalition forces was excellent," he said, adding: "We did not target any civilian goal, and not a single civilian was killed during the operations; this is unprecedented in the history of wars."

**B**arzani stressed that the Peshmerga had a very strong intelligence body, adding that the exact location of ISIS leader Abu Bakr al-Baghdadi was yet to be confirmed. He noted in this regard that Baghdadi was in Mosul and used to travel frequently between Syria and Iraq.

"However, in the last few months, his moves became very restrained and we currently know nothing of his whereabouts," he added.

Commenting on ISIS' military and security abilities, Barzani said: "I cannot say that they have an exceptional military prowess, but brainwashing strengthens their determination and makes them unafraid to die."

While the Kurdish leader declined to reveal the number of ISIS militants who are currently held by the Peshmerga, he said that those were from various nationalities.

He noted that the largest number of foreign ISIS fighters came from Chechnya, followed by Uzbekistan, Turkmenistan, Kazakhstan, Turkey and Azerbaijan. As for Arab fighters, Barzani said that the majority came from Tunisia.

Asked about the battle to liberate the city of Baashika, which is located 15



kilometers north of Mosul, Barzani said the city was formed of different ethnic and religious groups, including Arabs, Kurds, Christians and Yazidis. He said that ISIS had sealed a strong grip over the city.

Barzani said that ahead of the liberation battle, Peshmerga troops imposed a two-week blockade on the city and achieved glorious victory after killing 110 militants and arresting three others, who had sustained severe injuries.

The Kurdish leader described Baashika as a model of religious and national coexistence. He stressed the warm welcome he received by the residents following the liberation of their city.

Asked about the future of Mosul following its liberation, Barzani said that the city would require an exceptional plan due to its hybrid nature. He noted in this regard that Mosul was formed of various groups, including Kurds, Christians, Turkmen, Shi'ite Kurds and other communities. The Kurdish leader said that the government would hold a referendum to decide on the future of the city.

**B**arzani said that he has so far spent "three quarters" of his life fighting tyrants, namely Saddam Hussein and al-Baghdadi.

"I was only 16 years-old when I first held a rifle," he said, adding: "Despots and Tyrants are many; but each one of them represents a different era."

Asked about his relationship with the government in Baghdad, Barzani valued the cooperation between the Peshmerga and Iraqi forces in the liberation of Mosul.

However, he said that little progress was achieved in other fields of cooperation.

"During my last visit to Baghdad in September, I told officials there that, unfortunately, we have failed to establish a true partnership between us, and that we should work on finding another formula for a successful cooperation," Barzani stated.

The Kurdish leader described the relations with Turkey as excellent. He added that Iran had a major influence in Baghdad.

Asked about the situation of the Sunni community in Iraq, Barzani said: "Arab Sunnis are not currently at their best."

"Unfortunately, the major problem is that they suffer from the absence of a religious and political authority," he added.

When asked about measures he would take in the event that Nouri Al-Maliki is reappointed as prime minister in Baghdad, Barzani said: "I hope that this won't happen for the sake of the Iraqi people."

He added: "I would announce the independence of Kurdistan should Nouri Al-Maliki returns to the premiership."

"During his term, thousands of Iraqi citizens were assassinated. I am not saying that he did this, but it happened under his rule," he continued.

On the situation in Syria, Barzani said that the Russian intervention has saved the Syrian regime. He added that Syria would never become like it used to be before the war.

"I believe that the regions of east and west of the Euphrates River would be divided," he said, adding that there was a deal between the U.S. and Russia over the war-torn country.

Barzani added that recent developments in Syria have shown that Bashar al-Assad would not be left out. ●

# I went to Aleppo to study. I left with refugees.



Above, carrying a dead child after an airstrike in Aleppo last year. Left, Lina Shamy in a Twitter video of her last call from Aleppo.

## Lina Shamy

**IDLIB, SYRIA** I grew up here in Idlib, a northern Syrian town and moved to Aleppo, about 40 miles away, in 2008 to study architecture at the university. I had loved Aleppo since I was a child, when we used to visit my maternal grandfather. I would stare at the wooden houses with latticed balconies in the alleys that my mother had known as a girl.

As a student, I spent long afternoons at the eighth-century Umayyad Mosque with its slender 11th-century minaret, a masterpiece. I also admired the 12th-century Citadel, its gateways decorated with winged dragons and serpents. On the outskirts, St. Simeon Church, from the Byzantine era, reminded me of even older histories.

The joys of exploring such glorious history and architecture sat uneasily with my growing awareness of the limits of possibility in a Syria under President Bashar al-Assad. If you did not belong to the networks patronized by Mr. Assad and his cronies, you didn't have much of a future in the country anyway.

In January 2011, during my third year at Aleppo University, the news of the Arab Spring uprisings arrived from Tunisia and Egypt. Many of my friends felt pessimistic that such a thing could happen in Syria because we knew how brutal the regime could be, because we

had been raised to believe that the walls in our country had ears.

But by April, protests against Mr. Assad had spread throughout Syria. One summer day I joined a group of young women in an upscale neighborhood of western Aleppo. We walked through a market carrying banners critical of the regime. A few minutes later, pro-Assad militiamen arrived in several cars and began circling us. We ran. A girl and I who sought refuge in a house in an alley were arrested.

We were handcuffed, taken to a police station and then the intelligence headquarters. I remember walking through a corridor filled with men who had been stripped to their underpants with their hands cuffed behind them. Their backs were bloody. I told my friend to deny that we were at the protest and to say that we were in the neighborhood for lunch and had run for safety from the commotion. At night, we were blindfolded and taken into a room full of male voices. Our blindfolds were taken off and we were asked about the protest. We repeated our lunch story. A little while later, we were released.

As the uprising intensified through the summer of 2012, the regime responded with increasing brutality. I moved briefly with my mother to a Turkish town by the Syrian border, but after a month I decided to return to Aleppo, despite my mother's anxieties, to complete my degree.

In July and August, the Free Syrian Army took control of most of eastern Aleppo. Moving between the rebel-held

and regime-held parts of the city became extremely difficult.

The university is in western Aleppo, and I would constantly hear President Assad's planes and helicopters dropping bombs to the east. People in western Aleppo seemed to be simply going about their lives. I couldn't bear the laughter on the streets, the diners at restaurants in pretty clothes as bombs pulverized the eastern neighborhoods, just a few miles away.

My university became a hub of protest. Campus life alternated between classes and protests and raids by security forces. I narrowly escaped prison but a lot of my fellow students didn't. On Jan. 15, 2013, I was working in a design studio at school when a classmate saw something falling by the window. A few seconds later, I felt a gust of air and, in a blink, my desk was covered with dust, glass and wreckage. I got a few scratches on my face and hands; two of my classmates had head injuries.

More than 80 people, including students, passers-by and hawkers selling coffee, were killed by the bombing that day. We felt that it was a warning from Mr. Assad. Protests at the university and elsewhere in regime-held Aleppo ended after that.

I did not want to stay in western Aleppo for even a day after my graduation. I went to Turkey to live with my mother. While I was there I met Syrian architects who were working to deal with the housing problem for refugees by replacing scattered tents in informal settlements with cheaply built houses. We built several houses. And I met Yusuf, an architect from Aleppo. Two years later, in the summer of 2015, I married Yusuf and moved to rebel-held eastern Aleppo to live and volunteer with him.

While we were there, I was constantly afraid of bombs dropping anywhere, anytime. The sound of helicopters and planes above kept me on edge. The Umayyad Mosque and the Citadel that I loved to visit as a student had been significantly damaged (St. Simeon was soon to suffer the same fate). Yet around 250,000 people were living in eastern Aleppo, some working in grocery stores, pharmacies or vegetable markets, others working with local and international aid groups.

Yusuf, though trained as an architect, volunteered in all possible ways. He worked as a paramedic, helped move schools into basements and acted in plays. I walked past bombed-out homes to work at a school, catching painful glimpses of family photographs and clothes still hanging on hooks on shattered walls.

Last July, the Assad forces established siege lines around eastern Aleppo. We could rarely cook at home because there was no fuel. A few days after the siege began, Bait al-Falafel, a small neighborhood eatery where we

would get dinner, was bombed. Two workers were killed. Shops started to close, one after the other. A month into the siege, there was hardly anything left to buy in the markets. People bartered. Relief organizations had stocked rice, cereals and beans in anticipation of the siege, which helped. Several districts fell to the regime forces. Tens of thousands of people fled.

**My university became a hub of protest. Campus life alternated between classes and protests and raids by security forces.**

By November, rebel-held Aleppo had shrunk to about 50,000 people. The front line was moving closer to our home. Everything stopped. Yusuf went to fight with the Free Syrian Army. I would say goodbye to him every morning when he left as if it were the last time. I felt I

would lose my mind when I couldn't reach him on the phone after yet another wave of bombings.

One morning during the siege, I'd just had coffee with Yusuf when a sudden blast of air threw open the doors and windows of our apartment. My table and my computer were covered with dust. I was shaking on my sofa, my heart galloping.

Two days later, another barrel bomb fell, on a building close to our house. A hospital had moved next door. Regime and Russian jets were intentionally bombing hospitals and clinics. We grabbed a bag of clothes and moved to another house. President Assad's forces were inching closer, and our new house was in the firing range. We moved again, to a friend's home.

We were desperate for the world to hear and help us. I had been frantically tweeting images and videos of destruction from eastern Aleppo. We relied on local providers who used Turkish wireless networks and satellite routers to keep Aleppo online. On Dec. 12, as

Aleppo was close to falling, many of us tweeted our last calls for help. I recorded my video inside a friend's house, my voice trembling. I feared a massacre.

A few days later, a cease-fire was announced. Aleppo had fallen. We were granted passage out. On Dec. 21, Yusuf and I were in one of the last convoys to leave the city. We heard that militias aligned with President Assad had attacked one of the convoys and killed four men. There was no space left on the buses, and the authorities asked us to go in our cars. Heavy, swirling flakes of snow began to fall.

We waited in our car at the checkpoint, for 36 hours, cold and without food. It was still snowing in the morning when we were waved out of Aleppo. After crossing checkpoints operated by Russians, Mr. Assad's soldiers and Iranian militiamen, we were finally out of regime-held territory. Twenty long minutes later, I saw a post with the Free Syrian Army flag. Tears filled my eyes.

LINA SHAMY is an architect and activist.



January 11, 2017

## Ankara riled by US push for Kurdish seat at Syria talks

**US statements that Syrian Kurds should be included in talks on Syria's future have further agitated Turkish leaders, who are already upset about Washington's coalition with the People's Protection Units.**



Author Amberin Zaman  
January 11, 2017  
www.al-monitor.com

Tensions between Turkey and the United States over the latter's alliance with Syrian Kurds in the battle against the Islamic State show no sign of abating, as Turkish leaders continue to accuse Washington of working with its enemies. "Turkey's allies are still providing weapons to the YPG [People's Protection Units]," Deputy Prime Minister Veysi Kaynak fumed Jan. 11. "And what business does a terror group have at the peace table?"

Kaynak was responding to remarks by US State Department deputy spokesman Mark Toner, who at a Jan. 10 press briefing asserted that the YPG's political wing, the Democratic Union Party (PYD), needs to take part in the currently stalled Geneva peace talks on Syria. "This process has to include all Syrians, and that includes the Syrian Kurds," Toner said.

Turkey's rants against the YPG have grown louder in recent weeks as the outgoing Barack Obama administration continues to weigh arming and training the YPG-dominated Syrian Defense Forces, a coalition of Arabs and Kurds, in preparation for a planned offensive to take Raqqa from IS. Turkey argues that the weapons will wind up in the hands of the Kurdistan Workers Party (PKK), which is fighting for Kurdish autonomy in Turkey and is closely linked to the YPG.

Obama is widely expected to delay any decision on the issue and throw the ball into President-elect Donald Trump's court. Turkish officials who spoke to Al-Monitor on strict condition of anonymity claimed that their arguments against the YPG had been bolstered by a Jan. 7 article in the Washington Post that laid bare the extent of PKK indoctrination within SDF ranks.

Turkey's hopes that Trump will ditch the Kurds will have been dampened by the news that Brett McGurk, the US envoy to the anti-IS coalition, will probably retain his post in the new administration, unlike most other political appointees. McGurk and Army Lt. Gen. Stephen J. Townsend, commander of the anti-IS Operation Inherent Resolve, are said to be big advocates of moving forward with training and equipping the Kurds. Proponents of the plan

argue that Turkey will huff and puff, but when presented with the fait accompli will eventually pipe down in a replay of when the United States began air-dropping weapons to the YPG during the IS siege of Kobani in October 2014.

The YPG and the PYD have been excluded from planned peace talks between opposition rebels and the Syrian government in the Kazakh capital of Astana to be co-hosted by Turkey and Russia. The talks are meant to build on the shaky cease-fire that took hold in Syria Dec. 31. A Russian delegation arrived in Ankara Jan. 10 to prepare for the summit, the Anatolian News agency reported today.

Until recently, Russia had lobbied hard in favor of PYD participation in discussions on Syria's future. In addition, Moscow has repeatedly said that Syrian Kurds need to be given federal status, something the regime of President Bashar al-Assad squarely rejects. The Russians have toned down such support in recent months, however, mainly to humor Turkey, whose influence over Free Syrian Army rebels remains critical to any peace plan.

Since August, when Turkish troops moved into northern Syria, Turkey and its rebel proxies have been simultaneously fighting against IS and the YPG. On Jan. 7, the Turkish army announced that it had so far killed 291 YPG fighters.

Turkish efforts have to this point succeeded in preventing the YPG from joining the large chunk of territory it controls east of the Euphrates River with Afrin, a Kurdish-majority "canton" to the west. YPG sources contacted by Al-Monitor in Syria have confirmed that the combined Turkish rebel offensive has cut off the YPG's westward access to the IS-held town of al-Bab from Arima. Al-Bab, sitting at the intersection of YPG-held Manbij, Raqqa and the Turkish border, has become a key battleground between Turkey and the IS jihadis as well as between Turkey and the YPG.

There are now reports that the Syrian army is inching its way toward al-Bab from the south. The YPG sources say it remains unclear whether recent Russian airstrikes against IS in the area are meant to clear the path for the regime rather than for Turkey. "Notice that the [Russian] strikes are to the south of al-Bab," said a YPG commander via WhatsApp. "Who does that benefit? The regime, of course." ♦

# ASSASSINAT DES MILITANTES KURDES À PARIS: LES SERVICES TURCS EN CAUSE

Entretien avec la reporter Laure Marchand

Daoud Boughezala est rédacteur en chef de Causeur. le 16 janvier 2017 <http://www.causeur.fr/>

*Le 9 janvier 2013, les trois militantes kurdes du PKK Leyla Soylemez, Fidan Dogan et Sakine Cansiz étaient assassinées à Paris rue La Fayette. Quatre ans plus tard, leur meurtrier présumé venant de mourir, ses liens avec les services secrets turcs sont au coeur d'une enquête restée inaboutie. Alors que le procès prévu à Paris ne s'ouvrira pas cet hiver comme prévu, la journaliste Laure Marchand fait le point sur cette ténébreuse affaire dans son essai "Triple assassinat rue Lafayette" (Actes Sud, 2017). Entretien.*

**Daoud Boughezala.** Le meurtrier présumé des militantes kurdes assassinées voilà quatre ans à Paris, Omer Güney, est décédé en décembre dernier, avant l'ouverture de son jugement initialement prévu en janvier 2017. Existe-t-il des preuves de l'implication des services de sécurité turcs (MIT) dans ce crime ?

**Laure Marchand<sup>1</sup>.** Dans son réquisitoire de mise en accusation, le procureur conclut à des assassinats préparés en lien avec des individus se trouvant en Turquie, « possiblement liés » au MIT. Sans que l'on sache à quel niveau se situeraient les commanditaires. S'agirait-il d'un ordre donné par le MIT lui-même ou par une cellule clandestine en son sein ? Nous n'avons pas la réponse.

L'enquête française a permis d'établir des liens entre Ömer Güney et le MIT. Tout d'abord, il se livrait à une activité caractérisée d'espionnage de la communauté kurde qu'il fréquentait et transmettait ces informations en Turquie. Mais on ne connaît pas l'identité des destinataires. En janvier 2014, il communique également un plan d'évasion rocambolesque à un ami lors d'un parloir. Güney lui donne des indications pour se rendre à un endroit à Ankara. En les suivant, on arrive au siège du MIT. Son ami devait remettre le plan à une personne précise qui connaît bien Güney.

**Comment les enquêteurs ont-ils été mis sur la piste des services turcs ?**

Douze jours après les assassinats, la préfecture de police reçoit un mystérieux mail anonyme qui désigne Güney et le MIT. Un an plus tard, un document audio est également mis en ligne sur Youtube. Il s'agit de l'enregistrement d'une conversation entre trois individus qui passent en revue des cibles du PKK à éliminer en Europe. Celui qui est chargé de commettre les crimes s'adresse respectueusement aux deux autres qui semblent être ses supérieurs. La voix de Güney a été reconnue par son entourage. Même la juge d'instruction qui l'a interrogé pendant des heures l'a reconnue. La police scientifique de Lyon a, elle, conclu à une forte similitude.

Deux jours après cette mise en ligne, des médias ont reçu le pdf d'un ordre de mission qui émanerait du MIT ordonnant les préparatifs de l'assassinat de Sakine Cansiz. L'authenticité de ce document n'a pas pu être identifiée. Mais il contient des détails exacts. L'individu, nom de code « La Source », peut très bien coller avec Güney. En tout cas, il est écrit que « La Source » a aidé Sakine Cansiz en octobre dans ses démarches administratives au mois d'octobre 2012. Effectivement, Güney l'a bien accompagnée à la préfecture à cette époque.

**Accablant.** Cet été, après l'échec de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet,



le, le Président Erdogan a dénoncé l'infiltration des gulénistes dans les services de sécurité turques. On savait la confrérie très puissante dans l'armée, l'administration et la magistrature. Est-il possible que les gulénistes infiltrés dans "l'Etat profond" aient voulu torpiller le processus de paix entre l'Etat turc et le PKK qu'avait engagé Erdogan ?

C'est effectivement une possibilité. D'autant que la confrérie est également soupçonnée d'avoir contribué à faire capoter des pourparlers secrets qui avaient démarré en 2009 à Oslo entre des représentants du PKK et des émissaires du MIT. A l'occasion d'un meeting électoral en mars 2014, Recep Tayyip Erdogan a clairement accusé la confrérie d'avoir fomenté l'attentat du 147, rue La Fayette. Mais ces mises en cause verbales en sont restées là, elles n'ont débouché sur aucune action judiciaire. A cette époque, Erdogan était déjà en guerre totale avec son ancien allié Gülen. Il faut aussi garder à l'esprit que le mouvement est accusé de tous les maux. Certes, des gulénistes se trouvaient probablement à l'intérieur du MIT. Cette institution est cependant dirigée par un très proche d'Erdogan et elle n'était pas réputée pour être fortement infiltrée par la confrérie, contrairement à d'autres administrations.



Extrait de la couverture de «Triple assassinat au 147, rue Lafayette», de Laure Marchand Actes Sud

En Turquie, des députés ne se satisfont pas de ces anathèmes contre la confrérie. Ainsi, des questions écrites parlementaires ont été adressées à Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre et responsable à ce titre des activités des services de renseignement, sur le rôle du MIT. Pour Sezgin Tanrikulu, à l'initiative de cette démarche, le problème n'est pas tant de discuter de l'implication ou non de la confrérie mais que le gouvernement empêche la vérité d'apparaître, ce qui le rend suspect. Le vice-président du CHP -la principale formation de l'opposition- estime ainsi que l'opération contre les trois militantes a reçu un aval politique de principe, que ce ne sont « pas deux gars paumés dans un café » qui peuvent la monter.

En tout cas, M. Erdogan disposait de 90 jours pour répondre, il ne l'a jamais fait. De plus, l'AKP a voté une loi renforçant l'impunité du MIT : il est désormais quasiment impossible pour un journaliste ou la justice d'enquêter sur ses agissements.

**Et en France, comment les autorités ont-elles réagi ? La justice a-t-elle pâti de notre alliance avec la Turquie au sein de l'OTAN ?**

Le travail de la justice n'a pas été entravé. Même si les informations fournies par les services de renseignements de l'époque (DGSE et DGSI) n'ont pas, c'est le moins que l'on puisse dire, permis de faire avancer l'enquête d'un millimètre. La juge a dû les relancer pour que les notes afférentes soient

transmises. Elles ont fini par l'être mais dans un tel état de caviardage qu'elles suscitent plus de questions que de réponses.

Lors de la découverte du crime, Manuel Valls qui était alors ministre de l'Intérieur, se rend sur place et assure de « la détermination des affaires françaises de faire toute la lumière sur cet acte ». Quatre ans ont passé, quatre ans de silence complet, ou presque du gouvernement. Pire, la famille de Fidan Dogan, qui vit à Strasbourg, a adressé des courriers à l'Élysée et au ministère de l'Intérieur pour être reçue. Non seulement elle ne l'a pas été mais elle n'a même pas reçu de réponse. Cela montre l'embarras de la France. Les autorités françaises ont clairement fait le choix de ne pas se fâcher avec la Turquie.

En 2013, Paris cherche à se réconcilier avec Ankara après des années de brouille à cause de l'opposition de Nicolas Sarkozy à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et la pénalisation de la négation du génocide arménien. Il n'est pas question que trois crimes près de la Gare du Nord mettent en péril la démarche. Intérêts commerciaux, accord européen sous-traitant les migrants à la Turquie, coopération au sujet des djihadistes français qui transitent par le territoire turc... La France a fait son choix. Et peu importe que la circonstance aggravante de terrorisme ait été retenue dans cette affaire. D'ailleurs, Antoine Comte, l'avocat des familles, a déclaré à la mort de Güney que celle-ci arrangeait Paris et Ankara qui ne voulait pas de procès.

**La mort d'Omer Güney des suites d'une tumeur clôt-elle toute enquête sur le triple assassinat des militantes kurdes ?**

Omer Güney a contracté la légionellose à Fresnes. Vu son affaiblissement général provoqué par la chimiothérapie, l'infection pulmonaire a été fatale. Sa tumeur n'est donc pas la cause directe de sa mort. Sans accusé, plus de procès.

La disparition du seul suspect entraîne automatiquement la fin de l'action judiciaire. Mort avant d'avoir été jugé, Omer Güney meurt « présumé innocent » comme l'ont déclaré ses avocats. En revanche, les faits, eux, restent. Les avocats des familles des victimes sont en train de réfléchir à des moyens de relancer l'affaire. Ce n'est pas chose aisée. Il faut, par exemple, apporter des éléments nouveaux pour obtenir une réouverture du dossier.

Au cours de l'enquête, le juge d'instruction Jeanne Duyé a fait le choix, en accord avec les familles, de ne pas perdre de temps : le pronostic vital du suspect était engagé, il fallait aller vite. A défaut de traduire en justice les donneurs d'ordre, personne ne voulait perdre la possibilité de juger le meurtrier présumé.

**La lumière sera-t-elle un jour faite sur cette ténébreuse affaire ?**

Décision a été prise de ne pas envoyer de commission rogatoire supplémentaire à la Turquie, étant donné qu'elle n'avait même pas répondu à la première. Cela n'aurait fait qu'allonger la procédure. Certains aspects qui pourraient peut-être permettre de remonter la chaîne des commanditaires n'ont ainsi pas été exploités. Si l'ordre écrit du MIT ordonnant les préparatifs de l'assassinat de Sakine Cansiz est authentique, alors, qui est « Le légionnaire », la seconde personne missionnée ? Qui sont les quatre destinataires du document ? Il semble que les services secrets allemands connaissent au moins l'un d'eux. A qui appartiennent les deux voix dans la conversation publiée sur Youtube ? En Europe ou en Turquie, de nouvelles informations finiront peut-être par surgir. La répression et les purges qui touchent en Turquie tous les services de sécurité font de nombreuses victimes et donc de nombreux mécontents. Ils pourraient avoir intérêt à faire des révélations. ■

**L'EXPRESS** 17 JANVIER 2017

## Le parquet turc requiert 142 ans de prison pour un leader kurde

Par AFP, le 17/01/2017  
<http://www.lexpress.fr>

**Istanbul** - Le parquet a requis mardi jusqu'à 142 ans de prison contre Selahattin Demirtas, coprésident du principal parti pro-kurde, accusé d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement interdit, ont rapporté les médias.

Le parquet de Diyarbakir (sud-est) a en outre requis jusqu'à 83 ans d'emprisonnement pour Mme Fiden Yüksekdag, qui copréside avec M. Demirtas le Parti démocratique des peuples (HDP), selon l'agence progouvernementale Anadolu.

Ils avaient été arrêtés en novembre avec une dizaine d'autres députés du parti dont l'immu-

unité avait été levée.

Ils sont accusés d'appartenir ou de soutenir le PKK, qui mène depuis trois décennies une lutte armée pour demander plus de droits et d'autonomie pour les Kurdes. L'organisation est classée "terroriste" par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne.

Le HDP a toujours nié farouchement être une vitrine politique pour le PKK. M. Demirtas affirme être puni pour s'être opposé au projet de présidentialisation du système voulu par Recep Tayyip Erdogan.

Les violences entre le PKK et Ankara ont repris à l'été 2015 après l'effondrement d'un fragile cessez-le-feu qui visait à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. ■



Le leader du Parti démocratique des peuples, Selahattin Demirtas, à l'occasion d'un discours à Istanbul, le 21 octobre 2015

**AP** Associated Press

## Une explosion tue quatre policiers en Turquie

16 janvier 2017 The Associated Press

**ISTAMBOUL** — Quatre policiers turcs ont été tués lundi par l'explosion d'une mine improvisée près d'une ville majoritairement kurde du sud-est du pays.

Deux autres agents ont été blessés.

L'agence Anadolu rapporte que l'explosion s'est produite près de l'université Dicle, dans le district de Sur de la province de Diyarbakir. Anadolu attribue l'attaque aux militants kurdes du PKK, une organi-

sation illégale.

Des images diffusées par l'agence de presse privée Dogan montrent des ambulances, un camion de pompiers et des membres des forces de sécurité déployés sur les lieux de l'explosion.

Un communiqué publié par le bureau du gouverneur de Diyarbakir fournit un bilan identique.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et ses alliés, dont les États-Unis. ●



# En Turquie, la résistance s'organise sur le Web



Delphine Minoui  
dminoui@lefigaro.fr

Correspondante à Istanbul



La caméra, incrustée dans un smartphone, zigzague à travers la foule. Au rythme d'un joyeux brouhaha entrecoupé d'applaudissements, elle capture les premiers sourires, puis balafé les visages en émoi, encore abasourdis par la bonne nouvelle. « *Asli Erdogan, Necmiye Alpay et Zana Kaya sont libres !* », commente, en voix off, la journaliste qui filme la scène. Nous sommes le 29 décembre 2016, en plein cœur du tribunal ştaboullote de Caglayan, sous haute surveillance policière. Dans la petite salle d'audience archibondée, le juge vient d'annoncer la libération - provisoire - de trois personnalités intellectuelles embastillées pour « *propagande terroriste* ». La vidéo, quasi surréaliste dans une Turquie décimée par la censure, est diffusée en direct grâce à l'application Periscope sur HaberSIZsiniz, la petite dernière d'une nouvelle génération de télévisions en ligne. Sans filtre préalable, ni montage sélectif. Une mini-révolution culturelle à l'heure de la dérive autoritaire du président Erdogan et du black-out sur les médias indépendants. « *Avec la fermeture en série des médias, notre espace d'expression est de plus en plus restreint. Il nous a fallu inventer d'autres façons d'informer, trouver des chemins de traverse. Le Web est devenu notre nouvelle agora* », confie Candan Yildiz, la reporter qui a immortalisé cette scène.

## Contourner la censure

Quelques jours plus tard, nous la retrouvons au café Caribou, à deux pas de l'embarcadere des vapeurs qui mettent le cap vers la rive asiatique. D'un bleu émeraude, le Bosphore tend ses bras aux pêcheurs et aux mouettes. Un sas de respiration, à l'orée d'une folle actualité bousculée par l'attentat du club Reina, la nuit de la Saint-Sylvestre, et le chahut politique qui secoue le pays depuis le putsch raté du 15 juillet dernier. Boucles brunes sur pull-over noir, Candan Yildiz, 42 ans, a mis ses lunettes vertes, couleur espoir. L'ex-journaliste d'IMC, une des dizaines de télévisions de l'opposition réduites au silence depuis l'été, est une des cofondatrices de HaberSIZsiniz. En turc, le titre - qui se lit comme un jeu de mots - signifie : « *Vous êtes sans information* » ou « *Vous êtes l'information* ». Son logo est un téléviseur retenu par deux chaînes. « *Nous avons lancé HaberSIZsiniz il y a deux mois pour défendre le droit de la population à être informée* », explique la reporter. Elle ajoute : « *Depuis cet été, 177 médias ont été fermés et plus d'une centaine de journalistes emprisonnés. La plupart des chaînes autorisées parlent d'une seule voix. Il est fondamental de continuer à donner à voir, pour que la Turquie ne se transforme pas en trou noir de l'information.* »

Restait à inventer un concept, afin de contourner la censure à moindre coût. L'option du Web, et plus précisément l'application Periscope - étreinée lors des manifestations antigouvernementales de Gezi, en 2013 - est retenue : pas besoin de payer une fréquence sur le satellite ou de louer des faisceaux pour faire des interviews en duplex. « *Il suffit d'un cellulaire et d'une bonne connexion Internet* », précise la journaliste, bénévole à l'instar de toute l'équipe. Fin octobre, le coup d'envoi est donné, avec une première émission diffusée en direct d'un café d'Ankara. Depuis, des studios télé s'improvisent un peu partout : dans les locaux

d'associations indépendantes, partenaires de cette opération, au siège du journal *Cumhuriyet*, également dans le collimateur du pouvoir, dans l'enceinte du tribunal, comme pour le procès d'Asli Erdogan - et parfois même en pleine rue. L'occasion d'aborder les sujets occultés par la presse progouvernementale : droits des femmes, des minorités, atteintes à la liberté d'expression, traque des opposants...

Direction le quartier des affaires de Levent. Lovée dans un ancien atelier photo, et perdue au milieu d'une rue de réparateurs de voitures, Medyascope est la pionnière de ces nouvelles cybertélévisions. Le rez-de-chaussée, enveloppé dans une odeur de café, est aménagé en « *plateau ouvert* » composé d'un studio équipé de deux caméras sur trépied, d'une cuisine à l'américaine et d'une salle de rédaction. À l'étage, quelques bureaux, dont celui du rédacteur en chef, Rusan Caker, un vétéran du journalisme d'investigation. Quand il lance la chaîne, il y a un an, à l'aide de subventions internationales, l'idée consiste à créer un média alternatif en surfant sur la vague des nouvelles technologies. Avec le temps, c'est devenu un refuge par défaut. « *C'est un des rares médias où tu peux travailler en toute liberté* », avance Burak Tatari, 28 ans, un des 20 journalistes de Medyascope. Il y a quelques mois, le jeune homme a claqué la porte du magazine *Tempo*, après qu'une de ses enquêtes réalisée dans le Sud-Est, où les forces de l'ordre combattent la guérilla kurde du PKK, fut restée au marbre. Motif invoqué par sa direction : sujet trop sensible. « *Mon article s'intéressait aux civils, notamment les enfants affectés par la guerre. Il ne prenait aucunement le parti du PKK. C'est dire à quel point les médias s'autocensurent par crainte d'être taxés de "soutien au terrorisme"* », dit-il. Aujourd'hui, Burak anime une émission d'actualité quotidienne. Intervention turque en Syrie, crise économique, réforme de la Constitution... Aucun thème, aussi « *chaud* » soit-il, ne lui échappe. Il lui est ironiquement très facile d'inviter sur son plateau des experts de renom, surtout lorsqu'ils sont « *blacklistés* » dans les médias officiels. « *Ici, tous les intervenants sont les bienvenus. Contrairement aux grosses télévisions, nous n'avons pas les moyens de leur payer le taxi. Mais nous leur offrons du café, et surtout la possibilité de s'exprimer !* », rigole-t-il, espiègle. La recette est payante : quelque 20 000 cyberspectateurs regardent quotidiennement Medyascope - dont la page Twitter compte près de 50 000 abonnés.

Comblant les silences, éclairer les zones d'ombre, c'est aussi l'objectif de Funda Tasun. À 38 ans, cette ancienne de la télévision privée IMC a récemment lancé WeBiz avec un ex-collaborateur. « *Informer,*

Il est fondamental de continuer à donner à voir, pour que la Turquie ne se transforme pas en trou noir de l'information

CANDAN YILDIZ, JOURNALISTE COFONDATRICE DE LA TÉLÉVISION EN LIGNE HABERSIZSINIZ

Dans la Turquie d'Erdogan, minée par un black-out sur la presse indépendante, ils ont fait de leur smartphone leur nouveau studio d'enregistrement télévisé. La trentaine, parfois la vingtaine, une nouvelle génération de journalistes turcs défie la censure sur Internet en utilisant l'application Periscope.

c'est résister, donner la parole aux victimes et aux sans-voix », résume-t-elle en guise d'introduction. Ni nom, ni enseigne devant son bureau. Depuis sa création, il y a quelques semaines, la petite télévision est hébergée par une agence de publicité, derrière la rue commerçante Istiklal. Le studio, aux allures de placard, se limite au strict minimum : une caméra, une table, deux chaises, et un écran plat sur lequel s'affiche le logo de la cyberchaîne. « *C'est ici même que nous avons reçu, il y a quelques jours, Basak, l'épouse de Selahattin Demirtas* », dit-elle fièrement. Une occasion en or pour la femme du cofondateur du parti d'opposition de gauche prokurde, HDP, emprisonné depuis deux mois, de s'exprimer sans tabou. Et de faire porter sa voix : le jour de sa diffusion, l'interview a été suivie en direct par 14 000 internautes. Depuis, elle circule sur les réseaux sociaux : YouTube, Facebook, Twitter... À l'instar de HaberSIZsiniz ou de Medyascope, WeBiz s'intéresse de près aux failles du système : comme cet incendie mortel dans un dortoir de filles, ou encore l'effondrement d'une mine de cuivre dans le sud-est du pays, deux catastrophes survenues fin novembre et auxquels la cyberchaîne a consacré des émissions spéciales. « *Nous avons des programmes dédiés aux femmes, à l'économie, à l'écologie... Nous donnons également la parole aux professeurs victimes de la purge post-coup. Interdits d'enseigner, ils disposent de leur émission hebdomadaire sur WeBiz* », poursuit Funda. Mais au terme « *refuge* », elle préfère celui de « *plate-forme* » ou « *forum de discussion* » pour définir cet espace journalistique d'un nouveau genre. « *Un refuge sous-entendrait que nous nous sentons en sécurité. Or, ce n'est pas le cas. Nous savons que nous pouvons être inquiétés à tout moment* », dit-elle.

## Guérilleros de l'information

Dans un pays où le pouvoir s'attaque, pêle-mêle, aux partisans de Fethullah Gülen (instigateur présumé du coup d'État avorté), aux pro-Kurdes, aux voix critiques, la répression est sans limite. Et les formes d'intimidation aussi. Quand ils ne sont pas forcés de mettre la clef sous la porte, les médias dissidents sont soumis à un filtre sur l'Internet et subissent, pour beaucoup, une asphyxie financière faute de pouvoir vendre des espaces publicitaires aux annonceurs, de plus en plus frileux. Pour continuer à faire leur métier - souvent sous-payé, voire non payé -, ces nouveaux guérilleros de l'information - c'est ainsi qu'ils se sur-nomment entre eux - cumulent les mi-temps alimentaires. « *L'avantage, c'est que nous ne dépendons de personne. Nous n'avons paradoxalement jamais été aussi libres* », ironise Candan Yildiz, de HaberSIZsiniz. Sa seule réserve concerne son audience. « *Nous attirons chaque jour de nouveaux visiteurs. Mais à l'échelle de la population turque, c'est dérisoire. Notre travail a-t-il un réel impact sur le public ?* », s'interroge-t-elle. À l'heure où d'autres confrères choisissent l'exil, elle s'obstine pourtant à rester en Turquie, faisant sien le slogan de HaberSIZsiniz : « *Nous continuerons à informer tant qu'on nous ne retirera pas notre téléphone portable.* » Cette phrase avait été initialement prononcée par une de ses consœurs, lors de la fermeture de la télévision IMC. C'est aujourd'hui devenu le « *mantra* » des cyberjournalistes turcs. ■

# Syrian opposition calls Kurdish YPG fighters 'terrorists', regime rejects federalism

By: Wladimir van Wilgenburg |  
January 25, 2017  
aranews.net/

Syrian Kurdish groups were not impressed by statements of the Syrian opposition calling for the listing of the YPG and PYD as terrorist groups, and the regime delegation rejecting federalism in a statement during the Astana talks that ended on Tuesday.

The Syrian regime and the opposition failed to reach a solution to the six-year-long war, and only Russia, Iran, and Turkey said they reached an agreement to fight ISIS and Nusra and to reinforce a truce. This while clashes broke out Tuesday between rival rebel groups in Syria's northwestern city of Idlib.

Kurdish politicians say any talks that do not include the Kurds or recognise federalism as a solution in Syria "would fail".

Mohammed Alloush, the head of Jaysh al-Islam, a group that used Alawite civilians as human shields while holding them in cages in Damascus, called for the listing of the Democratic Union Party (PYD) and the People's Protection Units (YPG) as terrorists.

Aldar Xelil, a leading member of the PYD-affiliated TEV-DEM (Movement for a Democratic Society) on Tuesday criticized the Kurdish National Council (KNC) – whose representatives Abdulhakim Bashar and KNC and Yekiti head Ibrahim Biro participated as part of the opposition's delegation – for being silent during the speech of the opposition delegation's head Alloush.

"We are fully aware that Alloush and other rebel leaders are being backed by Turkey, thus they use a similar discourse describing Kurdish fighters as terrorists. But the YPG are fighting terrorist groups such as Daesh [ISIS] and Nusra [Jabhat Fateh al-Sham], with US support, so they are not terrorists," Syrian Kurdish politician Zara Salih told ARA News.

"The Astana meeting was only for a ceasefire deal between Russia, Iran and Turkey, nothing except that. Even the Syrian opposition and regime did not sign anything on the last day of the talks [Tuesday]," he said.

Kamal Sido, a consultant for the Society for Threatened Peoples (STP), told ARA News that Turkey was most likely behind Alloush's demand to list Kurdish groups as terrorists. "I think that is what Turkey demands, but it's very difficult for Turkey to realize this demand," he said.

The US earlier made clear that they don't see the YPG as a terrorist organization, and the new US Secretary of State called the Syrian Kurds "the greatest allies" in the fight against terrorism.

"We don't consider the YPG a terrorist organization, and they have proven successful against



Kurdish fighters of the YPG and YPJ bidding farewell to a comrade killed during clashes with jihadists in Aleppo countryside. Photo: ARA News

ISIS [ISIS] inside Syria," State Department spokesman John Kirby has said.

Moreover, Bashar Jaafari, the regime delegation's leader in the negotiations, said that the Syrian Kurds are against federalism and said that those Kurds who dream of federalism "need Panadol and Advil".

According to the Syrian state agency SANA, Jaafari said federalism would be decided "by all Syrians and not decided unilaterally by a single component of the Syrians", adding: "Such ideas, even one as crazy as federalism, must be put to democratic vote, but it's completely unacceptable for a group of people to decide to create a statelet and call it federalism."

In an immediate response to Jaafari's statement, several Kurdish parties made clear that the Kurds in Syria support federalism.

"This was the second time for Jaafari to announce the regime's opposition to federalism. First time he suggested that Kurds should take Panadol pills instead of federalism. Today, he advised us to take stronger medicine like Advil," Salih sarcastically said.

"The best answer to Jaafari and to the Syrian opposition is an 'independent Kurdistan' in Syria, and it will be the best solution for all Syrian people," Salih told ARA News.

"I think the regime in Damascus, the Islamists and Turkey have the same position on the question of autonomy or federalism. They are against autonomy for Kurds, but the Kurds want federalism," Dr. Kamal Sido said.

"However, I believe the biggest enemy of Kurdish autonomy is Turkey and the Syrian Islamist rebels, not the regime in Damascus. They are similar to the Iraqi Sunnis who opposed federalism for Kurdistan after 2003," Sido told ARA News.

On Saturday, the Kurds held their own talks about a solution for Syria. During the conference on the project of a Democratic Federation of Northern Syria, Kurdish, Arab, and Syriac politicians said they would not abide by any decisions made in the Astana negotiations.

Speaking at the seminar, Foza Yousif, the newly appointed co-chairwoman of the Executive Council of the Democratic Federal System of Northern Syria, said that the negotiations for the Syrian crisis have not succeeded because the democratic circles have not been invited to the talks.

Moreover, the YPG and the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) said they will not abide by any decision taken in Astana.

"We stress that the crisis in Syria will reach a solution with democratic projects, fraternity of the peoples and Democratic Autonomy," the YPG said in a statement on Tuesday.

"Since we have not been invited to the Astana talks, the decisions made there will not be binding for us in any way. Those decisions are only valid for the participants in the Astana meeting," the YPG concluded. ♦

# Pouvoirs illimités pour le président turc Erdogan

La réforme controversée adoptée par le Parlement doit encore être approuvée par référendum au printemps

ISTANBUL - correspondante

**L**e Parlement turc a adopté les amendements constitutionnels qui donnent au président Recep Tayyip Erdogan des pouvoirs illimités. Approuvés en première lecture dimanche 15 janvier, ces amendements feront l'objet d'une seconde lecture, à partir de mercredi, avant d'être soumis à un référendum, au mois de mars ou avril.

La réforme modifie de fond en comble le système politique hérité en 1923 de Mustafa Kemal, dit Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne, en instituant un régime présidentiel sans contre-pouvoir. Dix-huit articles de la Constitution ont été modifiés, de façon que M. Erdogan devienne le maître absolu du pays.

## Au pouvoir jusqu'en 2029 ?

Selon les amendements adoptés, le président pourra rester à la tête de son parti politique une fois élu. C'est lui qui nommera et révoquera les ministres. C'est lui qui choisira son ou ses vice-président(s). La séparation des pouvoirs n'est plus de mise, car c'est le président qui dorénavant désignera les juges, notamment 12 des 15 juges de la Cour constitutionnelle, habilitée, entre autres, à se prononcer sur la destitution du président.

Désormais, le Parlement n'est plus qu'une chambre d'enregistrement. Le président peut aisément le contourner, en gouvernant par décrets. Il peut l'abolir d'un trait de



Des députés turcs en sont venus aux mains, le 12 janvier, à Ankara, lors d'un débat sur le projet de réforme constitutionnelle. REUTERS

plume, en convoquant de nouvelles élections.

Privée de réels pouvoirs, la nouvelle Chambre verra malgré tout le nombre de ses députés augmenter, passant à 600 au lieu de 550 actuellement. L'âge minimum des élus a été abaissé de 25 à 18 ans. Il s'agit de créer un ascenseur social pour les jeunes, nombreux à militer dans les rangs du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation islamo-conservatrice au pouvoir. La durée du mandat présidentiel est fixée à cinq ans, le président est autorisé à exercer deux mandats au maximum.

Elu président en 2014, après trois mandats à la tête du gouvernement en tant que premier ministre, le «grand homme» (l'un des surnoms de M. Erdogan) pourra se maintenir à la tête du pays jusqu'en 2029. «Grâce à Dieu, la Turquie sera gouvernée de façon plus

efficace», s'est félicité le vice-premier ministre, Numan Kurtulmus, sur son compte Twitter.

Le poste de premier ministre, jusqu'ici détenteur du pouvoir exécutif en Turquie, est aboli. Binali Yildirim, l'actuel possesseur du titre, s'en est félicité. «Je suis un marin et je peux vous dire que deux capitaines pour un même navire, c'est le naufrage assuré. Il faut un seul capitaine en action», a déclaré ce proche compagnon de M. Erdogan, ingénieur naval de formation.

Adoptée grâce au soutien du Parti d'action nationaliste (MHP, ultranationaliste) qui dispose de 39 sièges au Parlement, la réforme constitutionnelle a suscité bien des remous dans ses rangs. Un vent de fronde s'est levé, remettant en cause l'autorité déjà bien érodée du chef du parti, Devlet Bahçeli.

Yusuf Halaçoğlu, vice-président du MHP, a ainsi déclaré qu'il voterait contre le projet constitutionnel, critiquant la perte de souveraineté du Parlement. Pour ramener les ultranationalistes à la raison, l'AKP a menacé de convoquer de nouvelles élections législatives. Cette menace a suffi à rétablir la discipline dans les rangs.

## «Coup d'Etat civil»

Dans la nuit du mercredi 11 à jeudi 12 janvier, des députés en sont même venus aux mains, distri-

**Dix-huit articles de la Constitution ont été modifiés, de façon que le président devienne le maître absolu du pays**

buant coups de poing et de pied, se jetant des chaises à la tête, détruisant le perchoir. Un élu AKP a même été mordu à la jambe.

Aux yeux de l'AKP, la présidentialisation du système est un gage de stabilité dans la période troublée que traverse le pays – purges, croissance économique en berne, dépréciation continue de la monnaie, attentats à répétition, guerre contre l'organisation Etat islamique et contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), conflit en Syrie.

L'opposition y voit en revanche un effet de la dérive autoritaire du chef de l'Etat, doté de pouvoirs illimités. «Même Atatürk n'en avait pas autant», a fait remarquer Kemal Kılıçdaroglu, le président du Parti républicain du peuple (CHP, la formation fondée par Atatürk). Le CHP et le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) se sont résolument opposés au projet, accusant M. Erdogan de profiter de l'état d'urgence actuellement en vigueur pour s'arroger tous les pouvoirs.

Cette réforme «va rendre au Palais les pouvoirs retirés au sultan ottoman» il y a un siècle, a ainsi estimé Bülent Tezcan, député du CHP, qui dénonce «la dictature d'un seul homme». Nombreux sont les députés d'opposition persuadés que cette réforme ramène la Turquie au niveau d'une dictature ordinaire de type moyen-oriental. «Nous assistons à un coup d'Etat civil. Si le putsch raté [du 15 juillet 2016] avait réussi, nous aurions eu à peu près la même chose que ce à quoi nous assistons aujourd'hui», a déclaré la députée HDP Meral Bestas.

Le mécontentement existe aussi dans les rangs de l'AKP. Ainsi, Sami Selçuk, ancien président de la cour d'appel et sympathisant de longue date du camp islamo-conservateur, a qualifié la réforme, dans une tribune publiée par *Cumhuriyet* le 10 janvier, de «dangereuse». ■

MARIE JÉGO

## Istanbul: l'auteur présumé de l'attentat du réveillon arrêté

L'auteur présumé de la fusillade du Nouvel An dans une discothèque stambouliote a été capturé, lundi 16 janvier à Istanbul, après deux semaines de recherches, ont annoncé les autorités. Selon l'agence officielle Anatolie, le suspect de l'attaque qui a tué 39 personnes, identifié comme Abdulgadir Masharipov, a été arrêté aux côtés d'un homme d'origine kirghize et de trois femmes originaires d'Egypte, du Sénégal et de Somalie, dans le quartier d'Esenyurt, lors d'une vaste opération policière. «Je félicite notre police, qui a attrapé l'auteur du massacre d'Ortaköy», a déclaré le vice-premier ministre turc, Numan Kurtulmus, sur son compte Twitter.



# Les forces irakiennes ont "libéré" la partie est de Mossoul

AFP, le 18/01/2017  
www.liberation.fr/

La partie est de Mossoul a été "libérée" par les forces irakiennes trois mois après le début de la vaste offensive pour reprendre la deuxième ville d'Irak au groupe Etat islamique (EI), ont affirmé mercredi des responsables militaires.

Le général Talib al-Sheghati, qui dirige les unités d'élite du contre-terrorisme (CTS), a annoncé "la libération (...) de la rive gauche", en référence à la partie est de la métropole du nord de l'Irak, coupée en deux par le fleuve Tigre.

"Les secteurs importants" de l'est de Mossoul sont désormais sous contrôle et il ne reste que quelques jihadistes à déloger, a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse à Bartalla, près de Mossoul.

Cette annonce marque une étape importante dans la bataille de Mossoul, lancée le 17 octobre avec l'objectif de reprendre la dernière grande ville contrôlée par les jihadistes en Irak.

Cette opération de grande envergure implique des dizaines de milliers de combattants des forces irakiennes et kurdes, appuyés par la coalition internationale antijihadistes menée par Washington.

Le Premier ministre Haider al-Abadi a salué "les efforts de ces braves forces" qui "ont réussi à mener à bien la stratégie pour nettoyer la rive gauche".

La perte de Mossoul en juin 2014 avait représenté une véritable humiliation pour l'armée irakienne, balayée par l'offensive éclair lancée par l'EI, qui y avait ensuite auto-proclamé un "califat".

Le groupe ultraradical sunnite contrôle toujours la partie ouest de Mossoul, où se trouve notamment la vieille ville, un entrelacs de ruelles impossibles à naviguer pour des véhicules militaires. C'est dans cette partie, un peu plus petite que l'est, que les jihadistes sont les mieux implantés.

## - RÉSISTANCE AFFAIBLIE -

Malgré l'annonce de la "libération",

le général Yahya Rasool, porte-parole du commandement conjoint des opérations qui coordonne la lutte contre l'EI en Irak, a affirmé à l'AFP qu'il y aurait encore des combats dans l'est dans les jours qui viennent. "Il y a des quartiers (de l'est de la ville) qui sont encore en train d'être libérés et cela pourrait encore prendre quelques jours", a-t-il indiqué.

Mohammed Hayal, un habitant du quartier Al-Arabi dans le nord-est de cette zone, a d'ailleurs indiqué à l'AFP que "des combattants de l'EI étaient toujours présents et tiraient des obus de mortier".

Les forces irakiennes étaient entrées dans Mossoul en novembre avant de progresser lentement face à la résistance acharnée des jihadistes. Elles ont finalement réussi à atteindre le Tigre début janvier.

Des responsables irakiens et américains ont affirmé que la résistance de l'EI s'était étiolée ces dernières semaines et que ses attaques suicide à l'aide de camions bombes étaient moins efficaces.

Mais l'EI a mis en place des défenses "parfois plus importantes" dans l'ouest que dans l'est, a expliqué le colonel Brett Sylvia, qui commande 1.700 conseillers militaires américains détachés en Irak.

Les combats dans Mossoul sont rendus difficiles par la présence des habitants, qui étaient estimés à environ deux millions avant la prise de la ville par l'EI. Environ 150.000 personnes ont été déplacées par les combats depuis trois mois selon l'ONU.

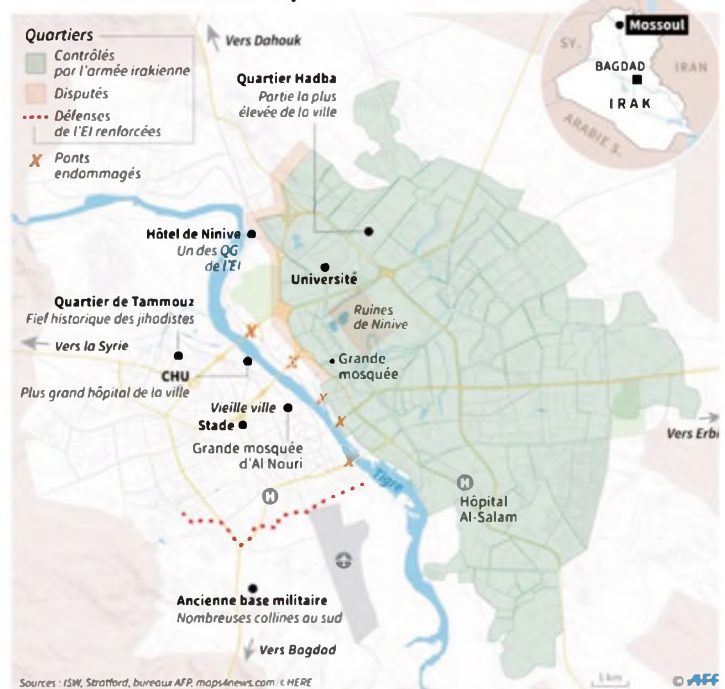
Dans les quartiers repris, la vie a commencé à reprendre son cours même si les services de base n'ont pas été totalement rétablis. "La sécurité est revenue, les boutiques du marché ont rouvert et les clients sont là", s'était réjoui Haj Fawzi, un boucher interrogé la semaine dernière dans le grand marché d'Al-Zahraa.

Les experts prévoient une courte suspension des opérations militaires après l'offensive sur l'ouest de



Un membre des unités d'élite irakiennes du contre-terrorisme célèbre leur succès, le 18 janvier 2017, à Bartalla à la périphérie est de Mossoul / AFP

## Les forces irakiennes reprennent l'est de Mossoul



Mossoul, mais ils jugent que l'issue de la bataille ne fait pas de doute.

"Mossoul est effectivement encerclée et l'EI n'a d'autre choix que de se battre ou de se rendre", souligne Omar Lamrani, expert au groupe de réflexion Stratfor. Mais, prévient-il, "cela ne signifie pas que la reprise de Mossoul va entraîner la fin de cette insurrection".

Dans la Syrie voisine, la lutte contre l'EI se concentre autour de son fief de Raqa, cible depuis le 10 décembre d'une offensive d'une alliance arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis. ♦ afp

# Why Iraq Needs the Oil

**Taking it, as Donald Trump has mused about doing, is not only illegal—it would tear the country apart.**

Jack Watling / Jan 25, 2017  
<https://www.theatlantic.com>

On his first full day in office, Donald Trump stood before the CIA's Memorial Wall, which commemorates the agency's fallen officers, and railed against the media, boasted about the size of his inauguration-ceremony crowd, and took the opportunity to restate his conviction that "we should have kept the oil" in Iraq—a reference to America's apparent failure to claim the country's fossil fuels as its own following the 2003 invasion and subsequent war. "Maybe we'll have another chance," he mused, drawing laughter, reportedly from his own staffers in the room. But there is nothing amusing about Trump's proposal, originally aired on the campaign trail and dismissed as something between a pipe dream and a war crime.

Trump's nonchalant re-airing of the idea betrays a dangerous ignorance of Iraq's petro-politics, which for years has both bound the country together and threatened to tear it apart. Petrodollars underpin the Iraqi economy, but as the country struggles to fund the war against the Islamic State, it has none to spare. Trump's threat strikes at some of the most sensitive political fault lines in the country. And if he follows through, it may prove detrimental, not just to Iraq, but to two of Trump's other stated policy objectives: defeating ISIS and supporting the Kurds.

Baghdad's control of Iraq's provinces is, in part, based on its custodianship of the country's petrodollars, with the oil sector contributing up to 99 percent of government revenue. The war against ISIS, however, forced the government to divert huge sums of money to the army, as well as to the salaries of 110,000 fighters from the Popular Mobilization Forces in November, in a bid to rein in Shia paramilitary groups. This siphoned much-needed revenue from the provinces.

"We have not received any petrodollars from Baghdad since 2014. ... Baghdad owes us hundreds of millions, and they owe Basra many times more," Dr. Najmaldin Karim, governor of the northern Iraqi region of Kirkuk, told me. It is the same all over the country, as Nisayf Jasim al-Khattaby, president of the provincial council of the southern province of Karbala, explained. "We do not receive as much from the central government," al-Khattaby said. "The main problem is the weak economy; the budget assigned to us is smaller than it should be." As a result, Baghdad's authority has fractured, as demands grow for federalization and the devolution of power to the provinces.

Petrodollars are particularly scarce in the Kurdistan capital of Erbil. At the annual CWC Kurdistan-Iraq Oil and Gas Conference, held in London, a



candid Qubad Talabany, the deputy prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), said the government's monthly operational deficit was over \$460 million by the beginning of 2016. Kurdish civil servants, and even the peshmerga, have gone without pay for months as the government has sought to slash salaries. One peshmerga commander told me he could barely afford to replace his men's threadbare shirts. The KRG is also months behind on payments to the oil companies operating within its borders.

But the economic outlook for the Kurds could improve this year, thanks in part to an oil deal struck with Baghdad in August 2016 that allows oil to be exported from the field in Kirkuk and splits the resulting revenues evenly between Baghdad and the KRG. When ISIS routed the Iraqi army from Mosul in 2014, Kurdish peshmerga moved to protect Kirkuk from the militants. In doing so, the fighters also took control of Iraq's largest oil field. The ensuing dispute with Baghdad saw oil exports from the field stop completely, until last August's oil sharing agreement.

But the deal was thrown into doubt by OPEC's surprise decision last November to cut production in a bid to drive up sagging global oil prices. Iraq, as a member of OPEC, received a quota that capped its total exports, turning oil exports into a zero-sum game between Baghdad and Erbil. Now any increase in exports for Baghdad will come at Erbil's expense, and with Baghdad desperately in need of money for reconstruction and security in territory liberated from ISIS, both sides are gearing up for a confrontation. "The basis for the good will created by the oil sharing agreement is quickly disappearing," observed Michael Knights, a fellow at the Washington Institute. Trump's threat strikes at some of the most sensitive political fault lines in the country.

If cooperation between Baghdad and Erbil broke down, disaster would ensue. The landlocked KRG depends on good relations with its neighbors in order to export oil. For the Kurdish economy to thrive, the oil must flow. "You can't go independent when you're bankrupt," Talabany noted. A breakdown would also provide an opening for ISIS. "How do we prevent [ISIS] rebuilding itself under a new name?" asked Dr. Hanan al Fatlawi, an Iraqi member of parliament on the foreign affairs select committee. "We have to rebuild the trust between the components of Iraqi society." Post-liberation reconstruction is expensive, as is

providing security as communities attempt to reintegrate. "Security is paramount and without security you cannot go on," Governor Karim said. All of this is dependent upon Iraqi petrodollars.

Catastrophe is avoidable, however. Dr. Ashdi Hawrami, the KRG's Minister for natural resources, emphasized his commitment to cooperation with Baghdad. "There is no question that we will be having a dialogue and cooperation," he said. Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi will need to take a firm hand with the Kurds ahead of upcoming Iraqi elections, but he has a good relationship with the KRG. And all parties agree that a break in relations would spell mutual disaster.

It is into this delicate situation that Trump has pitched himself, without apparent regard to the consequences. That his threat to strip Iraq of its oil survived his transition into the White House demands careful consideration of what the proposal could actually entail. The U.S. military would not, as Trump has suggested, occupy Iraq to oversee the illegal extraction of crude from its oil fields, which are dispersed across the country. But in light of Trump's other stated priorities that does not mean he will not move to try and extract money from Baghdad. He could seek to deliver on his suggestion that Washington should "reimburse" itself for some of the costs of its military operations in Iraq by negotiating Iraqi payments in crude for America's substantial provision of arms, training and direct military assistance.

Or he could just push the Iraqi government to award favorable contracts to American companies like ExxonMobil, whose former CEO Rex Tillerson has just been confirmed as secretary of state. Tillerson's previous escapades, of course, present a cautionary tale. Under Tillerson, ExxonMobil purchased oil rights to land blocks controlled by the KRG in 2011—a deal that directly challenged the authority of the Iraqi government and was partially responsible for an armed stand-off between the Iraqi army and the Kurdish peshmerga.

Tillerson's record of aggressively asserting corporate interests into decidedly thorny diplomatic climates also reflects the lack of common purpose among Trump's team. James Mattis, Trump's secretary of defense, has a record of seeking to confront Iran's growing influence in Baghdad. Destabilizing Iraq's oil sector would weaken Baghdad's hold on the country, thereby strengthening Iran's position. Trump has established a reputation for letting his staff compete, rather than collaborate, and in Iraq this risks seeing the Pentagon and Foggy Bottom pursuing contradictory positions, just as tensions in Iraq reach their height.

What is indisputable is that for Trump to wade into this minefield demanding a cut would be destabilizing. It would, as Edmund Burke once described British efforts to recoup the costs of a foreign war from the people of the United States, be "to tax where no revenue is to be found," and the result would be comparably volatile, destroying the KRG's relations with its neighbors, stripping resources from Baghdad's peace dividend and helping ISIS to prolong its insurgency.



# Erdogan's Further Consolidation Of Power Would Cement Turkey's Demise

With more than 20 ethnic and religious minorities, the further centralization of decision-making will only exacerbate the country's ills.

**Aykan Erdemir** Former member, Turkish Parliament; Senior fellow, Foundation for Defense of Democracies

**Merve Tahiroglu** Research associate, Foundation for Defense of Democracies

Jan. 26, 2017

<http://www.huffingtonpost.com>



*Erdogan makes a speech during the opening ceremony of Eurasia Tunnel in Istanbul. Dec, 20, 2016. Murad Sezer / Reuters*

The Turkish Parliament passed constitutional amendments last weekend that could allow President Recep Tayyip Erdogan to amass unprecedented power. Amidst terrorist attacks by the so-called Islamic State and Kurdish militants, Erdogan and his far-right allies are presenting the deal as a way out of chaos, promising that terrorism will cease once the constitutional amendments are approved in the upcoming referendum in April. But with an 80-million-strong population comprised of more than 20 ethnic and religious minorities, the further centralization of decision-making will only exacerbate the country's ills.

With the proposed amendments, Erdogan seeks to consolidate all powers – executive, legislative and judicial – in one office: his palace. The Parliament will have little power to hold the president and his cabinet accountable. Erdogan will also appoint two-thirds of the country's most senior judges, further undermining checks and balances in a country with the world's worst record of press freedom. He will now be able rule by decree and even declare a state of emergency unilaterally. In short, Turkey – already one of the most centralized sys-

**“ Ankara – paranoid of delegating any authority to local governments – is crushed under the burden of micromanagement. ”**

tems in the world – will turn into an over-centralized regime.

Turkey's political instability, chronic security problems and economic volatility have as much to do with power-hungry leaders as with the burdens of top-down and undelegated policy-making. For a country already marred by economic slowdown and secular-Islamist polarization, at the brink of civil war with its Kurds, over-centralized rule is the worst course to follow.

Turkey entered 2017 with a devastating, ISIS-claimed attack at an Istanbul nightclub that killed at least 39 people. But the jihadists are but one group that has been targeting the country. In December alone, Kurdish militants conducted two suicide bombings in Istanbul and another in central Turkey, killing 58 citizens. Between ISIS and Kurdish militants, there have been more than 30 bombings over the past year and a half.

The economy is suffering, too. Despite a whopping 24 percent increase in government spending in the

militants. Punishing the HDP for the PKK's sins is destined to backfire: The more Ankara pushes the HDP out of the political system, the more disenfranchised Kurdish youth will turn to extremist groups like the PKK.

Erdogan and his far-right allies in Parliament are presenting the draft constitution to the public as the only solution to Turkey's terrorism problem, arguing that a powerful presidency is the best way not only to help secure the country but also to resuscitate its economy. But further consolidation of power in one office and person is not what the country needs. Ankara – paranoid of delegating any authority to local governments – is crushed under the burden of micromanagement. A 2013 study shows that up to 60 percent of the cabinet decisions concerned real estate and zoning issues.

Turkey's politics and economy could benefit immensely from subsidiarity by handling decisions at the lowest possible level of competence. Decentralizing a country as populous as Germany, and twice as large, would not only strengthen governance and boost the economy, but also pave the way for the political and socio-economic inclusion of Kurdish citizens and the resolution of inter-necine bloodletting. Remedying gross inequality in regional income – which hits majority Kurdish areas hardest – requires more than generous incentives and handouts. It necessitates effective governance that allows locals to partake in decision-making and implementation.

This is easier said than done in a country where the public is highly skeptical about decentralization, seeing it as a threat to the country's national unity and territorial integrity. The French, however, have proven with the 1982 Decentralization Act and 2003 constitutional amendments that the uni-

**“ An overly centralized polity, a weak legislature and Erdogan's authoritarianism have brought Turkey to the brink. ”**

tary state model – which the Turks hold dear – can go hand-in-hand with decentralization. Moreover, the Council of Europe's Charter of Local Self-Government, which Turkey has been party to for nearly three decades, provides a roadmap for delegating power to local authorities.

Turkish voters will head to the polls in April for possibly the most consequential referendum of their lives. An overly centralized polity and a weak legislature unable to hold the executive accountable, combined with Erdogan's reckless and authoritarian style, are exactly what have brought the country to the brink. Any steps towards de jure one-man rule would only accelerate Turkey's downward spiral. ♦

last quarter, in December, the economy contracted for the first time since 2009 – interrupting 27 quarters of continuous growth. Even the Turkish Statistical Institute's highly questionable accounting failed to find a way to paper over the slip in third-quarter economic indicators. As global markets reacted to news of contraction, Turkey's five-year bond yields hit 11.51 percent, the highest since the 2009 crisis. Meanwhile, the lira fell to 3.80 a dollar, a record low.

Turkey is caught in a downward spiral and needs an urgent reversal of its political and economic course. But leaders in Ankara are pouring gasoline on the fire instead.

In July 2015, the Turkish government's peace talks with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) ended after a two-year respite. More than 300 people lost their lives in resumed clashes since then. But Ankara's response has been to crack down not only on the PKK but also on the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). Incidentally, the HDP – formerly a fringe party – became Turkey's second largest opposition last June, a success hinged on its vociferous opposition to Erdogan's presidential designs.

In the run-up to the constitutional debates in Parliament last month, Turkish authorities detained hundreds of HDP local executives coun-

**“ Decentralization would strengthen governance, boost the economy and improve inclusion of Kurdish citizens. ”**

trywide. As of today, 11 HDP lawmakers, including the party's co-chairs, Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdag, are in jail. After vandalizing the HDP's Istanbul headquarters, the police also spray-painted threatening graffiti on the walls. Such retaliation, reminiscent of the extrajudicial methods of Turkey's "Dirty War" against Kurdish insurgents in the 1990s, only alienates moderate Kurds while also playing right into the hands of the

# Inside look at war in Mosul

MOSUL, IRAQ

## Times photographer faces ISIS militants who are ready to fight to the death

BY IVOR PRICKETT

After three months of fighting, the battle to retake Mosul has entered a new chapter, but the Islamic State group's vast arsenal of car bombs and suicide vests is far from spent and most of the civilian population is still trapped.

By last Friday, the government forces had pushed the militants across the Tigris River, which divides the city. With a partial victory in sight, a small group of journalists was invited by the government to report from the besieged city.

The mood among the troops was mostly celebratory: The Islamic State was on the run. But the fighting was far from over, and the danger still all too real. On the other side of the Tigris — just a few hundred yards away and home to 750,000 people — the militants were still in control.

I was embedded with a special forces unit, led by Staff Col. Muhanad Saad. These soldiers are among the Iraqi Army's best troops. They faced Islamic State booby traps, gunmen and, perhaps scariest of all, suicide car bombers. At one point, the troops pointed their rifles skyward to shoot down an ISIS drone carrying an explosive payload.

As our convoy of tanks, armor-plated bulldozers and Humvees snaked through the city, small groups of commandos peeled off to search houses in which they believed militants were hiding. Fearing booby traps, they moved carefully through buildings, peering into cupboards and behind couches, always careful not to move anything that could trigger a makeshift explosive.

The militants who remained in eastern Mosul were there to fight to the death. Slowly, the soldiers picked off fighters, one by one. The body of one fighter was found sprawled in the gated driveway of a home on a leafy street in the upscale Andalus neighborhood. His dusty, mangled body was at odds with what still was a beautiful and serene part of the city.

A boy, no more than 10, appeared from the house next door and hardly gave the macabre scene on his doorstep a second glance.

Though much of the worst fighting was over, the soldiers were still on alert for suicide car bombers, a fear well founded. Occasionally, a radio would crackle with news that a car bomber had been spotted nearby. After a few tense minutes, we would hear the sound of a



An Iraqi special forces unit clearing an area near an unfinished mosque in Al Thaqafa neighborhood of Mosul. The unit faced Islamic State booby traps, gunmen and, perhaps scariest of all, suicide car bombers.

missile fired by a coalition warplane and the car exploding.

At one point, a suspicious car was reported nearby and heading straight for our position.

The bomber had broken through a line of parked cars, intended to stop just such an attack, and detonated his explosives. The fireball destroyed two Humvees and injured four soldiers.

The bomb shattered nearby windows, left a crater the size of a boulder, and threw burning pieces of the vehicle into the first floor of a nearby house.

Slowly, residents emerged from their homes to greet and thank their liberators. Visibly pale and wan, presumably from spending days indoors away from the fighting, men warily peered from their homes' front gates, while the women and girls inside waved and cried out.

Much of the soldiers' work was slow going. Clearing houses, room by room. Or searching the huge, unfinished mosque in Al Thaqafa neighborhood.

Several military snipers took up positions on the balconies of the once-luxurious Nineveh International Hotel. From there they could look across the Tigris.

Many of the residents able to leave have sought refuge at the camps on the edge of Nineveh Province and in Iraqi Kurdistan.

The humanitarian situation in eastern Mosul is dire. Most aid organizations have avoided the front lines because of security concerns.

Thousands of people have fled eastern Mosul as the fighting has intensified and the front lines have shifted. All five of the Tigris River bridges that connected the city were destroyed in



airstrikes at the end of last year.

Utilities like running water and electricity are nonexistent in many districts, and the city lacks basic medical care.

As the battle moves west, humanitarian organizations are worried about the 750,000 people still under Islamic State control in the western half of the city.

Although Iraqi forces and coalition airstrikes have tried to avoid civilian casualties, there is no avoiding the fact that this fighting is taking place in a heavily populated urban environment.

One man, Khalid Mohammed Qassim, 42, wanted to check on the flour factory where he had worked for 15 years as a driver. While walking, he and his 16-year-old son, Zaid Khalid Mohammed, were killed when they were struck by a roadside bomb, Mr. Qassim's nephew said.

They were buried together in a cemetery in Gogjali, a suburb, where the gravediggers say they bury about 10 people every day.

As fighting spreads to the western half of the city, they said, they will soon be busier. ●



— Détruite à 70 % pendant l'hiver 2014-2015, la ville syrienne, située à la frontière turque, est devenue en deux ans le symbole de la lutte du peuple kurde contre Daech.

**Kobané (nord de la Syrie)**  
Correspondance particulière

Routes défoncées, bâtiments criblés d'impacts, Kobané est en ruine. Certains immeubles, entièrement détruits, sont les témoins immobiles de l'effroyable bataille qui s'est tenue dans cette ville kurde du nord de la Syrie. C'était en 2014, quelques mois après la proclamation, par Abou Baker Al Baghdadi, du califat à Mossoul. Daech, alors au fait de sa puissance, attirait des combattants étrangers par milliers.

En septembre, Daech assiège Kobané et contraint ses habitants à fuir en Turquie. Quelques centaines de combattants kurdes des unités de protection du peuple (YPG), armés et entraînés par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie), font face, bénéficiant du soutien aérien décisif de la coalition internationale. Les F16 américains bombardent sans relâche les positions djihadistes. Près de 4 000 de ses combattants auraient été tués pendant la bataille. Le siège prend fin au bout de quatre mois, le 26 janvier 2015. Kobané devient alors le symbole de la résistance kurde.

Les portraits des martyrs sont affichés par centaines dans le centre-ville. Sur un rond-point, deux tanks déployés symétriquement trônent autour d'une imposante statue, transportée depuis la ville kurde irakienne de Souleymaniyé, à près de 800 kilomètres. Elle représente un combattant kurde ailé, vêtu de l'uniforme et des chaussures traditionnels des combattants du PKK.

Assis à proximité, keffieh noir et rouge sur le visage, Ibrahim Hassap témoigne. « Je suis resté à Kobané pendant la durée du siège. Je n'ai pas fui en Turquie car notre terre est ici. » Entre deux cigarettes, l'homme, qui assure avoir

# « Avant la guerre, à Kobané, j'allais à l'école »



Ousman vend des falafels pour faire vivre sa famille pendant que ses amis sont en classe. Chris Hubby/le Pictorium

plus de 70 ans, raconte : « J'ai perdu six membres de ma famille pendant les combats. Mon fils qui possédait deux diplômes universitaires est tombé en martyr. »

Mustafa Hassan, « vieillard » de 75 ans qui enchaîne frénétiquement thés et cigarettes, raconte sa fuite en Turquie : « Nous avons été entassés dans des camps de l'autre côté de la frontière. Cela a duré un an. Nous étions heureux de rentrer chez nous, mais la ville était complètement détruite. Il y avait des cadavres partout ainsi que des explosifs. Chez nous, il ne restait plus rien. Même ma moto avait disparu. »

La région vit sous blocus depuis des mois. D'un côté, la frontière avec la Turquie est délimitée par un mur de construction récente. De l'autre, la frontière avec le Kurdistan irakien, à l'est, est ouverte sporadiquement. Les matériaux de construction et biens de consommation pénètrent au compte-

## repères

### Qui contrôle quoi en Syrie ?

**L'armée syrienne** contrôle 34 % du territoire, notamment les principales villes de Syrie – Damas, Homs, Hama (centre) et Alep (nord).

**Les rebelles**, représentés par une myriade de factions en majorité d'inspiration islamiste, contrôlent – en comptant les

**La région vit sous blocus depuis des mois. D'un côté, la frontière avec la Turquie est délimitée par un mur de construction récente. De l'autre, la frontière avec le Kurdistan irakien, à l'est, est ouverte sporadiquement.**

gouttes. La situation n'avantage que les contrebandiers et profiteurs de guerre. « Chaque famille a dû reconstruire sa maison par ses propres moyens. Les prix sont inaccessibles. Un sac de ciment coûte 2 500 livres syriennes (5 €) et le kilo d'acier 165 livres (0,30 €). Les politiciens corrompus sont responsables de cette situation. Certains en profitent pour faire monter les prix », peste Mustafa.

Il se souvient de la vie à Kobané, avant la bataille. « Notre ville était magnifique, mais aujourd'hui, nous n'avons pas de travail. » Nahida, sa

régions où ils sont allés avec les djihadistes de Fatah Al-Cham (ex-branche syrienne d'Al-Qaida) – 13 % du territoire.

**Daech** contrôle toujours 33 % du territoire : dans l'est Deir Ez-Zor et la majorité de la frontière avec l'Irak, dans le nord Rakka et une partie d'Alep, dans le centre Palmyre.

**Les Kurdes** contrôlent 20 % du territoire et les trois quarts de la frontière syro-turque.

filles de 40 ans portant son bébé dans les bras, l'assure : « Nous survivons grâce à mes deux fils de 14 et de 17 ans. Le cadet travaille dans un restaurant pour 3 000 livres syriennes hebdomadaires (6 €), l'autre est ouvrier sur les chantiers lorsque son patron peut s'approvisionner en matériaux de construction. »

Dans un restaurant situé face au « carré des martyrs de Kobané », Ousman cuisine des falafels à la chaîne. « Je travaille dix heures par jour, six jours par semaine. Avant la guerre, j'allais à l'école. Tous mes amis sont en classe en ce moment. Moi, je n'ai pas le choix, je dois travailler car ma famille n'a pas d'argent. »

Kobané vit ainsi, entre cicatrices et reconstruction. En juin 2015, plusieurs combattants de Daech entrés en ville ont massacré 120 personnes. « Depuis, les habitants ont acheté des armes », assure le journaliste Jamal Bali. Les entrées de la ville sont barricadées, les véhicules n'y pénètrent qu'après d'interminables contrôles. Des miradors se dressent aux points névralgiques et une profonde tranchée encercle la cité pour empêcher le passage de véhicules-suicides. Le front est tout proche.

Dans les cafés du centre-ville, les hommes écoutent les dernières nouvelles. Aujourd'hui, les Kurdes ont conquis deux villages à l'ouest de Rakka, à 140 kilomètres. La guerre avance, kilomètre par kilomètre. Deux ans après, Kobané n'est pas encore en paix. Matthieu Delmas



# Turquie: la société de plus en plus fracturée

Le débat sur la réforme de la Constitution et les attentats ont aggravé la polarisation du pays, déjà très clivé.

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE A ISTANBUL

**MOYEN-ORIENT** C'est une rue en pente qui part de l'avenue Istiklal, un des poumons touristiques d'Istanbul, pour plonger en contrebas dans le Bosphore. Nichée sur la rive européenne, la rue Bogazkesen est de ces espaces mélomélomé qui font le charme de l'ex-Constantinople : s'y côtoient, tout du long, petites cantines de quartier et restaurants bars branchés, épiceries et galeries d'art, femmes en foulard et midinettes en minijupe. Un étonnant mariage entre deux quartiers : le traditionnel Tophane, soutien invétéré du président islamo-conservateur Erdogan et de son parti, l'AKP, et le moderne Cihangir, repère d'une bourgeoisie libérale plus encline à voter pour l'opposition laïque du CHP (Parti républicain du peuple).

Pourtant, derrière l'unité en trompe l'œil de la rue « Coupe-gorge » (traduction littérale de « Bogazkesen ») se cachent de profondes divisions, à l'image de la polarisation croissante d'une Turquie embarquée dans une spirale d'attentats et de tensions politiques. « Il y a des valeurs qui ne sont pas les nôtres et que nous ne saurons accepter : boire de l'alcool, afficher ostensiblement des décorations de Noël dans l'espace public », prévient Aslan Gizel, un habitant de Tophane, attablé à l'un des plus anciens cafés de Bogazkesen.

Un peu plus haut, Furkan, 25 ans, tient une boutique d'objets de création, ouverte l'an passé. « Ici, pour éviter les ennuis, nous devons respecter certaines lignes rouges : ne pas mettre la musique à plein tube, ne pas servir de bière aux clients. Une ambiance peu attrayante pour ma clientèle. Avec les attentats, qui découragent également les touristes étrangers, elle a chuté de moitié en un an », se plaint-il.

**« Il y a des valeurs qui ne sont pas les nôtres : boire de l'alcool, afficher ostensiblement des décorations de Noël dans l'espace public »**

ASLAN GIZEL, UN HABITANT DE TOPHANE, QUARTIER CONSERVATEUR D'ISTANBUL



Dans une vitrine du quartier de la basilique Sainte-Sophie, à Istanbul, une affiche montre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, coiffé du slogan « Une nation, un drapeau, un gouvernement, une patrie ». BULENT KILIC / AFP

L'an passé, le fossé s'était déjà sérieusement creusé sur Bogazkesen. Au printemps, d'abord, quand une vingtaine de jeunes du quartier avaient interrompu de force le vernissage d'une exposition, où les verres d'alcool avaient débordé sur le trottoir. Puis, à l'approche de l'été, lorsque en plein ramadan, la clientèle d'un discaire qui fêtait le dernier album de Radiohead avait été insultée et délogée par une bande du coin. À chaque fois, les habitants avaient, de part et autre, pris sur eux pour oublier l'affaire au plus vite. Mais depuis le massacre de la discothèque du Reina, dans le quartier d'Ortaköy, qui a fait 39 morts la nuit du Nouvel An, un profond malaise flotte sur Bogazkesen.

Au détour des conversations, il y a ceux qui refusent de s'émouvoir de la tuerie, arguant qu'un tel lieu était de toute façon provocateur dans un pays où la majorité autrefois silencieuse fait valoir ses valeurs conservatrices depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement) en 2002. En face, les autres y voient, a contrario, une attaque contre leur mode de vie. Les plus remontés accusent même les partisans d'Erdogan d'avoir ouvert la voie aux djihadistes en alimentant un discours religieux et anti-occidental.

Cherchant à dissiper la discorde, Recep Tayyip Erdogan s'est empressé de mettre en garde contre un risque de

« polarisation » du pays dans sa première allocution postattentat. « Chacun en Turquie est libre de vivre comme il l'entend », a insisté l'homme fort du pays. Dans le même discours, il n'a pourtant pas pu s'empêcher de s'en prendre à ses opposants libéraux. « Qu'ont-ils dit à propos des 56 personnes tuées à Gaziantep? », a-t-il lancé, en référence à l'attentat du 20 août imputé à Daech, survenu dans cette ville conservatrice du Sud-Est. Avant d'ajouter : « Et je vous rappelle que vous n'avez pas prononcé un seul mot sur nos soldats tués » (lors des combats qui les opposent à la rébellion kurde du PKK).

Dans une Turquie coupée en deux, chaque nouvel attentat ne fait qu'accroître davantage la faille. « Chez vous, en France, l'attaque du Bataclan avait rassemblé les gens. Chez nous, après le Reina, c'est tout le contraire qui s'est produit. Le carnage n'a fait que renforcer les divisions », déplore un sociologue qui préfère taire son nom. En réalité, regrette-t-il, le chef de l'État collectionne les occasions ratées d'une réconciliation sociale et politique. Et de citer en exemple le coup d'État avorté du 15 juillet.

Le putsch, imputé à l'adversaire numéro un d'Erdogan, le prédicateur en exil Fethullah Gülen, avait été dénoncé en bloc par toute l'opposition politique et avait donné lieu à de grands rassemblements convoqués sous la bannière de la « démocratie ». Un rare moment

d'union nationale - auquel le parti pro-kurde du HDP n'avait néanmoins pas été invité -, qui a rapidement volé en éclats : au lieu de concentrer sa purge sur les milieux gülenistes, le pouvoir s'est lancé dans une chasse aux sorcières contre toute voix critique: journalistes, professeurs, intellectuels. « Au lieu de générer un sens de la solidarité entre les Turcs, la tentative de coup d'État du 15 juillet n'a fait que diviser encore plus cette Turquie à deux vitesses. Aujourd'hui, le pays est divisé selon la loyauté envers l'État, le parti et une seule personne », remarque la politologue Aylin Topal.

Ces deux dernières semaines, les tensions ont de nouveau éclaté au grand jour, cette fois-ci dans l'hémicycle du Parlement où députés de l'AKP et parlementaires de l'opposition en sont venus aux coups de poing à plusieurs reprises. Au cœur de la discorde : le projet de réforme de la Constitution visant à élargir les pouvoirs du président. Le texte hautement controversé a finalement été approuvé à la majorité samedi matin et sera soumis au référendum populaire au printemps.

Dénonçant une « dérive autoritaire », les anti-Erdogan accusent ses partisans d'attiser sciemment les tensions

en menant une double offensive : islamiste d'une part, avec, dernier exemple en date, cette récente campagne menée par la presse conservatrice et les autorités religieuses contre les célébrations de la Saint-Sylvestre et les symboles de Noël; nationaliste d'autre part, alimentée par une volonté de discréditer toute option politique pro-Kurde, en accusant les leaders du HDP de « diriger une organisation terroriste » (sous-entendu la rébellion du PKK). Dans un tel contexte, chaque clan se réfugie derriè-

**« Turcs contre Kurdes, laïques contre religieux... De part et d'autre, on crie, on hurle, on s'exprime par slogans »**

LA ROMANCIÈRE ASLI ERDOGAN

re ses préjugés et ses peurs. « Dans chaque camp, on assiste à un rejet de l'autre. Le niveau de tolérance s'amenuise de jour en jour. Les failles se démultiplient: Turcs contre Kurdes, laïques contre religieux... De part et d'autre, on crie, on hurle, on s'exprime par slogans », déplore la romancière Asli Erdogan.

Un contexte d'autant plus volatil que

les médias alimentent les divisions. « Il est désormais coutumier d'allumer la télévision et d'entendre un intervenant dire à propos d'un opposant : cette personne doit être emprisonnée! », regrette la journaliste Candan Yildiz. Cette ancienne de la télévision indépendante IMC - contrainte à la fermeture, à l'instar d'une centaine d'autres médias - fait le constat « d'un journalisme d'opinion, voir de propagande, en pleine ascension ».

Aujourd'hui, la fracture est telle qu'elle déteint aussi sur l'intimité des familles et des foyers. Selon une enquête menée l'an passé par l'institut du Fonds Marshall allemand des États-Unis, plus de 4 Turcs sur 5 s'opposent à ce que leur fille épouse le partisan d'un autre parti politique, tandis que les trois quarts d'entre eux refusent de faire des affaires ou d'habiter à côté de quelqu'un qui ne partage pas les mêmes idées politiques. Une recherche qui explique la très fragile cohabitation qui prévaut sur la rue Bogazkesen. « Je n'ai plus ma place dans cette rue. Ni en Turquie, d'ailleurs. Dans quinze jours, je pars aux États-Unis », souffle Furkan, le gérant de la boutique branchée. ■

LE FIGARO.fr 27 janvier 2017

## Les négociations syriennes repoussées, la Russie s'impatiente

Par Pierre Avril le 27/01/2017  
De notre correspondant à Moscou  
<http://www.lefigaro.fr>

La Russie est impatiente de régler le conflit syrien et accuse l'ONU et certains groupes rebelles de faire traîner les choses. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé vendredi matin le report des négociations de Genève, destinées à ébaucher une solution politique. Initialement prévus le 8 février, ces pourparlers sont repoussés à la fin du mois, a indiqué le chef de la diplomatie à l'occasion d'une rencontre avec un groupe d'opposants syriens, à Moscou. Une information que l'ONU s'est refusée à confirmer. La Coalition nationale syrienne, proche de l'Arabie saoudite, et qui plaide en faveur d'un changement de régime à Damas, a annulé à la dernière minute sa participation à ces rencontres de Moscou, justement destinées à préparer les négociations de Genève. Cette décision a irrité les Russes.

«Le groupe de Ryad ne doit pas chercher des excuses pour faire traîner le processus», a lancé Sergueï Lavrov accusant cette branche de l'opposition - notamment soutenue par la France - «d'avancer sans



Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accuse l'ONU et certains groupes rebelles de faire traîner le processus destiné à ébaucher une solution politique en Syrie.

arrêt de nouvelles exigences». Le chef de diplomatie russe a également dénoncé «l'inaction» de l'ONU qu'il juge «inacceptable». L'envoyé spécial de l'ONU en Syrie Staffan de Mistura avait pourtant été le principal médiateur des pourparlers d'Astana, organisés en début de semaine dans la capitale kazakhe, qui n'a abouti qu'à une vague déclaration de la Russie, de la Turquie et de l'Iran en faveur de la «consolidation» du cessez le feu.

Un projet de constitution transmis aux rebelles

Ce revers intervient au moment où Moscou cherche, à l'inverse, à pousser les feux d'une solution politique en Syrie, une démarche jugée précipitée par plusieurs pays occidentaux et vue comme une tentative de prendre de vitesse la nouvelle administration américaine. À Astana, la Russie avait déjà communiqué un projet de constitution aux groupes militaires rebelles, et entend poursuivre ce travail avec les factions de l'opposition présentes aujourd'hui à Moscou. Parmi elles, des représentants kurdes syriens du Parti de l'opposition démocratique (PYD), assimilé par Ankara à une formation «terroriste». Selon le quotidien Kommersant, le texte de la nouvelle constitution élaboré par Moscou ne fait aucune référence à l'Islam et limite à deux mandats de sept ans la durée totale du mandat présidentiel. Lors d'un point de presse, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova a démenti toute intention du Kremlin «d'imposer un projet de constitution», ajoutant qu'il «revenait aux Syriens eux-mêmes de chercher des réponses aux idées» russes.

LE FIGARO

27 janvier 2017

# La défiance s'installe entre l'Otan et Ankara

Au sein de l'Alliance, les nations occidentales et la Turquie, qui pactise avec Moscou, sont de moins en moins sur la même ligne.

ISABELLE LASSERRE @illasserre

**OTAN** Le torchon brûle, à l'Otan, entre les Occidentaux et la Turquie musulmane. À Washington, certains cercles conservateurs demandent que le pays soit exclu de l'Alliance. Tandis qu'à Ankara, des députés de l'AKP - le parti au pouvoir - comme Samil Tayyar, considèrent l'Alliance atlantique comme une « organisation terroriste » au nez de laquelle il faut claquer la porte.

Depuis que la Turquie est entrée dans l'Otan en 1952, ses relations avec les autres pays membres ont toujours été instables. Contrariées par l'invasion de Chypre en 1974, réchauffées dans les années 1990, elles se sont à nouveau dégradées au début des années 2000, lorsque l'Europe a refusé de considérer le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) comme une organisation terroriste. « Les relations entre la Turquie et l'Otan ressemblent à une histoire de couple dans laquelle chacun reprocherait à l'autre de ne pas le soutenir », explique Bayram Balci, chercheur au Ceri (Sciences Po). Mais avec la guerre en Syrie, les motifs de discorde se sont multipliés.

La liste des reproches de l'Alliance est longue. En 2013, la décision d'Ankara de s'équiper d'un système de défense anti-aérien chinois a provoqué un tollé parmi les pays de l'Otan, qui ont forcé le gouvernement turc à reculer. Depuis le début du conflit syrien, ces derniers reprochent à Ankara son ambivalence vis-à-vis de Daech. Non seulement l'armée turque n'a pas combattu les djihadistes, mais elle les a laissés circuler de part et d'autre de sa frontière. La Turquie s'est aussi vu reprocher sa complaisance vis-à-vis de Téhéran dans le difficile règlement du dossier nucléaire iranien. Les Européens n'ont pas apprécié le chantage exercé par Ankara sur la question des migrants, dont le robinet se trouve en Turquie. Ils préviennent que les atteintes aux droits de l'homme et à la démocratie, qui se multiplient depuis la tentative de coup d'État en juillet 2016, sont en contradiction avec les valeurs de l'Alliance atlantique. Mais c'est le rapprochement avec la Russie de Vladimir Poutine, qui considère l'Otan comme son principal ennemi, qui jette surtout le trouble. Dans l'accord passé entre

Moscou et Ankara, la Russie aurait donné son feu vert à une sorte de zone de sécurité dans le nord de la Syrie qui empêcherait les Kurdes du PYD d'y installer une région autonome. En échange, Ankara aurait levé son veto au maintien au pouvoir de Bachar el-Assad, l'allié de la Russie. Cette coopération a franchi une nouvelle étape quand les avions russes ont récemment mené des frappes pour soutenir l'offensive de la Turquie dans le nord de la Syrie. Depuis, l'Otan s'interroge : la Turquie est-elle en train de changer d'alliance, de remplacer les États-Unis par la Russie, bref, de renoncer à son ancrage occidental ?

Les griefs sont tout aussi nombreux du côté turc. La méfiance ne date pas d'aujourd'hui. « Les Turcs ont toujours eu le sentiment qu'en cas de besoin, les autres membres de l'Alliance n'assureraient pas leur sécurité », poursuit Bayram Balci. À l'époque de la guerre froide, le président américain Lyndon Johnson avait menacé de ne pas soutenir la Turquie si un clash éclatait entre Ankara et l'URSS sur la question chypriote. « L'Union européenne a inventé une nouvelle architecture de sécurité pour le continent, qui n'incluait pas la Turquie », écrit le spécialiste Richard Outzen dans une note pour le Washington Institute for Near East Policy. Mais c'est le refus de l'Otan de considérer la demande de protection d'Ankara qui craignait des représailles de Saddam Hussein pendant la guerre contre l'Irak en 2003, qui a, selon lui, signé « la fin définitive d'une époque où les intérêts de la Turquie et ceux des Occidentaux étaient alignés ».

Le récent désaccord prend cependant sa source en Syrie. Déjà vexé d'avoir été mis à distance de l'Union européenne parce qu'elle ne respectait pas les critères de Bruxelles, la Turquie reproche aux Occidentaux d'avoir aidé et armé les Kurdes de Syrie. « La Turquie a l'impression d'avoir été abandonnée par les Occidentaux dans la crise syrienne. Les signes de duplicité de l'Otan ont rongé sa confiance envers l'Alliance », affirme

Bayram Balci. Après la tentative de coup d'État, le pouvoir turc a regretté l'absence de compassion des pays occidentaux. « Le problème ne réside ni en Turquie ni en Russie mais chez les Occidentaux. C'est la faiblesse du monde occidental, son absence de vision et de politique claire, ajoutée à la désintégration de la région, qui poussent Ankara à se



Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, lors de son discours devant l'Assemblée parlementaire de l'Otan, le 21 novembre dernier, à Istanbul.  
KAYHAN OZER/AGENCE ANADOLU

forger de nouvelles alliances. Les Turcs se rapprochent de ce qui est le plus fort. L'entente avec la Russie est fondée sur le désespoir », poursuit le spécialiste du Ceri. Quant aux questions des droits de l'homme et de la démocratie, elles sont écartées d'un revers de la main à Ankara, qui rappelle que l'Alliance s'était accommodée des dictatures au Portugal et en Grèce.

Le désaccord pourrait-il se solder par un divorce ? On n'en est pas encore là. La Turquie reste un pilier de l'Alliance, sa deuxième armée par le nombre de ses militaires. Elle est le quatrième pays contributeur aux opérations de l'Otan. Pour les Occidentaux, elle occupe une position stratégique, verrouillant l'accès de la Méditerranée via les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Ancrée dans le Moyen-Orient, proche des Balkans et face à la Russie, elle est un pays clé pour la géopolitique. L'Alliance y entretient des installations militaires : la base aérienne d'Incirlik, utilisée par la coalition contre Daech, celle de Kürecik qui sert à la défense antimissile des alliés et un centre de commandement à Izmir.

Malgré les sentiments de rejet qui montent dans les milieux anti-occidentaux, l'Otan reste pour Ankara un forum efficace pour défendre ses intérêts nationaux. De nombreux experts considèrent que le rapprochement entre Moscou et Ankara n'a pas vocation à remplacer la coopération avec les pays de l'Otan. Les deux pays ont longtemps été ennemis, ils se sont livrés douze guerres et n'ont pas les mêmes intérêts. En 1946, c'est Harry Truman et sa doctrine du containment qui ont tenu les Soviétiques à distance de la Turquie. « La seule chose qui les réunisse, c'est la volonté de contrer les Occidentaux », analyse Thornike Gordadze, ancien ministre géorgien chargé de l'intégration euroatlantique et conseiller pédagogique à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). L'exclusion de l'Alliance rendrait la Turquie encore plus « incontrôlable », redoutent les spécialistes. « Une rupture ne serait dans l'intérêt de personne », poursuit Thornike Gordadze. Mais la réponse réside en partie à Washington, et dépend du caractère imprévisible de Donald Trump. ■

# Afrin: Kurdish Town Isolated by Siege, Geography

The predominantly Kurdish district of Afrin in northwestern Syria has been under near-continuous siege for four years but remained relatively calm, attracting hundreds of thousands of displaced people. Now, it is under threat from Turkish military operations in Syria.

Written by Hiba Dlewti / Jan. 28, 2017  
<https://www.newsdeeply.com>

**B**EIRUT – Surrounded by olive trees and an array of hostile neighbors, the predominantly Kurdish district of Afrin in northwestern Syria has largely escaped the headlines during the war. Its relative calm has drawn hundreds of thousands of people fleeing violence in neighboring regions but is now threatened by an advancing Turkish offensive in Syria known as “Operation Euphrates Shield.”

“It’s like an isolated island,” said Mohammad Sulayman, director of Zaytoun, a local aid group.

Government forces withdrew from Afrin in 2012, and soon afterwards the Popular Protection Units (YPG), the main Syrian Kurdish fighting force, took control. Although the district was declared part of the self-proclaimed autonomous territory of Syrian Kurdistan in January 2014, it is separated from the other cantons by both geography and a multilateral four-year siege. To one side of Afrin is a sealed Turkish border; government troops block passage to nearby Nubul and various Turkish-backed rebel factions and the jihadist group Jabhat Fatah al-Sham (JFS) block the remaining sides.

Government airstrikes and violent clashes in neighboring districts in Idlib and Aleppo have driven hundreds of thousands of people to the relative calm of Afrin. But the nearly four-year siege has left the small district struggling to manage with the influx of internally displaced people (IDPs). Its population has risen to more than a million, and the YPG has implemented a state of emergency amid fear of potential terrorist attacks.

**D**isagreements between Afrin’s neighbors and the YPG mean residents constantly lack food and fuel; prices have skyrocketed as smugglers and businessmen manipulate the market, said local journalist Amina Mesto. “The price of fuel has gone through the roof, increasing people’s suffering in the cold winter,” said Mesto, who was a philosophy teacher at an Aleppo high school before the war and fled to Afrin after she was persecuted by Syrian security forces for her criticism of airstrikes on civilians.

Complex Turkish regulations and politics, in combination with further complications and taxes imposed by hardline Islamists factions surrounding the district, hinder the ability of humanitarian organizations to operate in Afrin, Sulayman said. Small organizations like Zaytoun provide whatever aid is possible in Afrin and its two adjacent IDP camps, Robari and Shahbaa.

Turkey launched its military operation in Syria in August 2016, with the aim of pushing back the so-called Islamic State from its border and thwarting

Kurdish ambitions to consolidate their hold on predominantly Kurdish regions in northern Syria. Despite Kurdish-led forces being one of the most effective groups fighting ISIS, Ankara views the YPG as an extension of its own Kurdish insurgency, which has been fighting for autonomy since the 1980s.

“That’s the problem,” said Nada Homsy, a graduate student at the American University in Beirut researching Kurds in northern Syria. “They [Ankara] don’t see the difference between self-determination and the Islamic State.”

**I**solated from the rest of YPG-controlled areas, residents in Afrin fear their geographic location will make them more vulnerable to Turkish ambitions. Afrin’s borders and YPG positions have been repeatedly shelled by Turkish forces and the Syrian rebel factions it supports, and earlier this week the Turkish army uprooted thousands of olive trees around Afrin, Mesto said, as its forces advanced to within 300 meters (328 yards) of the district.

“There is a fear within Afrin’s residents that the area will be targeted by the Turkish intervention after the Turkish military spread along the border line,” said Mesto. “It is trying to provoke the YPG to return fire.”

Ankara’s actions have not been limited to military ones. Afrin’s main water supply, known locally as the Black River, is a tributary of the Orontes River, which rises from the Kartal Mountains in Turkey. Last year, Turkey cut off the Black River’s flow, Mesto said, damaging crops. Residents now largely depend on wells for drinking water, but the lack of electricity and fuel to run generators makes obtaining the water extremely difficult. Afrin’s electric line has been out for four years; when ISIS controlled neighboring Tel Rifaat, it destroyed the power plant there and it has not been repaired since.

“Turkey is in no way interested in having a successful Kurdish population near its own borders,” said Homsy, and the YPG does not want to fall for the bait. “They don’t want to fight the Turks and ISIS at the same time.”

**W**arming ties between Russia and Turkey, which have long supported opposing sides in the Syrian conflict, could pose an additional threat to the Kurds. The U.S. is an important backer of the YPG, but it is unclear whether the new administration will prioritize them in the fight against ISIS, or whether it will be a casualty of President Donald Trump’s desire to strengthen relations with Russia.

“The YPG are the second largest force in Syria – that determines that they will not be ignored politically or militarily,” said Azad Mamo, a media activist and Afrin native.

But the YPG were excluded from peace talks in



*Turkish troops near the Syrian border in Karkamis, Turkey, photographed on August 27, 2016. Turkey launched its military operation in Syria to push back the Islamic State from its borders as well as stop Syria’s Kurds from consolidating their territory. Ismail Coskun, IHA via AP*

Kazakhstan earlier this week sponsored by Turkey and the government’s key allies, Russia and Iran. The only Kurdish delegation present at the talks was the Kurdish National Council (KNC), an affiliate of the Syrian Opposition Coalition (SOC) that Mesto described as “extremely far from the Kurdish reality.”

**T**he YPG “are being sidelined intentionally,” Homsy said. The YPG controls nearly 20 percent of Syrian territory, and nearly 12.5 percent of Syria’s current population are in Kurdish-controlled areas.

Neither the government nor the opposition have provided guarantees towards Syrian Kurdish rights, said Sulayman, further alienating Kurds.

“The government is Baathist, nationalist and racist, and the Islamist opposition is racist as well,” said Sulayman. “They have different points of view, but the one thing they can all agree on is the Kurds – that they should have nothing.”

Never miss an update. Sign up here for our Syria Deeply newsletter to receive weekly updates, special reports and featured insights on one of the most critical issues of our time. ●

*Hiba Dlewti is a print and multimedia journalist from Damascus, Syria and the assistant managing editor of Syria Deeply. Born in Michigan and raised in Syria, she currently lives in Beirut.*

# Why did Russia offer autonomy for Syria's Kurds?

## Russia seizes diplomatic momentum on Syria

Draft constitution from Russia seeks to decentralize Syrian state authority, limit presidential powers; Turkish forces struggle in two-front campaign against both the Islamic State and Syrian Kurds; Al-Monitor offers in-depth reporting on Syrian Kurdish region.



Week in Review  
January 29, 2017  
www.al-monitor.com

UN Syria envoy Staffan de Mistura praised the Russian-brokered Syria talks in Astana, Kazakhstan, which ended Jan. 24, as a “concrete step” toward implementation of United Nations Security Council resolutions dealing with Syria, commending Russia, Turkey and Iran for setting up a mechanism to ensure compliance with the cease-fire announced last month.

Russia's diplomatic blitz did not end in Astana, however. On Jan. 27, Russian Foreign Minister Sergey Lavrov met with Syrian opposition parties in Moscow for further discussion of a Russian draft of a new Syrian Constitution that had been offered in Astana. While representatives of the Saudi-backed High Negotiations Committee of the Syrian opposition and the National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition Forces refused to attend, the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD), which Turkey had excluded from the Astana talks, participated in the Moscow meeting.

Maxim Suchkov reports that the draft constitution includes restrictions on the power of the Syrian presidency, with most powers deferred to the parliament and a newly created “Assembly of Regions.” Under the draft, the president would serve for seven years with no option for a second consecutive term.

Most controversial in the draft may be the decentralization of government authorities and the empowerment of local councils. “One issue that has stirred debate,” Suchkov writes, “is a provision allowing for ‘autonomy of Kurdish regions,’ which Russia sees as an adequate compromise for the country's federalization. A provision stipulating equal rights for Kurds and Arabs on Kurdish territories is also remarkable. Moreover, under the proposed draft, every region in the country should be given the right to legalize the use of a language of the region's majority — in addition to the state language and in accordance with the law.”

Not surprisingly, Suchkov continues, the draft elicited strong reactions from the parties to the conflict. “So far,” he writes, “the Kurdish issue is the most controversial. Turkey, Damascus and the Arab opposition forces all have their own caveats about the proposed autonomy — and it doesn't please the Kurds, either, as they want more.”

This is not the first time that Russia has floated the idea of autonomy for Syria's Kurdish regions. Al-Monitor broke the news of a Russian-mediated effort in September that broached the subject of autonomy, but was dismissed by the Syrian government.

Russian Foreign Ministry spokeswoman Maria Zakharova denied that Russia was backing autonomy for Syrian Kurds, saying, “Only Syrians can uphold their country as an integral, sovereign, multi-ethnic and multi-religious country.”

Lavrov contrasted the Russian draft with the Iraqi Constitution, which he claimed was “forced” on Iraq by the United States. “We have only offered our proposals to the Syrian parties without any intention of forcing them to adopt them,” he said. “Based on the experience of the past five years, we are convinced that practical work can only begin if specific proposals are put on the table. I hope that all Syrians will read our draft while preparing for a meeting in Geneva and that it will provide an impetus for a practical discussion of ways to achieve accord in Syria in keeping with the Geneva Communiqué.”

Suchkov said, “The expectation in Moscow is that, at the end of the day, the parties will share the view that extreme, uncompromising positions will mean no end to the civil war in the near future, while the proposed formula may be the best possible solution under the current circumstances.”

### Turkey bogged down in al-Bab

Metin Gurcan reports that the Turkish military is facing a “new generation of urban warfare” in its battles against the Islamic State (IS) in northern Syria, as well as expanded military arsenals of both the Kurdistan Workers Party (PKK) in Turkey and the People's Protection Units (YPG) in Syria.



Russian Foreign Minister Sergey Lavrov attends a news conference in Moscow, Jan. 17, 2017. (photo by REUTERS/Sergei Karpukhin)

Gurcan writes, “The Turkish Armed Forces (TSK) is learning on the ground in al-Bab clashes how tough the new generation of urban warfare with the Islamic State (IS) can be. Turkish troops are experiencing major tests against the defensive model IS has developed based on tunnel warfare, anti-tank missiles and vehicle-borne improvised explosive devices, used with lethal effect in urban warfare. Ankara is now seriously considering whether the PKK will also be achieving the military technology and modern military capability levels of IS.”

He adds, “Because of the wars in Iraq and Syria with advanced weaponry used by all belligerents, the PKK has become a sophisticated force by diversifying its weaponry, ammunition and equipment. The Turkish military notes the PKK and its northern Syrian combat affiliate, the People's Protection Units (YPG), are gradually becoming more of a regular army by constantly improving their conventional capabilities such as armored unit tactics; artillery and rocket-fire support without line-of-sight availability; large-scale logistics movements; coordinating close air support; and providing artillery-forward observation, surveillance and reconnaissance with unmanned aerial vehicles (UAVs) and urban warfare.”

How are the PKK and YPG obtaining these advanced weapons? Gurcan writes, “A hard reality everyone knows but doesn't talk about is the weapons black markets that have blossomed in Syria and Iraq, where one can buy or lease any weapons system including tanks and multi-barreled rocket launchers. Particularly widespread in Syria is the sale in bazaars of guns and ammunition sent to opposition armed groups or exchanges with other groups. US, European and Iranian weapons and ammunition supplied to armed groups such as Kurdish peshmerga forces, the Iraqi army and Shiite militias are sometimes transferred to the PKK or sold on the market. One must also not ignore the PKK/YPG war booty of weapons and equipment — especially from their clashes with IS.”

Khaled al-Khateb reports from the front lines with the Turkish-backed Free Syrian Army near al-Bab that the fight against IS has been difficult. IS fighters are dug in and the Turkish effort is complicated by the role of Syrian Kurdish forces. “The forces leading Operation Euphrates Shield,” Khateb writes, “which include FSA factions and special Turkish forces, have been at odds with the [Syrian Democratic Forces] SDF, of which the Kurdish People's Protection Units (YPG) constitute the backbone. Turkish officials consider the SDF a threat to Turkey's security as the organization is an extension of the Kurdistan Workers Party, which Turkey considers a terrorist group. The interests of Turkey and the FSA are similar, as they both fear the SDF's separatist goals.”

### Al-Monitor goes deep on Syrian Kurds

In the first of a new series of long-form, in-depth articles, Amberin Zaman describes the complexity of Kurdish regional dynamics from firsthand reporting in Syria and Iraq, including the rationale behind what Syrian Kurdish leaders now call the “Democratic Federal System of Northern Syria.”

“Cynics say the change is a ruse to mask Kurdish domination over the area,” Zaman reports. “Rojava's leaders say the federation is a blueprint for the secular, egalitarian, multi-ethnic and federal plan they giddily imagine for the rest of Syria. Most people still call the place Rojava, and its administrators make no secret of their desire to dilute decades of government-enforced Arabization crafted to efface the Kurds.”

She continues, “Education is a key pillar of this new order, and mandatory schooling in the Arabic language is being phased out. Kurds, who make up

the largest ethnic group in Rojava, are finally receiving education in the long-banned Kurmanji dialect of Kurdish that is spoken here. Arabs continue to send their children to Arabic schools while Syrian Orthodox Christians, also known as Syriacs, tutor their children in their own tongue."

"In practice, things are a lot fuzzier," Zaman observes. "Young Kurdish students are easily immersed in Kurdish-language education, though the program remains very much in the pilot stage. But Kurdish and Syriac high school students who are caught in the middle continue their schooling in Arabic-language facilities affiliated with the Syrian Ministry of Education. Only these schools, which include the Taleyah lycee, offer diplomas that are internationally recognized."

The Kurdish administered regions of Syria have become laboratories for the revolutionary, egalitarian ideas of "Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Turkish-Kurdish rebel group called the Kurdistan Workers Party (PKK). When Ocalan and his comrades set up the PKK in 1978, they said they would be fighting for an independent Kurdistan that would unite the Kurds of Iran, Iraq, Syria and Turkey. But over time the PKK scaled back its ambitions as geopolitical realities set in. Ocalan now preaches a radical brand of communalism that rejects ethnic nationalism and national borders and encourages gender equality and environmental friendliness in their stead."

She adds that Ocalan's world view is influenced in by the "late American libertarian socialist Murray Bookchin. Yet for all its talk of diversity, Rojava is unabashed-

ly Kurdish, its leadership is top-down," and the PKK is clearly at the top.

Syria's Kurds also have a complicated relationship with the leadership of Iraqi Kurdistan.

"Massoud Barzani, Iraqi Kurdistan's president and the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) on which the KDP-S was modeled, is well liked throughout Rojava and especially in Derik and its environs, where the yellow KDP banner flutters above entire villages," Zaman reports. "Muhammad Yusuf, who runs a small shop that sells mobile phone accessories, said cellphone covers with Barzani's face sell in numbers equal to those featuring Ocalan. Barzani owes his popularity above all to his father, the legendary Kurdish warrior Mullah Mustafa Barzani, a central figure in the Kurds' struggle for freedom. But Barzani's friendship with Turkey and hostility to the PYD are beginning to dent his image here. Still, Barzani is lobbying the United States to pressure Rojava's leaders to let back in some 3,000 KDP-S fighters he helped arm and train. The aim, Barzani says, is to unify the Kurds. Critics counter that it is to shatter the PYD's monopoly over power to his own advantage. The Rojava administration says it will allow the KDP-S forces to return provided they agree to fall under their command. But they won't."◆

*Zaman's exclusive report is part of Al-Monitor's expansive offerings to provide the most extensive coverage of the Middle East. As always, any feedback is appreciated at [contactus@al-monitor.com](mailto:contactus@al-monitor.com).*



JANUARY 31, 2017

## Syrian Kurds Welcome Russia's Proposed Draft Constitution for Syria

31.01.2017 <https://sputniknews.com>

**IN AN INTERVIEW WITH SPUTNIK, Halit İsa, a representative of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) in France, revealed the details of his Friday meeting in Moscow with Russian Foreign Minister Sergei Lavrov.**

"Mr. Lavrov familiarized us with the draft constitution for Syria prepared by Russia. He said that the text was not final and that we could feel free to make any amends we deemed fit," Halit İsa told Sputnik Arabic.

Describing the meeting as "positive," İsa said that Russia was inviting all Syrian opposition forces and representatives of "democratic autonomies" to the negotiating table.

"The Russian-prepared draft proposes deleting the word 'Arab' from the country's official name, which reads as the 'Syrian Arab Republic,' because there are many ethnic groups living in Syria, including Kurds, Armenians, Assyrians, Circassians and others."

Halit İsa also praised the Russian draft for underscoring Syria's status as a secular state as compared to the old constitution, which contained articles based on Sharia law.

"We have representatives of various confessions living in Syria," he noted.

**"During the meeting we presented our own draft to Russian officials and opposition representatives who said they were ready to study it. We also need to talk with opposition members who were not present in Moscow and then send a delegation to the Geneva talks."**

Halit İsa added that Russian representatives had agreed that without PYD representatives present at next month's meeting in Geneva the sides would fail to reach agreement because "Kurds are a leading force in this process and must be present in Geneva."

In an interview with Sputnik Arabic, Zuhair Kobane, the man responsible for the PYD's relations with Europe, described the constitutional draft proposed by Russia as an important and very positive step for the future Syrian state.

**"We welcome this step, just like we do any other initiative aimed at bringing about a political solution to the Syrian crisis," he said, adding that all other influential forces in Syria refuse to join in this would seriously undermine efforts to end the crisis.**

"Aware of this, some regional powers have already put forward preliminary conditions for a political settlement, which we believe will lead us nowhere. This is why all previous rounds of the Geneva talks fell through. We believe that all Syrian political forces should join hands building a united, democratic Syrian federation, not on behalf of some other countries, but as representatives of the Syrian people," he emphasized.

In an interview with Sputnik Arabic, Alyan Masaad, the chief delegate of the



Group of Internal Syrian Opposition (Hmeymim), spoke about Friday's consultations in Moscow.

"Minister Lavrov spoke at length about the recent talks in Astana and about the international situation and urged us to take part in the Geneva talks.

He said he wanted all sides to come to the negotiating table and carefully listen to each other," he said.

As for [the Russian draft], "it is less than a draft, these are just the broad outlines given us by Deputy Foreign Minister Mikhail Bogdanov. It was published a year ago and was much discussed in Vienna."

"I believe it is too secular. The problem is that some of its provisions go beyond the constitutional format. It is still acceptable to me and my delegation, especially its part about decentralization. You could call this self-rule or federalization and we support it, especially when it comes to the Kurds," Masaad said.

He added that he was "categorically against any political self-rule" though, saying said that it was fraught with separatism.

"In a politically decentralized country a regional council could change its political affiliation, hold a referendum and break away," he warned.

Alyan Masaad also voiced disagreement with parts of the draft that are at variance with provisions "written and coordinated with the domestic opposition."

"The proposed draft says that Syria will be a mix of a presidential and parliamentary republic, while our blueprint provides for a parliamentary republic where the president will be vested with considerable powers."

"I'm not rejecting [the proposed draft] and not saying that it is bad, but it is not good for the Syria we have today. The country is fractured and drained by this war. It needs to pull itself together that's why it needs a strong executive branch," Alyan Masaad emphasized.

At the January 23-24 Syrian peace talks in Astana, Kazakhstan, Russia proposed a draft to serve as a "guide" for the Syrian constitution, outlining that it will be the Syrians who draft the final version, taking into account proposals made by both the government and the opposition.◆

# Mossoul : pourquoi la bataille contre l'Etat Islamique est loin d'être terminée

**Les forces militaires irakiennes, soutenues par leurs alliés chiites ont pris le contrôle de l'Est de Mossoul le 24 janvier dernier. Cette petite victoire marque une première étape dans la chute du groupe Etat islamique. Le groupe terroriste va devoir être amené à repenser sa stratégie s'il veut garder son pouvoir de nuisance.**



**Alain Rodier**

*Alain Rodier, ancien officier supérieur au sein des services de renseignement français, est directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Il est particulièrement chargé de suivre le terrorisme d'origine islamique et la criminalité organisée.*

le 30 Janvier 2017

www.atlantico.fr

**Atlantico : Le 24 janvier dernier, les forces irakiennes et leurs alliés ont repris la totalité de la partie Est de la ville de Mossoul, contrôlée jusqu'à présent par l'EI. Dans quelle mesure peut-on parler véritablement de victoire ? Comment juger de la crédibilité des forces irakiennes dans la poursuite de la lutte contre le groupe terroriste ?**

**Alain Rodier :** Je dois reconnaître que j'ai été surpris de la rapidité des succès militaires remportés par les forces de la coalition irakienne à Mossoul. Il ne faut pas boudier son plaisir : le fait que l'Etat Islamique ait perdu, dans un premier temps les approches de la ville puis, dans un deuxième temps, la rive orientale du Tigre est une excellente chose.

Plusieurs faits ont participé à ces succès. D'abord la combativité retrouvée de certaines unités irakiennes - particulièrement la « division d'or » - qui ont été correctement entraînées et équipées, l'appui massif de la coalition internationale, les Américains s'engageant discrètement au sol mais n'hésitant pas à aller jusqu'au contact avec l'ennemi. Puis la sensible diminution des moyens tactiques de Daech face à la guerre d'usure qui lui est menée depuis des mois en Irak et en Syrie et un terrain favorable aux assaillants, les environs de Mossoul étant semi désertiques et l'Est de la ville étant la plus moderne avec de nombreux axes dégagés. Enfin, la supériorité des effectifs même si des lacunes dans la coordination des opérations ont été constatées en raison de la diversité des unités engagées : armée régulière et troupes du ministère de l'Intérieur irakien, milices chiites (Unités de mobilisation populaires, Hached al-Chaab), chrétiennes syriaques, turkmènes (les Unités de protection de la plaine de Ninive), les peshmergas ...

Donc, le succès est indéniable. Mais, mal-

heureusement ce n'est pas fini et le plus dur risque d'être encore à faire. Il convient de se rappeler qu'au début de l'offensive, les forces irakiennes ont subi d'importantes pertes qu'il est difficile de quantifier car l'état-major, et il a bien raison, ne communique pas sur ce sujet. Mais quand un camp est capable de remplacer les pertes humaines et matérielles subies, il est logique de penser qu'il va dans le bon sens. Durant la seconde Guerre mondiale, les Américains et les Russes fabriquaient plus de chars (et d'avions) qu'ils n'en perdaient. Ce n'était plus le cas des nazis à partir de 1942-43. C'est, toutes proportions gardées, le cas aujourd'hui. Il s'agit là d'une référence historique et pas d'une comparaison.

**Que représente cette reprise pour l'EI ? Est-elle vraiment un coup dur porté à l'organisation ?**

C'est effectivement un coup très sérieux qui est porté à l'Etat Islamique. Les rumeurs les plus folles courent mais il s'agit peut-être de propagande gouvernementale irakienne. Ainsi Abou Bakr al Baghdadi serait furieux contre ses responsables militaires en charge de la défense de Mossoul-Est. Il en aurait démis un certain nombre de leurs postes et les aurait obligés à servir comme fantassins de base. Des cas de refus de combattre se multiplieraient - encore qu'à ma connaissance, aucun déserteur n'a été présenté à la télévision irakienne. Des témoignages filmés de déserteurs seraient certainement très utiles, si ce n'est pour casser le moral des combattants, au moins leur retirer l'appui des populations locales-. Les exécutions d'« espions », de « déserteurs » et de « défaitistes » se multiplieraient (là aussi, cela fait penser à la chute du nazisme)...

Ce qui est vérifié, c'est que le nombre des véhicules kamikazes qui ont fait tant de mal depuis le début de l'offensive sur Mossoul le 17 octobre 2016, est en diminution. Mais il est toutefois toujours impressionnant de voir dans les vidéos de propagande diffusées par Daech que ces volontaires (de plus en plus jeunes) affichent toujours un grand sourire avant d'aller à la mort. Leur idéologie est bien solide pour les transformer ainsi en robots tueurs. Daech tente bien de remplacer ce manque par des drones qui expédient des grenades ou des petites charges explosives mais leur pouvoir létal est infiniment moindre que celui des VBIED (véhicule-borne improvisé explosive device).

Il convient aussi de noter l'emploi massif de missiles anti-chars sur le front syro-irakien. Ils sont employés à toutes les saucées et pas uniquement pour détruire des véhicules blindés. A l'évidence, des « retours d'expérience » (RETEX) seront à faire sur l'utilisation massive de ces armes très précises et destructrices. Cela pose aussi la question de leur provenance dans les rangs de l'Etat Islamique qui ne semble manquer ni de postes de tir ni de munitions.

**Quelle est la stratégie que pourrait désormais adopter le groupe terroriste dans l'optique de maintenir encore son emprise sur les territoires qu'il contrôle ? Au regard de la situation sur le terrain, tant en Syrie qu'en Irak, l'EI est-il encore un groupe que nous devons craindre ?**

La question qui se posait avant le début de l'offensive sur Mossoul était : l'Etat Islamique va-t-il résister ou s'exfiltrer en menant des combats retardateurs comme il l'avait fait par le passé ? La réponse est aujourd'hui connue : il a résisté.

Mais la même question se pose à nouveau pour la zone occidentale de la ville. En effet, bien que les milices chiites aient refermé le siège à l'ouest de la ville, il est loin d'être hermétique car il y a trop peu de combattants pour tenir tout le désert. Une partie des forces de Etat Islamique engagées à Mossoul peut donc « techniquement » quitter la ville.

De plus, la vieille ville à l'Ouest présente des avantages pour les défenseurs : ruelles étroites, population civile encore présente, positions préparées à l'avance, etc. Si le GEI résiste, les combats vont être longs et coûteux en vies humaines. Par contre, elle est prenable car si le Tigre crée bien un fossé anti-chars important, il peut être franchi après l'établissement de ponts flottants ou en réparant un (ou plusieurs) des cinq ouvrages détruits par les bombardements américains et par les sabotages de Etat Islamique. Les forces irakiennes ont aussi la possibilité de contourner la ville par le sud-ouest pour, par exemple, commencer par reprendre l'aéroport. Cette prise aurait un côté symbolique très fort.

Tout en menant des offensives là où on ne l'attend pas comme cela a été le cas dans les régions de Dohuk, Erbil et Soulemaniye, le GEI peut donc décider de se replier partiellement vers la Syrie où il conserve une puissance opérationnelle significative. Sans parler de la reprise de Palmyre le 20 décembre de l'année dernière, il suffit de voir les assauts furieux que Etat Islamique lance sur la garnison gouvernementale de Deir ez-Zor, localité encerclée depuis plus de deux ans. Il est même parvenu à isoler la base aérienne du reste de la ville posant d'immenses problèmes d'approvisionnements aux forces gouvernementales syriennes. Alors que sur le théâtre irakien, Etat Islamique ne sort ➡

⇒ ses matériels lourds du type blindés ou pièces d'artillerie que lorsque les conditions météorologiques empêchent l'aviation alliée d'évoluer, il n'hésite pas à le faire en Syrie, même par beau temps !

La réponse viendra quand les premiers éléments de la coalition entameront la conquête de la partie occidentale de Mossoul. Mais une chose semble certaine, les attentats terroristes devraient se multiplier sur l'ensemble de l'Irak et ailleurs de manière pour Etat

Islamique de rappeler qu'il continue à avoir une puissance de nuisance considérable.

Sur le front syro-irakien, Etat Islamique est indubitablement la force rebelle la plus puissante. Son concurrent direct, le Fateh al-Cham, ex-Front al-Nosra (qui a « officiellement » rompu ses liens avec Al-Qaïda « canal historique ») tente de conforter ses positions dans la province d'Idlib située au nord-ouest de la Syrie. Les autres mouvements dont plusieurs ont participé à la réunion d'Astana à la

mi-janvier organisée à l'initiative de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, résistent autant que faire se peut.

Six mouvements(1) se sont alliés à Ahrar al-Cham pour combattre Fatah al-Cham et Etat Islamique. Ahrar al-Cham (qui n'a pas participé à la réunion d'Astana mais qui est soutenu par Ankara) se pose désormais en mouvement rebelle majeur. Il va falloir voir ce qui va sortir du conflit larvé avec Fateh al-Cham/Ahrar al-Cham. ●

REUTERS

## Syrie: Les Kurdes "pas engagés" par les discussions d'Astana

23 janvier 2017 BEYROUTH (Reuters) -

LES MILICIENS kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) ont indiqué lundi qu'ils ne se sentiraient pas tenus par les décisions qui pourraient être prises lors des négociations de paix en Syrie menées à Astana, au Kazakhstan, n'ayant pas été invités à y participer.

Des discussions indirectes entre le gouvernement de Bachar al Assad et certains groupes rebelles ont débuté lundi dans la capitale kazakhe sous l'égide de la Russie, de la Turquie et de l'Iran.

Aucune avancée majeure n'est attendue lors de cette réunion, la première depuis l'échec des pourparlers de Genève, mais les Kurdes, qui en ont été exclus à la demande de la Turquie, ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne seraient pas engagés par leur résultat.

"Comme nous ne participons pas à ces discussions, nous insistons sur le fait que nous ne serons tenus par aucune décision prise lors de la conférence d'Astana", disent les YPG dans un communiqué.

"Nous (...) pensons que les entités qui participent à ces discussions et qui les sponsorisent font partie du problème de la Syrie", ajoutent-elles.

La milice kurde plaide pour la mise en place de "zones démocratiques autonomes qui respecteraient l'intégrité du territoire syrien", estimant que les autres belligérants "pourraient bénéficier de (son) expérience en la matière". ●

RUDAW

January 9, 2017

## PKK will leave Shingal only once it is under Yezidi control

By Ruda.net 9/1/2017

ERBIL, Kurdistan Region – The co-leadership of the Group of Communities in Kurdistan (KCK) dismissed claims that the Kurdistan Workers Party (PKK) have committed to pulling their fighters out of Shingal.

In a statement issued on Monday, the KCK, a political body associated with the PKK, said that Shingal must be administrated by its people and have their own forces.

"The PKK assists the Yezidis to create a self-defense force and administrative institutions," reads the statement, adding that "once the Yezidis have their own protection force and independent administration, then the PKK's ambitions will be fulfilled in Shingal."

The statement also noted that "the more Yezidis create their force, the less guerrilla force will remain there."

The KCK is an organization founded by the PKK to put into practice jailed leader Ocalan's ideology of democratic confederalism.

A controversial withdrawal of PKK fighters from Shingal has stirred up heated debates between the Kurdistan Region, Iraq, Turkey, and

the USA as they all insist that the group should retreat from the region.

The issue of the PKK's pullout from Shingal officially emerged at a conference on the independence of the Kurdistan Region held in December last year at the American University of Kurdistan in Duhok when the Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani stressed that, "The PKK should leave Sinjar. Today's presence of the PKK in Sinjar causes instability in the region."

In a later interview with Al-Monitor, Barzani said he was ready to use force against the PKK if they did not leave Shingal voluntarily.

The leader of the PKK and member of its executive council Murat Karayilan has said that negotiations have been underway with the Region's ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) over the issue of their presence in Shingal and that the PKK was ready to leave the area at the conclusion of the talks.

A figure close to the PKK told Rudaw last week that an agreement has been reached for the PKK's peaceful withdrawal.

"The PKK and the Kurdistan Region have reached an agreement on pulling out the forces of the



PKK forces in Shingal. Photo: Rudaw video

People's Defence Force (HPG) from Sinjar," said Mohammed Amin Penjwani, referring to the armed wing of the PKK.

The KRG's spokesperson confirmed that they have received a positive response from the PKK on the question of the withdrawal of their forces from Sinjar. "The only thing left to be discussed is mechanisms whereby the PKK forces could leave Sinjar," Safeen Dizayee said.

Dizayee also expressed gratitude for the PKK in assisting the Peshmerga forces during the fight against ISIS in the region.

Baghdad and Ankara have both expressed their opposition to the PKK's ongoing presence in Shingal.

"The PKK activities carried out against us from here is not acceptable at all," Turkish Prime Minister Binali Yildirim said in a press conference in

Erbil on Sunday. "Every necessary step will be taken to the end [of this threat]. The spread of this group to the west of Sinjar is not acceptable to us."

He stressed that the PKK, which Turkey and the US have named as a terrorist organization, is a threat to Iraq and the Kurdistan Region as well as Turkey.

In Baghdad a day earlier, Yildirim and Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi reached an agreement to coordinate on many issues, one of which was to not allow the presence of any terrorist organization on their lands, according to a statement issued by Abadi's office.

US Defense Department Press Secretary Peter Cook said last week that the US supports Abadi's position on the PKK, that the group must withdraw. ■



# Le blues des Kurdes

## Nishtiman Project en concert à l'Alhambra

Jean Michel Morel / 27 janvier 2017

<http://orientxxi.info>

Les musiciens du groupe kurde Nishtiman Project seront en concert à L'Alhambra le 1er février 2017 dans le cadre du festival Au fil des voix organisé par le label Accords croisés. La musique qu'on peut découvrir ou retrouver dans leur album Kobane exprime le pathétique de la situation imposée au peuple kurde tout autant que son immense capacité de résilience.

Lorsque des musiciens kurdes intitulent leur groupe « Nishtiman », c'est à dire « patrie », il s'agit tout à la fois d'un hommage à un Kurdistan s'étendant sur quatre pays (Turquie, Syrie, Irak, Iran) qu'à une musique qui se joue des frontières. Mais qui ne refuse pas les influences, qu'elles soient iraniennes ou turques, arméniennes ou arabes. Le groupe Nishtiman Project, qui sera en concert à L'Alhambra le 1er février 2017 dans le cadre du festival Au fil des voix traduit cette diversité en regroupant des musiciens turcs, irakiens et iraniens, les conditions n'étant pas réunies pour que des Kurdes syriens se joignent à eux. Pour autant, leur album s'intitule Kobane, du nom de la ville martyre du Rojava, le Kurdistan syrien.

Fédérant leurs origines géographiques différentes, ils ont élaboré un projet artistique qui nous dévoile une musique singulière, aux sonorités rares, aux tonalités tour à tour entraînant et mélancoliques, festives et nostalgiques, graves et enjouées. Le blues des Kurdes.

Issue d'une tradition née dans les montagnes parmi les populations pastorales et dans les plaines parmi les agriculteurs sédentaires, la musique kurde contemporaine conserve son substrat mélodique et ses chants traditionnels. Mais, au fil du temps, comme nous le précise Saïd Assadi, directeur du label Accords croisés qui a produit le groupe : « elle est devenue aussi une musique militante. Elle contribue à la perpétuation d'un patrimoine culturel qui permet que l'identité kurde tant malmenée par l'Histoire ne disparaisse pas. Y compris dans la diaspora. Militante, elle l'est d'autant plus en Turquie qu'elle y fut longtemps interdite. Pour l'instant, elle y est tolérée... » (entretien du 2 janvier 2017).

Comme dans la plupart des sociétés paysannes, la musique et les chants recèlent une grande variété de formes qui correspondent aux moments marquants de l'année : départ dans les alpages, retour pour la tonte des moutons, célébration du Nouvel An (le 21 mars), moissons, récoltes mais aussi mariages — qui font la part belle aux dilok, musiques entraînant propices à la mise en place des dabkas, les danses de groupe.

Quant aux chants religieux, ils restituent en Iran les influences du soufisme, en Turquie celle de



l'alévisme, religion syncrétique rattachée au chiisme duodécimain, et en Irak, du zoroastrisme, religion monothéiste dont se revendiquent les yézidis kurdes. Saïd Assadi en témoigne lorsqu'il évoque la légende zoroastrienne qui nous conte que « l'âme humaine refusait de prendre place dans le corps d'Adam jusqu'à ce qu'un ange chante et qu'elle obtempère. »

Le musicien, chanteur et luthier Mamuh Demir, originaire de la région de Sivas (centre de la Turquie) où les alévis sont en grand nombre, complète pour sa part la liste des « genres musicaux » en ajoutant : « les musiques des pleureuses pour les morts et celles qui se lamentent du départ des hommes à la guerre. Sans oublier cette relation particulière que les Kurdes de Turquie entretiennent avec les montagnes, bastions inexpugnables de leur résistance, et qu'ils célèbrent par des chants. » (entretien du 19 janvier 2017). Et Saïd Assadi n'oublie pas de confirmer ce que les musicologues ont constaté : « Les femmes ont joué un rôle déterminant dans la diffusion de cette culture orale. Elles ont été parfois à l'origine de la création des chants et elles sont leurs interprètes les plus nombreuses. »2.

Selon Kendal Nezan, les instruments dans la musique traditionnelle auraient eu « un rôle secondaire (...), l'accompagnement instrumental visant surtout à préparer chez l'auditeur un certain état d'âme »3. Comme on peut s'en apercevoir en écoutant le groupe Nishtiman Project, dans la reprise de compositions traditionnelles et encore plus dans la création contemporaine, les instruments bénéficient d'un rôle plus autonome. Multiples, ils se répartissent en deux catégories : les instruments à vent : la zourna, hautbois turc ou syrien, le balaban, flute arménienne ou le doudouk, hautbois arménien, privilégiés par les musiciens des montagnes, et ceux à cordes : le oud, le bouzouk, luth arabe, le kamânche persan, instrument à cordes frottées que Saïd Assani présente

comme « l'ancêtre du violon » par ceux des plaines.

Le saz, sorte de luth à long manche, était l'instrument de prédilection des bardes. Mamuh Demir en fabrique et en joue avec virtuosité. Il explique qu'« à l'instar des musiciens de flamenco frappant sur leur guitare, j'utilise la caisse de résonance de l'instrument comme une percussion. » Mais les véritables instruments à percussion sont le dohol et le tombak, sortes de petits tambours en peaux. Ou encore le santour, cithare sur table répandue dans tout le Proche-Orient.

Nous savons depuis Alfred de Musset que « les plus désespérés sont les chants les plus beaux. » La musique kurde vérifie l'aphorisme du poète. Telle qu'on la découvre ou qu'on la retrouve dans l'album Kobane, par les images qu'elle suggère, elle nous donne à voir tout autant qu'à entendre le pathétique de la situation qui est imposée au peuple kurde ainsi que son immense capacité de résilience. C'est ce que l'anthropologue Estelle Amy de la Brétèque appelle les « chants de héros et autres lamentations » parce que, dit-elle : « la très grande majorité des chants épiques que j'ai pu entendre était dédiée à des héros morts. Il y a quelques exceptions bien sûr, tels les chants d'éloge à Öcalan ou ceux pour les maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mais si ces héros ne sont pas morts, ils sont pour le moins inaccessibles »4. ♦

(1) Document de la fondation Institut kurde de Paris.

(2) Pour l'instant, en Iran, les femmes se heurtent à de grandes difficultés pour se produire en concert, ainsi qu'en témoigne le film *No Land's Song* de Ayat Najafi.

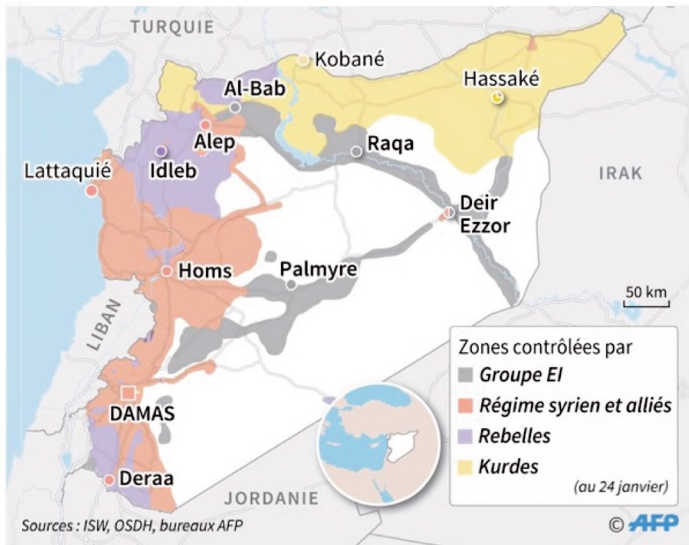
(3) Document de la fondation Institut kurde de Paris.

(4) *Kedistan*, édition du 20 janvier 2017.

# Syrie Des forces anti-EI ont reçu des blindés de Trump

L'alliance arabo-kurde combattant le groupe Etat islamique (EI) en Syrie a annoncé avoir reçu des blindés américains ainsi que la promesse de l'administration Trump de «plus de soutien».

## Syrie : les zones de contrôle



Un véhicule blindé au nord d'al-Abab. Les Forces démocratiques syriennes, alliance de combattants kurdes et arabes qui luttent contre le groupe Etat islamique avec le soutien de la coalition internationale formée par les Etats-Unis, ont dit mardi avoir reçu pour la première fois des blindés américains. /Photo prise le 29 janvier 2017/REUTERS/Khalil Ashawi

(AFP/nxp) 31 jan 2017 - <http://www.lematin.ch>

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont dit mardi avoir reçu pour la première fois des blindés américains. Ces FDS représentent l'alliance de combattants kurdes et arabes qui luttent contre le groupe Etat islamique avec le soutien de la coalition internationale formée par les Etats-Unis.

Le nombre de blindés et de véhicules de transport de troupes livrés «il y a quatre ou cinq jours» est peu élevé, a précisé un porte-parole des FDS. Il est toutefois selon lui le signe visible d'un soutien accru de Washington depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison blanche.

«Nous voyons des signes d'un soutien total de la nouvelle direction américaine, plus important qu'avant, à nos forces», a déclaré le porte-parole. «Auparavant, nous ne recevions pas ce genre de soutien, seulement des armes légères et des munitions».

Les Etats-Unis ont jusqu'à présent fourni un appui aérien, dépêché des membres des forces spéciales et livré des armes légères aux FDS. Ceux-ci cherchent à isoler Rakka, le bastion de l'EI, après avoir chassé les djihadistes d'une grande partie du nord-est de la Syrie.

### HOSTILITÉ DE LA TURQUIE

Washington a évité d'appuyer trop visiblement les FDS en raison de l'hostilité qu'une telle politique suscite en Turquie. Ankara considère la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), fer de lance des FDS, comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement séparatiste avec lequel Ankara est en conflit ouvert.

La Turquie s'est elle-même engagée militairement dans le conflit syrien l'été dernier pour lutter contre l'EI mais aussi contre les YPG. Elle a récemment amorcé un rapprochement avec la Russie dans ce but.

Fortes d'un soutien américain accru, les FDS ont l'intention de poursuivre leur entreprise d'encercllement progressif de Rakka en coupant la route entre la «capitale» syrienne de l'EI et la province de Deir Ezzor, frontalière de l'Irak, a-t-on appris mardi de source militaire kurde.

### ZONE DE REPLI DE L'EI

De violents combats opposent depuis plus de deux semaines les djihadistes aux dernières forces gouvernementales syriennes présentes à Deir Ezzor. La région constitue la première zone de repli pour les combattants de l'EI contraints de fuir l'Irak en raison de l'offensive de Mossoul.

«La prochaine phase de notre campagne consistera à isoler complètement Rakka», a dit le responsable militaire kurde, qui a tenu à rester anonyme. «Pour y parvenir, nous devons atteindre la route entre Rakka et Deir Ezzor. Ce sera une mission difficile», a-t-il ajouté.

Le porte-parole des FDS a lui aussi évoqué une «nouvelle opération» contre l'EI qui devrait débuter «dans les prochains jours». Il n'a pas voulu donner davantage de précisions.

Les habitants de Deir Ezzor peuvent à nouveau recevoir une assistance. Les largages du Programme alimentaire mondial (PAM) ont pu reprendre dimanche, a indiqué mardi un porte-parole. Ce dispositif avait dû être suspendu le 15 janvier en raison des violences. Une nouvelle zone de largage a pu être établie, selon la porte-parole du PAM Bettina Lüscher.

### POURPARLERS À GENÈVE LE 20 FÉVRIER

Sur le plan diplomatique, les pourparlers de paix sur la Syrie sous l'égide de l'ONU ont été reportés au 20 février, a annoncé mardi au Conseil de sécurité l'envoyé spécial sur la Syrie des Nations unies, selon des diplomates présents. La date initiale était agendaée au 8 février.

Staffan de Mistura a expliqué lors d'une réunion à huis clos que le report donnerait plus de temps à l'opposition syrienne pour qu'elle se prépare et permettrait aux pourparlers d'être aussi ouverts que possibles, ont indiqué deux diplomates à l'AFP.

Les invitations pour assister aux négociations de Genève seront envoyées le 8 février, a précisé Staffan de Mistura au Conseil de sécurité, toujours selon des diplomates. ■

# Kurds, Baluch and Ahwazis Deserve Self-Determination

The Kurds, Baluchi, and Ahwazi aspirations have never received the attention the Palestinians have by the International community.

Joseph Puder / January 30, 2017  
<http://www.frontpagemag.com>

The Islamic Republic of Iran appears in its aggressive arrogance as a solid and intimidating force. There are however, chinks in the Iranian regime's armor – it is beset by rebellious minorities who seek self-determination from the Tehran regime. On December 3, 2016, an international conference on Ahwaz was held in Tunisia by the Euro-Arab Center for Studies, in conjunction with the Arab Struggle Movement for the Liberation of Ahwaz. The conference was titled "Ending the Occupation and Restoring the Country – An Historic Duty"

The Ahwazis are an Arab minority in a predominantly Persian state. In 1925, Shah Reza Pahlavi annexed the area known historically as Arabistan to Iran, and gave it the name Khuzestan. Ahwaz is the capital of the province, which is bordering Iraq to the West, the Persian (Arabian) Gulf to the Southwest, and the Zagros Mountains to the East, North, and Southeast, which separate it from Iran (Persia). Arabistan was a British protectorate that was governed until 1925 by Sheikh Khazaal bin Jabber, whose family ruled Arabistan for over a century. The British, interested in preserving its oil interests in Iran, gave the Shah a green-light to occupy the province.

The British colonial administrator of Arabistan, Sir Arnold Wilson once said that Arabistan is "a country different from Persia as is Spain from Germany." Indeed, most Arab-Ahwazis are Sunni-Muslims in sharp contrast to the majority Shiites in Iran. In addition to religious differences, there is also the ethnic difference. The Ahwazis are Semitic Arab people while the Iranians (Persians) are Hindu-European. Culturally, the Ahwazis have been robbed of their language (Arabic). In short, there is little in common between Ahwazi Arabs and their Iranian occupiers. There is only repression and apartheid practiced by the Ayatollahs regime.

Significantly however, Arabistan provides Iran with 80 percent of its oil requirements and 50 percent of its gas. According to Al-Arabiya (1/25/2017) "Numerous Arab villages are without schools and those 'lucky' enough to attend school are educated in Farsi. Some 80 percent of Ahwazi women are illiterate as opposed to 50 percent of Ahwazi men. Over thirty percent of the under-30s are unemployed in this heavily industrialized region, primarily because Persians receive priority and jobs often advertised outside the governorate. Thousands are without access to drinking water because rivers have been diverted to arid Persian provinces. Their streets have open sewers; many are deprived of electricity and gas. In 2013, Arabistan capital Ahwaz was classified by



the World Health Organization (WHO) as the most polluted city on earth, partly due to desertification and industrial smog. Arab farmers are regularly stripped of agricultural land, and although there has been loud condemnations of Israel's separation wall, there have been no media headlines about the segregation walls hiding squalid Arab ghettos from wealthier Persian settlements and glossy new towns."

One wonders where the hypocritical voices of the Israel boycotters are, especially that of the Students for Justice in Palestine (SJP) and their western "useful idiots," whose boycott and divestment campaigns punish Palestinian workers in Israeli companies, while ignoring the killing of Palestinians in Syria by the Assad regime and their Iranian and Hezbollah helpers. Where is their outcry about the true apartheid practiced by the Iranian regime against Ahwazi-Arabs, Kurds and Baluch Sunni Muslims in Iran? And where is the media's criticism of Iran's separation walls in Arabistan?

Writing in the Saudi daily Okaz, Abd Al-Mushen Hilal argued in his column that the Ahwaz issue is older than the Palestinian issue, and that the Iranian occupation of Ahwaz was as bad as the Israeli "occupation" of Palestine. Hilal asserted that, "There is a pressing need to recognize the Ahwazi issue, in order to deal with Iran's efforts to eradicate the Arab identity of the region by expelling its residents, changing its characteristics, and obscuring its Arab identity. Its name changed from Ahwaz to Arabistan, and later to Khuzestan; it is home to 12 million Arabs, and it is as large as Syria, Jordan, and Palestine combined."

The BBC reported on January 25, 2006 that "At least eight people were killed and 46 injured in two blasts in the south-western Iranian city of Ahwaz. Iranian President Mahmoud Ahmadinejad had been due to give a speech at a religious center nearby." Earlier, "in November, protests erupted in Ahwaz after ethnic Arabs accused authorities of discrimination."

The Ahwazi Arabs are not the only ones to be discriminated against and oppressed by the Islamic Republic of Iran. The Kurds in Iran, estimated in 2008 to number from 8-10 million, or 11-15%

of the Iranian population, are indigenous to the region they live in (northwestern Iran). Like the Ahwazi-Arabs, the majority of the Iranian Kurds are Sunnis, and have been likewise persecuted and discriminated against by the Iranian regime. Initially they supported the Iranian revolution against the Shah. The Iranian Kurds sought an autonomous rule within Iran. It led to the Ayatollah Khomeini declaring Jihad against the Kurdish people of Iran. As a result, there has been a continuous military, economic and psychological war waged by the Tehran regime on the civilian Kurdish people.

According to the Kurdistan Peace and Development Society, the Tehran regime has led a systematic genocidal campaign against its Kurdish population, which has claimed the lives of tens of thousands of innocent people. The Iranian Kurds seek improved governmental representation and protection of their basic human rights through the creation of a federal state.

International human rights organizations have revealed that Iran executed at least 94 Kurds in 2005, 117 in 2006 and up to 370 in 2008. In 2010, at least 16 Kurdish political prisoners were awaiting death sentences in Iran. None have been given access to a fair trial. According to Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO) "many of the executions are public, and often sentences are handed down in absence of legitimate court proceedings."

Despite being a signatory to the Convention on the Rights of the Child, Iran is the only country in the world to publicly execute minors. An estimated 134 minors are currently on death row. Many high profile executions of juveniles occurred in the Kurdish area. One in particular was the execution of Mohammedreza Haddadi, sentenced to death for an alleged crime he committed at age 15.

Dr. Hossein Bor is a distinguished legal scholar with a law firm situated across the street from the White House. A Baluch activist, he once told this reporter that "freedom and self-determination does not stop at the gates of Baluchistan (southeastern Iran) and Kurdistan." Like the Kurds, most of the Baluch people in Iran are Sunnis, and are severely persecuted as such. Bor wrote that "The Baluch people in Iran are going through the hardest time in their history. They have been systematically oppressed, discriminated against, and deprived of proper education. There are 3.5 million Baluchis in Iran, (2009) and there has not been even one single Baluch high official in the country in the last 30 years."

The Kurds, Baluch, and Ahwazi aspirations have never received the attention the Palestinians have received. Yet, these people have struggled for freedom and self-determination for a century. They are more numerous than the Palestinians and are truly oppressed. There are already 22 Arab-Muslim sovereign states, yet there is not a single Kurdish state, or a Baluch state. The Ahwazis have known a measure of independence as a British protectorate, but their occupation by Iran is intolerable. It well is past time for the international community to notice these people. ■

# Syrian militias get more U.S. support for IS fight, plan new phase

By Tom Perry / Jan 31, 2017 / REUTERS <http://www.metro.us/>

The U.S.-led coalition fighting Islamic State has boosted support for its Syrian allies, supplying armored vehicles for the first time as they prepare for a new phase in their campaign to capture Raqqa, a spokesman for the militia said on Tuesday.

The U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF) alliance, which is dominated by the Kurdish YPG militia, is waging a campaign to capture Islamic State's base of operations in Raqqa.

A Kurdish military source, speaking on condition of anonymity, told Reuters the next phase of the Raqqa campaign would aim to seal off all remaining roads to the city, including the route to Deir al-Zor province, another IS stronghold.

The SDF is likely to figure prominently in U.S. President Donald Trump's strategy for fighting Islamic State in Syria, where the jihadist group still holds large areas of territory stretching to the Iraqi border.

SDF spokesman Talal Silo said the delivery of the armored vehicles marked a significant improvement in U.S. support and attributed the change to the new administration. Trump says eradicating Islamic State will be one of his biggest priorities.

"Previously we didn't get support in this form, we would get light weapons and ammunition," Silo told Reuters. "There are signs of full support from the new American leadership -- more than before -- for our forces."

A Pentagon spokesman said the vehicles had been supplied to the Syrian Arab Coalition - part of the SDF - and would help it contend with the threat posed by improvised explosive devices used by Islamic State as they advance towards

Raqqa. He said there had been no change of policy.

"The Department of Defense only provides training and materiel support to the Syrian Arab Coalition," Major Adrian J.T. Rankine-Galloway said in a statement.

## EUPHRATES DAM STILL IN ISLAMIC STATE HANDS

The U.S. strategy towards fighting Islamic State in Syria has generated tension with NATO ally Turkey, which views the YPG as an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), a group that has waged a three-decade insurgency in southeast Turkey.

The YPG forms the military backbone of autonomous regions set up by Kurdish groups and their allies in northern Syria since the onset of the war in 2011.

Trump, who pledged in his inaugural address to wipe Islamic State and like-minded groups "from the face of the Earth", signed an executive order on Saturday asking the Pentagon, the joint chiefs of staff and other agencies to submit a preliminary plan on how to proceed within 30 days.

Islamic State is being fought in Syria by three sets of enemies: the Syrian Democratic Forces in northern Syria, the Syrian government and its Russian and Iranian-backed militia allies in central and eastern Syria, and the Turkish army and its Syrian rebel allies in a strip of land near the border.

The SDF launched a campaign with the ultimate aim of capturing Raqqa in November. The first two phases focused on capturing areas to the north and west of Raqqa, part of a strategy to encircle the city.

The Kurdish military source said the third phase would focus on capturing remaining areas,



Syrian Kurdish forces get U.S. armoured vehicles. Photo: Twitter/YPG

including the road between Raqqa city and Deir al-Zor. Cutting off Raqqa city from IS strongholds in Deir al-Zor would be a major blow against the group.

"The coming phase of the campaign aims to isolate Raqqa completely," said the Kurdish military source, who declined to be named. "Accomplishing this requires reaching the Raqqa-Deir al-Zor road," the source said.

"It will be difficult because Raqqa is not a place Daesh will easily give up," said the source, using the Arabic acronym for Islamic State.

Silo of the SDF said preparations were underway for "new action" starting in "a few days", but gave no further details.

SDF forces had advanced to within 1 km (half a mile) of the Islamic State-held Euphrates Dam to the west of Raqqa, but have yet to capture it, Silo said, adding that air power could not be used there in case the dam was damaged.

The Syrian Observatory for Human Rights, which reports on the war, said the SDF's progress near the dam had come to a halt due to IS resistance.

Islamic State has been fighting hard in recent weeks to try to capture the last remaining pockets of Syrian government-held territory in Deir al-Zor city, prompting Russia to dispatch long-range bombers to repel its assault. ■

REUTERS

# Two pro-Kurdish lawmakers in Turkey arrested on terrorism charges

January 30, 2017 REUTERS

A Turkish court ordered the arrest of two lawmakers from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) on Monday, security sources said, bringing the total of jailed deputies from the Turkish opposition group to 12.

HDP's Adana deputy Meral Danis Bestas was detained by police at her home in the southeastern city of Diyarbakir, while Ayhan Bilgen, the head of the party's parliamentary group chief, was taken by security forces at the city's airport.

Both are accused of being members of an armed terrorist organisation, sources said.

Turkish authorities say the HDP, parliament's third-largest party with 59 seats, is an affiliate of the militant Kurdistan Workers Party (PKK), considered a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union.

The HDP denies direct links to the outlawed group and says it wants to see a return

to peace talks between the government and the PKK, which has carried out a three-decade insurgency in Turkey's largely Kurdish southeast.

In recent months, thousands of Kurdish politicians have been detained, including dozens of local mayors in the southeast.

Turkish authorities in November arrested Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdog, the two leaders of the HDP, drawing strong international condemnation over what rights groups say is a widening crackdown on dissent under President Tayyip Erdogan.

Prosecutors are seeking jail sentences of up to 142 years for the two on charges including managing a terrorist organisation, according to the court indictment seen by Reuters.

Another HDP lawmaker, Idris Baluken, was released on Monday after nearly three months in jail on charges including terrorist propaganda and membership of a terrorist group, CNN Turk reported. He is still facing a life sentence pending trial. ●

# Safe Zones in Syria



David L. Phillips  
Jan 27, 2017  
<http://www.huffingtonpost.com>

President Donald J. Trump said he will “absolutely do safe zones in Syria.” Establishing safe zones is a consequential decision. Benefits and risks must be carefully considered.

The devil is in the details. Where will safe zones be established? How will safe zones be enforced? Which local fighters can the US rely on?

Safe zones are viable in Syria’s south, along its border with Jordan, and in the north on Syria’s border with Turkey.

The Southern Front, a coalition of CIA-vetted Syrian rebel groups, controls the desert region adjoining Jordan. The Southern Front is supported by Jordan, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, and Israel. It represents a bulwark against Iranian influence and Iranian backed armed groups such as the Islamic Revolutionary Guard Corps and Hezbollah.

Syrian Democratic Forces (SDF), would secure the northern safe zone. The SDF includes 40,000 Kurdish fighters comprising Peoples Protection Units (YPG). The provinces of Jazeera, Kobani and Afrin encompass the northern zone. There is precedent for cooperation with the SDF. The US is supporting SDF fighters

in the battle to retake Raqqa, the ISIS capital.

Safe zones will require the US to expand its deployment of Special Forces. The US would also have to provide a more sophisticated arsenal to the Southern Front and SDF.

In addition, safe zones will require air power. De-conflicting with Russian warplanes will be critical.

Safe zones could yield substantial benefits.

Safe zones will shrink the territory controlled by ISIS. They will be a launch point for rebel groups fighting ISIS. Safe zones will also help mitigate the humanitarian crisis, serving as a sanctuary for displaced Syrians.

There are also costs.

Establishing safe zones will require significant military assets. US troops will be in harm’s way. Enforcing safe zones also risks putting the US on a slippery slope to further involvement in Syria’s civil war.

The northern safe zone risks a further falling out with Turkey, which has staked out its own zone of influence in Jarablus. Turkey adamantly opposes US cooperation with the YPG, which it sees as an extension of the Kurdistan Workers’ Party (PKK). A safe zone along Turkey’s border will be viewed as a nascent Kurdish state, protected by the US the same way that the US protected the Kurdistan Region of Iraq.

In response, Turkey could deny US access to

Incirlik air force base. Then Pentagon planners would be compelled to ramp up operations from Jordan, Cyprus, and Iraqi Kurdistan.

Tense US-Turkish relations are exacerbated by Trump’s rhetoric about radical Islamic terror, listing the Muslim Brotherhood as a foreign terrorist organization, and restrictions on immigration of Muslims. Not only was Turkey the primary supporter of ISIS, it has become increasingly Islamist and anti-Western.

Military action will not occur in a vacuum. Safe zones will go hand in hand with US diplomatic engagement.

Russia and Turkey have sought to exclude the US from talks aimed at ending Syria’s civil war. The rancorous collapse of last week’s “peace conference” in Astana, backed by Russia and Turkey, showed the limits to Russian-Turkish diplomacy and the indispensable role of the US in mediating and enforcing a peace agreement.

Trump must carefully consider both the benefits and risks of safe zones. Safe zones will require a sustained military and diplomatic commitment. Shooting from the hip is no way to go to war. ●

*David L. Phillips is Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University’s Institute for the Study of Human Rights. He served as a senior adviser and foreign affairs expert to the US State Department during the administrations of Presidents Clinton, Bush, and Obama.*



# Turkey vows to continue fighting Syrian Kurds

By: Wladimir van Wilgenburg / January 30, 2017  
<http://aranews.net>

Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that as soon as the Turkey-led battle for al-Bab city is completed, the Turkish military operations in northern Syria will be over.

“It is necessary to finish the job in al-Bab and not go deeper down. The work done is in this direction,” Erdogan said.

In the meantime, the Turkish army said in a statement that Islamic State’s (ISIS) militants started to withdraw from al-Bab city, as the Euphrates Shield Operation –carried out by Turkey and allied rebels– entered its 157th day.

This while in the past Turkish officials suggested that after capturing al-Bab city, the Turkish army forces and Turkey-backed rebels would attack the city of Manbij –that was liberated from ISIS by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the People’s Protection Units (YPG) on 13 August.

Shortly afterwards, Turkey launched on 24 August the so-called Euphrates Shield Operation, fearing that the Kurds could connect their local canton administrations of Efrin and Kobani, and started to attack YPG, ISIS, and the SDF Northern Aleppo to create a security region.

The Kurds have denounced the Turkish operation as an occupation of Syria, and vowed to resist it with the help of local forces.

According to analysts, the al-Bab operation will most likely continue.

Aaron Stein, a senior resident fellow at the Atlantic Council, told ARA News that until now it’s unclear if ISIS has withdrawn from al-Bab.

“All available evidence suggests that Islamic State will continue to fight advancing Turkish forces. However, the group has also built up

defenses around Tedef, just south of al-Bab,” he said.

“So, in theory, they could withdraw to reformatify their position. Al-Bab will eventually fall, there is no doubt about that, but the options for Turkey after that are limited, unless they are willing to sustain more casualties and an open-ended military confrontation with various different insurgent actors,” Stein told ARA News.

Meanwhile, a former Turkish diplomat, who spoke to ARA News on condition of anonymity, said that he never expected the Turkish army to enter al-Bab. “And definitely not for a second that it would turn to Manbij or even further to Raqqa.”

“Now with the Russians playing ball with PYD [Kurdish Democratic Union Party in Syria], it gets even further down the road and the Trump administration seems to prove to become a sour disappointment for Erdogan,” the ex-diplomat said.

“Turkey is finding out the hard way that fighting ISIS is not any easy task,” said Amberin Zaman, Public Policy Scholar at the Woodrow Wilson International Center for Scholars.

“The Turkish Army is a conventional force. They don’t do suicide bombings or VBIEDS [car bombs]. ISIS does,” she told ARA News. “Turkish soldiers dying in Syria is not easy to explain before the critical referendum on the presidency. Turkey will continue however to put pressure on the YPG [Kurdish People’s Protection Units] and the SDF [Syrian Democratic Forces] in Manbij and Afrin [Efrin].”

“Turkey’s future moves will also be determined by those of the Trump administration and whether or not they decide to continue working with the YPG and the SDF. All signs indicate that they will,” she concluded.

On Saturday, the Turkish Prime Minister Binali Yıldırım vowed that Turkey would continue to attack the Kurds in Syria.

“YPG and PYD are same as the PKK. They can have different names, but we will clean these terrorist groups from the region,” he said during a joint press conference with the British Prime Minister Theresa May in Ankara.

On Sunday, Syrian regime forces approached six kilometers from al-Bab, while Turkish soldiers and Turkey-backed rebels continued to advance slowly from the north.

Turkish media reported on Sunday that the Turkish Ayhan Elmaci (29) was killed in al-Bab by an ISIS attack. ●

SYRIE, IRAK

# Les Yézidîs, éternels boucs émissaires

Alors que la bataille pour la reprise de Mossoul semble s'enliser, les Yézidîs qui ont fui le nord-ouest de l'Irak en 2014 hésitent à regagner leur région natale. Persécutés par l'Organisation de l'État islamique, qui considère les membres de cette minorité kurdophone comme des hérétiques à asservir ou à mettre à mort, ils reprochent aux peshmergas de les avoir abandonnés à leur sort.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
VICKEN CHETERIAN \*

**S**INJAR, dans le nord-ouest de l'Irak, est encore une ville quasi déserte. Alors que 80 000 habitants ont fui à l'arrivée de l'Organisation de l'État islamique (OEI), en août 2014, à peine une cinquantaine de familles sont revenues après

la reconquête de la ville par les forces kurdes, le 13 novembre 2015. Un petit groupe de combattants marche lentement sous le soleil de la mi-journée. Quand le vent fait claquer ce qu'il reste des rideaux métalliques des magasins, réduits en lambeaux par les bombardements, une clameur

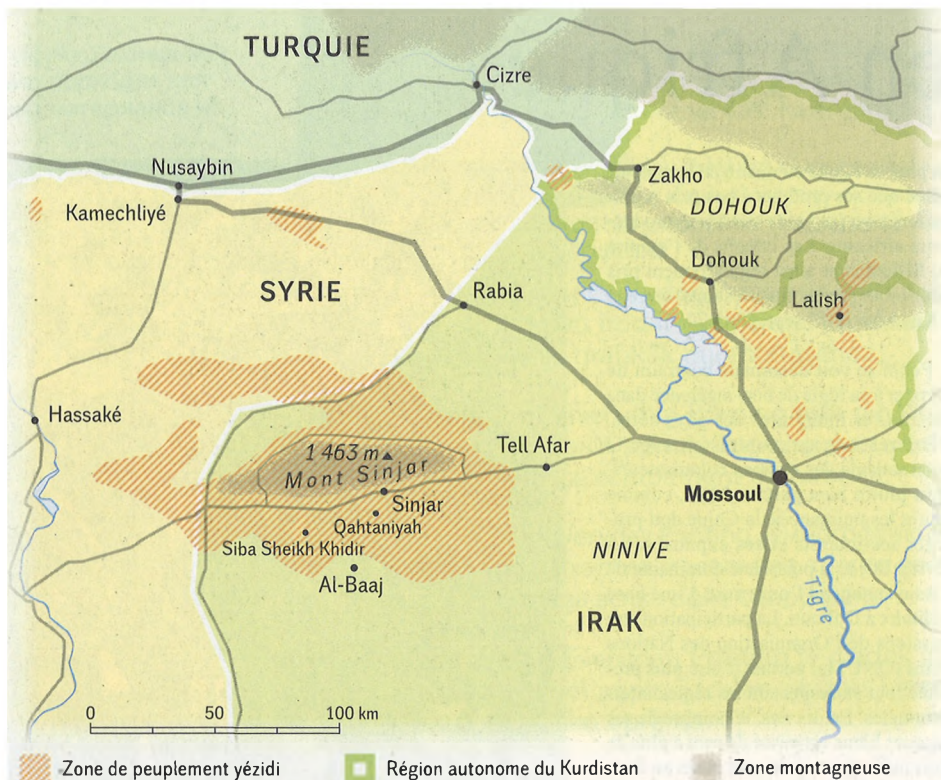
s'élève, comme si des esprits tourmentés hantaient la cité. Des hommes en armes entrent et sortent d'une école transformée en quartier général, ou s'asseyent en attendant les ordres. « Nous avons été victimes de massacres par le passé, mais ce nouveau carnage a eu lieu à l'âge de la technologie avancée ! Nous déplorons des milliers de victimes ; des milliers de nos sœurs sont encore entre les mains de l'OEI », martèle M. Qasim Shasho, le commandant des peshmergas de Sinjar, proches du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et d'origine yézidie.

Cuisinier, Abou Majed organisait les fêtes de mariage. Il a du mal à retenir ses larmes en nous montrant des photographies de sa famille. Ce fatal 3 août 2014, des djihadistes de l'OEI ont enlevé sa femme, ses trois filles et l'un de ses fils. Seule sa fille de 23 ans, maintenue en captivité à Rakka, la « capitale » de l'OEI en Syrie, a réussi à donner de ses nouvelles il y a quelques mois. Abou Majed se retrouve seul avec un de ses fils. Des récits comme le sien, toutes les familles peuvent en raconter.

Si l'on réécrivait l'histoire du Proche-Orient du point de vue des Yézidîs, il en résulterait un livre bien différent de ceux dont nous disposons. Ce peuple kurdophone (kurmandji) possède une culture unique, construite autour d'une religion monothéiste transmise oralement qui plonge ses racines dans le zoroastrisme, auquel s'ajoutent des influences chrétiennes et islamiques. Les Yézidîs peuplent essentiellement les régions kurdes d'Irak, leur principal lieu de culte se situant à Lalish, au nord de Mossoul. On les retrouve également en Transcaucasie et dans les diasporas occidentales. En Irak, ils s'inscrivent dans un paysage religieux riche et ancien composé notamment des Chabaks, d'adeptes du mandéisme, des Églises chrétiennes chaldéenne, assyrienne d'Orient ou syriaque. Leur communauté est divisée en classes, dirigées par des cheikhs (chefs) ou des autorités religieuses. Le mariage avec des membres d'une autre confession leur est strictement interdit.

Durant l'été 2014, l'OEI mena une offensive-éclair. En juin, quelques centaines de djihadistes créaient la surprise en s'emparant de Mossoul, deuxième ville d'Irak. Les forces militaires irakiennes, estimées à 30 000 hommes, abandonnèrent rapidement les lieux, dans le contexte d'une lutte de pouvoir entre des tribus sunnites privées de leurs droits et des notables urbains mécontents de leur perte d'influence après l'invasion américaine. C'était aussi une conséquence de la politique sectaire du premier ministre chiite d'alors, M. Nouri Al-Maliki. À la surprise générale, après s'être dirigées vers Bagdad, les troupes de l'OEI firent demi-tour pour s'attaquer à des régions sous le contrôle des Kurdes. L'attaque commença aux premières heures du 3 août 2014 dans la région de Sinjar, habitée par des Yézidîs. Le commandement peshmerga, pris de panique, ordonna à ses combattants de se retirer, laissant la population à la merci des djihadistes. La résistance, équipée d'armes légères, s'effondra en quelques heures. La population tenta de gagner les montagnes, mais de nombreux habitants, surtout ceux qui n'avaient pas de véhicule, ne purent s'enfuir.

Les hommes furent séparés des femmes et très souvent abattus sur place. Des civils s'enfuirent jusqu'au Sardasht, le haut plateau au sommet du mont Sinjar, où les djihadistes les poursuivirent,



Source : Michael Izady, The Gulf/2000 Project, université Columbia, New York, 2016.

CÉCILE MARIN

tout en continuant les massacres et les prises d'otages, jusqu'à ce que des combattants yézidis s'emparent d'une mitrailleuse abandonnée par les peshmergas et les repoussent. Les hommes qui n'acceptèrent pas de se convertir à l'islam furent tués. Les femmes et les filles, dont des fillettes n'ayant pas plus de 9 ans, furent rassemblées dans des centres, envoyées à Tell Afar, non loin, et vendues comme esclaves sexuelles aux djihadistes de tout le « califat ». Le nombre de tués et de captifs n'est pas connu précisément, mais les organisations yézidies parlent de 2240 morts, de 1 020 disparus – dont on craint qu'ils aient été exécutés – et de plus de 5 800 prisonniers, essentiellement des femmes et des enfants. Plus de 280 personnes, des enfants pour la plupart, sont mortes de soif et d'épuisement au cours des premiers jours.

## Détruire une culture et un mode de vie

Aucun groupe humain n'a été autant brutalisé par l'OEI que les Yézidis. Le but de l'organisation semble avoir été non seulement d'intimider et de soumettre, mais aussi de détruire une culture et un mode de vie très particuliers dans la région. La violence subie par les Yézidis ne date pas d'hier. Pour eux, les événements de 2014 représentent le soixante-treizième massacre, et ils emploient pour le désigner le terme ottoman *farman*. Ce mot, qui signifie « décret du sultan », se réfère aux tueries ordonnées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le sultan Abdülhamid II dans le but de placer les régions yézidies reculées sous le contrôle de l'État, d'imposer à leurs habitants le service militaire et les taxes, et de les convertir à un islam sunnite. Les Yézidis n'ont pas bénéficié de la protection accordée aux chrétiens et aux juifs, adeptes de religions monothéistes dont l'islam prétend rétablir le message original.

Considérés comme des païens, voire comme des « adorateurs du diable », les Yézidis ont souvent été persécutés. Le régime baasiste irakien les a traités de façon discriminatoire. En 1975, dans le cadre d'un vaste projet de modernisation et pour assurer à l'État un meilleur contrôle d'une région montagneuse et reculée, les autorités baasistes les forcèrent à abandonner leurs villages traditionnels du mont Sinjar pour les installer dans des « collectivités » au nord et au sud de la montagne. L'eau nécessaire à l'irrigation n'arriva jamais dans la plupart de ces lieux, obligeant les habitants appauvris à dépendre de leurs voisins arabes plus riches en travaillant leurs terres.

les Turkmènes de Tell Afar, d'où étaient originaires beaucoup d'officiers de Saddam Hussein, ont été mécontents de voir le pouvoir leur échapper. La résistance armée anti-américaine a recruté majoritairement dans l'ancienne base du parti Baas, qu'une nouvelle force venait alors influencer : l'internationale salafiste djihadiste. Dans le même temps, les Yézidis et d'autres minorités du nord de l'Irak, multiethnique, pouvaient travailler dans des bases américaines ou s'enrôler dans la nouvelle armée irakienne.

Ceux qui ont rejoint la lutte contre les Américains appartenaient à une nouvelle génération, beaucoup plus radicale que les Afghans responsables d'Al-Qaida (1). L'organisation Jamaat Al-Tawhid Wal-Djihad, fondée par le militant jordanien

Abou Moussab Al-Zarkaoui, a adopté l'idéologie salafiste djihadiste pour faire face au nouveau conflit sectaire. Cette idéologie allait bientôt semer le chaos. Selon sa lecture de la charia, les Yézidis avaient le choix entre se convertir à l'islam ou périr. En avril 2007, des militants arrêtaient un bus qui transportait des travailleurs venant d'une usine textile de Mossoul. Ils ordonnèrent aux chrétiens et aux musulmans de descendre, s'emparèrent des vingt-trois travailleurs yézidis et les assassinèrent. Mais le pire allait survenir le 14 août 2007, lorsque quatre camions piégés servirent à des attentats-suicides massifs dans deux localités yézidies, Qahtaniyah et Siba Sheikh Khidir, faisant 500 morts et 1 500 blessés.

L'armée américaine ne disposait pas de suffisamment d'hommes pour contrôler cette zone frontalière. Une grande partie du nord-ouest de l'Irak, une région stratégique à la frontière syrienne, devint une autoroute pour les volontaires islamistes. Dans un camp dans le désert près de Sinjar, les soldats américains trouvèrent la trace de quelque 700 volontaires venus de plusieurs pays, principalement d'Arabie saoudite et de Libye, pour défendre la cause djihadiste en Irak (2).

On ne sait toujours pas officiellement pourquoi l'armée irakienne s'est effondrée face à l'offensive de l'OEI. S'ajoute un autre mystère : pourquoi celle-ci n'a-t-elle pas poursuivi sa percée vers Bagdad, la capitale et le centre du pouvoir en Irak, au lieu de lancer une opération contre les communautés yézidies du Sinjar, sous le contrôle des peshmergas kurdes ? Cette attaque n'avait pas de sens dans la lutte d'influence entre le pouvoir chiite à Bagdad et les sunnites avides de revanche.

Le raid contre Sinjar met en lumière les contradictions de l'organisation islamiste. Plusieurs Yézidis déplacés nous ont confirmé que l'attaque initiale avait été essentiellement menée par les tribus arabes voisines (Jiheysh, Abou Mtemet et Khatouni). Leur vœu d'allégeance (*bay'a*) au nouveau « califat » a coïncidé avec l'offensive contre Sinjar. En d'autres termes, les tribus arabes locales, à l'exception des Chammar de la région de Rabia, se sont jointes à l'OEI pour attaquer les Yézidis sans raison apparente (3). L'une des explications tiendrait à la grande diversité des troupes de l'OEI : vieille garde baasiste qui rêve de revenir au pouvoir à Bagdad, combattants d'une guerre sectaire contre le régime syrien, djihadistes internationaux qui veulent saper la société occidentale, Tchétchènes, Turcs, etc. Chaque groupe apporte sa force, mais aussi un nouvel ennemi. En fin de compte, l'OEI se bat contre le reste du monde – un combat pour lequel l'organisation manque manifestement de ressources. En attaquant Sinjar, elle a gagné des recrues parmi les tribus arabes, mais elle a ouvert un nouveau front dans les « territoires contestés » de Ninive et Kirkouk entre Kurdes, pouvoir central chiite et notables sunnites de Mossoul.

Depuis 2003, la zone de Sinjar, bien que faisant partie de la région de Ninive, était sous le contrôle des peshmergas. Leur retrait sans combattre l'OEI a laissé des traces. « Les Yézidis attendent toujours une explication des dirigeants de la région autonome du Kurdistan », nous déclare M. Jamil Shawmar, directeur de l'organisation humanitaire Yazda, sise à Dohouk. Les autorités kurdes ont semblé surprises par l'attaque de l'OEI. Et, en laissant les régions yézidies sans défense, elles ont alimenté les questions identitaires : les Yézidis font-ils ou non partie de la nation kurde ? Une semaine

après l'offensive, des combattants kurdes venus de Syrie ont néanmoins réussi à ouvrir un couloir et à sauver des dizaines de milliers de Yézidis bloqués au sommet du mont Sinjar.

## Encore des milliers de femmes captives

Après la contre-attaque des forces kurdes soutenues par l'aviation américaine, en novembre-décembre 2015, seuls 50 000 civils, sur 300 000, ont regagné la région. La plupart des villes et des villages sont en ruine, détruits durant les combats ou par les djihadistes lors de leur retrait. Certains attendent une clarification politique avant de revenir. Car Sinjar est désormais divisée entre l'est, sous l'influence du PDK, au pouvoir dans la région autonome irakienne, et l'ouest, sous celle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, originaire de Turquie) et de ses alliés syriens. Ces deux forces appartiennent à des ententes régionales antagonistes : tandis que le PDK de M. Massoud Barzani est allié à la Turquie, le PKK est en guerre contre Ankara. Le PKK a même créé une milice locale composée de Yézidis payés par Bagdad, mais sous son contrôle.

Les massacres ottomans contre les Yézidis en 1892 furent suivis d'une forte réaction, puis d'une renaissance de cette identité et de cette culture dans la région du mont Sinjar (4). Leurs descendants réchapperont-ils de l'anéantissement en cours ? Rien n'est moins sûr. La majorité d'entre eux vivent actuellement dans des camps de réfugiés rudimentaires et surpeuplés. Beaucoup d'autres ont pris la route de l'Europe. Malgré l'avancée des milices chiites pour couper les ravitaillements entre Mossoul et la Syrie, des villages yézidis au sud de Sinjar sont encore sous le contrôle de l'OEI, qui, depuis ces bases, lance des attaques régulières contre les positions kurdes et yézidies. Quelque 2 000 femmes ont été libérées ; 3 200 sont encore captives, pour la majorité à Rakka, en Syrie. Les Yézidis sont amers et se sentent trahis : ils ont été massacrés par leurs anciens voisins arabes, trahis par leurs frères ethniques, les Kurdes, et oubliés par la « communauté internationale ». Avant de regagner leurs foyers et de se construire une nouvelle vie, ils ont besoin de pouvoir espérer que ce soixante-treizième *farman* sera le dernier.

\* Professeur d'histoire et de relations internationales à l'université de Genève et à la Webster University de Genève. Auteur d'*Open Wounds : Armenians, Turks, and a Century of Genocide*. Hurst & Company, Londres, 2015.

(1) Lire « Et l'Irak accouche d'une nouvelle génération de djihadistes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2008.

(2) Joseph Felter et Brian Fishman, « Al-Qa'ida's foreign fighters in Iraq. A first look at the Sinjar records », Combating Terrorism Center, West Point (État de New York), 2 janvier 2007.

(3) Présente sur tout le territoire, la puissante confédération tribale des Chammar est un ennemi important de l'OEI.

(4) Nelida Fuccaro, *The Other Kurds. Yazidis in Colonial Iraq*, I. B. Tauris, Londres, 1999.

## LE PRÉSIDENT ERDOĞAN, UN ENCOMBRANT PARTENAIRE

Ankara et Téhéran,  
alliés ou concurrents ?

*Ravivées par la guerre en Syrie et par l'afflux de réfugiés en Europe, des tensions opposent de manière récurrente la Turquie à son partenaire historique allemand et à son rival ancestral iranien. Elles devraient persister, malgré une dynamique de rapprochement diplomatique entre Ankara et Téhéran pour la recherche d'un cessez-le-feu durable entre tous les acteurs du conflit syrien.*

PAR MOHAMMAD-REZA DJALILI  
ET THIERRY KELLNER \*

TOUT AU LONG de leur histoire, l'Iran et la Turquie ont fait preuve de pragmatisme dans leurs relations bilatérales, en dépit de leur rivalité et d'intérêts parfois divergents (*lire l'encadré page 17*). Les révoltes du « printemps arabe » ont toutefois révélé – et parfois créé – de profonds antagonismes. Dès le début de la crise en Syrie, les désaccords sont apparus (1). Après avoir (en vain) invité le gouvernement de M. Bachar Al-Assad à entreprendre des réformes, Ankara – pourtant proche de ce pays dans le cadre de sa politique « zéro problème avec les voisins » – a offert son soutien à l'opposition. C'est un tout autre son de cloche qu'a fait entendre l'Iran, dont la stratégie au Levant repose sur Damas. Téhéran a soutenu le régime et mobilisé ses alliés libanais, dont le Hezbollah, ainsi que d'autres relais : milices chiites irakiennes et volontaires chiites en provenance de divers pays, ces derniers s'étant notamment illustrés dans les combats pour la prise d'Alep-Est. Alors que l'Iran devenait le plus important allié du régime syrien – du moins jusqu'à l'intervention russe de septembre 2015 (2) –, la Turquie autorisait l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à installer sur son territoire un bouclier antimissile, à la suite de violations de son espace aérien par l'aviation

russe, mais aussi pour mieux se protéger contre des tirs en provenance de la Syrie. Autant de décisions auxquelles la République islamique s'opposait : de son point de vue, ces installations étaient en partie dirigées contre elle.

Pour le régime iranien, la Turquie a abandonné la politique d'indépendance à l'égard des États-Unis amorcée en 2003, lorsqu'elle avait refusé de faciliter l'intervention militaire américaine en Irak. En juillet 2015, elle a permis à l'armée américaine de faire décoller ses avions depuis sa base d'Incirlik pour sa campagne de bombardements contre les troupes de l'Organisation de l'État islamique (OEI). La décision, bien qu'elle contribue à contenir l'avancée de l'OEI, a suscité l'ire de Téhéran, qui y a surtout vu un nouveau moyen de rapprochement entre Ankara et Washington. L'Iran s'inquiète également de la convergence qui s'est dessinée au début de l'année 2015 entre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar sur la Syrie. Les trois pays se sont en effet entendus pour mieux coordonner leurs actions et accroître leur aide à l'opposition (3). Les résultats ne se sont pas fait attendre : à partir de fin mars 2015, les forces rebelles ont progressé dans diverses régions du pays. Téhéran a alors poussé Moscou à intervenir (4).

En dépit de la conclusion d'un accord sur le nucléaire iranien en juillet 2015, Ankara et Téhéran se sont livrés à une guerre des mots à propos de la Syrie, cha-

cun accusant l'autre de soutenir des « mouvements terroristes ». Le président Recep Tayyip Erdoğan n'a guère apprécié les accusations des médias iraniens concernant l'achat par la Turquie de pétrole en provenance des puits syriens contrôlés par l'OEI. Plus spectaculaire encore, dans un contexte d'intensification des relations avec certaines monarchies pétrolières, Ankara a inauguré en mai 2016 – et pour la première fois depuis la fin de l'Empire ottoman – une base militaire sur le territoire de son allié le plus proche dans la région, le Qatar. Cette initiative bilatérale fait écho à l'alliance sunnite officiellement lancée par Riyad en mars 2016, alliance dont Ankara et Doha sont membres. Cette série de développements, sans parler de la pénétration turque dans le golfe Arabo-Persique, que Téhéran considère comme sa zone d'influence naturelle, inquiète le régime iranien.

Bien qu'opposés sur l'ensemble des dossiers régionaux, la Turquie et l'Iran restent liés par leurs échanges économiques et énergétiques. La première achète au second du pétrole et du gaz, tandis que Téhéran poursuit ses importations de biens de consommation turcs. Signe que les dissensions politiques pèsent néanmoins, le montant des échanges commerciaux décline : il est passé de 21,89 milliards de dollars en 2012 à 13,7 milliards de dollars en 2014 et seulement 9,7 milliards de dollars en 2015. Même si la baisse du prix des hydrocarbures explique en partie cette évolution, on est très loin de l'objectif de 35 milliards que les deux parties s'étaient fixé. À la suite de l'interception d'un avion russe par des chasseurs turcs le 27 novembre 2015, l'Iran a proposé ses bons offices dans la crise survenue entre Ankara et Moscou, sans doute pour améliorer ses rapports avec la Turquie. Preuve qu'un certain pragmatisme prévaut, les deux pays ont signé au printemps 2016 un accord sur le tourisme et discutent d'une coopération stratégique dans le domaine du pétrole et du gaz.

La tentative de coup d'État en Turquie, dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, a fourni à Téhéran une occasion inespérée

\* Respectivement professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et maître de conférences au département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Coauteurs de *L'Iran en 100 questions*, Tallandier, Paris, 2016.



de se concilier son voisin, dans un contexte où ce dernier avait déjà amorcé un rapprochement avec Moscou. Alors que le putsch était encore en cours, le ministre des affaires étrangères iranien a envoyé un message de soutien au gouvernement turc sur Twitter. Le Conseil supérieur de la sécurité nationale, réuni sous la présidence de M. Hassan Rohani, a ensuite exprimé son soutien officiel au « *gouvernement légitime de la Turquie* ». Cette prompte réaction a tranché avec celle, plutôt lente, des pays de l'OTAN, pourtant alliés au gouvernement Erdoğan. Très rapidement après l'échec du coup d'État, le président Rohani a proposé des discussions sur les problèmes régionaux. Téhéran a donc clairement profité de l'événement pour inviter le pouvoir turc à revoir ses positions sur la Syrie. En moins d'un mois, un rapprochement s'est concrétisé. Le consensus portait sur trois principaux objectifs déjà discutés, mais sans succès, lors de rencontres secrètes qui avaient débuté trois mois après l'élection de M. Rohani : maintien de l'intégrité territoriale du pays, lutte contre tous les mouvements extrémistes et terroristes, et enfin établissement d'un gouvernement d'unité nationale par la tenue d'élections sous la supervision de l'Organisation des Nations unies (ONU) (5).

Le 21 décembre, Ankara, Téhéran et Moscou ont acté – sans associer Washington à leur initiative – le principe d'un « cessez-le-feu élargi » en Syrie. Cette démarche n'a pas été remise en question par l'assassinat de l'ambassa-

teur russe en Turquie deux jours plus tôt. Au-delà de cette entente formelle, les désaccords entre la Turquie et l'Iran persistent, notamment sur le rôle de M. Al-Assad, ce qui rend leur rapprochement fragile. De leur côté, les États-Unis et la Turquie ont travaillé à réchauffer leurs relations, glaciales après le coup d'État raté de juillet : M. Barack Obama et M. Erdoğan se sont rencontrés début septembre ; et, surtout, la Turquie a lancé le 24 août 2016 dans le nord de la Syrie l'opération « Bouclier de l'Euphrate », en concertation avec Washington mais sans en avertir Téhéran. Surpris, ce dernier a qualifié l'opération de « *violation de la souveraineté syrienne* », accusant Ankara de compliquer la situation régionale. Cela n'a pas empêché la Turquie d'étendre ses opérations pour établir de facto une « zone sûre » sur le territoire de la Syrie à destination de l'opposition. Un sanctuaire dont l'idée prend toute son importance avec la chute des bastions rebelles d'Alep-Est, et qui n'est pas du goût du régime iranien.

Si Téhéran et Ankara jouent officiellement l'apaisement dans leurs relations, comme le suggère la rencontre entre MM. Rohani et Erdoğan en septembre dernier en marge de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, leurs positions sur la politique régionale continuent donc de diverger. Face à la politique étrangère iranienne, toujours alignée sur la cause chiite, M. Erdoğan se pose peu à peu en protecteur des sunnites. En Irak, dans le contexte des opérations militaires de reconquête de

la ville de Mossoul, le président turc a condamné la présence des milices chiites soutenues par Téhéran, considérant qu'elles menaçaient les sunnites. Il a massé des troupes à la frontière irakienne, laissant entendre qu'elles ne resteraient pas inactives si les sunnites faisaient les frais des opérations contre l'OEI à Mossoul et à Tell Afar (où vit une importante minorité turkmène). Selon certains observateurs, cet avertissement à l'encontre des relais de Téhéran en Irak – et, indirectement, de la politique iranienne dans ce pays – pourrait constituer une base pour un rapprochement entre le pouvoir turc et la nouvelle administration Trump. Un développement qui, s'il se confirme, risquerait de n'être guère apprécié à Téhéran, vu le discours du président américain élu et de ses proches conseillers vis-à-vis de l'Iran.

MOHAMMAD-REZA DJALILI  
ET THIERRY KELLNER.

(1) Cf. Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « L'Iran et la Turquie face au "printemps arabe" », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 2012.

(2) Cf. Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Iran's Syria policy in the wake of the "Arab Springs" », *Turkish Review*, vol. 4, n°4, Istanbul, 2014.

(3) « Turkey, Saudi Arabia agree to boost support to Syria opposition », Anadolu Agency, 2 mars 2015.

(4) Laila Bassain et Tom Perry, « How Iranian general plotted out Syrian assault in Moscow », Reuters, 6 octobre 2015.

(5) Julian Borger, « Iran and Turkey's secret talks on Syria revealed », *The Guardian*, Londres, 13 décembre 2016.

## Condamnés à s'entendre

**S**IMILITUDES HISTORIQUES, affinités culturelles : l'Iran et la Turquie affichent une singulière proximité. Contrairement à bon nombre de leurs voisins au Proche-Orient, ces deux États non arabes sont de construction ancienne. Issus de deux grands Empires, le safavide et l'ottoman, dont la rivalité remonte au XVI<sup>e</sup> siècle, ils se sont souvent combattus ; ils sont également parvenus, parfois, à trouver des terrains d'entente.

Leur développement politique au cours du XX<sup>e</sup> siècle présente de multiples ressemblances. Tant la révolution constitutionnelle de 1906 en Perse que celle des Jeunes-Turcs en 1908 transforment la scène politique nationale. Après la Grande Guerre, les deux capitales lancent de concert des programmes de transformation pilotés par l'État. Dès sa fondation par Mustafa Kemal Atatürk, en 1923, la République de Turquie a mis en œuvre une politique de modernisation autoritaire dont Reza Chah s'est inspiré à l'établissement de la dynastie Pahlavi, fin 1925. Après la seconde guerre mondiale, et jusqu'à la révolution islamique de 1979, Ankara et Téhéran redoutent la « menace soviétique » : proches des Occidentaux, et en particulier des États-Unis, ils coopèrent sur le plan militaire au sein du pacte de Bagdad (1955-1958), remplacé après la chute de la monarchie irakienne, en 1958, par l'Organisation du traité central (Cento, 1959-1979).

À partir de 1979, deux systèmes politiques de nature très différente, l'un laïque, l'autre théocratique, doivent coexister. Le nouveau régime iranien condamne la laïcité, rejette le kémalisme et l'occidentalisation de la société turque. Il réprouve les liens d'Ankara avec les États-Unis, avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et, plus tard, avec Israël. En politique internationale, il opte pour le mouvement des non-alignés et inaugure une « diplomatie islamique » qui rejette à peu près toutes les formes de régime existant au Proche-Orient et plus largement dans le monde musulman. Mais, lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), Téhéran n'a d'autre choix que de mener une politique plus conciliante à l'égard de son voisin : les relations commerciales bilatérales irano-turques redémarrent progressivement. Après la fin de la guerre, malgré le fossé idéologique qui les sépare et l'apparition périodique de dissensions, les deux pays continuent de développer leurs échanges commerciaux, évitant toute aggravation des tensions.

En 2002, l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP, à l'époque islamiste modéré) en Turquie favorise une reprise plus ample de la coopération. La décennie 2000 se caractérise par un rapprochement inédit depuis la chute du chah. Les liens politiques se renforcent, les visites officielles se multiplient, la collaboration dans le domaine énergétique

se confirme, et les échanges économiques connaissent un essor sans précédent. Le volume du commerce passe de 1 milliard de dollars en 2000 à 16 milliards en 2011 (1). En 2012, l'Iran est le premier fournisseur pétrolier et le deuxième fournisseur gazier de la Turquie, juste après la Russie (2). Les sanctions américaines ayant affecté les relations commerciales et financières entre l'Iran et Dubaï, la Turquie joue le rôle de base de repli pour les compagnies iraniennes. Leur nombre explose dans le pays. Selon le ministère turc de l'économie, on en comptait 3604 en 2014.

Sur le plan diplomatique, Ankara, en coopération avec le Brésil, s'implique dans une médiation sur la question nucléaire iranienne ; sans succès. Cette initiative soulage cependant Téhéran face aux pressions occidentales. En votant contre la résolution 1929 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui imposait de nouvelles sanctions contre l'Iran, en juin 2010, la Turquie lui a d'ailleurs confirmé son soutien.

M.-R. D. ET T. K.

(1) « Direction of trade statistics, yearbook 2015 », Fonds monétaire international (FMI), Washington, DC, octobre 2015.

(2) « Oil and gas security. Emergency response of IEA countries », Agence internationale de l'énergie, Paris, 2013.